

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES
CLUBS DIJONNAIS
SOUS LA RÉVOLUTION

LEUR RÔLE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le vendredi 30 juin 1905, à une heure et demie

PAR

Louis HUGUENEY

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES

AVOCAT À LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

Président : M. DESLANDRES, Professeur.

Suffragants : { M. VIGNES, Professeur adjoint.
 { M. CHAMPEAUX, Agrégé.

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1905

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES
CLUBS DIJONNAIS
SOUS LA RÉVOLUTION

LEUR RÔLE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le vendredi 30 juin 1905, à une heure et demie

PAR

Louis HUGUENEY

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

Président : M. DESLANDRES, Professeur.

Suffragants : { M. VIGNES, Professeur adjoint.
 { M. CHAMPEAUX, Agrégé.



DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1905



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548628_0032

INTRODUCTION

Retracer l'histoire des clubs dijonnais à l'époque révolutionnaire, esquisser leur rôle politique et économique, l'entreprise, selon le point de vue d'où on la juge, peut sembler téméraire, elle peut paraître mesquine. C'est un double préjugé qu'il nous faut d'abord dissiper.

Les procès-verbaux des clubs dijonnais sont perdus, la tradition orale effacée, les correspondances privées détruites ou inaccessibles, le classement des archives publiques inachevé ou embryonnaire. Pré-tendre en écrire l'histoire, n'est-ce donc pas se targuer de bâtir sans matériaux et par suite se condamner à fonder sur des hypothèses une œuvre qui, par essence, ne doit tirer sa valeur et son intérêt que d'une connaissance exacte et minutieuse des faits ? L'objection était grave. Était-elle décisive ? Nous ne l'avons pas cru (1). Des procès-verbaux égarés ou

(1) Comp. G. Leroy, *Le Club des Jacobins de Melun : Révolution française*, 1901, t. XLI, p. 446.

supprimés : n'est-ce pas le triste sort réservé aux papiers de la plupart des clubs (1) ? Les Jacobins de Paris ont aujourd'hui leur histoire reconstituée, et leurs registres n'existent plus (2). Les Sociétés de Dijon, parce que leurs papiers sont perdus, devraient-elles rester dans l'oubli ? Appeler sur elles l'attention, éveiller la curiosité, n'est-ce pas d'ailleurs favoriser, provoquer la divulgation de documents restés cachés, documents précieux dormant encore, la conjecture est permise, dans quelque collection privée ? Les matériaux, à la vérité, ne manquaient point : ils étaient seulement dispersés, parcellaires, difficilement accessibles. C'était une poussière dont il fallait faire un corps. Besogne ardue et qui pourtant avait ses charmes. Eussions-nous, par une chance inespérée, découvert un jour complets, intacts, en bloc, les comptes rendus des séances des clubs dijonnais, notre jouissance eût été celle de l'inventeur mettant la main sur un trésor, notre rôle, celui d'éditeur et tout au plus de glossateur. L'histoire était faite de morceaux ; il convenait de la reconstruire. C'était une série de problèmes dont quelques éléments étaient donnés, dont quelques autres étaient cachés, dont la solution restait à chercher : jeux d'esprit souvent compliqués, aux combinaisons multiples, et qui parfois nous donnèrent l'illusion de faire apprentissage de la profession d'historien

Petits problèmes, dira-t-on, dont l'intérêt pourtant n'avait, à notre sens, rien de mesquin et de négli-

(1) V. les observations de M. Lévy Schneider, *Révolution française* 1899, t. XXXVI, p. 132.

(2) Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I^{er}, introd., p. 1.

geable. Une évocation des clubs dijonnais, l'intérêt local mis à part, a sa portée dans l'histoire politique de la Révolution dans son histoire économique.

De l'intérêt local, est-il besoin d'en justifier ? Le Dijon ancien est décrit avec art et avec pitié. Du Dijon révolutionnaire, nous ne savons à peu près rien (1). Serait-ce impossibilité de savoir, serait-ce indifférence ou dédain ? Que l'histoire fût impossible, la raison eut sa valeur tant que demeurèrent impénétrables aux profanes les archives révolutionnaires. C'est une raison qui disparaît ; le temps, qui calme les scrupules, emportera bientôt le dernier reste des mystères dont furent entourés jusqu'ici la plupart de ces documents. Seraient-ils donc à mépriser ? C'est une idée à laquelle de bons esprits n'ont peut-être pas résisté. Dijon ancien avait une histoire ; Dijon révolutionnaire n'a pas d'histoire. Dijon révolutionnaire a imité Paris, comme Marseille imitait Paris, comme Gevrey imitait Dijon. Qui a lu l'histoire d'un club a lu l'histoire de tous les clubs. Qui a lu l'histoire de France sous la Constituante, la Législative, la Convention et le Directoire, a lu l'histoire de Dijon... C'est une objection dont il serait puéril assurément de méconnaître la portée, dont la valeur néanmoins ne doit pas être exagérée. Des clubs, sans doute, sont nés partout à l'époque révolutionnaire, et ces clubs se sont ressemblés. Mais ont-ils eu en tout pays même conduite et même caractère ? A s'en tenir aux apparences, on s'en per-

(1) V. l'opuscule de M. Justin Ledeuil, *La Révolution à Dijon*, Paris, 1872.

suaderait aisément (1). Partout plantation d'arbres de la liberté, partout cocardes nationales, partout plus tard bonnets rouges. Que l'on aille au fond des choses, les besoins locaux, l'esprit régional, sous l'uniformité apparente, laisseront percer la diversité des situations et des idées. Les Jacobins de Limoges restèrent, même sous la Terreur, dociles sujets des bourgeois qui constamment les dirigèrent et même, si l'on en croit leur historien, les exploitèrent (2); ceux de Castres, ennemis acharnés des riches, prirent à l'inverse une attitude que n'eût certes point désavouée un socialiste contemporain (3). Ceux de Cognac s'intéressaient vivement aux événements de la capitale, pleuraient la mort de Mirabeau et félicitaient La Fayette (4); ceux de Callas préféraient consacrer leur temps et leurs soins à leurs olives et à leurs pinèdes (5). Ceux de Fontainebleau étaient débraillés et de mœurs assez dissolues (6); ceux de Mayence avaient la dignité qui sied à une réunion de professeurs, de fonctionnaires et d'étudiants (7).

(1) Comp. F. Mugnier, *La Société populaire ou Club des Jacobins de Thonon*, Paris, 1898, p. 48.

(2) Fray-Fournier, *Le Club des Jacobins de Limoges*, Limoges, 1903, p. 12-13.

(3) P. Dupéron, *Etude sur la Société populaire de Castres*, Paris, 1900, p. 9.

(4) Le Gallo, *Les Jacobins de Cognac : Révolution française*, 1902, t. XLIII, p. 241.

(5) Poupé, *La Société populaire de Callas*, *Ibid.*, p. 481-503. — V. aussi ce que dit M. Fernand Martin des Jacobins « essentiellement opportunistes » d'Artonne : *Les Jacobins au village*, Clermont-Ferrand, 1902, p. 9.

(6) Ch. Constant, *Un club de Jacobins en province : Correspondant*, 1876, t. CII, p. 747-769.

(7) Bockenheimer, *Die Mainzer Klubisten*, Mayence, 1896, p. 57-67.

Ceux de Villecroze, amis de la tranquillité, désireux d'union, résistaient à la passion d'épurer et de dénoncer (1) ; ceux de Thonon, esprits inquiets, étaient par essence délateurs et épurateurs (2) : ce qui n'empêchait qu'ils fussent relativement tolérants, à la différence de ceux d'Auch, lesquels se signalèrent comme d'ardents « curés rouges » (3)... Quelle conduite fut celle, quel caractère, celui des clubistes dijonnais ?

La question n'importe pas seulement à l'histoire de Dijon, elle intéresse l'histoire de France. « Paris et Dijon, vous avez sauvé la République ! » s'écriait le « patriote » Sauvageot, dans un de ces accès de lyrisme où se mêlaient agréablement son enthousiasme de poète et sa candeur de Dijonnais (4). La louange était un peu forte. Sauvageot pourtant avait ses excuses. Les clubistes dijonnais, s'ils n'exercèrent point une influence comparable à celle de leurs frères, les Jacobins de Paris, réussirent cependant plus d'une fois à fixer sur leur société l'attention de la France, un moment même celle de la Suisse..., pour ne point parler de celle de Londres. Par la supériorité intellectuelle de ses clubs d'abord, par le grand nombre de ses clubistes ensuite, Dijon, sous la Révolution, conserva sur les villes de la Bourgogne la suprématie que, sous l'ancien régime, lui valait sa dignité de capitale. Le hasard enfin

(1) Poupé, *La Société populaire de Villecroze : Révolution française*, 1901, t. XL, p. 132-152.

(2) F. Mugnier, *op. cit.*, p. 45-46.

(3) Brégail, *Les curés rouges et la Société montagnarde d'Auch*, 1901.

(4) *Discours sur l'Etre suprême*, Bibl. de Dijon, F. Delmasse, 1638.

voulut que, parmi les causes déterminantes du sort des clubs en France sous la législation intermédiaire, la conduite des clubs dijonnais, presque toujours, apparût comme un facteur de premier ordre (1).

Dijon, il est vrai, dans la tourmente révolutionnaire, s'est moins signalée que d'autres villes. Son attachement quasi-constant aux instructions venues de Paris lui a épargné les malheurs qu'a subis Lyon la révoltée. L'éloignement des luttes à main armée, la distance relativement assez grande de la capitale rendant plus difficile l'envoi des victimes au tribunal révolutionnaire (2), peut-être aussi le bon sens, la placidité d'esprit de ses habitants, y ont rendu les exécutions plus rares et la Terreur moins tragique. « Pas un chat de tué, pas un château de roussi, dit plaisamment, vers le début de la Révolution, le prétendu Craquefort, émissaire du club de Paris, dans *La Guinguette*. Ce n'est pas de ma faute. C'est le naturel du pays. On n'est pas malin ici ! » Les clubistes dijonnais, il faut l'avouer à leur honneur, restèrent longtemps peu malins ; et, lorsque Léonard Bourdon, député par la Convention, vint s'installer à Dijon, le sang, par un heureux privilège, n'avait pas encore coulé dans ses murs. L'histoire de leurs sociétés, si elle perd par là l'intérêt qui, aux yeux

(1) Spécialement en ce qui touche l'élaboration des lois des 29-30 septembre 1791 et 24 vendémiaire an III. — Comp. sur l'importance du rôle du club jacobin de Dijon et l'utilité d'en écrire l'histoire, les réflexions de l'abbé Guérin, *Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuses du diocèse de Dijon*, t. II, 1884, p. 213, note 1.

(2) Réflexion empruntée à un journal du temps.

d'un dramaturge, s'attache au récit d'événements tragiques, n'en a pourtant que plus de valeur, et pour la science politique, et pour la science économique. Certains clubs vécurent et agirent quotidiennement sous l'empire de l'émotion causée par les horreurs de la guerre civile. Les Jacobins de Dijon, les troubles du Jura mis à part, ne sentirent qu'indirectement ces émotions violentes dont l'absence relative se devait naturellement traduire par l'évolution plus normale des idées et de la « machinerie » politique, par une préoccupation plus constante et un soin plus grand des questions économiques.

Attrait de plus en plus vif pour l'œuvre locale, curiosité croissante au bénéfice de l'histoire politique et économique de la Révolution (1), celle-là dès longtemps exposée dans ses grandes lignes, mais qui ne peut que gagner aux informations plus précises et aux observations multipliées, celle-ci à peine ébauchée et plongée encore dans les ténèbres, cette étude n'est que la manifestation, le produit de ces deux tendances. Tendances qui, prises séparément, présentent assurément leurs dangers, la première conduisant peut-être à une excessive minutie dans

(1) De son histoire vivante surtout qui peu à peu se substitue à l'histoire officielle, souvent trompeuse et superficielle. On veut étudier l'histoire dans ses « coulisses », la Révolution dans les clubs. Et ceci explique ce nombre croissant de brochures et d'articles qui, dans ces dernières années, ont eu pour objet la publication de procès-verbaux de sociétés populaires, publication qui toutefois ne nous renseigne que sur l'action de clubs révolutionnaires, et pour une période assez limitée, 1790 à l'an III au maximum : d'où l'intérêt tout particulier d'une étude embrassant, dans un même coup d'œil, clubs révolutionnaires et contrerévolutionnaires, et qui, les prenant en 89, ou même en 88, en suit l'histoire jusqu'en l'an VII.

les détails, la seconde, à l'inverse, suscitant une ardeur capable aisément de porter aux généralisations hâtives et aux conclusions peu fondées. Tendances qui, à les supposer réunies, se corrigent, s'équilibrent mutuellement. C'est un grand drame sur une petite scène : nous essaierons de n'oublier ni l'importance du drame, ni l'exigüité de la scène.

CHAPITRE PREMIER

Le club patriotique.

Le nom de société-mère que l'on applique trop souvent au club des Jacobins de Paris ferait croire, dit quelque part Michelet, que toutes les sociétés de province furent des colonies envoyées de la rue Saint-Honoré. « La Société centrale fut mère de ses sœurs, mais ce fut par adoption (1). » L'origine du club patriotique de Dijon confirme pleinement cette manière de voir.

« Une suite d'affaires me fait souvent séjourner à Dijon, écrivait, au mois d'août 1787, à l'auteur des Affiches de Dijon, l'un des abonnés du journal, et j'habite Dôle en Comté. Il y a dans notre ville plusieurs salons ou clubs qui procurent une société intéressante... A Dijon, où les sciences sont si bien cultivées, on ne jouit pas encore d'un semblable

(1) Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. II, p. 232.

avantage. On voit dans presque toutes les villes du royaume des sociétés de cette nature qui se sont formées à l'instar des clubs, licé, salon des arts, société olympique et surtout société philanthropique qui sont à Paris d'une ressource si agréable pour la classe choisie des citoyens de tous les états, et aussi des étrangers distingués que l'on s'empresse d'y admettre, et la capitale de la Bourgogne, faite, comme le marque son étymologie, pour être la demeure des dieux, reste indifférente (1)... » Ainsi apparut, pour la première fois, croyons-nous, l'idée d'un club en la « divine » ville de Dijon. Dijon, qui précédemment avait reçu de la Comté l'Université si convoitée, allait-elle une fois encore puiser chez les Comtois les institutions et les lumières ? « Peut-être personne n'a-t-il encore formé le projet de pareil établissement, ajoutait l'abonné dôlois, peut-être n'a-t-on différé que pour lui donner plus d'éclat ; mais comme il ne faut qu'une seule personne pour en exciter bien d'autres, insérez, je vous prie, ma lettre dans votre journal, je crois qu'elle fera plaisir... »

Le Dôlois ne s'abusait point : sa lettre fit plaisir. Un « abonné de la ville » écrivit que, sentant les bienfaits d'un club, « plusieurs personnes estimables » désiraient vivement en jeter les premiers fondements (2). Et sur-le-champ il proposa, moyennant l'abonnement annuel de deux louis, l'aménagement d'une salle de conversation et de jeux. Les règle-

(1) *Affiches de Dijon*, du 7 août 1787, p. 159.

(2) *Affiches de Dijon*, du 14 août 1787, p. 162.

ments, ajoutait-il, « pourraient être faits en novembre ». Un registre « tenu au journal » servirait, en attendant, à inscrire les personnes de bonne volonté. Un « philanthrope » intervint, et, tout en louant l'idée d'un club, société philanthropique, fit observer que la création en serait longue, qu'il valait mieux, pour l'instant, se contenter de souscrire au profit des moissonneurs alors soignés à l'hôpital (1). L'avis sans doute fut jugé bon, car une souscription s'ouvrit (2) et novembre s'écoula sans avoir vu naître le club.

Le mot pourtant était lancé et, avec le mot, l'idée d'une société d'agrément de caractère charitable. De société politique, nul encore ne semblait parler. Les événements de 1788, la Révolution de 1788, selon l'expression un peu emphatique d'un Dijonnais de l'époque (3), sous une forme un peu voilée, en donnèrent la première notion. Ils créèrent le mouvement, engendrèrent l'état d'âme d'où les clubs, sans doute ne sortirent pas immédiatement, mais d'où les clubs devaient sortir.

Le Parlement de Bourgogne, suivant l'exemple du Parlement de Paris, avait tenu tête à la royauté, refusant d'enregistrer les édits qui, à l'instigation de Brienne, devaient réformer l'administration des finances. La royauté, par un coup de force des plus sensibles aux Dijonnais qui voyaient dans leur Par-

(1) *Affiches de Dijon*, du 21 août 1787, p. 166.

(2) *Affiches de Dijon*, des 28 août, 4 et 11 septembre 1787, p. 170, 174, 178.

(3) V. les vers de Baillot, sous ce titre : Bibl. de Dijon, F. Milsand, 18210.

lement l'égide de leurs libertés, avait mis fin à ses séances et exilé les magistrats (1) dont la province tirait sa gloire et la ville, de plus, sa richesse (2). La chute de Brienne, son remplacement par Necker, la « rentrée du Parlement » qui en fut la conséquence, suscitèrent à Dijon un enthousiasme extraordinaire. Des fêtes d'un éclat incomparable et dont les contemporains, dans un sentiment d'admiration naïve, se sont plu à nous narrer les moindres détails (3), furent données en l'honneur des parlementaires. Les décrire serait superflu, un point seul doit être noté, le grand rôle que jouèrent les « sociétés » dans ces fêtes. Une « société de citoyens honnêtes » — de maîtres perruquiers principalement (4) — se forma pour donner aux Dijonnais le spectacle d'« un char de triomphe, d'un feu d'artifice, d'un grand bal et de toutes les réjouissances que pourrait suggérer le plaisir de voir renaître la félicité publique » ; elle fut la première qualifiée de « Société patriotique (5) ». Une « société d'habitants du quartier de la Petite-Poissonnerie », marchands et artisans pour la plupart, l'imita (6). La première vécut quelques jours,

(1) Des Cours de justices, nouvelle nommées par le gouvernement, les grands bailliages, devaient remplacer les Parlements supprimés.

(2) V. le placet au roi intitulé : Des maux qui résulteraient pour Dijon de la suppression du Parlement, *Registre des délibérations de la Chambre du Conseil de la Mairie*, séance du 31 mai 1788, Arch. de Dijon, B. 426, f^o 246 et suiv.

(3) V. les nombreuses brochures réunies : Bibl. de Dijon, F. Milsand, 18210, spécialement celle cotée 26 : *Réjouissances ou journal des fêtes publiques données à Dijon, à l'occasion de la rentrée du Parlement et des autres Cours de la province*, 94 p.

(4) V. la liste des membres : *Journal* précité, p. 4.

(5) Arch. de Dijon, B. 426, f^o 266.

(6) *Journal* précité, p. 45 et suiv.

la seconde, six semaines durant, se signala par sa munificence (1). Ce n'étaient point, à vrai dire, des sociétés politiques. Elles habituèrent pourtant à l'idée d'association, ayant leur « directeur » et leurs « drapeaux », se préoccupant de la politique générale, jouant un rôle dans la politique locale (2). A côté d'elles, d'autre part, d'autres sociétés se révélèrent dont l'action, plus profonde peut-être, reste aussi plus énigmatique : les loges maçonniques, celle de la Concorde, celle de la Parfaite-Amitié, qui, par des illuminations et des feux d'artifices, s'attirèrent l'admiration populaire (3); une société surtout, dont nous ne savons ni l'origine ni la durée, « une société particulière dont étaient plusieurs avocats », dit une relation (4), « presque toute composée d'avocats », si l'on en croit une autre (5), et qui, quelques jours après la rentrée du Parlement, donna sur la place Royale des réjouissances fort remarquées.

L'année 1788 se terminait donc, le *Mercure dijonnais* avec raison l'observa, dans un état particulier de « fermentation des esprits (6) ». La convocation

(1) Du 15 octobre, jour de la rentrée du Parlement, au 30 novembre, jour où la Société, en grande pompe, se transportant au Palais, fit hommage au Parlement de son drapeau, lequel fut solennellement « attaché à la voûte de la chapelle Saint-Louis, à côté de l'étendard de la Société du char de triomphe ». — Sur le sort ultérieur de ces drapeaux, réclamés par la Société des Amis de la Constitution, v. l'avis du directoire de district du 1^{er} avril 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 793, f^o 174.

(2) Sur l'inauguration de la place Moussier par la Société du char de triomphe, Arch. de Dijon, B. 426, f^o 267.

(3) *Journal* précité, p. 73.

(4) *Journal* précité, p. 66.

(5) *Mercure dijonnais*, p. 299, Bibl. de Dijon, mss. 448 (1).

(6) *Ibid.*, p. 305.

des Etats généraux aggrava cette fermentation. Devant l'attitude provocante de quelques membres de la noblesse, et à la nouvelle que des troupes devaient être appelées à Dijon, où le peuple passait pour être « d'une malhonnêteté indécente », des jeunes gens, clercs de procureurs et de notaires, employés (*sic*) d'avocats et de chirurgiens, quelques-uns fils de fonctionnaires, se réunirent en associations dont les membres, sous la foi du serment, s'engagèrent à empêcher, par la force s'il le fallait, l'entrée de ces troupes dans la ville. Quelques sermons de leurs patrons, quelques mesures de rigueur suggérées par l'intendant rappelèrent au calme ces « jeunes têtes (1) ». L'« esprit de cabale » cependant ne disparut pas à Dijon. La correspondance de l'intendant Amelot à chaque instant nous entretient de « l'esprit de cabale qui s'accroît » et une fois même fait allusion à « la cabale qui conduit tout (2) ». Qu'était-ce au juste que cette cabale ? Etait-ce cette société particulière, d'avocats en majeure partie, qui, l'année précédente, était apparue dans les fêtes ? La composition de la cabale, « quelques mauvaises têtes d'avocats » auxquelles s'étaient joints quelques médecins et hommes de loi, rend l'hypothèse vraisemblable. Ce fut donc cette cabale et, croyons-nous, cette « société » qui, se masquant le plus souvent derrière l'ordre des avocats, prépara et dirigea les élections de 89 (3).

(1) Lettres de l'intendant Amelot des 10, 17 et 19 février 1789, Arch. nat., B^a 37 et 31.

(2) Lettre du 14 mars, *ibid.*, B^a 37.

(3) Comp. Cochin et Charpentier, *La campagne électorale de 1789 en Bourgogne*, Paris, 1904.

Ce n'était point encore un club. C'en était pourtant déjà l'âme. Et tout porte à croire que ce fut à l'initiative de ce groupe, groupe mystérieux mais groupe remuant par excellence, que fut due, quelques mois plus tard, la fondation d'un vrai club : le premier club dijonnais, celui qui bientôt allait s'intituler *Club patriotique* (1).

Les *Affiches de Dijon*, du 11 août 1789 — celles qui précisément annonçaient aux Dijonnais les événements mémorables du 4 août — en jetèrent les premiers fondements. Un groupe de personnes, groupe anonyme, sous la rubrique « Avis divers », et mention faite des « circonstances » qui, disaient-elles, rendaient le moment particulièrement favorable pour mener à bien l'entreprise, aux « personnes de la ville et de la province » proposait « l'établissement d'un club où, à l'exemple de la capitale, les citoyens pourraient se réunir pour lire les papiers publics, apprendre les nouvelles les plus récentes, et jouir de la conversation de personnes instruites ». Les adhérents se feraient inscrire au bureau du journal. Les fondateurs promettaient de « profiter du temps des vacances pour disposer l'appartement nécessaire..., une antichambre pour les domestiques..., deux grandes salles, l'une pour la lecture et l'autre pour la conversation ». La cotisation serait de deux louis, pour la première année tout au moins. Une assemblée réunie, lorsque serait atteint un chiffre suffisant de souscripteurs, procéderait à

(1) Ce qui ressort notamment de cette observation que la plupart des membres de la « cabale » (*Op. cit.*, p. 9) figurent aussi au nombre des premiers adhérents du club patriotique.

l'élection de commissaires, élaborerait un règlement, statuerait enfin « sur les admissions futures, par un suffrage unanime ».

Un groupe nouveau n'est bien souvent que la réunion de quelques autres. Telle fut, croyons-nous, l'origine du club patriotique de Dijon. Trois groupes préexistaient qui, apparemment, lui fournirent la plupart de ses adhérents. Deux venaient de l'ancien régime : l'ordre des avocats et l'Académie, le premier, dont tous les efforts se tournaient vers la politique, naguère allié des parlementaires et qui maintenant voulait battre le Parlement « sa nourrice (1) », la seconde qui, pour avoir joué dans les derniers événements un rôle plus modeste, avait pourtant à l'occasion laissé percer cette fièvre de politique qui alors la dévorait (2). Un troisième devait à l'ordre nouveau son origine et sa force : c'était l'état-major de la garde nationale dijonnaise, fine fleur de ce corps de trois cents bourgeois, qui, armés de leurs six canons, montaient la garde tous les jours, à la grande frayeur des aristocrates et à la stupéfaction des étrangers (3). Un homme se trouva qui, par son

(1) Pour la critique de la « barreaucratie » d'alors, v. le pamphlet intitulé : *Dialogue entre un artisan de Dijon et son fils avocat*, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 1897.

(2) V. notamment le *Discours prononcé à Monsieur le Premier Président du Parlement de Dijon, le 17 octobre 1788, par M. de Morveau, avocat général honoraire audit Parlement, portant la parole en qualité de chancelier de l'Académie et à la tête d'une députation de cette compagnie*, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 18210.

(3) Arthur Yung, *Voyages en France*, trad. Lesage, t. I^{er}, p. 262. — Au dernier élément le club emprunta certain appareil guerrier dont se moquèrent ses adversaires, qui volontiers nous présentent ses

origine, appartenait au monde du Palais, qui, par sa science, faisait la gloire de l'Académie, qui, par son caractère, s'était attiré les faveurs de ses « frères », les gardes nationaux : Guyton de Morveau, que tout semblait désigner comme l'intermédiaire cherché de ces groupes, celui qui les devait réunir en un groupe unique dont il allait être le président.

Fils d'un « professeur en droit », destiné de bonne heure à la magistrature, avocat général au Parlement de Dijon, orateur et juriste distingué, il avait abandonné sa charge pour se consacrer plus complètement à la physique et à la chimie, ses études de prédilection. Esprit encyclopédique, il avait dans sa jeunesse, charmé ses contemporains par ses poésies héroï-comiques ; il les avait plus tard émus par ses protestations « contre la barbarie du droit féodal, contre cette odieuse mainmorte, contre ce cahos des lois, cette puérilité des formes, dont résultaient tant d'abus et tant de misères », par ses vœux en faveur d' « un Code national plus assorti aux lumières » de l'époque (1) ; de hardies ascensions dans les airs lui avaient attiré les applaudissements des foules ; sa connaissance des langues vivantes lui avait valu la sympathie des étrangers ; ses cours, ses expériences locales lui avaient mérité la gratitude des Dijonnais. « Un homme sans affectation, a écrit Yung (2), libre de ces airs de supériorité trop com-

membres siégeant « en grand uniforme, avec sabre et baudrier ». (Moreau puiné, *Recueil des pièces intéressantes pour dévoiler les manœuvres de l'aristocratie, lors de la formation de la municipalité de ****, Dijon, 1790, p. 8 et 11 : Bibl. de Dijon, F. Dse, 1599).

(1) *Journal patriotique de la Côte-d'Or*, du 18 mai 1790, p. 178-179.

(2) Yung, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 265.

muns chez les personnes de renom, et de cette réserve qui voile aussi bien leurs talents que les faiblesses qu'elles veulent cacher... Un homme affable, enjoué, éloquent, qui, dans tous les rangs de la société, se serait fait rechercher pour l'agrément de son commerce... Dans ce moment même, ajoute l'Anglais un peu surpris (1), avec la Révolution en marche, sa conversation roulait presque entièrement sur la chimie. » Elle roulait sur le phlogistique, le plus souvent, mais non toujours. Car Yung raconte, à quelques lignes de là, qu'un soir, étant en promenade, il fut « charmé d'entendre M. de Morveau remarquer, à propos des derniers troubles, que les excès des paysans venaient de leur manque de *lumières* ».

Société philanthropique, société d'instruction populaire, la double conception du club était désormais trouvée. La circulaire lancée par le club patriotique à sa naissance (2) eut pour but de la divulguer.

« Au moment de la renaissance de notre liberté, disait la circulaire, des citoyens ont formé à Dijon une société sous le nom de club patriotique. Se livrer à des actes de bienfaisance ou y exciter nos concitoyens, leur faire part soit des moyens de distribuer et d'employer les aumônes, soit de tous projets patriotiques ; éclairer les artisans sur les pratiques de leurs arts ; chercher les occasions d'ouvrir de nouvelles branches de commerce et d'étendre l'industrie : voilà ce que se proposent les membres du club patriotique. » Et c'est sur ces objets qu'ils

(1) 1^{er} août 1789, Yung, *Op. cit.*, t. I^{er}, p. 269.

(2) *Circulaire de la Société formée à Dijon sous le nom de club patriotique*, 1789, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1717.

demandaient conseil à leurs correspondants bénévoles

« Les circonstances actuelles, ajoutait timidement la circulaire, leur commandent de donner dans le moment plus d'étendue à cette correspondance..., la chose publique est encore en danger ; les ennemis de la patrie peuvent encore machiner des projets que les bons citoyens ont le plus grand intérêt à faire échouer : comment le pourront-ils, s'ils les ignorent ? » Le souvenir des nouvelles incendiaires que des « gens mal intentionnés » s'efforçaient alors de répandre venait à l'appui de l'affirmation.

S'en tient-on aux apparences, la philanthropie est le but, la Révolution l'occasion. Cherche-t-on la pensée profonde, les rapports se trouvent renversés. Ce que je voulais, dira plus tard Guyton de Morveau dans une sorte de confession à ses concitoyens (1), ce que le club patriotique voulait, c'était « adoucir par tous les moyens... les suites inévitables de la crise qui accompagne le passage de la servitude à la liberté ».

C'était une noble pensée, et bien faite pour séduire une société d'« honnêtes gens ». Guyton de Morveau présidait. L'avocat Durande, vice-président, l'assistait ; Maret, ingénieur et agent-voyer de la ville, Basire, en ce temps-là commis des Etats de Bourgogne, remplissaient le rôle de secrétaires. Autour d'eux, une phalange d'hommes pénétrés de l'esprit nouveau, certains plus pondérés, « hommes estima-

(1) *Adresse à mes concitoyens par de Morveau, avocat général honoraire, commandant les volontaires artilleurs, membre du club patriotique*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1516, p. 10.

bles », diront eux-mêmes leurs adversaires, que tous respectent, que tous doivent respecter, d'autres « plus turbulents (1) » ; gens de lettres pour la plupart, hommes de loi pour une bonne partie, professeurs, ecclésiastiques, négociants, fonctionnaires ou officiers. Prieur, jeune officier du génie, mais déjà de l'Académie, figurait parmi ces derniers (2). L'abbé Volfius, futur évêque, alors simple professeur, s'était mêlé aux clubistes et brillait aussi dans leurs rangs (3).

(1) Moreau, *Supplément au Journal patriotique de Bourgogne*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1600, p. 49.

(2) Gaffarel, *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, 1899, t. IX, p. 28.

(3) De ces premiers membres du club, la liste complète ne nous est point parvenue. Certaines indications permettent néanmoins d'en conjecturer la composition approximative. La liste des membres de la Société populaire (club patriotique transformé), conservée aux Archives de la Côte-d'Or, L. 1517, nous présente, en effet (si nos relevés sont exacts, et abstraction faite des erreurs possibles dans une nomenclature aussi longue) comme faisant partie de la Société patriotique, dès l'année 1789, une quinzaine de membres, parmi lesquels six avocats, deux négociants et deux receveurs. La liste est assurément incomplète : les démissions, les épurations surtout (le tableau dont il s'agit n'a été dressé qu'après la Terreur) avaient dû exclure de la Société beaucoup de ceux qui l'avaient fondée, sur qui plus tard avaient pesé des soupçons de modérantisme. Elle témoigne cependant, à n'en pas douter, et de l'exigüité du club primitif, et de la position élevée qu'occupaient ses membres dans l'échelle sociale (cette dernière observation confirmée par l'examen des noms figurant sur les listes de souscription dont nous parlerons bientôt et qui, s'ils ne s'appliquent point tous à des clubistes, nous indiquent, du moins, dans quels cercles sociaux s'exerçait leur influence). — Sur le mode de recrutement, nous ne savons que fort peu de choses. L'opposition d'un seul des membres paraît toutefois avoir constitué un obstacle absolu à l'admission d'un candidat (Arg. du « suffrage unanime » prévu aux *Affiches de Dijon*, du 11 août 1789, précitées, et de cette phrase de l'avocat Moreau : « Chaque récipiendaire est assujéti au scrutin des fèves, et exclu si quelqu'âme charitable l'a gratifié d'une fève noire. » *Recueil* précité). — Quant au local, une mention apposée au bas des

Les « capacités » étaient réunies, le programme tracé, restait à l'exécuter. Trois causes *a priori* pouvaient, trois causes devaient, compromettant l'œuvre de la Constituante, faire dévier le cours de la Révolution. Les clubistes dijonnais eurent conscience de ces trois dangers, firent effort pour les prévenir. Le peuple souffrait, les finances de l'Etat étaient dans l'embarras, les citoyens manquaient des connaissances indispensables pour la direction des affaires publiques. Les membres du club patriotique tentèrent de porter remède aux misères du peuple, de « régénérer » les finances de l'Etat, de répandre dans la ville et dans les campagnes les lumières qui faisaient défaut.

La France traversait une crise et, parmi les Français, les Dijonnais n'étaient pas les moins éprouvés par le sort : privés de leur Parlement (1), abandonnés de leur noblesse qui, à la suite du prince de Condé, cherchait alors un asile, soit au delà des frontières, soit plus simplement dans les gentilhommières de campagne, commerçants et artisans avaient vu leurs débouchés se fermer et leurs affaires périlcliter. La disette des blés, survenant par surcroît (2), rendait,

lettres aux habitants des campagnes (dont le dépôt est signalé « chez le sieur Lebeau, concierge du club patriotique ») nous révèle seulement qu'en février 1790, le club avait son siège dans la maison Drevon, orfèvre, rue Condé.

(1) L'Assemblée nationale, le 3 novembre 1789, avait décidé que « tous les Parlements du royaume continueraient de rester en vacances. — Comp. Launay, *La Cour impériale de Dijon et les tribunaux qui l'ont précédée dans cette ville*, *Annuaire départemental de la Côte-d'Or*, 1864, p. 359 et suiv.

(2) Deux témoignages entre beaucoup d'autres : Dans une lettre du 5 novembre 1789, Champagne le Romain, riche négociant de Dijon, s'engage à verser une prime à qui aura introduit dans la ville

on le peut penser, leurs pressentiments assez sombres. Le bonheur des citoyens souvent sert de mesure à leur civisme : les clubistes dijonnais, gens de cœur et compatissants, fort épris de l'ordre nouveau, pour le bien d'autrui et le leur, s'efforcèrent donc à l'envi de rendre en quelque façon les Dijonnais plus heureux. D'une action collective, il fut d'abord peu question. Chacun, selon son savoir, travailla dans sa sphère.

De Morveau, pour soulager les ouvriers, avait songé à des ateliers de charité. « S'il n'y avait pas d'ouvrages utiles, il faudrait en commander et en payer d'inutiles. » Pensée sublime, ajoutera plus tard un publiciste dijonnais, digne de Trajan et de Marc-Aurèle (1) ! Ce n'était pas une idée neuve (2) et, si le club la renouvelait par la portée exagérée qu'il croyait pouvoir lui donner, la municipalité qui, à

la plus grande quantité de blé (*Affiches de Dijon*, du 10 novembre 1789, p. 7) ; au mois de décembre 1789, la ville de Dijon députe une commission à Cîteaux pour prier l'abbé de vouloir bien réserver pour la ville tous les blés dont il pourra disposer. (Délibération du Comité communal provisoire, du 10 décembre, Arch. de Dijon, registre 1^{er} = 1.)

(1) *Ephémérides d'administration du département de la Côte-d'Or*, 1790, p. 43. — Moreau, dans son prétendu *Extrait des registres des délibérations de la Société antiaristocratique*, séance du 27 janvier 1790 (*Recueil* précité, p. 32), présente également l'idée comme particulièrement chère aux clubistes : « Si le peuple vient à deviner le piège, si son jugement lui dicte que le riche est nécessaire au pauvre, que le premier donne au second ses trésors en échange de son industrie et de son service, alors ne pourrait-on pas lui promettre, pour le rassurer, des manufactures sans consommateurs, ou telle autre annonce que la détresse du fisc ne permettra point de réaliser ? »

(2) Des ateliers de charité avaient existé sous l'ancien régime. (V. par exemple le don fait, le 8 décembre 1782, par l'intendant de Bourgogne, d'une somme de 2,000 livres pour le soulagement des pauvres employés à l'atelier de charité, Arch. de Dijon, B. 426, f^o 22).

quelque temps de là, devait la mettre en pratique, n'était pas d'humeur à laisser aux clubistes la direction ou même l'honneur de l'entreprise.

Maret, qui, en sa qualité de secrétaire, reflétait peut-être à un plus haut point l'opinion commune de la société, présenta au comité communal provisoire deux projets : le premier qui avait pour but de donner aux artisans la certitude de se voir employés durant l'hiver, de trouver le prix de leur travail, de les prémunir « contre la crainte de manquer du nécessaire, à côté d'ouvrages non vendus » ; le second, de procurer des secours à ceux des marchands que le défaut de vente ou de paiement et la rareté du numéraire pourraient gêner dans les circonstances du moment. Un ingénieux système de warrants formait la clef de voûte de l'un et l'autre établissements (1).

Ces projets furent-ils discutés, préparés au club ? Nous avons le droit de le supposer, sans apporter cependant à l'appui de cette conjecture aucune preuve qui soit décisive. L'influence du club se manifesta beaucoup plus clairement dans la part qu'il prit aux affaires économiques, non plus locales, mais nationales.

Quatre-vingts millions de déficit pour l'exercice en cours, quatre-vingts millions de déficit pour l'exercice à venir, tel était le résumé, peu brillant en vérité, que donnait, dans un mémoire du 24 septembre 1789, de la situation financière de la France le ministre

(1) Séance du Comité communal provisoire du 20 novembre 1789, registre précité, p. 329 (double projet imprimé aux frais de la commune, Bibl. de Dijon, F. de Juigné, n° 58, t. CXII).

Necker (1). L'Etat marchait vers la banqueroute. Le roi, sacrifiant son argenterie, avait songé à la faire fondre à la monnaie. C'était un beau geste, on ne lui en sut pas gré (2). Le ministre cherchait un remède, l'Assemblée attendait. Certains « avancés » se réjouissaient. « Le désordre et l'état désastreux de nos finances, disait Duport, ont été regardés par nos commettants comme le moyen le plus sûr d'avancer la Constitution (3). » Le club patriotique de Dijon ne partageait pas cette opinion.

« Le point où est monté le désordre des finances, déclara l'Assemblée générale de la Société dans une délibération du 27 septembre (4), communiquée par députés le 30 au Comité communal provisoire (5), n'intéresse plus seulement les créanciers de l'Etat : il n'y a aucune fortune qui ne soit en péril, aucun commerce qui ne soit suspendu, aucun genre d'industrie qui ne demeure sans activité. Si l'on ne fait cesser ce désordre, si le vœu des représentants de la nation est rendu impuissant par l'accumulation énorme des déficits, par le progrès d'une anarchie qui menace de laisser sans moyen tous les pouvoirs légitimes, qui pourrait se flatter, dans cette calamité générale, de garantir ses propriétés, de conserver paisiblement ses jouissances ? N'y eût-il que le

(1) Gomel, *Histoire financière de l'Assemblée constituante*, Paris, 1896-97, t. 1^{er}, p. 380-381.

(2) Gomel, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 378.

(3) *Ibid.*, p. 393.

(4) *Souscription proposée par le club patriotique de Dijon pour contribuer à la régénération des finances*, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 18805^a, p. 2-3.

(5) Séance du Comité communal provisoire du 30 septembre 1789, registre précité, p. 190-191.

défaut de circulation que produit l'inquiétude, on verrait encore tarir les principales sources de richesses, l'agriculture languir, les terres rester en friches, les faillites se multiplier, les effets les plus sûrs discrédités, les meubles les plus précieux n'être d'aucune ressource à leurs possesseurs, toutes les valeurs diminuées et la classe des indigents portée bientôt à un nombre effrayant ; nul citoyen ne serait à l'abri de quelques pertes ou directes ou réfléchies... »

Le club ne se bornait pas à gémir ; il proposait d'agir. Le vaisseau de l'Etat semblait prêt à sombrer ; chacun, pour alléger la charge, sacrifierait de son bien « pour conserver le reste ».

L'idée sans doute n'était pas neuve : la Touraine, certains districts parisiens, les habitants d'Aignay-le-Duc, eux-mêmes (1), avaient déjà conçu l'idée de ces cadeaux patriotiques, et l'Assemblée, pour les recevoir, avait nommé des commissaires chargés d'en tenir registre. Le club de Dijon, toutefois, sut la rendre intéressante par la façon de la présenter.

« Il serait à souhaiter, disait-il (2), que la mise de chacun pût être portée au centième de son capital, ou, ce qui revient au même, au cinquième de son revenu. » C'était l'effort jugé nécessaire par les financiers compétents. « Mais on ne peut disconvenir, ajoutait-il, qu'en comparant les privations résultantes d'un pareil don, la mise de 100 livres pour celui qui n'a que 10,000 livres serait bien plus forte

(1) Exemples connus des clubistes dijonnais. V. la liste complète des dons patriotiques déjà faits : Table des procès-verbaux de l'Assemblée constituante, v^o Don patriotique.

(2) Plan de souscription précité, p. 5.

que celle de 3,000 livres pour celui qui aurait 100,000 écus. » D'où il déduisait l'espérance que « si les moins aisés baissaient cette proportion, les riches pourraient compenser cette diminution ». C'était, derrière l'idée de cadeau progressif, la conception en germe de l'impôt progressif (1).

A ces graves déclarations de principe se mêlait au reste un esprit railleur et charmant. Ceux qui espèrent le moins de la fortune publique, insinuait la circulaire, pourront fournir en place d'argent les quittances des effets royaux dont ils seraient créanciers : ce qui leur donnera « un motif de plus de grossir ces sacrifices ; car, s'il était permis à un Français de raisonner encore dans la triste prévoyance que l'Etat ne pût absolument remplir ses engagements, il pourrait leur dire : Pourquoi donc hésitez-vous de donner ce que vous croyez sans valeur ? Le cas arrivant, les autres auront tout perdu ; pour vous, vous conserverez toujours le plaisir d'avoir donné, ce qui n'est plus au nombre des choses périssables (2). »

Les Bourguignons sont gens prudents. Une crainte eût pu refroidir le zèle des donateurs : que la constitution ne fût point achevée, que fût éloigné des affaires le ministre en qui les patriotes s'accordaient alors à placer « la vertu et les talents », que leur argent fût gaspillé au profit des aristocrates. La

(1) Les clubistes, dès cette époque, se défiaient de l'extrême richesse, et une honnête médiocrité n'était pas faite pour leur déplaire. Guyton de Morveau ne disait-il pas avoir conçu l'espérance qu'il n'y aurait plus désormais une distribution aussi monstrueusement inégale de droits et de biens ? — Adresse précitée, p. 13.

(2) Plan de souscription, p. 6.

Société, pour « dissiper ces terreurs », proposa de ne donner sur-le-champ que « de simples engagements pour les exécuter quand la constitution serait finie (1) ».

La Société se chargeait enfin de la comptabilité, de la correspondance et de « tous les détails ». Elle s'adressait à tous ; elle s'occuperait de tout ; elle accepterait tout : argent, titres ou quittances, vaisselle, nippes ou bijoux (2).

La souscription s'ouvrit. Le premier état de soumissions, imprimé et publié suivant la promesse faite, dépassait 40,000 livres. De Morveau offrait plus de 1,600 livres ; Gillotte, procureur et clubiste, 6,000 livres ; le baron de Grenaud, plus de 13,000 livres. Les marchands épiciers de Dijon s'engageaient à verser plus de 6,000 livres... (3). Quatre autres listes suivirent (4). Quelques demoiselles de Dijon, à leur tour, s'enthousiasmèrent, et, par la plume de M^{lle} Espérance Buchoir, adressèrent à leurs compatriotes un appel des plus pressants en faveur de la souscription : M^{lle} Maret, marchande, choisie pour trésorière, recevrait les offrandes (5).

Survint alors un événement qui, sans être inattendu, déconcerta pourtant quelque peu le club qui l'avait prévu : l'Assemblée nationale, suivant le vœu

(1) « Après la constitution faite et lorsque les assemblées provinciales et municipales qu'elle aura établies seront en activité. » — *Op. cit.*, p. 8.

(2) Plan de souscription, p. 5.

(3) *Affiches de Dijon*, du 6 octobre 1789, p. 197.

(4) *Affiches de Dijon*, des 13, 20, 27 octobre et 3 novembre 1789, p. 201, 205, 209 et p. 2.

(5) Lettre du 1^{er} octobre 1789, *Affiches de Dijon*, du 13, p. 201.

de Necker, par un décret des 6-9 octobre 1789, décida qu'une contribution patriotique extraordinaire du quart du revenu, déduction faite des charges, serait demandée à tout Français jouissant d'un certain revenu (1). C'était une mesure que les clubistes dijonnais avaient sans doute envisagée, qu'ils n'avaient pas critiquée, qu'ils n'avaient pas approuvée. L'effet d'une souscription volontaire leur semblait « bien plus avantageux au crédit public (2) ». L'adresse aux commettants précédant le vote du décret où l'Assemblée, avec une franchise que juge sévèrement un économiste contemporain, étalait, dans toute sa noirceur, la situation de nos finances (3), devait montrer, à coup sûr, le bien fondé de ce jugement.

La générosité des clubistes allait-elle donc devenir « sans mérite et même sans objet » ? Certains, pour attester quand même leur patriotisme excellent, manifestèrent l'intention de laisser, en pur don, à la caisse nationale le montant de leurs soumissions, sauf à payer en sus la portion de contribution qu'avait fixée l'Assemblée. D'autres étaient tout désorientés. Le club s'efforça de calmer leurs scrupules en les avertissant que, pour être moins grand, le sacrifice, par eux consenti, n'en demeurerait pas moins méritoire (4). Renonçant au remboursement éventuel, théoriquement prévu au décret, les souscrip-

(1) Desenne, *Code général français*, t. XI, p. 8 et suiv.

(2) Plan de souscription, p. 6.

(3) Adresse du 26 septembre 1789. — Gomel, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 395.

(4) *Avis sur la souscription ouverte par le club patriotique*, 22 octobre 1789, *Affiches* du 27, p. 208.

teurs volontaires diminueraient d'autant la somme des engagements de la Nation ; leur « secours actuel » serait plus efficace que celui d'une contribution, versée seulement par tiers et d'année en année ; donateurs au lieu de prêteurs, ils abandonneraient enfin à l'Etat le montant de cet intérêt légal, dont la déduction, aux termes du décret, était permise sur les avances.

Deux partis s'offraient, en somme, aux souscripteurs : le cumul, pour les plus généreux, l'imputation (1), pour les autres. Le club les priaît de l'avertir de leur choix. Certains gardèrent le silence. D'autres inventèrent un tiers parti qui leur parut préférable : ils réclamèrent leurs soumissions pour se conformer, disaient-ils, plus strictement au décret. Et ce fut la solution qui, définitivement, triompha lorsque Necker, dans une lettre au président du club, lui eut mandé « que la générosité des citoyens de Dijon devait se diriger maintenant suivant la forme déterminée par l'Assemblée nationale..., cette forme devant être exactement et uniformément observée (2) ».

Ce recul de certains clubistes fit sourire leurs adversaires. Le procureur Gillotte fut tourné en ridicule. « Celui-là raisonne comme un livre et compte comme un barème, dira plus tard le soi-disant de Béo, dans la *Guinguette*. Il avait d'abord pris en affection la Nation et voulait lui faire son petit

(1) Sur cette faculté d'imputation, D. du 8 octobre 1789.— Desenne, *op. cit.*, t. XI, p. 11.

(2) V. le nouvel avis sur la souscription, *Affiches*, du 5 janvier 1790, p. 37.

cadeau, mais comme d'aucuns de ses confrères qui sont de son parti, il a fini par poser zéro et retenir tout (1)... » *Si vires desint, tamen est laudanda voluntas* (2)...

Soyons indulgents pour les clubistes dijonnais ; l'enthousiasme est chose passagère. Les dons patriotiques avaient promis beaucoup : leur produit, par toute la France, fut modeste (3). Le club de Dijon conservait la gloire d'avoir poussé au sacrifice, d'y avoir poussé habilement ; la fureur de centralisation et d'uniformité qui alors s'emparait des Français ne fut sans doute pas étrangère à l'insuccès, ou tout au moins au peu de succès de son plan de souscription.

La France manquait d'argent, la France manquait de lumières. Un détail, donné par Yung, suffit à peindre sur ce point la situation des Dijonnais. Après avoir quitté M. de Morveau, raconte l'intéressant voyageur (4), de passage à Dijon, je courus les cafés ; « mais croirait-on que dans cette capitale de la Bourgogne je n'en trouvai qu'un où je pusse lire le journal. C'était sur la place, dans une maison de chétive apparence, où je dus l'attendre pendant une heure (5)... » Des événements contemporains, les Dijonnais ignoraient tout. « Personne à Dijon, écrit Yung, n'avait entendu parler du sac de l'Hôtel

(1) *La Guinguette patriotique dijonnaise*, citée *infra*, p. 34.

(2) Moreau, *Supplément au Journal patriotique*, p. 44.

(3) Gomel, *op. cit.*, t. II, p. 110.

(4) 31 juillet 1789. — *Voyages en France*, t. I^{er}, p. 263.

(5) Ce manque de nouvelles d'ailleurs n'était point spécial à Dijon. Yung ayant, à Moulins, réclamé un journal : « J'aurais pu, dit-il, tout aussi bien demander un éléphant ! » — *Op. cit.*, t. I^{er}, p. 273.

de Ville de Strasbourg ; quand je me mis à en parler, on fit cercle autour de moi... » Les bruits les plus étranges circulaient : que la reine venait d'empoisonner le roi, que le comte d'Artois était régent, que le Palais-Royal avait sauté en l'air, que Paris était incendié... Le mal était si grand qu'on avait un instant songé à un remède qui aujourd'hui paraît bizarre. On avait, nous dit Yung (1), à Dijon, « recommandé publiquement aux curés de mêler à leurs sermons de courtes explications politiques, mais ce fut en vain, pas un ne voulut sortir de sa routine ». Et Yung là-dessus d'ajouter plaisamment : « Que l'on me permette une question : Est-ce qu'un journal n'éclairerait pas plus le peuple que vingt curés ? »

Ce fut sans doute l'avis du club qui, à la place des curés, prit pour tâche d'enseigner la politique.

L'Angleterre était alors un modèle dont on aimait à s'inspirer ; les clubistes dijonnais, dont quelques-uns savaient l'anglais, tout pénétrés d'ailleurs des sentiments alors en vogue de fraternité entre peuples, s'efforcèrent donc tout d'abord d'entrer en correspondance avec Londres. Une Société de la Révolution venait précisément de s'y fonder, qui, pour manifester l'enthousiasme dont l'avaient remplie ses décrets, avait jugé bon d'envoyer certaine « adresse mémorable » à notre Assemblée nationale. Le club patriotique de Dijon, considérant cette démarche comme un acte méritant « la reconnaissance de tout Français », considérant au reste que

(1) Récit daté du 1^{er} août.— *Op. cit.*, t. I^{er}, p. 269.

« le plus sûr moyen d'assurer la félicité des peuples » consiste à multiplier entre eux les témoignages d'union et de fraternité, sentiments qui, seuls, doivent régner dans les rapports d'hommes libres et égaux en droits, vota « unanimement » à la société de Londres une adresse de sympathie (1). La société, en retour, envoya au club les témoignages de son amitié et de son admiration les plus vives (2). Les clubistes furent si fiers d'un éloge venu de si loin et apparemment de si haut, que, publiant à part cet écrit venu d'Angleterre, ils le firent à la fois imprimer et en anglais et en français. L'amitié appelle le cadeau. La société de Londres ne faillit point à l'usage : le comte Stanhope, ayant écrit une lettre à l'honorable Edmond Burke, contenant une courte réponse à son discours sur la Révolution française, fit gracieusement don de l'ouvrage au club patriotique de Dijon ; et le club à son tour jugea qu'il était digne d'une traduction, estimant que les Dijonnais, dans les circonstances du moment, verraient avec intérêt « la défense de la Constitution française par un étranger aussi distingué (3) ».

En relation avec les plus illustres Anglais, le club correspondait aussi avec les Français les plus dis-

(1) Délibération du 30 novembre 1789, *Affiches de Dijon*, du 15 décembre, p. 26.

(2) V. sur ce point : 1^o la lettre de lord Stanhope, accusant réception de la délibération du club de Dijon, 15 décembre 1789, à « M. l'abbé Volfius, président du club patriotique de Dijon » (*Journal patriotique de Bourgogne*, n^o 1, p. 7) ; 2^o la lettre envoyée en exécution des ordres de la Société, signée Stanhope et Benjamin Cooper, secrétaires, 6 janvier 1790 (*Journal patriotique*, n^o 8, supplément).

(3) Annexe au *Journal patriotique* de 1791.

tingués. M. de Condorcet daignait lui écrire... M. de Condorcet était, il est vrai, un mauvais prophète, lorsque, au mois de janvier 1790, il lui annonçait, avec une assurance imperturbable, que la Constitution, désormais assise sur des bases éternelles, il ne s'agissait plus à l'avenir « que de perfectionnements insensibles, fruits nécessaires et paisibles du progrès des lumières (1) ». Paroles de confiance et de réconfort que le club s'empressait de transmettre aux Bourguignons.

Le *Journal patriotique de Bourgogne* (2), par une société de gens de lettres, lui servait maintenant d'interprète. *Erudiendo renovat mores* : c'était la devise que les rédacteurs avaient choisie, c'était celle que le club s'efforçait de mettre en pratique.

La Société royale d'agriculture s'était engagée à faire don d'une médaille d'or « au fils de laboureur qui, n'ayant pas encore atteint sa 25^e année, et ne sachant pas lire, aurait appris à lire couramment dans l'espace d'une année et aurait récité de mémoire, devant les notables du lieu de sa résidence, la déclaration des droits de l'homme et les divers articles de la constitution des municipalités, décrétés par l'Assemblée nationale ». Le club patriotique, faisant publier la promesse, s'offrit aussitôt pour intermédiaire entre la Société et les habitants des campagnes (3).

(1) Lettre du 16 janvier, citée dans le *Journal patriotique*, n° 3, p. 29.

(2) Fondé vers le début de janvier 1790 (les premiers numéros ne sont pas datés).

(3) *Journal patriotique*, n° 2, p. 14.

Le Journal ne suffisait point à l'éducation populaire ; les clubistes y joignirent l'enseignement par les brochures qu'ils répandirent dans les villages (1) : les *Elrennes patriotiques* (2), réimpression de l'*Adresse au peuple breton des villes et des campagnes*, de la part de leurs députés à l'Assemblée nationale, avec des notes empruntées à l'*Adresse aux amis de la paix*, par Servan, l'*Avis important* (3), qui recommandait aux électeurs, provisoirement tout au moins, d'écarter des charges municipales les ci-devant privilégiés ; les *Lettres aux habitants des campagnes* (4), instructions pleines de modération et de sagesse qu'en un style clair, parfois même attachant, « un membre du club patriotique, ancien

(1) *Guinguette patriotique dijonnaise*, p. 18.

(2) *Elrennes patriotiques aux bons citoyens des villes et des campagnes*, par une société d'amis de la Révolution. Bibl. de Dijon, F. Dse, 1718.

(3) *Avis important aux citoyens actifs de la ville de Dijon* (annexé au *Journal patriotique* de 1790).

(4) Première lettre, 2 février 1790 : Avantages de la suppression des droits féodaux ; éloge du roi et de l'Assemblée ; — deuxième lettre, 16 février : Eloge du roi ; recommandation aux paysans de ne point piller les châteaux ; nécessité d'une contribution patriotique pour éviter la banqueroute ; suppression de la dîme ; réforme de la procédure criminelle ; — troisième lettre, 22 février : Amélioration du système d'impôts ; nouvelles divisions administratives ; système électoral. — Bibl. de Dijon, F. Dse, 1719-1721. — Se rattache encore au même groupe, sinon par la date (30 mars 1790) et les expressions (*Un ami de la Constitution à ses frères habitant la Bourgogne*), le *Supplément au Journal patriotique de Bourgogne*, par Maret, mémoire dans lequel l'auteur « après avoir donné le détail des impôts versés dans la caisse de la province, leur répartition entre les différents citoyens, leur produit et leur emploi, comparait le régime administratif des états avec celui dont les Français allaient jouir dans les départements, les districts et les municipalités, ce qui amenait des développements sur quelques-unes des opérations bienfaisantes de l'Assemblée nationale ».

habitant de la campagne », adressait à ses « bons amis » pour leur dire les mérites du roi et la grande œuvre de l'Assemblée, sans leur ménager au surplus les craintes ou les réprimandes que leur conduite lui suggérait. « Je vous ai engagés par les motifs les plus pressants, disait l'auteur dans un supplément à sa troisième lettre, de vous rendre aux assemblées primaires. L'avez-vous fait ? Point du tout. J'apprends avec douleur que, dans une assemblée primaire, il s'est à peine présenté le tiers des votants qui devaient s'y rendre. D'où vient cette négligence ou ce peu d'empressement ? La liberté est-elle un fardeau pour vous ? Reprenez vos fers, ils ne sont pas encore usés ; et quand ils le seraient, on s'empressera de vous en forger d'autres, et vous ne trouverez dès longtemps l'occasion de les briser... Vous menacez de faire des procès, écrivait encore cet homme sage, de réclamer les usurpations que l'on vous a faites. Vous pouvez en avoir le droit, il sera bon de le faire valoir, mais ce n'est pas encore le moment. Laissez passer la fermentation qu'a pu occasionner le nouvel ordre de choses. Attendez le calme de la raison... On se prévaut de vos menaces pour assurer qu'il est très dangereux de vous éclairer. Ce n'est pas ma façon de penser ; je suis convaincu, au contraire, que vous ne serez que plus modérés et plus sages quand vous serez parfaitement instruits. Patientez encore quelques moments, c'est pour la liberté... Une patience généreuse au lieu d'une patience servile(1)... »

(1) Supplément à la troisième lettre aux habitants des campagnes, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXIII, p. 3-4.

Il fallait vaincre l'apathie, il fallait modérer l'ardeur, il fallait enfin rassurer. La famille royale, obligée de quitter Versailles, sous la pression de la populace, s'était installée à Paris, et, dans les *Affiches de Dijon* (1), une complainte avait paru, qui psalmodiait le triste sort du malheureux roi des Français :

Un Troubadour béarnais,
Les yeux inondés de larmes,
A ses Montagnards chantait
Ce refrain source d'alarmes :
Louis, le fils de Henri,
Est prisonnier dans Paris...

Un officier du génie, membre correspondant du club patriotique (2), « en dix couplets bien choisis (3) », tranquillisa les Bourguignons (4) :

Aux Montagnards béarnais,
Pour dissiper leurs alarmes,
Un troubadour répétait
Ce refrain rempli de charmes :
Louis, le fils de Henri,
Est adoré dans Paris...

Le club était optimiste ; il l'était peut-être à l'excès. Mais la Révolution ne fut-elle pas tout entière « une convulsion d'optimisme (5) » ? Les clubistes

(1) *Affiches de Dijon*, du 20 avril 1790, p. 99.

(2) Serait-ce le célèbre Prieur, alors lieutenant en Alsace ou en Franche-Comté et clubiste des plus ardents ?

(3) V. les Couplets à l'officier du génie : *Affiches de Dijon*, du 27 avril 1790, p. 104.

(4) *Affiches de Dijon*, du 20 avril 1790, p. 99.

(5) Faguet, *Politiques et moralistes français*, t. 1^{er}, p. 175.

incarnaient leur temps; ils en avaient les illusions; ils en avaient les défauts. Car le club avait des travers : certains étaient légers, d'autres étaient plus graves.

Que citer parmi les légers? L'abus fait des discours et l'abus d'imprimés? Ses adversaires, à cet égard, ne ménageaient pas les sarcasmes. « Il a été unanimement délibéré, disait Moreau dans ses procès-verbaux apocryphes du club, que toute motion, quel que soit son objet, serait à l'avenir développée dans un discours, lequel sera inséré dans la délibération afin de conserver aux yeux de la postérité le patriotisme, l'éloquence et les lumières de l'assemblée (1). » C'est un péché que l'historien leur pardonne bien aisément. Un appel trop fréquent aux Romains et aux choses romaines? « Cicéron, dans des circonstances moins orageuses, dédaigna-t-il de recourir à une femme impure pour découvrir cette conjuration effrayante contre la liberté de Rome?... Il existe parmi nous plus d'un Caton... Nouveaux Catons, soyez toujours les soutiens d'un parti lâchement abandonné par les dieux (2)... » L'emploi trop fréquent des grands mots et des grandes phrases dégénérant en barbarismes ou en galimatias, quand l'« orateur postparlant » cherchait à dessiller des yeux que l'aristocratie avait, hélas ! « cataractés (3) » ? Certaine vanité enfantine des relations

(1) Prétendue délibération du 24 janvier 1790, matin, *Recueil précité*, p. 11.

(2) Prétendus discours des 24 et 27 janvier 1790, *Recueil précité*, p. 3 et 31.

(3) *Recueil précité*, p. 36 et 37.

avec Londres ? Le « petit roi d'Yvetot » se croyait-il déjà l'égal du « monarque des Français (1) » ?

Ce n'étaient là que peccadilles. Plus dangereuse était la confiance que le club, en toutes matières et un peu à l'aventure, témoignait aux idées de Paris. Le club prêchait la paix, la modération, la patience. *Les Révolutions de Paris* n'avaient ni cette modération, ni cette patience. Le club cependant les distribuait dans les campagnes (2). Le club cédait trop à la mode et trop peu à la tradition. Les clubistes ignoraient l'histoire. Ils l'ignoraient matériellement, attribuant, disait-on, « au roi Jean », le mot fameux de Pavie (3). Ils ignoraient son esprit. Les institutions évoluent, mais n'évoluent que lentement ; le moral des hommes peut changer, mais il change difficilement. Les clubistes s'imaginaient que tout serait, que tout était régénéré. C'étaient les « san-sonnets de la régénération », c'était « la société de régénération (4) ». Car le club, il faut bien le dire, avait encore un autre tort, celui de croire que lui seul possédait la science, lui seul, la vertu, lui seul, les talents : ce qui lui donnait une allure de secte aux yeux de ceux qui, refusant à ses membres ce titre glorieux d'« aréopagites (5) » dont ils se paraient sans

(1) Moreau, *Supplément au Journal patriotique de Bourgogne*, p. 46.

(2) Si du moins nous en croyons l'affirmation de ses adversaires. — Allusion à la réimpression, par ordre du club, de 4,000 exemplaires des *Révolutions de Paris* ; *Recueil* précité, p. 37-38. — V. au reste un témoignage non douteux de l'influence exercée par le journal en question sur les clubistes dijonnais : *Journal patriotique du 30 novembre 1790*, p. 409.

(3) Moreau, *Recueil* précité, p. 8.

(4) Moreau, *Supplément au Journal patriotique*, p. 11, 21 et 26.

(5) *Recueil* précité, p. 24.

honte, n'acceptaient pas sans protester la doctrine selon laquelle « nul désormais n'eût plus d'esprit que les clubistes et leurs amis (1) ».

C'était le travers des physiocrates, et les physiocrates en avaient pâti. Les clubistes dijonnais firent à leur tour l'expérience que, pour commander aux hommes, il ne faut pas s'isoler d'eux. Les élections municipales, tournant contre leurs désirs, les avèrent de l'erreur où l'orgueil les avait conduits.

« L'éloquent, le profond auteur de l'*Avis important* (2) » avait fait aux électeurs, et c'était son premier conseil, l'expresse recommandation de ne point se choisir pour maire un ci-devant privilégié. Le club avait un second espoir, que les suffrages des électeurs se porteraient sur un clubiste. Les Dijonnais, au grand dépit des clubistes qui, en ces jours, ne ménagèrent ni leurs efforts, ni leurs discours, et à la joie de leurs adversaires qui rirent beaucoup de la déconvenue (3), donnèrent pourtant la préférence

(1) *Recueil* précité, p. 9. — Moreau, s'il exagère à dessein l'exclusivisme des clubistes, traduit cependant non sans finesse la pensée qui les dominait. L'épigraphe significative : « *Odi profanum civem et abhorreo. Favele linguis* » qui, à quelques mois de là, en un temps où le club s'était déjà élargi et démocratisé, figure encore en tête du discours d'un clubiste, en fournit, croyons-nous, l'intéressante démonstration. — V. le *Discours patriotique prononcé par un ami de la Constitution à MM. les électeurs du département de la Côte-d'Or qui se sont trouvés à l'assemblée de la Société, maison Thoridenet, le 14 mai 1790*, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 1855.

(2) *Recueil* précité, p. 12.

(3) Déconvenue d'autant plus forte que la municipalité nouvelle succédait à un comité jouissant pleinement de l'estime et de l'admiration des clubistes. — V. l'élogieux discours adressé par une députation du club aux officiers municipaux sortants, pour les remercier « de la manière aussi sage qu'éclairée dont ils avaient administré la chose publique dans des circonstances difficiles et orageuses ». *Journal patriotique* n° 8, p. 70-71.

à un candidat qui n'était ni roturier, ni clubiste : Chartraire de Montigny, ci-devant trésorier des Etats de Bourgogne, fut élu maire au premier tour (1). « La Reconnaissance, en votant pour Chartraire, avait su concilier, un poète l'affirma, la rime et la raison (2). » Cette élection néanmoins allait creuser profondément le fossé, chaque jour plus visible, entre le club et ses ennemis.

(1) Par 1,187 suffrages (sur 1,756) contre : de Morveau, 291 voix ; Gauthier, 64 ; Dartaut, 33 ; Durande, le reste (moins 38 suffrages annulés). L'écart, on le voit, était énorme. — *Registre des délibérations du comité communal provisoire*, 27 janvier 1790.

(2) Vers à M. Chartraire de Montigny, élu maire de Dijon au premier tour. Bibl. de Dijon, F. Dse, 1327.

CHAPITRE II

Luttes entre clubs.

Les Amis de la Paix, les Amis de la Constitution, le Vieux Couvent et le club Tussat.

Le club patriotique, dans ses illusions généreuses, s'imaginait volontiers que, les privilèges abolis, les hommes, devenus tous frères, ne songeraient plus qu'à s'embrasser. L'expérience ne tarda pas à démentir ces prévisions. « Quand on passe de l'aristocratie à l'état démocratique, dit excellemment M. Faguet, les partis remplacent les classes et la haine n'est pas moins vive entre les uns qu'entre les autres. Elle l'est plus. Les classes se méprisent ou s'envient; elles ne luttent pas précisément, en tout cas elles ne luttent pas constamment. Les partis, eux, luttent constamment pour le pouvoir (1)... » L'histoire de Dijon va servir d'illustration à cette pensée.

Les élections municipales de janvier venaient

(1) Faguet, *Politiques et moralistes*, t. III, p. 81.

d'offrir aux partis un premier terrain de lutte : l'*Avis important* avait marqué l'attaque ; le *Recueil satirique* de l'avocat Moreau, la riposte (1). La discussion s'envenima : les *Rimes en ique* (2), par un clubiste (3), ne ménagèrent dans l'avocat pas plus l'homme que l'écrivain. Moreau répondit, et dans son prétendu *Supplément au Journal patriotique de Bourgogne* (4), malmena fort les clubistes. Ce n'étaient encore qu'hostilités préliminaires. Une brochure anonyme parut, la *Guinguette patriotique dijonnaise*, ou dialogue entre Craquefort, perruquier de Paris ; Saint-Eloi, ancien grenadier ; le père Colas, laboureur ; Gérard, praticien ; de Béo, facteur du club de Dijon, et la mère Poiré, marchande de poissons, de fruits et de légumes (5), qui, masquant sous un langage tonitruant les principes les moins subversifs, mena une charge à fond contre le club et les clubistes, ce « cloub », ce « group » qui prétendait « pousser » une municipalité « choisie pour aller toute seule », ces « Croubistes », des « mâtins qui se cachent pour cabaler », « un tas d'procureux ruinés, d'barbouilleurs de panneaux, gueux comme d'bons peintres ; d'Avocats et d'Huis-

(1) Ces deux brochures, citées *supra*.

(2) Bibl. de Dijon, F. Dse, 1316.

(3) Mathey, si l'on en croit Moreau, *Supplément au Journal patriotique*, p. 25.

(4) Dont la date se laisse assez facilement déterminer si l'on songe que l'auteur (p. 2) signale sept numéros parus du *Journal patriotique* (février 1790).

(5) S. l. n. d., in-8°, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1999. — On peut en déterminer approximativement la date, si l'on a soin de remarquer qu'elle fait allusion (p. 18) à la lettre aux habitants des campagnes, ce qui semble bien la placer dans l'intervalle qui sépare la première lettre de la deuxième (2-16 février 1790).

siers qui ont raté leur profession, d'aboyeux qui se saoulaient du matin au soir... » Les clubistes étaient dénoncés comme les auteurs de tous les maux dont gémissait alors le peuple. Ce fut une première tactique qui sans doute attirait au club quelques malédictions (1), qui n'enrayait pas ses progrès. L'idée d'association était une force que ne pouvaient maîtriser ni les jurons de Saint-Eloi, ni les sentences du père Colas, ni même l'éloquence de la mère Poiré. Que fallait-il pour la contenir et pour la rendre inoffensive ? Une force égale en sens inverse. Il fallait à des clubs opposer d'autres clubs.

Un club d'*impartiaux* s'était fondé à Paris. « Un mouvement pacifique de modérés se produisait partout, dans les écrits et dans les paroles (2). » Une brochure qui eut son heure de célébrité, « *Le club des bonnes gens* ou *Le curé français*, folie en vers et en deux actes par le cousin Jacques (3) », mettait en scène un curé de village qui, pour triompher du club des « brouillons », celui du meunier Thomas, son voisin, fondait lui aussi un petit club, un club où l'on chantait, où l'on dansait et où l'on buvait :

(1) Dont par la suite plus d'un clubiste eut à souffrir. — V. à titre d'exemple la déposition, dans le procès Ouvrard, du menuisier Carion, un « de ces mâlins de clubistes » insulté et malmené un jour qu'il était occupé à boire « à Longvic, dans l'auberge au bas du pont, du côté de Dijon ». *Registre du comité révolutionnaire provisoire du district de Dijon*, séance du 2 vendémiaire an III. Arch. de la Côte-d'Or, L. 1534, f^o 113.

(2) Décembre 1789-janvier 1790 : Challamel, *Les Clubs contre-révolutionnaires à Paris*, Paris, 1895, p. 108.

(3) Bibl. de Dijon, F. Dse, 1392.

Tout c'qui ramèn' la paix n'a pas besoin d'excuse (1).

Le club des Amis de la paix, qui, vers la fin de mars 1790 (2), fit son apparition à Dijon, n'avait sans doute pas d'autre but et pas d'autre idéal.

« Entretenir la concorde et l'union, multiplier les liaisons et les rapports entre les citoyens, leur faciliter la connaissance de la chose publique par la lecture des Papiers nouvelles, donner l'exemple de la soumission et de l'obéissance à la Constitution, aux lois et à toutes autorités légitimes, concourir au soulagement des malheureux », tel était le programme, fort pacifique en vérité, que présentaient au nom du nouveau club Thétion, son directeur, de Gouvenain et Pein, ses secrétaires. Pour faire partie de la société, jusqu'à concurrence de cent membres, une présentation par trois membres, et quand ce chiffre serait atteint, la présentation par cinq membres (3). Toute cotisation obligatoire était exclue. Seules étaient prévues des « cotisations volontaires » qui seraient versées dans un tronc. De préférences politiques, il en était fait abstraction, et même elles étaient proscrites. Car un article du règlement qui, sous un voile de prudence, cachait sans doute le peu d'accord que l'on attendait sur ce point, prenait le soin de décider qu'« il ne serait fait dans le sein ni au nom de la société aucun écrit sur quelque matière que ce soit », que la société d'avance désa-

(1) Ce vers, qui nous paraît contenir toute la morale de la pièce, est emprunté à la dernière scène.

(2) Les *Règlements constitutifs de la Société des Amis de la Paix* (Bibl. de Dijon, F. Milsand, 9916) sont datés du 22 mars.

(3) Art. 2 des règlements.

vouait tous ceux qu'on publierait en son nom, et même qu'« aucun des membres de la société ne pourrait, dans un ouvrage de sa composition, prendre le titre d'associé aux Amis de la paix (1) ».

Scripta manent, verba volant. Le nouveau club le savait ; le nouveau club le voulait. L'histoire ne peut que le regretter, et par des moyens détournés chercher quelles furent et la conduite et les idées de ces clubistes circonspects.

Dans la maison Caillard, au coin de la rue des Champs (2), et de la rue du Château, où le club s'était installé (3), deux classes d'hommes se réunissaient : « des gens tout riches », grands seigneurs ou gens du clergé, des « gens tout pauvres », artisans, petits commerçants (4). Entre les deux, pour créer et pour faciliter les rapports, un petit nombre d'intermédiaires ; le père Ouvrard, entrepreneur, rue Jean-Jacques, connu des riches dont il réparait les châteaux, connu des pauvres qu'il employait, et dont le fils était abbé, personnifiait ce troisième type. C'était le groupe des recruteurs qui se mit d'abord en campagne. « Un dimanche soir, dira plus tard le marchand de vin Ricoud, vint chez moi le père Ouvrard, escorté de deux accolytes. Ils attendirent

(1) Art. 5 et 6.

(2) Partie de la rue des Godrans actuelle.

(3) En prenant un local à bail. — Renseignement tiré du *Registre de la Commission populaire révolutionnaire de la ville de Dijon pour les détenus*, instituée par arrêté du 27 vendémiaire an III, séance du 29 vendémiaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1427.

(4) Déposition du boulanger Feuillet devant le *Comité révolutionnaire provisoire du district de Dijon*, séance du 1^{er} vendémiaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1534, f^o 160.

que les personnes qui alors buvaient fussent parties. Ensuite, ils me demandèrent si je ne voulais pas être d'une société des Amis de la paix. A cette dénomination, je leur répondis que j'aimais la paix, mais que je ferais la réflexion, que je ne voulais être d'aucune société (1)... » D'autres prêtaient aux suggestions du père Ouvrard une oreille plus favorable. « Un jour, raconte Jolyet, je rencontrai le père Ouvrard qui m'engagea à venir avec lui dans une société qui se formait, pour passer les soirées, voir les nouvelles, boire un coup, manger un morceau ; j'allai donc avec lui et il me conduisit dans la maison Caillard ; mais, ayant trouvé là des gens pauvres et d'autres riches, des prêtres, je vis que cette société ne me convenait pas ; j'ai cependant, je crois, donné 30 sols sur l'invitation qui fut faite à ceux qui étaient en état de donner, disant que c'était pour soulager les pauvres (2)... » Le père Ouvrard était riche et voyageait dans les campagnes. On le soupçonna de chercher à corrompre les campagnards (3).

L'action du club était cachée, enveloppée d'om-

(1) Nous nous bornons à traduire en style direct la déposition de Ricoud rapportée : *Ibid.*, f^o 105.

(2) *Ibid.*, f^o 101.

(3) Déposition du témoin Farey, *ibid.*, f^o 106. — S'adressant aux ouvriers sans travail, les Amis de la paix ne se bornaient point à leur promettre quelques soirées agréables. Ils faisaient aussi luire à leurs yeux l'« ouvrage » que leur fourniraient les riches patrons du club et qui, à bref délai, leur procurerait toutes les « aisances de la vie ». Ce qui ressort tout au moins d'une « dénonciation du citoyen Boullée, plâtrier, rue du Champ-de-Mars, et Fournier, sellier, rue Jean-Jacques, y joint Joyot, serrurier, contre le citoyen Marmain », que nous trouvons insérée au *Registre du comité de surveillance de la section de la Halle*) feuillets détachés entre les f^{os} 23 et 25), Arch. de la Côte-d'Or, L. 1431.

bres et de mystères. Le peuple, que séduisent les idées simples, ne vit guère qu'une chose dans l'entreprise : des sous tombant dans un tronc. La société fut « la Tirelire », et ses membres les « tireli-riens (1) ». Dans cette association prétendue « d'honnêtes gens (2) », beaucoup n'aperçurent, selon l'idée plus tard développée par Michelet, que « mi-partie de coquins et mi-partie d'idiots (3) ». Le jugement était-il fondé ? Nous nous refusons à le croire. Parmi les Amis de la paix se glissaient peut-être des conspirateurs. Mais parmi eux, à coup sûr, figuraient au premier rang des philanthropes et des hommes de bien : Pein, auteur d'un projet d'établissement en faveur des ouvriers (4); Bouhier, dit Bernardon, sur lequel une « commission populaire révolutionnaire » portera plus tard cette appréciation touchante : « Homme âgé, tranquille, honnête et vertueux, s'étant toujours bien conduit avec les salariés qu'il regardait comme ses amis (5). »

Les patriotes cherchaient le bonheur dans l'avenir, conseillant les sacrifices pour le présent. Les Amis de la paix promettaient le bonheur présent. Les patriotes célébraient Paris, la grande source de toutes lumières. Les Amis de la paix laissaient plus

(1) V. les dépositions précitées.

(2) Déposition de Rigolier, *Registre du comité révolutionnaire provisoire* précité, f° 113.

(3) Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. II, p. 239.

(4) Renseignement tiré de la brochure intitulée : *Projet d'un discours qui devait être lu à l'Assemblée de l'un des quartiers de la commune de Dijon*, par T. Pein, négociant, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXIII.

(5) *Registre de la commission populaire révolutionnaire*, précité, séance du 28 vendémiaire an III.

volontiers percer leur égoïsme provincial. « Si la nouvelle division du royaume, dira Pein, peut occasionner quelques pertes pour Dijon, il n'est qu'un moyen de les réparer : rappelons nos concitoyens que la menace ou la crainte ont éloignés ; offrons une habitation sûre et paisible à quiconque innocent aux yeux de la loi s'est vu forcé d'abandonner ses foyers ; *enrichissons-nous des dépouilles de la capitale*, et hâtons-nous de recueillir dans nos murs ceux que des vues d'ambition et l'espoir des faveurs de la Cour enlevaient aux provinces auxquelles un nouvel ordre de choses va les rendre (1). » Les Amis de la paix d'un côté, les patriotes de l'autre, n'était-ce pas enfin le germe de ces deux grands partis qui, sous un gouvernement libre, s'appellent et s'équilibrent mutuellement : produit de ces deux tendances « permanentes et nécessaires » que décrit si bien un auteur anglais (2), l'amour de l'ordre, l'amour de la liberté ? Il y a des personnes que frappent surtout la faiblesse des hommes, leur folie, leurs passions, leur égoïsme, qui se défient de l'homme, qui souhaitent de le voir guidé par des esprits sages et tenu d'une main ferme ; d'autres qui estiment davantage la nature humaine, qui croient l'homme généralement juste et généralement bon, qui se fient à la raison pour vaincre l'ignorance, à la générosité pour triompher de l'égoïsme... Les Amis de la paix appartenaient au premier groupe, les patriotes au second (3).

(1) Projet de discours précité.

(2) Bryce, *The american commonwealth*, 3^e édit., Londres, 1895, t. II, p. 18-19.

(3) C'est du moins le jugement qu'à quelque cent ans de distance est tenté de porter sur l'opposition des deux partis celui qui s'en

Les révolutions, par malheur, sont naturellement peu portées vers ce libéralisme qui, dans une société organisée, arrive peu à peu à fonder sur le jeu normal des partis et le respect mutuel des opinions la vraie liberté politique (1). Les Amis de la paix en firent bientôt la dure et triste expérience.

Des listes circulaient dans la ville qui dénonçaient les Tireliriens à la colère des habitants (2). Le

réfère aux données classiques de la science politique : le peuple dijonnais, en ces temps troublés, vit sans doute cette opposition sous une forme plus simple, dont une curieuse anecdote nous a, croyons-nous, conservé l'empreinte. Un jour de mai 1791, trois filles d'assez mauvaise vie, travaillant chez la veuve Turcin, rue du Petit-Potet, et entendant chanter dans la rue « les aristocrates à la lanterne », la fille François, l'une d'entre elles, observa que les aristocrates la chantaient différemment, qu'ils chantaient : « Aristocrates, faites la charité aux démocrates qui n'ont pas de quoi souper », ce qu'elle se mit à chanter, en joignant à sa chanson d'autres couplets « très malhonnêtes » contre M. l'évêque, témoignant de son incivisme. Des hommes entrèrent qui « troussèrent » et fouettèrent la fille François. Les agresseurs durent payer l'amende, mais la fille François fut également condamnée pour inconduite notoire d'abord, et ensuite pour avoir chanté des « chansons indécentes ». — *Registre des délibérations de la chambre municipale*, 10 mai 1791, Arch. de Dijon, R. IV = 7, p. 18-19.

(1) Cf. Faguet, *Politiques et moralistes français*, t. I, p. 117.

(2) V. à titre de preuve les lettres des 9 et 17 avril 1790, par lesquelles les sieurs Bocquet, épicier et limonadier, et Labrosse, procureur à la cour, protestent contre l'inscription de leur nom sur quelques-unes des listes d'Amis de la paix, circulant alors en ville, dans les *Affiches de Dijon*, des 13 et 20 avril, p. 95 et 99. — Le tableau exact des membres du club ne fut d'ailleurs jamais connu : l'horreur de la société pour les écrits de tout genre, l'incertitude inhérente au mode de recrutement laissèrent toujours planer des doutes relativement aux affiliés. Quelques-uns protestèrent plus tard contre leur prétendue affiliation. V. par exemple la lettre de l'abbé Colas, premier avocat général, dans les *Affiches de Dijon*, du 25 mai 1790, p. 119. Certains furent soupçonnés, sans démonstration bien précise. V. par exemple les renseignements donnés sur le compte de Besulier : *Registre des délibérations de la commission populaire* précité, séance du 29 vendémiaire. Pour l'indication de quelques autres

20 avril 1790, un mois après la fondation du club, la populace surexcitée se portait vers les 7 heures du soir devant la maison du sieur Caillard, et, là, insultait et maltraitait quelques-uns des Amis de la paix. La municipalité, secrètement favorable au nouveau club, craignant d'ailleurs des troubles plus graves capables de compromettre le sort de la ville et la sûreté des habitants, dès le lendemain matin s'empressa de prendre « une délibération et de rendre ordonnance pour défendre tout attroupement, enjoindre aux parents et aux maîtres de veiller à cet effet sur leurs enfants et domestiques, inviter la garde citoyenne à faire, tant de jour que de nuit, des patrouilles exactes, et à prêter main-forte pour l'exécution de l'ordonnance ». L'ordonnance fut sur-le-champ imprimée, « affichée et publiée ». Le malheur fut que la garde citoyenne, qui au fond partageait contre la Tirelire les préjugés et les colères des habitants, mit fort peu de hâte à prêter main-forte. Un attroupement, cette fois considérable, de gens « armés de pierres, de bâtons, de pinces et de marteaux », se forma le soir même rue du Château et rue des Champs, environnant et menaçant la maison Caillard. Requis de nouveau par la municipalité, les officiers de la garde, membres du club patriotique pour la plupart, hésitaient et tergiversaient ; certains suggéraient qu'« on engageât l'Association des Amis de la paix à cesser, pendant quelque temps tout au moins, de s'assembler, attendu la

membres de la Tirelire : *Registre du comité révolutionnaire provisoire du district de Dijon*, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1534, f^{os} 23, 33, 34, etc.

défiance qu'on avait contre eux et l'insurrection à laquelle cette défiance avait donné lieu ». Ce pouvait être l'avis du club patricien. Ce ne fut point celui du maire, qui résolument répondit « que la cessation ou du moins la suspension de ces assemblées devait entraîner celle des clubs ou autres associations de ce genre ; que les circonstances présentes exigeaient qu'on ne s'occupât que des précautions à prendre pour dissiper l'attroupement actuel », qui n'aurait pas eu lieu, ajouta-t-il, si, en conformité du proclamat, l'état-major avait eu soin de multiplier les patrouilles... Le péril s'aggravait. On brisait les vitres de la maison Caillard ; on enfonçait la porte. Le maire menaça d'appeler la maréchaussée, rendant la garde nationale responsable des malheurs qui surviendraient. La garde nationale céda, et l'attroupement fut dissipé (1).

Que devinrent, à la suite de ces assauts, les Amis de la paix ? Persistèrent-ils à se réunir quelque temps encore ? Renoncèrent-ils sur-le-champ à une association si pleine de périls ? Le point à nos yeux est resté douteux. Un projet de discours de Pein, qui devait être prononcé à une assemblée de quartier, qui vraisemblablement ne l'a point été, une protestation de l'abbé Colas qui, au mois de mai, semble encore parler au présent de sa prétendue qualité d'affilié aux Amis de la paix (2), certain passage des *Annales patriotiques* de Carra affirmant de la façon

(1) Détails empruntés au *Registre des délibérations de la municipalité de Dijon*, séance du 21 avril 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2, f^{os} 33 et suiv.

(2) Ces deux pièces citées *supra*.

la plus nette, au mois de décembre 1790, l'existence « en mai et juin de cette année » d'une société de la Tirelire, fondée par les aristocrates de Dijon (1), paraissent bien témoigner en faveur de la persistance, sinon ouverte, du moins clandestine de la société. L'absence de toute délibération la concernant, passé le 12 avril, dans les registres municipaux, l'humeur paisible de beaucoup de ses membres, la façon enfin dont plus tard parleront de la « destruction » de la Tirelire les témoins cités à la barre des comités révolutionnaires (2), nous feraient cependant, pour notre part, plus volontiers pencher vers l'idée d'une disparition immédiate (3).

(1) *Annales patriotiques et littéraires de la France* par Carra, n° 453, du 29 décembre 1790, Bibl. nat., Lc. 249. Si les renseignements donnés par Carra prêtent gravement à controverse quant aux faits et quant aux dates (Carra qui alors écrivait sous l'empire de l'indignation causée par le « grand projet » des *monarchiens*, dit du sou par livre de pain, n'était point assurément en l'espèce un observateur impartial ; l'eût-il été au surplus que certaine confusion eût pu se glisser dans son esprit entre l'histoire de la Tirelire et celle postérieure du club Tussat, qui alors hypnotisait les patriotes dijonnais), le récit de Carra demeure cependant précieux, parce qu'il nous révèle l'impression qu'exercèrent sur l'esprit des Français en général et des Parisiens en particulier, les événements dijonnais.

(2) V. par exemple la déposition de Ricoud qui, après avoir conté comment il refusa d'entrer dans la société des Amis de la paix « qu'il ne connaissait pas pour lors et qu'il a su depuis être la Tirelire », ajoute qu' « il fut reçu peu de jours après dans une société de patriotes et que la Tirelire fut détruite ». *Registre du comité révolutionnaire provisoire du district de Dijon*, séance du 1^{er} vendémiaire, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1428, f° 105.

(3) Sur la destinée ultérieure des Amis de la paix nous ne savons que fort peu de choses. Certains, désormais, vécurent à l'écart de la politique (Bouhier, Besulier, cités *supra*). D'autres, le notaire Perruchot notamment, prirent au contraire une part active à la fondation et à la défense des sociétés contrerévolutionnaires qui s'établirent par la suite (sur son affiliation à la Tirelire : *Registre du comité de surveillance de la section de la Halle*, séance du

Les Amis de la paix avaient échoué ; mais les « patriotes » avaient eu peur (1). Le club patriotique qui alors, changeant d'étiquette (2), devenait, de son titre officiel (3), la *Société des amis de la Constitution, séante à Dijon*, comprit, ce que les élections

15 brumaire an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1431, f° 22). Regardés plus tard comme suspects, beaucoup eurent à souffrir de la tourmente révolutionnaire : Thétion et Caillard notamment (sur une requête de Thétion : *Registre des pétitions adressées au district*, 8 août 1793, *ibid.*, L. 845 ; sur l'emprisonnement de Caillard au château et les incidents comiques dont cet emprisonnement fut la source, v. le *Registre du tribunal de police municipale*, séance du 18 juin 1793, Arch. de Dijon, R. IV = 8, p. 382 et 384).

(1) Sentant l'influence dont disposaient, grâce à leurs bonnes œuvres, les Amis de la paix et apparemment pour la détruire, des clubistes « patriotes » avaient individuellement présenté, le 21 avril 1790, à la municipalité une pétition en faveur de l'établissement d'un bureau de charité, institution officielle capable de contrebalancer et de réduire l'effet de la charité privée (séance de la municipalité du 21 avril 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 80). L'assemblée administrative du département s'efforçait d'en hâter la fondation (séances des 24, 27 juin 1790 matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 55, f°s 27, 34, 44). La municipalité, pour éviter la création de ce « bureau général, chargé d'une meilleure distribution des aumônes », répondit qu'elle préférerait se fier aux « secours volontaires des citoyens aisés » et au zèle de MM. les curés. (V la réplique de l'assemblée administrative du département, séance du 7 juillet 1790, matin, *loc. cit.* f° 68). — La pétition de l'état-major et du comité militaire relative aux vagabonds s'inspirait sans doute de préoccupations analogues (séance de l'assemblée administrative du département du 21 juin 1790, soir, *ibid.*, f° 26).

(2) Le nom de « Société d'Amis de la Constitution » figure pour la première fois en tête du *Journal patriotique*, à la date du 11 mai 1790 (n° XVIII, dans l'édition conservée à la Bibl. de Dijon tout au moins, où manquent les n°s XIV-XVII). On trouve au reste l'expression antérieurement employée dans le *Supplément au Journal patriotique* par Maret (30 mars), comme aussi dans la *Guinguette*.

(3) Dans la pratique, le terme de société patriotique devait, en effet, se maintenir concurremment avec d'autres jusqu'aux derniers jours de la société populaire (que désigne encore sous cette expression le Directoire du district de Dijon dans une lettre datée de la première décade de vendémiaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 258).

municipales lui avaient déjà fait sentir, la nécessité de se développer, de se démocratiser. Quatre sections se formèrent en quatre quartiers de la ville, la maison Drevon, berceau apparent du club, la maison Maire, la plus connue et qui fut peut-être la plus importante, la maison Thoridenet, la maison Lefranc (1). Et le nombre des affiliés s'accrut bientôt rapidement (2). Le 17 juin, les quatre sections réunies comptaient déjà 200 membres. Les Amis de la paix avaient mis en œuvre, à l'appui de leur cause, les ressources incontestables de la gastronomie politique. Les Amis de la Constitution, à leur tour, organisèrent des banquets, sans oublier la réclame.

« Ceux qui ne connaissent que les tristes soupers, que les petites maîtresses appellent délicieux ; ces soupers, que les riches ne donnent que par ton, que l'on ne reçoit que par ennui ou par convenance, où l'on n'est ami que par politique, où l'on ne rit que par boutade et suivant l'impulsion du maître de la maison, veulent-ils voir l'empreinte de la véritable gaité sur tous les visages ; veulent-ils connaître ce que produit l'intimité de l'union fraternelle, de l'enthousiasme, de la reconnaissance ? Qu'ils assistent à nos repas (3). »

C'étaient des repas frugals : le club, du moins, s'en

(1) V. la déclaration faite à la municipalité, le 2 février 1791, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 357.

(2) Il suffit, pour se rendre compte de la croissance rapide de la société à cette époque, de se reporter au *Tableau des membres de la Société populaire* précité (Arch. de la Côte-d'Or, L. 1519), qui nous montre la plupart des admissions comme datant des années 1790 et 1791.

(3) Banquet du 17 juin 1790, *Journal patriotique*, du 22 juin, p. 222-223.

faisait gloire (1). C'étaient des repas joyeux. Un discours « analogue aux circonstances » servait de hors-d'œuvre ; le banquet se terminait par des « tostos » (*sic*) et par des chansons. L'auteur du discours « faisait sensation (2) » ; le chansonnier soulevait des tempêtes d'applaudissements. Ce fut par ses chansons que Sauvageot, plus tard fameux, conquist les cœurs des Dijonnais.

Chapelier dans la rue du Bourg, membre du club patriotique dès les premiers jours de l'année 1790, gai, ardent, buvant sec (3), familier, intrigant, avec une parole facile et certain bagage littéraire qui, pour être léger, n'en était pas moins indéniable, Sauvageot semblait le type rêvé pour transformer un club bourgeois en un club démocratique. *La Guinguette* l'avait malmené ; elle avait raillé « ce Bazile qui, s'il possédait quelque esprit, n'aurait pas son pair pour la calomnie... ; qui est chargé des motions pour égorger les aristocrates » ; qui « vous fabrique à la fois de méchants chapeaux, de méchants vers et de bonnes calomnies, tout cela relevé d'une figure

(1) Ce n'était pas, en effet, l'avis de ses ennemis, comme en témoigne la chanson naïve :

Les Croubistes dans leurs banquets
Z'ont mangé sept cochons de lait ;
Y z'on mit z'une truie
Z'en deuil comme la Patrie.

(Dans : *La Guinguette patriotique dijonnaise*, p. 28.)

(2) A propos des discours de l'abbé Vollius, *Journal patriotique*, *loc. cit.*

(3) On l'accusait plus tard d'avoir souvent présidé, en état d'ivresse, le Conseil général de la commune et la Société populaire. Il répondit en assurant que « jamais le vin ne l'avait fait sortir de son caractère public ». — *Sauvageot, à ses concitoyens*, Bibl. de Dijon, p. 14, F. de Juigné, n° 58, t. CXIII.

plus qu'e commune, bien favorable quand on veut se pousser dans le parti populaire (1)... » Le « patriote » Sauvageot tança vertement le « robin élégant », auteur de « cette ordure indigne du feu et de la vengeance publique », qui « croit avoir tout dit quand il déchire à belles dents les clubs patriotiques de la ville, quand il les assimile à l'accapareur de blé pour les rendre plus odieux au peuple, comme si ce même peuple ne sait pas que ces sociétés sont... les vrais amis de la Constitution et les plus fiers ennemis des accapareurs (2) ». Sauvageot était en colère, sa fureur s'assouvit indistinctement sur les seigneurs et les partisans, les prêtres fanatiques et les ci-devant parlementaires (3). Une haine profonde du régime ancien, un enthousiasme sans bornes pour l'ordre nouveau, telle était la base commune de ses discours et de ses chansons (4). Celle que, le 17 juin 1790, il chanta « au repas des quatre sociétés des Amis de la Constitution, réunies en mémoire du jour à jamais mémorable où les Etats généraux se sont constitués en Assemblée nationale » consacra sa réputation (5).

Nunc est bibendum ; nunc pede libero
Pulsanda tellus...

(1) *La Guinguette*, p. 34.

(2) *Le patriote dijonnais aux ennemis de la Révolution*, par Sauvageot, marchand chapelier et membre de la Société des Amis de la Constitution, spécialement p. 7, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1634.

(3) *Op. cit.*, p. 7, 10 et 14.

(4) Parmi lesquelles nous citerons seulement ici l'*Ode à l'armée française après son organisation*, par Sauvageot, M^e chapelier, membre de la Soc. des A. de la C., maison Maire à Dijon, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 113 ; et l'*Ode à la nation française sur les effets de la Révolution*, 1790, *ibid.*, 102.

(5) *Chanson bachique sur l'air* : « Si je meurs, que l'on m'enterre. »

Telle était à peu près la conclusion de Sauvageot ; telle était sans doute la croyance du club (1). Conclusion prématurée : le club se trompait. La période de lutte n'avait point pris fin, et de nouvelles difficultés, sinon de nouveaux dangers, allaient surgir qui jetteraient dans l'inquiétude la Société trop pressée de célébrer son triomphe.

Vinrent d'abord des provocations un peu vagues et sans grande portée politique. Le 26 juin, plusieurs particuliers continuant « à porter des épaulettes vertes en signe d'association », « le sieur Dumas, fabricant de peignes, et le sieur Troisgros, notamment, qui avaient affecté de paraître avec leurs épaulettes, le premier à l'assemblée pour les élections des bataillons de Saint-Médard, le second au sortir de la messe militaire », la Chambre municipale, les ayant mandés, leur fit défense de porter à l'avenir « aucune marque distinctive d'association,

Bibl. de Dijon, F. Milsand, 1952. — Le club ne brilla jamais par la modestie, la première strophe le prouve :

Si le Dieu de la lumière
Quittait un instant son char,
Il viendrait bientôt en frère
A ce festin prendre part.
Les cieux, la machine ronde,
Parbleu n'en souffriraient pas,
Puisque l'intérêt du monde
Nous rassemble en ce repas.

(1) Sur les succès électoraux obtenus à cette époque par les clubistes : *Journal patriotique*, du 8 juin 1790, p. 201. — Sur les adresses de félicitations enthousiastes par eux présentées au Directoire de district, le 26 août 1790 : Arch. de la Côte-d'Or, L. 792, f° 104 ; — aux juges de la Cour souveraine provisoire, le 14 octobre : *Affiches de Dijon*, du 19, p. 203 ; *Journal patriotique*, du 26, p. 373.

à peine d'y être très sévèrement pourvu (1) ». Dans les premiers jours de juillet, des menaces furent proférées, des clubistes du moins le crurent (2), contre les maisons où se réunissaient les Amis de la Constitution. Des chansons inciviques les troublèrent au mois d'août (3). Les « orgies du Vieux Couvent » les scandalisèrent en novembre.

Des « aristocrates », depuis quelque temps, se réunissaient dans une « taverne obscure » de la rue Chanoine (4), chez le sieur Androt, tenancier de l'auberge du Vieux Couvent (5), et là, invitant à boire des ouvriers et des pauvres, « se réjouissaient (6) » en leur compagnie. D'un programme, ils s'en sou-

(1) Délibération de la Chambre municipale, du 26 juin, Arch. de Dijon, R. II = 6.

(2) V. les craintes exprimées par M. Marlot au Directoire de district, séance du 6 juillet 1790, Arch. de la Côte-d'Or, L. 791, f° 16. — Le bruit avait couru « que les membres de la Chambre des vacations cherchaient à faire un soulèvement au moment où l'on voudrait installer la commission qui devait la remplacer ». — V. toutefois, en sens opposé (séance du 7 juillet, *ibid.*, f° 21), la déclaration de M. Thibault, premier officier municipal de Dijon, constatant qu'il n'a point eu connaissance de ces menaces, « que M. Maire étant son serrurier le lui aurait dit probablement... »

(3) Sur ces chansons et sur divers autres faits « semblant annoncer une intention marquée de troubler la tranquillité publique », v. le *Rapport fait au Directoire du département par les administrations du district*, le 25 août 1790 (Arch. de la Côte-d'Or, L. 61, f° 98), et le récit du *Journal patriotique*, du 31 août 1790, p. 311.

(4) Aujourd'hui rue Jeannin.

(5) V. les motifs donnés de l'arrestation d'Androt, *Registre des délibérations du comité de surveillance de la section du centre*, 15 frimaire an II, f° 48 bis.

(6) Expression empruntée à la déposition d'un témoin qui, en un langage d'une saveur homérique, nous peint la scène des aristocrates qui « s'embrassèrent en entrant et montèrent se réjouir, boire et manger ensemble dans une chambre haute ». *Registre du comité révolutionnaire provisoire du district de Dijon*, séance du 2 vendémiaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1428, f° 111.

ciaient peu ; de statuts, ils n'en avaient point (1) ; de nom : certains les appelaient les Amis du roi et c'était un titre dont ils paraissaient s'honorer. Entre les Amis de la Constitution et les nouveaux clubistes, les uns et les autres animés d'une mutuelle défiance et d'une mutuelle haine, un choc était inévitable. Le 2 novembre, une quarantaine d'Amis du roi « ayant mis bas la cocarde nationale » et s'étant armés de cannes à épée et de pistolets, se rendirent dans l'après-midi au café Richard et malmenèrent les « citoyens ». Ce fut le prélude des troubles (2). La soirée fut agitée. Le sieur Lagoutte, citoyen de Thorey-les-Rouvres, « en uniforme et en sabre » (il était commandant des gardes nationales du canton de Rouvres), ayant voulu « se rafraîchir » à l'auberge du Vieux Couvent, des clubistes, sous menace de le faire passer par la fenêtre, prétendirent le forcer à boire à la santé « du roi et des royalistes », sans y ajouter la Nation (3). Il y eut un commencement de

(1) Certains témoignages semblent pourtant établir l'existence d'une « liste » des membres, indice d'un état d'organisation au moins rudimentaire. V. notamment le jugement porté sur Bricard par le Comité révolutionnaire provisoire du district de Dijon, séance du 5 vendémiaire, *loc. cit.*, f° 133. — Vers la même époque d'autre part se fondait à Dijon un journal « anticivique », l'*Ami des bons citoyens*, apparemment rédigé par Moreau (le notaire Perruchot s'était chargé de recevoir les souscriptions) et dont la création rentrerait sans doute dans le plan de propagande des fondateurs du nouveau club. On trouvera un exemplaire de ce journal, daté de novembre 1790, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXII.

(2) Sur l'incident du café Richard, v. la délibération du conseil de district du 2 novembre 1790, Arch. de la Côte-d'Or, L. 793, f° 163 ; et celle de la municipalité du même jour, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 224.

(3) Pour le récit détaillé des événements, v. le *Journal patriotique*, du 9 nov. 1790, p. 389 et suiv.

rixe. Des clubistes furent arrêtés (1). L'assemblée administrative du département s'émut et, par la bouche de son président, s'étonna qu'au milieu des inquiétudes où étaient plongés les « bons citoyens », « la municipalité parût être la seule insouciant, ne s'étant pas mise en mesure pour réprimer les écarts des ennemis de la Constitution, et surtout pour empêcher ces réunions de citoyens connus par leurs sentiments peu patriotiques, dans des cabarets où président des gens dont les écrits manifestent hautement des principes anticonstitutionnels (2) ». Une délibération fut prise qui dénonçait à la municipalité « toutes les assemblées qui se tiennent soit de jour, soit de nuit et notamment au Vieux Couvent », et lui enjoignait « de faire arrêter tous chefs d'émeute et tous gens soupçonnés de fomenter une contrerévolution ». Le tribunal de bailliage devait être saisi, à bref délai, des incidents du Vieux Couvent (3) ; copie des pièces enfin serait envoyée sur-le-champ au comité des recherches de l'Assemblée nationale (4). Les troubles pourtant persistaient à l'auberge ; des

(1) Moreau puiné, notamment, gravement compromis dans l'affaire Lagoutte, et qui, le lendemain, fut accusé « d'avoir depuis le matin couru de maison en maison » pour jeter le trouble dans la ville. — V. la délibération ordonnant son élargissement dans le *Registre des délibérations du Directoire de département*, séance du 3 nov. 1790, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62, f^{os} 142-143.

(2) *Registre des délibérations de l'Assemblée administrative du département*, séance du 3 nov. 1790, Arch. de la Côte-d'Or, L. 56, f^{os} 7-8.

(3) Sur le renvoi postérieur de l'affaire au tribunal de district nouvellement installé : *Journal patriotique*, du 30 nov. 1790, p. 416.

(4) *Adde* : la lettre de la municipalité de Dijon à l'Assemblée nationale, pour justifier sa conduite lors des troubles. (Lettre du 4 nov. 1790.) *Ibid.*, p. 411-413.

chansons inciviques y étaient fredonnées chaque soir, qui entraînaient naturellement des provocations et des rixes. La municipalité, le 9 novembre, ordonna au sieur Androt de fermer jusqu'à nouvel ordre son cabaret « tous les jours, à 5 heures du soir (1) ».

Les Amis de la Constitution exultaient, et, croyant le danger passé, se permettaient de philosopher : « Cessons de nous indigner au récit des horreurs qui se pratiquaient dernièrement au tripot du Vieux Couvent, écrivait en profond politique l'un des rédacteurs du *Journal patriotique*. Des orgies pareilles présentent des idées bien satisfaisantes aux amis de notre Révolution. C'est le plus fort argument en faveur de l'Assemblée nationale. Qui pourrait dire encore qu'elle n'a pas rendu au peuple toute sa souveraineté ? Sont-ce les ci-devant nobles, les prêtres, les lumières de l'aristocratie, tous ces vampires qui le suçaient autrefois et le caressent aujourd'hui ? Pourquoi donneraient-ils des repas à nos frères indignes qu'ils ont tant méprisés et vexés, s'ils ne sentaient le besoin d'acheter leur puissante protection ? Va-t-on encore à Versailles solliciter des places de la bonté d'un roi ? Non, c'est au Vieux Couvent, dans une taverne obscure, que les courtisans vont actuellement chercher le véritable souverain qui les donne : nous sommes libres et citoyens (2). »

« Sous quelque titre déguisé que les aristocrates

(1) Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 236.

(2) *Journal patriotique*, du 23 nov. 1790, p. 406, article signé B. c. vraisemblablement : Claude Bazire, le futur conventionnel).

essaient de se reproduire, disait un autre (1), on les reconnaît toujours à ce titre seul : d'abord ils se disaient les amis de la paix, puis les amis du roi, puis des bons citoyens. Eh ! Messieurs, soyez tout bonnement des amis de la Constitution... »

Les aristocrates venaient de le prendre au mot : l'organisation d'une cinquième section des Amis de la Constitution allait marquer le suprême effort des contrerévolutionnaires dijonnais.

Les Amis de la Constitution disposaient de la force armée : la garde nationale, exécutrice de leurs volontés, avait sacrifié la Tirelire, en avait imposé aux clubistes du Vieux Couvent. Après bien des difficultés et des luttes, les patriotes dijonnais étaient parvenus à la diriger, à la façonner à leur image, à en faire leur garde. Les compagnies aristocratiques de cavaliers, dragons (2), chasseurs (3), qui, au début de la Révolution, contrebalançaient l'influence des volontaires infanterie, et plus encore des artilleurs, ceux d'entre tous les plus ardents, avaient été dissoutes ou éliminées. Des élections

(1) L.-A. Pille, dans le *Journal patriotique*, du 14 décembre 1790, p. 425.

(2) Allusion à cette compagnie de dragons « licenciée à Dijon », au sujet du notaire Perruchot qui en avait été membre. *Registre du comité de surveillance de la section de la Halle*, séance du 15 brumaire an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1431, f° 14. Autre allusion dans un papier sans date du dossier Roignot (dont il sera parlé *infra*). *Ibid.*, L. 264.

(3) Sur les incidents soulevés par la compagnie de chasseurs et l'esprit qui l'animait, v. notamment les délibérations de la municipalité des 24 avril et 8 mai 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 37-39 et 46.

favorables, contre lesquelles protestèrent en vain les gardes nationaux leurs adversaires (1), avaient assuré aux clubistes tous les grades les plus enviés. La municipalité, en vain, avait opposé aux empiètements de l'état-major une résistance désespérée (2); l'état-major prétendait lui dicter la conduite à suivre. Un sieur Vaudelin, « ci-devant avocat à Dijon », avec trente-sept adhérents, la plupart sans doute gardes nationaux dissidents, avait formé (3) une pétition pour demander la suppression « du comité militaire, celle des compagnies de volontaires et artilleurs de Dijon... »; la pétition ajoutait (ce qui trahissait la pensée directrice de ses auteurs): la suppression de la Société des Amis de la Constitution établie à Dijon (4). Portée à Paris par le pétitionnaire lui-même, la pétition échoua: l'Assemblée nationale venait solennellement de proclamer le droit pour les citoyens de s'assembler paisiblement (5); le sieur Vaudelin n'eut qu'un succès

(1) V. notamment les protestations de Moreau, Perruchot, Tussat, écartées par arrêté du Conseil de district, du 25 sept. 1790, Arch. de la Côte-d'Or, L. 793, f° 22.

(2) Protestation du 4 novembre, rapportée au *Journal patriotique*, du 30 nov., p. 413. V. aussi la délibération de la municipalité, du 8 nov. 1790, déclarant illégales et vexatoires deux délibérations prises par l'état-major de la garde nationale pour obliger les officiers municipaux à porter la cocarde nationale et empêcher que personne n'entre à l'hôtel de ville sans avoir la cocarde à la poitrine et au chapeau. Arch. de Dijon, R. III = 2.

(3) A la suite d'une assemblée extraordinaire du 5 octobre. — V. la déclaration faite à la municipalité à la séance du 4 octobre, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 188.

(4) V. sur ce point les *Ephémérides d'administration*, du 20 janvier 1791, p. 125.

(5) D. des 13-19 nov. 1790; Desenne, *op. cit.*, t. X, p. 10.

d'estime du côté droit de l'Assemblée (1). La garde nationale restait l'instrument docile des Amis de la Constitution. Leurs adversaires alors songèrent à se protéger par eux-mêmes. Une organisation solide et permanente, une armée privée peut-être, fut le but auquel désormais visèrent les « aristocrates » ; les patriotes alarmés s'empressèrent de le faire échouer. Telles furent les causes qui présidèrent, au début de décembre, à la formation, à la fin de décembre, à la destruction du très fameux club Tussat, tirelire Tussat, repaire Tussat (ce sont des variantes), officiellement baptisé cinquième section des amis de la Constitution, séante maison Tussat.

Un club s'enfante assez souvent dans le trouble et dans la douleur ; la naissance de la Société Tussat fut précédée d'une fermentation qui n'alla pas sans horions et sans déboires pour ses auteurs. Le 7 décembre, comme on jouait Brutus au théâtre « le panégyriste de la servitude commençait à peine à en débiter les maximes » que « la cabale anticivique », par des bravos et des battements de mains immodérés, mêlés de cris de « Vivent le roi, la reine, le Vieux Couvent », mit en fureur les patriotes venus nombreux à la pièce, que chacun savait fertile en sous-entendus politiques. Le parterre fut un instant transformé en une arène, les « aristocrates » malmenés, « les plus mutins, » M. Gérard, ci-devant de Propiac, à leur tête, momentanément arrêtés.

(1) Sur ce dernier point et sur la prétendue réflexion suggérée à l'abbé Maury par la pétition dijonnaise : *Journal patriotique*, du 23 nov. 1790, p. 404.

L'orchestre joua le « Ça ira (1) ». Le lendemain 8 décembre, MM. Lambert, Magnieux, Quantin et Fourny, se disant députés par nombre de citoyens de la ville, se présentaient à la municipalité, lui faisaient connaître le projet qu'ils avaient conçu « de former une cinquième section des Amis de la Constitution » et la priaient d'autoriser la réunion ainsi dénommée. La municipalité, craignant sans doute de se compromettre, demanda le temps de réfléchir (2). La réflexion lui commanda la prudence : le 11 décembre, la municipalité, refusant de prendre le nouveau club sous son patronage sans d'ailleurs le condamner expressément, déclarait qu'il n'y avait lieu de délibérer (3).

Le club s'installa dans la maison du sieur Tussat, menuisier, rue des Juifs (4). Un homme surtout en était l'âme qui en resta le directeur : l'avocat Moreau. Profondément attaché aux grands souvenirs des parlements (5), lettré ne manquant point de délica-

(1) Récit détaillé dans un article de Bernard Legoux, *Journal patriotique*, du 14 déc. 1790, p. 429. — Comp. le compte rendu officiel des troubles fait à la municipalité, séance du 7 déc. 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 279 — Comp. sur les troubles soulevés à Paris, vers la même époque, par la même pièce : Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 106.

(2) Séance du 8 déc. 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 282. — V. aussi l'ordonnance de soit communiqué, rendue le même jour par le Directoire de district, Arch. de la Côte-d'Or, L. 794, f° 57 ; et la délibération du Directoire de département, séance du 8 déc. 1790. *Ibid.* L. 62.

(3) Séance du 11 déc. 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2.

(4) Partie de la rue Buffon actuelle, touchant l'église Saint-Michel.

(5) V. l'exposé intéressant par lui donné du rôle historique des Parlements, et la défense par lui présentée du Parlement de Bourgogne dans son *Supplément au Journal patriotique de Bourgogne*, p. 8-20.

tesse, déshérité physiquement (1), mais plein d'esprit, insinuant, avec un certain laisser-aller fait pour séduire au cabaret, Moreau apparemment unissait à certaines qualités d'orateur le tempérament et les facultés d'un conspirateur. C'était, aux yeux des patriotes, l'aristocrate par excellence, « le limier des aristocrates ». Lui-même se disait « impartial (2) ». Esprit combatif, il avait attaqué et raillé sans trêve les Amis de la Constitution. Son attitude au Vieux Couvent, dont il était un des patrons, le bruit qui alors se répandait de sa collaboration à un journal anticivique dont il passait pour directeur (3), multipliaient les colères que ses brochures avaient soulevées. Autour de lui s'étaient groupés d'anciens membres de la Tirelire, des habitués du Vieux Couvent. Dans la société nouvelle, les prêtres avaient disparu. Quelques nobles, quelques bourgeois, petit nombre d'avocats, beaucoup d'huissiers, quelques notaires, telle fut l'élite du club Tussat. Les artisans formèrent la masse : cordonniers, menuisiers, cabaretiers, boulangers et pâtisseries, tous fournirent à l'assemblée de respectables contingents. Les perruquiers cependant tinrent visiblement le premier rang (4). Le recrutement était

(1) Les *Rimes en ique* nous laissent croire qu'il était bossu :

« . . . que l'auteur malotru
Aussi bien que l'échine avait l'esprit tortu !... »

(2) Déclaration faite en tête de son *Supplément au Journal patriotique*.

(3) *L'Ami des bons citoyens*.

(4) La liste officielle des membres du club (dont il sera parlé *infra*) ne nous révèle point leur profession respective. Un concours de circonstances bizarre nous l'a pourtant fait connaître. Un sieur

facile (1) : les artisans, dans la misère et mécontents (2), devaient naturellement applaudir à la

Roignot, ci-devant commis à l'administration, et qui au début de la Révolution était « clerc de procureur et clerc surnuméraire au Parlement, à Dijon », ayant été trouvé mort, au mois de fructidor an II, dans un bois du district de Châtillon, une perquisition faite à son domicile amena la découverte d'un manuscrit sur quatre pages, la première ayant pour titre : « Liste des aristocrates » et la troisième : « Ceux sur lesquels on peut compter. » La pièce fut saisie et par la suite se trouva versée aux archives du département (ainsi qu'une autre pièce intéressante, émanée du même Roignot, mais celle-ci relative à la Société de Châtillon). Nous l'y avons découverte dans la correspondance de sûreté générale, L. 264. Une comparaison de cette liste alphabétique (qui, si nos calculs sont exacts, comprend 193 noms, abstraction faite de cent autres noms désignant « ceux sur lesquels on peut compter ») et de la liste officielle du club, trouvée aux archives municipales (celle-ci toutefois plus longue puisqu'elle comprend 259 personnes) ne permet pas de douter de l'identité des « aristocrates » visés dans la première et des clubistes énumérés dans la seconde.

Huit ou dix nobles, une demi-douzaine de bourgeois vivant de leurs rentes, quelques domestiques, un groupe assez nombreux d'hommes de loi, entraînant avec eux quelques clercs, des artisans, de petits commerçants, les professions de luxe paraissant d'une manière générale offrir le plus fort contingent : telle est à peu près la physionomie de cette curieuse liste qui, dans l'indication des professions, cède parfois à la fantaisie. Quelques exemples en feront juger :

Bertaut, portier de tirelire,
Humbertot, devenu mauvais,
La Mugnière, imbécille,
Lermite, bête à corne,
Bricard, le guelard, etc.

(1) Sur la manière très variable dont le recrutement s'opérait, on pourra comparer avec intérêt, d'un côté, la réception du notaire Lenoir, allant, à l'instar d'un académicien, « le vendredi suivant, faire ses remerciements de ce qu'il était reçu aux membres de la société » (séance du Directoire de département du 3 janvier 1790, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 63) ; de l'autre, celle de deux artisans qu'un clubiste familièrement invite à « monter dans un dessus », en leur disant : « Vous n'êtes pas de trop. » — *Ibid.*, séance du 6 janvier, matin.

(2) Un petit fait, que nous relevons entre beaucoup d'autres, suffira, croyons-nous, à peindre la détresse où à cette époque étaient

fondation d'un club qui à nouveau leur promettait cette vie aisée et heureuse que ne leur avaient procurée ni les discours des patriotes, ni le service vraiment coûteux de la garde nationale. Certaine pression exercée par les puissants et les « ci-devant » renforça-t-elle la tentation ? Des témoignages le laisseraient croire, sans l'établir absolument (1).

Il fallait au club des statuts, il lui fallait un programme. Moreau rédigea les statuts et, dans un projet de discours, élaborâ un programme (2). Le règlement (3) fut ingénieux : la confiance venait d'en bas, l'autorité d'en haut. Deux comités, l'un, Conseil

plongés les artisans dijonnais en général, les menuisiers en particulier. Le 6 février 1791, deux mois environ après les démarches qui nous occupent, trois maîtres menuisiers de Dijon, dans une requête adressée au Directoire de département, exposaient qu'ils manquaient entièrement d'ouvrage et, demandant « qu'il leur soit accordé non des secours gratuits, mais du travail », suggéraient l'idée qu'on les chargeât de la confection des armoires, nécessaires, disaient-ils, aux archives des municipalités. L'affaire ayant été renvoyée à la mairie de Dijon, le 19 février, les pétitionnaires vinrent se plaindre au département de ce que, sur le vu de leur requête, un officier municipal avait dit « qu'il vaudrait mieux que les exposants s'occupassent à faire des cercueils pour eux, leurs femmes et leurs enfants ». (*Ibid.*)

(1) V. notamment la déposition un peu ambiguë du sieur Dupuis, déclarant, le 31 décembre 1790, au Directoire de département « qu'il y a environ quinze jours, M. Savolle portant un couteau de chasse vint chez lui, et en lui adressant la parole lui demanda qui était le maître, et qu'il avait ajouté : Ces MM. de la société Tussat vous demandent... » Arch. de la Côte-d'Or, L. 62, f° 383.

(2) Nous avons eu la bonne fortune de retrouver ces pièces avec toutes celles relatives à la descente au club Tussat ou saisies lors de cette descente (ces dernières paraphées et cotées de une à quinze) aux Archives de Dijon, carton I₂, Police générale (Liasse intitulée : *Société des Amis de la Constitution*). — Un certain nombre d'entre elles se trouvent d'ailleurs publiées au *Journal patriotique*, du 4 janvier 1791, p. 1 et suiv.

(3) Pièce coté quinze. — *Journal patriotique* précité, p. 3.

d'Etat en miniature, l'autre, Sénat conservateur, dominaient la Société, présidaient à ses destinées. « Pour maintenir la paix et le respect aux lois, disait l'article 3 du règlement, il sera créé un comité de sept personnes auquel toute motion sera préliminairement communiquée avant d'être proposée à l'assemblée. Si la motion est rejetée par le comité, elle ne sera point faite ; si elle est admise, un des membres du comité présentera à l'assemblée les motifs pour et contre, afin de la mettre à portée de prononcer définitivement. » L'article 5 ajoutait : « Il sera composé un comité de douze des plus anciens, dont six seront en activité, et six suppléans pour recevoir sous le secret toutes oppositions à l'admission des présentés : si les faits sont jugés suffisants par le comité, les candidats seront définitivement rejetés. Si ces faits sont jugés insuffisants, ils seront admis sur ce rapport pur et simple, il y a lieu ou il n'y a pas lieu d'admettre. » Un président, un vice-président et un greffier, dont les fonctions dureraient trois mois, seraient « toujours choisis par la voie du scrutin ». C'était la part qu'habilement l'article 1^{er} avait faite aux *desiderata* populaires. Une solidarité étroite unissait aux membres anciens les membres nouveaux. « Nul nouvel aspirant, posait en principe l'article 4, ne pourra être admis que sur la présentation de quatre membres de la société lesquels en répondent. » L'assemblée comprenait des riches, elle comprenait des pauvres ; renonçant à fixer un taux de cotisation, Moreau avait maintenu le système de la Tirelire : « Il sera nommé deux personnes, déclarait l'article 2, à l'effet de recevoir toute cotisation

volontaire pour subvenir aux dépenses de la société, comme loyer, feu, chandelle, etc. » Comme s'il prévoyait un autre genre de dépenses, l'article ajoutait prudemment : « Ces receveurs seront perpétuels, promettront de ne rien révéler de ce qui peut être relatif à leurs fonctions, et demeurent dispensés (!) de retenir les membres qui auront contribué (1). »

Le programme ne différait guère de celui des Amis de la paix (2). Le projet de discours de Moreau (3), sorte d'introduction aux délibérations de la société nouvelle, constatait les maux résultant de l'« anarchie », où depuis « trop longtemps » Dijon était plongé, condamnait tout esprit de parti,

(1) Les divers organes prévus aux statuts furent aussitôt créés et entrèrent en activité. Les « officiers, commissaires et suppléants » de la société étaient au nombre de 32. Moreau avait été choisi pour président. Pour l'indication des noms des autres officiers, des receveurs, des commissaires pour les réceptions et des commissaires pour les motions, v. les deux listes précitées. — La liste des dignitaires semble d'ailleurs s'être assez exactement confondue avec celle des habitués du club (une trentaine de personnes, qui apparemment en formaient le noyau, et que la municipalité trouva réunies sous la présidence de Moreau, lors de la descente à la maison Tussat. V. sur ce point le témoignage des officiers municipaux consigné dans un *Extrait des minutes du secrétariat de la municipalité*, du 25 décembre 1790, Arch. de Dijon, carton précité).

(2) Le club Tussat paraît en somme, à Dijon, avoir été aux Amis de la Paix ce qu'à Paris furent les *monarchiens* aux impartiaux. (Sur le club monarchique de Paris, Challamel, *op. cit.*, p. 158-159 ; et sur la substitution des monarchiens aux impartiaux en particulier : Aulard, *Histoire de la Révolution*, p. 105). Sa ligne politique était sans doute celle du journal qu'il recevait : l'*Ami du Roi* (dépositions concordantes de Caumont, menuisier, Perrenet, tailleur, etc. Le premier ajoute qu'on lisait aussi au club la *Gazette de Paris*). — *Registre des délibérations du Directoire de département*, séance du 4 janvier 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 63, f° 10.

(3) Pièce cotée première, *Journal patriotique*, du 4 janvier 1791, p. 4.

préconisait l'union des « bons citoyens », qui servirait « la cause de l'humanité » par le « triomphe de la justice ». « Des persécutions, ajoutait Moreau, inséparables peut-être d'une révolution, ont exilé de nos murs le citoyen opulent ; l'honnête ouvrier réclame les dépenses du luxe ; les pauvres les secours de la bienfaisance réduite par cette expatriation cruelle à la plus affreuse indigence. » Et pour remède il proposait « une affiliation fraternelle dont le but est de rétablir la paix et la tranquillité dans nos murs, et de concourir au retour de ceux que l'artisan et l'indigent réclament ». Tendresse infinie aux capitalistes, tel était en somme le premier article du *credo* de cette intéressante société qui, par tant de points, évoque comme la lointaine image d'un syndicat jaune.

Le club, exécuteur fidèle des volontés de ses auteurs, le 18 décembre, à l'unanimité, donna mission à six de ses membres, Moreau en tête, « de voir, au nom de la Société, tous les capitalistes », de les inviter à rester dans la ville « pour le bonheur de leurs concitoyens », à concourir au retour de ceux qui l'avaient quittée et à s'unir étroitement à la Société pour le maintien de la paix et de la tranquillité publique (1) ». Plusieurs membres de la Société, déclarera quelque quinze jours plus tard un témoin oculaire, « disaient qu'ils ne refusaient pas d'obéir aux décrets, mais qu'ils voulaient la rentrée de leurs braves capitalistes, et que ç'avait été horrible de leur ôter leurs armoiries... M. Moreau

(1) *Journal patriotique*, du 4 janvier 1791, p. 6-7.

fit une motion pour la rentrée des braves capitalistes et pour faire circuler des lettres... Se présenta un jeune homme... qui dit qu'il partait pour Genève et qu'il s'offrait de faire circuler les lettres ; mais on lui répondit que c'était trop prompt... On recueillit les voix ; tous ceux qui venaient signaient (1). »

Le club grandissait : près de deux cents membres s'inscrivaient déjà sur ses listes ; une centaine d'autres étaient attendus (2). Son pouvoir dans la ville contrebalançait presque celui de ses rivaux, les Amis de la Constitution. Il faisait appel aux campagnes (3)... La lutte décisive allait s'engager, qui se terminerait par sa chute. Quelques hostilités préliminaires l'avaient annoncée, deux autodafés patriotiques notamment, qui, à en croire l'officieux organe des Amis de la Constitution, étaient venus « venger deux offenses faites à la religion politique de l'Etat et donner aux nouveaux hérétiques un surcroît de mortification (4) ». Un particulier s'étant présenté au café Richard où il avait arboré une cocarde joignant un ruban vert aux trois couleurs nationales,

(1) Déposition du maire de Crimolois, Bara. — *Journal patriotique*, du 18 janvier 1791, p. 34.

(2) V. les listes précitées « des aristocrates » et de « ceux sur lesquels on peut compter ».

(3) V. sur ce point la déposition précitée du maire de Crimolois, Bara, qui, sur l'interrogation du Directoire, lui demandant « s'il n'y avait point d'autres personnes de la campagne que lui et M. Quillardet (notable de Fauverney) dans l'Assemblée », répond « que non, mais qu'on les avait engagés à amener beaucoup d'autres gens de la campagne », qu'il croit « devoir prévenir le Directoire qu'il y avait plusieurs personnes qui allaient de part et d'autre, notamment MM. Tortochot, Yon et Legras, pour exciter les gens de la campagne ».

(4) *Journal patriotique*, du 21 décembre 1790.

quelques buveurs patriotes, parmi lesquels le sieur Burette, avaient protesté, s'étaient enquis du nom du marchand coupable, le chapelier Monzin, et devant sa porte, rue de la Fédération, ci-devant Condé, avaient livré aux flammes les cocardes incriminées (1). Le notaire Perruchot, d'autre part, qui, peu auparavant, s'était chargé de recevoir les souscriptions pour l'*Ami des bons citoyens*, vit brûler devant sa maison le premier numéro de son journal.

Les menaces bientôt s'aggravèrent. Le 17 décembre, au club Tussat, « un de MM. » dénonçait à la section « un complot contre l'honneur et la liberté d'un de ses membres, et un projet d'attaquer par la force la Société, afin de la disperser ». La Société considérant « que si des hommes religieusement attachés aux lois sacrifient généreusement leur repos et leur existence pour en maintenir l'exécution, ils ne doivent pas hésiter à maintenir au prix de leur sang les droits que ces lois leur assurent », à l'unanimité arrêta qu' « en cas de péril imminent, chacun des membres de la section se transporterait dans la salle des assemblées pour aller en corps se mettre sous l'égide des dépositaires de la force publique, et obéir à tout ce qui leur serait ordonné au nom de la loi... » La Société, poussant même la précaution plus loin, sur la proposition de deux de ses

(1) V. le récit détaillé fait à la municipalité à la séance du 11 décembre 1790. — Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 284-285. — La municipalité saisie de l'affaire se montra fort embarrassée : le sieur Burette fut blâmé, le sieur Monzin rappelé à l'ordre. — Séance du 12 déc. 1790, *ibid.*, p. 285-286. — Comp. sur la même affaire le *Registre des délibérations du Directoire de département*, séance du 8 décembre 1790, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62, f° 256.

membres, décida « qu'il serait choisi six personnes pour former un comité permanent, lesquelles seraient rétribuées au besoin et seraient tenues »; en cas de danger, « d'avertir, chacun dans son district, les citoyens de la section de se rendre incontinent dans la salle commune pour aviser aux moyens de rétablir la paix sous l'autorité de la loi, et, le cas échéant, pour repousser toutes attaques injustes et hostiles ». La délibération ajoutait que « chaque citoyen devant secourir son semblable pour mériter d'être secouru lui-même lorsqu'il est opprimé, celui qui abandonnerait lâchement la plus sainte des causes, après avoir été dûment averti, serait réputé traître, infâme, indigne d'être secouru et, comme tel, exclu à perpétuité de la société (1) ».

Le péril, chaque jour, devenait plus pressant. Le 19 décembre, la Société délibérait « que chacun de MM. qui s'absenterait de la ville serait tenu d'avertir préliminairement M. le président de son absence, lequel en préviendrait l'assemblée (2) ». Le 20, une députation du club présentait aux corps administratifs une pétition alarmée où, après avoir rappelé le but charitable de la Société, dénoncé les calomnies de ces « hommes ambitieux et pervers » dénaturant les intentions les plus pures et rappelé enfin le souvenir « des exemples affligeants de ces sortes d'établissements dispersés par la violence », « ladite cinquième section invitait et au besoin requérait les corps administratifs de prêter à ses membres sûreté

(1) Pièce cotée quatorze. — *Journal patriotique*, du 4 janvier 1791, p. 5-6.

(2) *Journal patriotique*, n° précité, p. 7.

et protection, protestant, dans le cas où ils se trouveraient réduits à l'extrémité cruelle de repousser l'oppression par la force, comme la déclaration des Droits de l'Homme les y autoriserait, de rendre garants et responsables lesdits corps administratifs, dans le cas où ils négligeraient de prendre des précautions capables de maintenir les citoyens de la section dans l'exercice paisible d'un droit qu'ils tenaient des décrets constitutionnels (1) ». Le club signalait son arrêt de mort.

Sur le vu de la pétition, le Directoire de district émit l'avis qu'il n'y avait lieu de délibérer, se bornant à signaler, et les « calomnies » consignées dans la demande des exposants, et les « faux allégués qui, disait-il, annoncent plutôt des ennemis de la Constitution que des citoyens cherchant à restaurer le calme et la tranquillité dans une ville qui n'a été agitée que par les ennemis du bien public (2) ». Le Directoire de département, renchérissant sur l'avis, fulmina « que les principes annoncés par les auteurs de la pétition devaient bien plutôt fixer sur eux la surveillance de l'administration que leur mériter la protection qu'ils demandaient », protesta contre ce titre d'Amis de la Constitution dont ils se paraient « sans avoir justifié de leur affiliation à la Société des Amis de la Constitution formée depuis longtemps dans cette ville sous quatre sections », et, transformant en réquisitoire les considérants de l'arrêté, engloba dans une même diatribe pétitionnaires et

(1) *Journal patriotique*, n° précité, p. 2.

(2) Avis du 20 décembre 1790, Arch. de la Côte-d'Or, L. 794, f° 110.

émigrants. « Des menées sourdes, des écrits anti-patriotiques répandus, des distributions de vin dans les cabarets, ensuite des sociétés ouvertes annonçant hautement leur mission, lorsqu'elles ont cru avoir assez de force pour éclater », n'étaient-ce donc pas tous les éléments d'un complot ? Les prétendus amis de la Constitution, en manifestant l'intention de « repousser l'oppression par la force » ne dévoilaient-ils pas clairement leur projet « de se réunir *armés*, d'agir comme *société armée* ? » Le bruit n'avait-il pas couru à Lyon qu'un soulèvement se préparait à Dijon ? Les motifs étaient foudroyants ; le dispositif, hésitant. Le comité des recherches de l'Assemblée nationale était saisi, « avec prière de diriger le Directoire dans la marche qu'il devait suivre » ; la municipalité de Dijon, « très expressément chargée de surveiller d'instant en instant ladite société et de veiller à ce qu'il ne s'y fasse aucun rassemblement d'armes ou que les citoyens ne s'y réunissent point armés », chargée aussi « d'avertir le propriétaire ou principal locataire de la maison où se rassemble ladite société, qu'il demeurera garant et responsable de tous événements, dans le cas où la tranquillité publique se trouverait compromise par suite des rassemblements d'armes, ou de la réunion des citoyens armés », chargée enfin « de se faire représenter sans délai le tableau des membres qui composent ladite société (1) ».

Le Directoire, pour agir, attendait l'impulsion

(1) Arrêté du 24 décembre 1790, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62, f^{os} 352-353. — Imprimé sur l'ordre du Directoire, Bibl. de Dijon, F. Dse, 2236.

d'en haut. L'impulsion, cette fois encore, vint d'en bas. Le 24 décembre, au soir, l'arrêté du matin n'ayant sans doute point satisfait les passions populaires (1), une foule menaçante, à laquelle se mêlaient des gardes nationaux en grand nombre (2), investit la maison Tussat. Le Directoire fut-il complice des émeutiers (3)? Un point est certain, qu'il profita de la circonstance pour députer à la municipalité alarmée deux de ses membres et lui ordonner « de faire sur-le-champ la visite de la maison Tussat, et de dresser procès-verbal des papiers et des armes que l'on croyait devoir s'y trouver ». La municipalité obéit, se rendit à la maison Tussat, escortée de commissaires du département et du district, y rencontra l'avocat Moreau avec une trentaine de clubistes, saisit quelques papiers, ne découvrit point d'armes (4). Le calme se rétablit. Mais, le lendemain, nouvelle attaque menée cette fois par des enfants : une cinquantaine dans la rue des Juifs,

(1) Ce qui ressort au surplus de la démarche faite ce même soir par « plusieurs citoyens, députés d'un grand nombre d'autres que le patriotisme a réunis » (dans un des clubs d'Amis de la Constitution vraisemblablement), pour communiquer au Directoire « les craintes que soulève parmi les patriotes la société Tussat, vu le peu de sûreté des canons placés aux portes de la ville », et qui a pour résultat la nomination de commissaires, députés à la municipalité, dont il est parlé au texte. V. sur ce point le *Registre des délibérations du Directoire de département*, séance du 24 déc. 1790, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62.

(2) Sur les excès reprochés à certains volontaires, v. la déposition du notaire Lenoir devant le Directoire de département, séance du 3 janvier 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 63, f° 4.

(3) Ce qui paraît affirmé dans le rapport fait à la municipalité, séance du 24 déc. 1790, soir, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 300.

(4) *Ibid.*, p. 300-302. — *Adde* : l'*Extrait des minutes du secrétariat de la municipalité*, précité.

quatre-vingts dans la cour Tussat, à coups de pierres et de boules de neige faisaient le siège de la maison. La garde nationale fut chargée de les disperser (1). Le 26, le Directoire invitait la municipalité « à lui communiquer sans délai » toutes pièces concernant la descente au club Tussat comme aussi les événements l'ayant précédée et suivie (2). Le 27, sentant la foudre prête à tomber « douze des principaux membres de la société ci-devant dite des Amis de la paix (3) » faisaient, disait-on, leurs préparatifs pour chercher ailleurs un refuge (4).

Le 29, « considérant que les résultats de la visite (5) ne pouvaient que confirmer les soupçons..., que

(1) Délibération de la municipalité du 25 décembre 1790, soir, *ibid.*, p. 303.

(2) Délibération de la municipalité du 27 décembre 1790, p. 305.

(3) Expression curieuse qui, si elle désigne des membres du club Tussat, comme tout paraît bien l'indiquer, nous montre le lien étroit qui, au moins dans l'esprit du peuple, unissait à la Société des Amis de la paix la prétendue cinquième section des Amis de la Constitution.

(4) Deux membres de la Société des Amis de la Constitution, maison Drevon, vinrent avertir de la rumeur le Directoire de département de peur que « dans la nuit même et avant leur départ, les aristocrates ne se livrassent à quelques excès pour se venger de la visite que la surveillance des corps administratifs les avait engagés à faire le 24 de ce mois dans la maison Tussat, lieu de leur rassemblement ». — Séance du Directoire de département du 27 déc. 1790, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62.

(5) Notamment la découverte de « plusieurs listes dont l'une est intitulée : « Les bons royalistes »; l'autre : « Relevé de nos amis sur lesquels on peut compter, rue... »; une autre : « Noms des bons citoyens et les plus braves de la porte, etc. »; quelques-unes de ces listes portant encore à la suite de certains noms des notes sur la bravoure et l'expérience militaire des individus désignés... » — En quoi consistaient ces dernières « notes »? C'est un point que nous n'avons pu éclaircir. Et l'impartialité nous fait un devoir de déclarer qu'un examen attentif des listes conservées aux archives de Dijon, carton précité, ne nous a rien révélé de semblable. Ces

la création d'une force armée établie hors de la Constitution et à la disposition d'une société particulière serait du plus grand danger, parce que, soustraite à l'unité du régime et indépendante des chefs qui doivent diriger la force publique », elle serait capable « de menacer à chaque instant la liberté des citoyens, au gré de ceux qu'elle aurait choisis pour guides... ; que si la plupart des membres de la Société n'y ont porté que des intentions pures, on ne peut se défendre de soupçonner les chefs d'avoir conçu le projet d'en faire un des fils de la grande conspiration qui vient d'éclater dans les départements du Midi », le Directoire faisait défense à la Société « de continuer ses séances soit dans la maison Tussat soit ailleurs, à peine contre les contrevenants et contre ceux qui recevraient ladite Société d'être dénoncés comme perturbateurs de l'ordre public ». La municipalité de Dijon était chargée de veiller à l'exécution des poursuites prévues contre les chefs et fauteurs du rassemblement, et copie des pièces adressée au comité des recherches de l'Assemblée nationale (1). C'était la ruine du club Tussat. La municipalité n'avait point réussi à l'empêcher. Elle chercha du moins à protéger les

intentions guerrières contrastent d'ailleurs avec l'esprit pacifique qui, au dire des témoins, ne cessa jamais de prévaloir dans le sein de la Société. V. notamment la déposition du menuisier Taillié devant le Directoire du département, séance du 4 janvier 1791, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 63, f° 14.

(1) Arrêté du 29 déc. 1790, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62, f°s 376-377. — Imprimé par ordre du Directoire, Bibl. de Dijon, F. Dse, 2236. — Coïncidence curieuse : le lendemain devait disparaître dans des conditions analogues la Société d'Amis de la paix qui s'était fondée à Limoges. Fray-Fournier, *op cit.*, p. xxii.

clubistes contre les passions et les haines que leur entreprise avait excitées.

Le Directoire, qui sans doute voulait connaître les meneurs, avait invité la municipalité à dresser après coup un second procès-verbal désignant « les noms, qualités et profession » des personnes trouvées à la maison Tussat au moment de la descente (1). La municipalité refusa, se basant à la fois sur une raison de fait et une raison de droit. N'ayant point cet objet en vue, elle ne s'était pas, disait-elle, « appliquée à retenir les noms ». Des officiers publics, au surplus, ne sauraient, ajoutait-elle, sans violation évidente des principes, dresser procès-verbal de faits constatés quelque six jours auparavant (2). Des amis de la Constitution, d'autre part, avaient projeté de publier les noms des « aristocrates » : lecture des listes des personnes composant la prétendue cinquième section devait être faite solennellement, le 31 décembre au soir, « au balcon du sieur Bidault, où se lisent les nouvelles à l'arrivée de chaque courrier ». La municipalité considérant « que cette lecture ne pouvait avoir pour objet que de dénoncer publiquement les citoyens composant ladite société, compromettre leur sûreté et exposer la tranquillité publique », demanda au département et obtint que cette lecture fût empêchée (3).

(1) Délibération du 28 décembre 1790, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62, f^o 367.

(2) Délibération du 29 décembre 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 308-309.

(3) 31 décembre 1790. *Ibid.*, p. 310-311. — V. l'arrêt du Directoire de département, du même jour, lui donnant gain de cause, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62, f^o 385. — Fut également écartée la publication

Elle ne réussit pas cependant à mettre à l'abri des représailles ceux qui avaient eu le malheur de pénétrer au « repaire Tussat ». Le Directoire de département, mêlant une note d'indulgence à des considérants sévères, avait permis avec soin à la bonne foi de se disculper et au repentir de se manifester, invitant « les citoyens à qui les listes seraient connues à ne pas juger avec trop de précipitation ceux dont les noms y seraient inscrits... », une grande partie des membres inscrits volontairement ayant été sans doute séduits « par les intentions de paix que les chefs de la Société affectaient d'annoncer (1) ». Et nombreux furent ceux qui, par conviction ou timidité, vinrent les jours suivants, devant le Directoire assemblé, protester de leur innocence (2). Les corporations qui avaient éprouvé pour le nouveau club cette inimitié profonde qu'ont si souvent de nos jours pour les

projetée au *Journal patriotique* (n° du 11 janvier 1791, p. 18), que « l'abondance des matières » avait une première fois fait ajourner (n° du 18 janvier 1791, p. 37), et dont l'idée, pour des raisons que nous ignorons, fut par la suite définitivement abandonnée.

(1) V. l'avis joint à l'arrêté du 29 décembre précité.

(2) V. aux Archives de la Côte-d'Or les *Registres des délibérations du Directoire de département*, où l'on trouvera les noms des protestataires avec indication de leur profession dans la plupart des cas.

Séance du 30 déc. 1790, matin : L. 62, f° 379 (2 protestations); séance du 31 déc. 1790, matin : L. 62, f° 383 (2 protestations); séance du 1^{er} janvier 1791, matin : L. 63, f°s 1 et 3 (4 protestations); séance du 2 janvier 1791, soir : L. 63, f° 4 (4 protestations); séance du 3 janvier 1791, matin : L. 63, f°s 5, 6 et 8 (4 protestations); séance du 3 janvier 1791, soir : L. 63, f° 9 (2 protestations); séance du 4 janvier 1791, matin : L. 63, f° 10 (3 protestations); séance du 4 janvier 1791, soir : L. 63, f° 14 (1 protestation); séance du 6 janvier 1791, matin : L. 63, f° 19 (5 protestations); séance du 7 janvier 1791, matin : L. 63, f° 23 (3 protestations); séance du 8 janvier 1791, soir : L. 63,

syndicats jaunes les syndicats rouges, se montrèrent plus impitoyables. Treize maîtres menuisiers ou ébénistes s'étaient trouvés sur la liste : la communauté, le 2 janvier, leur enjoignit de se disculper à bref délai. Le 6, la communauté s'assembla pour statuer sur le sort de ceux qu'elle considérait comme des traîtres. Un seul qui justifiait de son innocence (un certificat constatait l'absence de son nom sur la liste) fut absous définitivement. La plupart faisaient des aveux : ils étaient allés au Vieux Couvent, et plus tard chez le sieur Tussat. La communauté « ayant égard au repentir de quelques-uns », déli-

f^o 32 (1 protestation) ; séance du 12 janvier 1791, matin : L. 63, f^o 53 (4 protestations) ; séance du 12 janvier 1791, soir : L. 63, f^o 54 (1 protestation) ; séance du 14 janvier 1791, matin : L. 63, f^o 59 (1 protestation) ; séance du 16 janvier 1791, matin : L. 63, f^o 70 (1 protestation) ; séance du 18 janvier 1791, soir : L. 63, f^o 83 (2 protestations) ; séance du 27 avril 1791, soir : L. 64, f^o 413 (1 protestation).

Certains, non contents d'une protestation orale, adressèrent aux journaux des protestations écrites dont quelques-unes très enflammées contre « ces monstres déchaînés des enfers, vomis du sein de Belzébuth, esprits de cabale discordante et calomnieuse », qui, « contre tout principe de justice et de bonne foi », avaient osé inscrire leurs noms sur leurs « tableaux tireliriens » — V. aux *Affiches de Dijon*, supplément au dernier numéro de 1790, la lettre de Belnet, vinaigrier, dont ce passage est extrait, et celle plus modérée du notaire Muteau ; dans le n^o du 4 janvier 1791, p. 40, la lettre de Petit, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie, et dans un Supplément à ce même n^o, p. 4, la protestation d'un sculpteur et d'un menuisier. — V. aussi les nombreuses protestations insérées ou signalées au *Journal patriotique*, n^{os} du 4 janvier 1791, p. 16 ; du 11 janvier 1791, p. 18-19 ; du 25 janvier 1791, p. 43 ; du 15 février 1791, p. 72. — Des protestations se produisaient encore en 1792 (V. les lettres de Brifaut et Millanvoy, cabaretiers, insérées aux *Affiches de Dijon*, des 10 et 24 juillet 1792, p. 147 et 155), et même en l'an II. — V. la lettre de Milenvois, du 1^{er} vendémiaire, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518 ; les réclamations d'Hacquard, *Nécessaire*, du 16 messidor, p. 152, et celle de Fijus, *Nécessaire*, du 20 thermidor, p. 184.

béra qu'ils seraient exclus pendant quatre ans des assemblées et déclarés incapables de remplir aucune fonction pour l'avenir ». Le sieur Vigne et le sieur Tussat, dont le cas était des plus graves, et qui ne montraient point de repentir furent exclus à perpétuité, sans pour autant se voir déchargés de l'obligation de payer « à la manière accoutumée » les « répartitions » qui seraient dues pour les ouvriers que dans la suite ils occuperaient (1). Le sieur Courte était receveur : son affaire fut plus compliquée. L'assemblée, d'une voix unanime, l'avait condamné à rendre ses comptes dans la huitaine et à s'abstenir, pendant quatre ans, de paraître aux assemblées s'il n'y était point convoqué. Courte tergiversait, et arguant de l'« erreur momentanée » dans laquelle on l'avait induit, demandait qu'on lui pardonnât. Le Directoire de département (2) intervint. La communauté plaida (3). Les serruriers et les boulangers, les blanchisseurs et les plâtriers suivirent l'exemple des menuisiers, et solennellement arrêtèrent de ne plus communiquer avec ceux d'entre leur confrères qui avaient été du club Tussat (4). La garde nationale, dans la voie du

(1) Extraits du *Registre des délibérations de la communauté des maîtres menuisiers et ébénistes de Dijon*, des 2 et 6 janvier 1791, insérés sur la demande de la communauté dans le *Journal patriotique*, du 18 janvier 1791, p. 35-36.

(2) Devant qui le sieur Courte avait attesté son repentir. — 2 janvier 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 63, f° 5.

(3) V. sur cette affaire les délibérations du Directoire de district, des 4 et 24 février 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 795, f°s 14 et 107, et celle du Directoire de département, du 10 février 1791, matin, *ibid.*, L. 63, f° 199.

(4) Pour les boulangers et les serruriers, *Journal patriotique*, du 25 janvier 1791, p. 43. — Pour les blanchisseurs et plâtriers, n° du 15 février 1791, p. 72.

civisme, n'était pas restée en arrière : le sieur Chau-chot, ayant avoué son affiliation à la ci-devant cinquième section, avait sur-le-champ été destitué de ses fonctions de capitaine (1). Les chefs du club s'éclipsèrent. Moreau, s'il ne passa d'abord les frontières, se réfugia dans l'Ain ; il devait plus tard payer de sa tête ses sentiments « anticiviques (2) ». Gérard de Propiac que « la renommée avait toujours représenté, tantôt comme membre de la Tirelire, tantôt comme chef du club Tussat, tantôt comme protecteur du tripot du Vieux Couvent », chercha au village la sécurité dont il ne jouissait plus à la ville : les officiers municipaux de Vantoux, signant quelques mois plus tard son acte d'arrestation, devaient lui montrer qu'à la campagne comme à la ville, nul désormais n'échapperait plus aux vengeances des Amis de la Constitution (3). Esprit Tussat, par son humble profession rivé à son atelier, allait dorénavant être le type de ces clubistes malheureux, jugés à jamais suspects, dont le sort, lié aux événements, serait à la merci de la première passion,

(1) V. la délibération de la municipalité du 30 déc. 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 310.

(2) Sur la conduite ultérieure de Moreau, v. les considérants de l'arrêt prononçant contre lui la peine de mort (1^{er} germinal an II) au greffe de la Cour de Dijon (*Registre des arrêts criminels pour l'époque révolutionnaire*, cote 102). — V. aussi les renseignements donnés sur son compte par le Conseil général de la commune de Dijon, séance du 12 août 1793 (Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 628).

(3) Sur cette arrestation : *Journal patriotique*, du 24 mai 1791, p. 181-182. — V. aussi le compte rendu de la séance extraordinaire du Directoire de département, du 16 mai 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 65, f^o 76.

de la première dénonciation (1). Ils avaient été de la « feue tirelire monarchienne Tussat (2) ! »

(1) V. les motifs de son arrestation, décidée le 15 frimaire an II, dans le *Registre des délibérations du comité de surveillance de la section du centre*, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1430, f° 48 bis. — V. aussi la dénonciation ridicule, portée plus tard contre lui, sous prétexte de complot contre le représentant Calès : *Registre du comité révolutionnaire provisoire du district de Dijon*, séance du 27 vendémiaire, *ibid.*, L. 1534, f° 16.

(2) Expression empruntée au *Journal patriotique*, du 15 février 1791, p. 72.

CHAPITRE III

Les Amis de la Constitution restés seuls. Les Jeunes Amis de la Constitution. Les Amies de la Constitution.

Le club Tussat disparu, les Amis de la Constitution ne conçurent rien de plus pressant que de faire part de son décès à l'Assemblée nationale : « Quelques associations, ténébreuses dans leur principe et suspectes dans leurs progrès, ont appelé la vigilance des corps administratifs et la surveillance des bons citoyens... Ces associations se sont dissipées : le patriotisme veille, l'ordre règne (1)... » Le monstre toutefois pouvait renaître, l'expérience l'avait bien prouvé : les Amis de la Constitution songèrent donc et songèrent bientôt à consolider leur propre situation et à profiter des circonstances favorables, tant générales que locales, pour développer et fortifier leur influence.

(1) Adresse des citoyens de Dijon à l'Assemblée nationale. *Journal patriotique*, du 11 janvier 1791, p. 29.

La société d'abord se concentra et s'accrut (1). Le 4 janvier 1791, cinq jours après la destruction du club Tussat, les « membres formant la Société des Amis de la Constitution » présentaient au Directoire de district une pétition où, après avoir exposé l'intention des quatre sections de se réunir « pour discuter des matières d'intérêt public », ils manifestaient le désir d'obtenir à cet usage l'une des salles du couvent des Cordeliers, où s'assemblait la section des Carmes pour les élections et dont ils ne pouvaient disposer sans l'autorisation des corps administratifs. Le Directoire, considérant « que les Amis de la Constitution avaient travaillé sans relâche à maintenir la paix et la concorde parmi leurs concitoyens, à répandre partout l'amour de la liberté, à déconcerter par leur surveillance les ennemis du bien public; que la nouvelle réunion qu'ils méditaient était très propice à maintenir leurs concitoyens dans l'attachement à la Constitution », que d'ailleurs la salle demandée ne pouvait convenir à d'autres particuliers, fut d'avis de la leur louer pour une somme mensuelle de 6 livres (2). Le Directoire

(1) Comment se faisait le recrutement des membres nouveaux ? — Nous n'avons sur ce point que fort peu de données. Le récit d'une seule admission nous a été conservé : celle des Pigott, père et fils, Anglais d'origine, reçus par acclamation. Mode d'admission tout spécial et ne s'expliquant que par la faveur dont jouissaient encore auprès de la Société les étrangers, les Anglais en particulier. (*Journal patriotique*, du 4 octobre 1791, p. 338. — Sur le « civisme » des Anglais « toujours très nombreux à Dijon », v. la curieuse lettre du Président de l'Assemblée administrative du département de la Côte-d'Or, lue à l'Assemblée nationale, séance du 5 juillet 1791, procès-verbaux, p. 28.)

(2) Avis du 4 janvier 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 795, f° 17.

de département, sans aucune objection de principe et adhérant pleinement aux considérants du district, ne modifia que le loyer qui, sur son ordre, dut être fixé par expert (1). Le 2 février, bailleur et locataires s'étant sans doute mis d'accord, une députation de quatre membres, MM. Navier, président du département, Champagne le Romain, négociant, Baptault, homme de loi, et Mure, marchand vinaigrier, venaient, au nom de la Société des Amis de la Constitution, prévenir la municipalité « que les quatre sections composant ladite société, formées sous les noms de maison Maire, maison Thoridenet, maison Drevon et maison Lefranc, étaient dans l'intention, sans cesser les assemblées particulières de chacune d'elles aux lieux accoutumés », de se réunir dorénavant dans la salle des Cordeliers « pour continuer à travailler en commun à l'étude et au maintien de la Constitution (2) ». Le lendemain, dans cette même salle où, en 1788 et 1789, s'étaient tenues « ces assemblées de la feue noblesse, de cette caste privilégiée qui avait cru faire prévaloir son intérêt particulier sur celui de la nation... à la place de ces égoïstes », « cinq à six cents citoyens actifs » allaient discuter les intérêts du « peuple... souverain ». « Fonctionnaires publics, cultivateurs et artisans infatigables, soldats courageux, municipaux vigilants, prêtres citoyens, telle était l'assemblée, l'extrait le plus pur

(1) Arrêté du 4 janvier 1791, soir, *ibid.*, L. 63, f° 15. — V. aussi, à la suite de cet arrêté, la délibération du district chargeant M. Caristie puîné de procéder à l'estimation du loyer de la salle demandée. Séance du 19 janvier 1791, *ibid.*, L. 795, f° 74.

(2) Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 357.

du peuple, un faisceau infrangible, un corps de zélateurs intrépides, armé de force, de prudence, et surtout de l'opinion publique supérieure à toutes les puissances (1). » « Citoyens libres et égaux, malgré les différences de professions et de richesses, ils s'étaient assemblés, disait le *Journal patriotique*, leur organe, pour s'éclairer mutuellement, pour discuter les intérêts politiques, pour former et diriger l'opinion publique et transmettre aux représentants les vœux des représentés. » Deux discours furent prononcés et applaudis : l'un, celui de l'abbé Vollius, ne nous est point parvenu ; l'autre, de M. Marlot, président d'âge, faisait l'éloge des lois et vantait les Romains (2).

Le local se trouvant trop petit, des commissaires furent nommés « pour chercher un local plus vaste où tous les citoyens successivement admis fussent à même de juger que les rassemblements de bons citoyens sont nécessaires à l'ordre, à la paix et surtout au maintien de la liberté et de la Constitution ». La section Maire étouffait dans sa maison ; le même jour, 3 février, elle demandait au Directoire de district la location d'un logement au ci-devant bailliage pour y tenir ses séances. Le 20, sur le rapport de l'expert Caristie, l'administration,

(1) *Journal patriotique*, du 8 février 1791, p. 60-61.

(2) *Discours prononcé par M. Marlot, président de la Société des Amis de la Constitution de Dijon, à l'ouverture de l'Assemblée générale des quatre sections qui la composent*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1594. — A une seconde séance, tenue aux Cordeliers, le 10 février 1791, un nouveau règlement de la Société fut élaboré, qui ne nous est point parvenu (signalé au *Journal patriotique*, du 15 février 1791, p. 68). Nous savons seulement que le nombre des secrétaires fut désormais porté à quatre.

moyennant le prix annuel de 120 livres, lui accordait le logement désiré, « consistant en une vaste salle du bailliage, située au premier étage, prenant ses jours sur la rue des Forges, et en deux autres chambres et un cabinet à la suite prenant leur jour sur la cour (1) ».

Ce n'étaient encore que demi-mesures. Poursuivant l'évolution commencée, la confédération des Amis de la Constitution dijonnais, transformée depuis peu en un Etat fédératif, allait devenir une société unitaire. Le 14 mai, M. Pille, alors président de la Société, se présentant devant le Directoire du département, lui exposait que la Société, se proposant « de délibérer la réunion de toutes ses sections », demandait la permission de tenir, cette fois seulement, sa séance dans la grande salle de l'Assemblée électorale. Le Directoire consentit (2). Le 16, la réunion annoncée avait lieu : les quatre sections, « à l'unanimité et aux applaudissements des tribunes », arrêtaient « de ne plus former à l'avenir qu'une seule et unique société dans un même local ». « Masse aussi imposante par le nombre de ses membres qu'impénétrable par la bonté de son organisation à tout genre de discussions, à tout esprit particulier de coteries, la Société de Dijon, ajoutait le *Journal patriotique*, va d'un pas plus sûr et plus rapide marcher constamment au but de son institution. » Ce fut un grand événement, et, pour le célébrer dignement, la ville le soir illumina (3).

(1) Arch. de la Côte-d'Or, L. 795, f^{os} 12 et 94.

(2) *Ibid.*, L. 65, f^o 75.

(3) *Journal patriotique*, du 17 mai 1791, p. 180.

Le 24 mai, donnant suite à leur projet, les Amis de la Constitution demandaient par députés « la grande salle des audiences publiques du ci-devant Parlement ». Le district applaudit (1). Le département, plus circonspect, ne consentit que sur l'assurance à lui faite que l'installation de la Société dans cette salle ne nuirait en rien au service public (2). La municipalité, le jour même, délivrait aux commissaires des Amis de la Constitution les clefs de la salle, et le 26 mai, la Société, par l'organe de son président, notifiait son déménagement (3). La concession ne devait être que provisoire ; en fait, elle se perpétua.

C'était l'indice de l'influence grandissante des Amis de la Constitution. C'était aussi l'image réduite du grand mouvement de concentration qui alors par toute la France conduisait à l'organisation jacobine. Les Jacobins de Paris rayonnaient déjà sur la province : les Amis de la Constitution de Dijon, parmi les premiers, s'y affilièrent (4).

Ils avaient désormais leur société-mère. Ils eurent bientôt leurs filiales, quelques-unes à la ville, d'autres à la campagne, la Société des Jeunes Amis de la Constitution, tout d'abord.

(1) Arch. de la Côte-d'Or, L. 797, f^o 145.

(2) *Ibid.*, L. 65, f^{os} 123 et 130.

(3) Arch. de Dijon, R III = 2, p. 499 et 501. — Comp. sur les mesures d'ordre prises par la municipalité à l'occasion d'une grande démonstration à laquelle donna lieu, de la part des Amis de la Constitution, ce changement de local : Délibération du 30 mai, *ibid.*, p. 504.

(4) Nous n'avons point réussi à découvrir la date exacte de l'affiliation ; nous savons seulement que le club de Dijon figurait déjà sur la première liste de sociétés affiliées, parue dans le *Moniteur*, du 7 mars 1791. — Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I^{er}, p. LXXXIII.

Les écoliers dijonnais avaient déjà en diverses occasions adressé aux corps administratifs des discours et des pétitions (1). Ils avaient aussi, nous l'avons vu, à coups de pierres et de boules de neige, dignement contribué à la perte de l'infortuné club Tussat. Un changement de professeurs, conséquence de la prestation de serment imposée aux maîtres du collège Godran et à laquelle certains d'entre eux s'étaient refusés, vint sans doute encore échauffer leur ardeur révolutionnaire. Des clubs d'écoliers s'étaient fondés à Paris (2) et dans d'autres villes (3). Les élèves du collège Godran, cédant à la fois à leurs penchants, à l'enseignement et à l'exemple, résolurent de se former eux aussi en Société de Jeunes Amis de la Constitution. Ils voulaient, disaient-ils, « consacrer plus spécialement dans les jours de congé quelques heures à l'étude d'une constitution », dont ils seraient plus tard les plus inébranlables appuis et les heureux bénéficiaires (4). Ce fut du moins dans cet esprit que, le 25 avril 1791, fut rédigé un discours qui ressemblait à un programme.

Le 27, les « jeunes citoyens » manifestèrent la naissance de leur société par l'envoi d'une députation de six membres aux corps administratifs. La municipalité n'était point chère aux clubistes : les jeunes citoyens la prévinrent seulement de leur

(1) V. notamment : Arch. de la Côte-d'Or, L. 790, f^{os} 38, 46-47.

(2) Au mois de février 1791. Aulard, *La Société des Jacobins*, t. II, p. 61.

(3) A Arras notamment. — V. le discours des Jeunes Amis de la Constitution de Dijon, *infra*.

(4) D'après le *Journal patriotique*, du 19 avril 1791, p. 141.

intention de « s'assembler paisiblement en Société de Jeunes Amis de la Constitution, rue Saint-Philibert, maison Réelle, n° 1262 (1) ». Le Directoire du département avait pour eux plus de tendresse. Le discours du 25 avril lui fut lu. C'était un éloge des philosophes qui, « par leurs écrits et leurs lumières, avaient préparé la Révolution... secousse violente », faisant « jaillir ces lumières qui jusque-là flottaient incertaines au milieu des ténèbres, de l'ignorance et des préjugés (2) ». Les Amis de la Constitution ne songeaient guère alors qu'à leurs changements de locaux : leurs élèves ne pouvaient manquer de se conformer à l'exemple. Le 28, ils demandaient à l'administration « un emplacement (3) ». Le 17 mai, l'emplacement étant trouvé, une nouvelle députation de six membres venait, au nom des jeunes citoyens, avertir la municipalité que la Société désormais s'installait aux ci-devant Jacobines (4).

D'assez nombreux discours, quelques actes de bienfaisance, des exercices militaires un peu plus tard, devaient résumer l'œuvre du nouveau club.

Plus intéressante pour le politique et l'économiste fut la fondation, dans les derniers jours de mai 1791, d'une autre annexe — le nom de filiale serait ici une injure — la Société des Amies de la Constitution. Des éléments divers avaient concouru à sa fonda-

(1) Séance du 27 avril 1791, soir, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 465.

(2) Séance du 27 avril 1791, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 64, f° 413.

(3) V. le *Registre des pétitions adressées au département*, Arch. de la Côte-d'Or, L. 112. — La demande fut prise au sérieux, et M. Maret, le 30 avril, fit un rapport sur la question. Nous ignorons ses conclusions.

(4) Séance du 17 mai 1791, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 491.

tion : l'exemple, d'abord. L'idée de la création de sociétés patriotiques de citoyennes avait, dès la fin de l'année 1790, germé dans quelques cerveaux et reçu tout aussitôt l'adhésion de certains clubs parisiens (1). Le 28 avril 1791, un discours des citoyennes de Brest (2), un mois plus tard, un discours des dames citoyennes de Montcenis (3), lus à la séance des Amis de la Constitution de Dijon, avaient excité dans l'assemblée de très vifs applaudissements. C'étaient des modèles que les citoyennes de Dijon entendaient sans doute imiter, qu'elles imitèrent d'autant plus facilement que plusieurs fois déjà, depuis le début de la Révolution, elles s'étaient groupées, parfois dans des vues économiques — c'est l'histoire de M^{lle} Espérance Buchoir, excitant ses compagnes à souscrire pour la régénération des finances, — parfois aussi dans des vues politiques : nous n'en voulons pour preuve qu'une *Lettre au Roi* par quelques dames patriotes de la ville de Dijon, qui, le 16 février 1790, témoignaient de leur attachement profond à la reine et au roi, devenus, elles le croyaient alors, les plus fidèles soutiens de la Révolution (4). Comment sortit de groupements accidentels et momentanés une association solide et permanente ? Deux causes, dont l'une serait la base profonde, dont l'autre serait l'occasion, paraissent suffire à l'expliquer : la question religieuse à l'arrière-plan, la fête de la fédération à l'avant-scène.

(1) Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 94.

(2) *Journal patriotique*, du 3 mai 1791, p. 157.

(3) *Ibid.*, du 31 mai 1791, p. 192-193.

(4) Bibl. de Dijon, F. de Juigné, n° 58, t. CXIII.

Question religieuse d'abord. Des réformes de la Constituante deux partis étaient nés, deux églises allaient naître : les constitutionnels d'un côté, de l'autre, les réfractaires. De ces deux partis l'un, celui des réfractaires, s'appuyait sur les femmes. C'étaient des Dijonnaises qui, à Saint-Nicolas, excitées par des membres de la feue Société Tussat, avaient protesté bruyamment à la lecture des instructions de l'Assemblée nationale (1). C'étaient des Dijonnaises qui, à Saint-Jean, avaient monté la garde pour conserver leurs chanoines (2). C'étaient des Dijonnaises enfin qui, à la grande colère des Directoires de département et de district, avaient colporté à travers la ville une requête à signer où elles demandaient la conservation de leurs sept paroisses et de la Sainte-Chapelle (3). Les « dames catholiques » représentaient une force : c'est à cette force qu'allait faire équilibre le club des « dames citoyennes ».

C'est l'explication politique. Il en est une autre, d'ordre plutôt artistique, bien que se rattachant au fond à l'explication politique. La fête de la fédération, en 1790, avait été « brillante », elle n'avait point été « touchante » : les femmes y manquaient (4). La Révolution, imaginant des fêtes, avait besoin, pour ses processions, d'un corps de femmes de bonne

(1) Sur ces troubles, v. le *Journal patriotique*, du 22 mars 1791, p. 107.

(2) Séance de la municipalité du 8 déc. 1790, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 281-282.

(3) Séance du 16 déc. 1790, *ibid.*, p. 289-290.

(4) Réflexions empruntées au *Discours prononcé par M. André Brès, dans l'assemblée des dames dijonnaises, Amies de la Constitution, peu de jours après le serment fédératif de la troisième année de la liberté française*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1551.

volonté (1) qui, par leurs blanches parures, leurs écharpes et leurs cocardes, donnerait aux cérémonies le charme que ne parvenait point à faire naître en l'âme des assistants la vue un peu monotone de gardes nationaux en uniforme. La fête de la fédération allait se renouveler : le moment était venu de faire appel aux dames.

Le but était d'unir « l'Eglise et la Patrie (2) ». Une cérémonie à l'église, une autre au club des Amis de la Constitution furent le double et très digne baptême de la société naissante. Le 30 mai 1791, un groupe de dames citoyennes, « ralliées sous le drapeau aux trois couleurs », faisaient bénir leur étendard « à la paroisse Saint-Michel ». Un discours du P. Montéléon, nouveau desservant de la paroisse, rehaussait « cette cérémonie imposante » : discours pacifique, mélange des idées de Rousseau et de celles de l'Evangile, comparant à la loi de Jésus-Christ la « glorieuse » et « inébranlable » constitution, et engageant les dames citoyennes à unir leur « vigilance à celle des associations patriotiques et nécessaires » qui, jusque-là, avaient déjoué « les trames perfides » de ses ennemis. Les Amies de la Constitution suivirent le conseil et, pour laisser dans « le sanctuaire de la liberté » un « monument éternel de leur civisme », se rendirent sur-le-champ, « au milieu des acclamations publiques », en la salle du Parlement où alors siégeaient leurs frères, les

(1) Sur cette présence nécessaire des femmes aux parades révolutionnaires : Mülinen, *der Jakobinerstaat*, Berne, 1894, p. 24.

(2) V. le discours du P. Montéléon : *Journal patriotique*, du 7 juin 1791, p. 198.

Amis de la Constitution, pour y déposer leur drapeau. Un discours de M^{me} Normand, « orateur » des dames citoyennes; un discours de M. Pille, président de la Société des Amis de la Constitution; une longue procession des Amis et des Amies « qu'accompagnait un concours immense de citoyens » à travers « les principales rues de la ville », sorte de pèlerinage civique devant s'achever à la porte ci-devant Condé, récemment transformée en monument patriotique, complétèrent le programme de « ce beau jour », « terminé par une illumination générale, symbole des lumières que la raison et la philosophie répandaient partout à grands flots (1) ».

Les dames citoyennes avaient besoin d'un local. Le 14 juin, prétextant de la nécessité où elles étaient « de concerter des mesures à prendre relativement à la cérémonie du 14 juillet prochain », M^{mes} Normand et Dolet, députées par la société, vinrent demander à la municipalité la permission de s'assembler dans une salle du ci-devant bailliage. La municipalité hésitait. Le Directoire de département, consulté, en termes un peu divinatoires, répondit qu'à son avis « il y aurait plus d'inconvénient à refuser qu'à permettre (2) ». L'assemblée fut autorisée. Cette concession toute provisoire leur fut-elle ensuite retirée, les dames citoyennes, prenant exemple sur leurs « frères », cherchèrent-elles ailleurs plus de confort? Nous en sommes sur ce point réduit aux conjectures. Seul, un fait est certain, que, le 25 juil-

(1) Récit tiré du *Journal patriotique*, du 7 juin 1791, p. 197-200.

(2) Séance de la municipalité du 14 juin 1791, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 519.

let 1791, les Amies de la Constitution « demandaient un logement (1), et que, le 19 août, vu leur requête « tendante à ce qu'il leur soit alloué à titre de bail une petite chambre au ci-devant palais, appelée la Chambre de la chancellerie, considérant que le tribunal s'est emparé de la chambre réclamée », le Directoire de district arrêta qu'il n'y avait lieu de délibérer, sauf à leur accorder toutefois tel autre local qui pourrait leur convenir (2).

Quelques difficultés d'installation : ce fut le début de leur histoire. C'en fut aussi le petit côté. Car les dames citoyennes rêvaient de fort grandes choses, qui toutes ne restèrent pas dans le domaine du rêve. On leur avait dit qu'elles étaient sœurs de Spartiates (3), qu'elles devaient avoir le courage des Judith et des Débora (4); quelques allocutions enflammées aux volontaires, quelques parades militaires (5), des secours aux armées montrèrent que sur ce point elles n'oubliaient pas leur programme. On leur avait

(1) *Registre des pétitions adressées au département*, Arch. de la Côte-d'Or, L. 112.

(2) Séance du 19 août 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 798, f° 261.

(3) Discours de M. André Brès, précité, p. 15.

(4) Discours du P. Montéléon, précité, *Journal patriotique*, du 7 juin 1791, p. 198.

(5) A la fête de la fédération de 1791 notamment où, après une invocation « au Dieu des armées », les Dames citoyennes, bravant la pluie, marchèrent fièrement à la parade, avec leurs lances et leur drapeau. (Renseignements tirés du *Discours prononcé par M. André Brès, aumônier des Dames dijonnaises amies de la Constitution, avant leur départ pour le serment fédératif du 14 juillet, l'an 3^{me} de la liberté française*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1550.) — Sur leur participation à la fête de la fédération de l'année suivante, v. le compte rendu de la fête : séance du Directoire de district, du 14 juillet 1792, Arch. de la Côte-d'Or, L. 804.

laissé entendre qu'elles formaient, qu'elles devaient former une congrégation laïque : les communautés et sociétés religieuses se dissolvaient ; les Amies de la Constitution s'efforcèrent d'en prendre la place. Les sœurs de l'hôpital, refusant de prêter serment, avaient été tracassées et bientôt même s'étaient retirées ; des infirmières laïques étaient cherchées qui assumeraient la lourde tâche de les remplacer ; les dames citoyennes s'occupèrent de recruter ces infirmières de bonne volonté (1). D'autres sœurs tenaient des écoles ; leur refus de prêter serment leur ôta le droit d'enseigner (2) : la ville manquait d'écoles ; les dames patriotes offrirent de se charger « pendant deux mois » de l'instruction des jeunes filles (3). Une société pieuse, qui, depuis de longues années, portait aux prisonniers des consolations et des

(1) V. le discours adressé par la présidente des Amies de la Constitution à une « intéressante Anglaise » venant manifester, en présence de la Société, la résolution par elle prise de se consacrer désormais au soin des malades et des pauvres. (*Journal patriotique*, du 12 juillet 1791, p. 241.)

(2) Séance de la municipalité, du 15 mai 1791, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 491.

(3) Requête signée par quelques-unes des Amies de la Constitution les plus zélées, présentée d'abord à la municipalité, communiquée ensuite aux Directoires de district et de département. Séances de la municipalité du 5 août 1791, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 582 ; du Directoire de district, du 13 août 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 798, f° 237 ; du Directoire de département, du 1^{er} septembre 1791, matin, *ibid.*, L. 67, f° 3.

Quel fut en somme sur ce point le rôle exact des Dames citoyennes ? C'est une question dont nous n'avons pas réussi à découvrir la solution. Nous savons seulement qu'à la fin de juillet 1792, la question des écoles de filles n'avait pas encore fait l'objet d'un règlement définitif. — V. sur ce point la lettre du Directoire de district à la municipalité de Dijon, du 31 juillet 1792, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 804.

secours, s'était dissoute à la suite de froissements résultant du régime nouveau : les « femmes du club » acceptèrent avec éclat de recueillir sa succession (1). Des malheureux manquaient d'ouvrage ; les dames citoyennes fondèrent une filature pour leur procurer du travail (2).

(1) V. l'article virulent de Legoux : *Journal patriotique*, du 12 juin 1792, p. 131.

(2) Sur la création, le fonctionnement et la disparition de cette filature nous ne savons que fort peu de choses. Un arrêté du Directoire de département écartant provisoirement « la pétition d'un grand nombre de citoyens de Dijon (les Amis de la Constitution sans doute) servant d'organe à deux citoyens... », se proposant de faire travailler les fils que produirait « la filature établie par les Dames citoyennes » semble bien attester l'existence de cette filature dès le début de mars 1792. (Séance du 9 mars 1792, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 70, f° 44. — Comp. l'arrêté du 20 juillet 1792, matin, *ibid.*, L. 73, f° 23.) Ce que confirment au reste deux annonces, insérées aux *Affiches de Dijon*, et faisant savoir au public qu'il trouvera chez « M^{me} Letourneur, commissaire des Amies de la Constitution..., maison du tribunal de district, à Dijon, le vendredi de chaque semaine, depuis les 10 heures du matin jusqu'à midi, et depuis 2 heures jusqu'à 5 heures du soir, des cotons filés de toutes couleurs et qualités, des bas tricotés de toutes espèces et toutes grandeurs, des fils retors, fils pour toile de ménage, œuvres et étoupes, le tout provenant de l'atelier (*sic*) de charité ». (*Affiches de Dijon*, du 20 mars 1792, p. 83, col. 1, et du 17 avril, p. 98, col. 2 : la première annonce paraissant déjà faire allusion à une « souscription de bienfaisance » ouverte depuis un certain temps.) — L'entreprise fut-elle heureuse ? Une pétition, adressée à la municipalité, laisse entrevoir que l'atelier ne parvenait point par ses seules ressources à subvenir à son entretien. Au mois de novembre 1792, les Dames citoyennes, devenues les Amies de l'égalité, obtenaient du corps municipal un arrêté qui, les encourageant à persévérer dans la tâche qui leur avait valu ces avances (« faire travailler les personnes qu'elles auraient trouvé avoir besoin de travail »), les autorisait à garder les 600 livres déposées entre leurs mains à cet usage « et qu'elles devaient rendre à la Saint-Martin prochaine ». Arch. de Dijon, R. V=3, p. 229 — Comp. l'allusion faite, à la date du 25 mai 1793, à une pétition des coseigneurs des Amis de la liberté et de l'égalité demandant « un délai pour remboursement d'avances relatives à la filature ». *Registre des pétitions adressées au district*,

Leurs assemblées étaient publiques ou du moins l'étaient devenues. C'était, disait leur aumônier, pour exciter l'émulation et bannir la calomnie (1). L'émulation fut excitée, elle le fut peut-être trop. L'abbé Brès avait conseillé de se défier des discours et des motions politiques. Les Amies de la Constitution oublièrent sans doute le conseil, leurs discours furent fréquents, fréquente aussi leur intervention dans la politique. Elles intervenaient; elles poussaient les autres à intervenir. Le 6 septembre 1791, M^{me} Masuyer présentait à ses sœurs une adresse qui, destinée à être communiquée aux clubs d'hommes fondés dans les chefs-lieux des 83 départements, les invitait « à faire part aux dames patriotes de leur arrondissement » des sentiments des dames de Dijon, en les

Arch. de la Côte-d'Or, L. 845. — L'atelier d'ailleurs fonctionna plusieurs années. Le 7 brumaire an II, les citoyennes républicaines, composant la société des Amies de la liberté et de l'égalité faisaient agréer par le Directoire de district, qui applaudissait à leur zèle, leur projet d'employer à la fabrication de « souliers économiques, destinés à être vendus au profit de la caisse de filature et de bienfaisance réunies » (cette dernière expression désignant sans doute la caisse établie au profit des prisonniers pauvres), toutes les tapisseries que la loi condamnait au feu (avis du Directoire de district du 7 brumaire an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 808), celles portant des fleurs de lis. V. sur ce dernier point l'arrêté du Directoire de département, du 14 frimaire an II (Arch. de la Côte-d'Or, L. 76, f^o 63). La suppression des clubs de femmes par la loi du 9 brumaire an II entraîna-t-elle la disparition de la filature? L'arrêté précité du Directoire de département accordant l'autorisation demandée « aux ci-devant Amies de la liberté », et celui postérieur du 21 pluviôse an II, nommant le citoyen Beaupoil, commissaire, pour délivrer « aux citoyennes chargées de pourvoir aux besoins des pauvres prisonniers » les tapisseries en question (*Ibid.*, f^o 135), paraissent bien témoigner d'une survivance de la fonction économique du club à sa fonction politique.

(1) Deuxième discours de M. André Brès, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1551, p. 5.

engageant à les imiter. Les Amies de la Constitution de Dijon, avec une candeur charmante, se proposaient pour modèles, offrant, disaient-elles, le spectacle le plus « satisfaisant » à leurs époux, le plus « imposant » aux ennemis de la Révolution, le plus « encourageant » aux défenseurs de la patrie et aux législateurs nouveaux qui, en ce temps de crise, allaient prendre en mains les destinées de la France (1).

Les dames citoyennes ne brillaient point par leur modestie. Les Jeunes Amies de la Constitution, âgées de huit à dix ans, qui, à quelque temps de là, se réunirent sous leur patronage, parurent avec moins d'éclat sur la grande scène de l'histoire. Elles vinrent un jour timidement, « brûlant déjà du feu sacré du patriotisme », déposer au « club patriotique » une offrande, et l'une d'elles fit un discours. Elle voulait « faire connaître l'esprit qui les animait ». Nous craignons de mal le connaître ; mieux vaut ne point l'analyser (2). La fondation de clubs campagnards, réalisée vers la même époque, offre au politique et à l'économiste de plus dignes sujets de réflexion.

Vers le milieu de l'été 1791, et sous l'impulsion apparente des Amis de la Constitution de Dijon, des clubs se formaient à Plombières (3), à Gevrey, à

(1) Discours prononcé à la Société des Amies de la Constitution de Dijon par M^{me} Masuyer, à la séance du mardi 6 sept. 1791, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 2040. (*Adde* : les réflexions du *Journal patriotique*, du 20 septembre 1791, p. 318.) — L'adresse fut lue à la séance des Jacobins de Paris, du 14 septembre 1791. (Une erreur d'orthographe du *Journal des Jacobins* s'est aggravée d'une erreur d'impression dans : Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 127)

(2) *Journal patriotique*, du 20 décembre 1791, p. 423.

(3) *Ibid.*, du 5 juillet 1791, p. 233.

Ruffey et à Messigny. L'affiliation accordée au club de Gevrey, au milieu des applaudissements de l'assemblée et des tribunes, fournit aux clubistes l'occasion de célébrer avec enthousiasme les bienfaits de l'association des villes et des campagnes, les citadins apportant « peut-être à la société plus de lumières », les habitants des campagnes, « portion infiniment précieuse de la société... puisqu'ils fournissent la subsistance à la presque totalité des individus », ayant d'autre part dans leur lot « ce bon sens naturel qui l'emporte souvent de beaucoup sur la subtilité des esprits prétendus les plus cultivés » et « cette simplicité de mœurs... désormais indispensable pour la conservation de la liberté et la prospérité de l'empire (1) ». Les Amis de la Constitution de Gevrey restaient en admiration devant leurs frères de Dijon (2). Ceux de Ruffey et Echirey partageaient les mêmes sentiments : au mois de septembre 1791, annonçant à leurs frères de Dijon l'honneur fait à leur président, élu curé de la paroisse, ils profitaient de la circonstance pour avouer très humblement que, « leurs lumières étant insuffisantes », ils avaient besoin qu'on les aidât. Les discours des clubs dijonnais, ceux de M^{me} Simonne en particulier leur étaient lus : tant d'éloquence les transpor-

(1) V. le discours de Louis Charier, curé de Fixey, parlant au nom de la députation de Gevrey, et la réponse de Prieur, alors président de la Société des Amis de la Constitution de Dijon, à la séance du club de Dijon du 1^{er} août 1791. (Extrait des délibérations insérées dans un *Supplément au Journal patriotique*, du 9 août.)

(2) V. le discours prononcé dans une Assemblée générale des Amis de la Constitution de Dijon, par M. Amiot, du canton de Gevrey, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1737.

fait (1). Dijon servait de modèle aux campagnes. Les campagnes, à leur tour, allaient lui servir de modèle. Un ami de la Constitution de Dijon, surpris quelque temps plus tard de la prospérité de Messigny où les impôts étaient recouvrés, un grenier d'abondance créé et la misère supprimée et en recherchant les causes, pour édifier les Dijonnais, leur écrivait : Il y a ici « un club et un bon curé ». C'était le « bon sens campagnard, découvrant cette forme d'un « patriotisme plus pur », faisant « plus d'honneur que des actions d'éclat n'ayant aucune utilité (2) ».

Les Amis de la Constitution avaient leurs filiales. Les Amies eurent aussi les leurs. Une société d'Amies de la Constitution fit notamment, à Gevrey, une apparition brillante quoique momentanée (3). « Sœurs de la ville, avait dit aux dames citoyennes une de leurs amies de la campagne, vous nous donnerez de l'esprit... Nous, femmes de la campagne, nous vous promettons des bras. » Ce discours d'une villageoise avait séduit l'abbé Brès. « Cette femme, assurait-il, aurait été capable de parler pour les Scythes au Macédonien (4). » Le bon abbé exagérait : cette villageoise, dans un langage qui sans doute n'était pas le sien, n'exprimait guère en vérité que deux pensées alors banales :

(1) V. la lettre de Ruffey, 11 septembre 1791 : *Journal patriotique*, du 20, p. 321-322

(2) Lettre de Burette, du 2 mars 1792 : *Affiches de Dijon*, du 6, p. 76.

(3) Sur une fête civique organisée par cette société et à laquelle auraient pris part 2 à 3,000 femmes : *Journal patriotique*, du 12 juillet 1791.

(4) Deuxième discours de l'abbé Brès, p. 17.

l'extrême confiance dans la raison ; l'extrême penchant pour la « nature ». Conceptions qui, grâce à l'organisation maintenant achevée des clubs jacobins, pénétraient désormais jusqu'au plus profond des campagnes.

Entre les Jacobins de Paris, au sommet de l'échelle, les clubistes de village, à la base, les Amis de la Constitution de Dijon avaient un rôle d'intermédiaires, suivant l'exemple de ceux d'en haut, donnant l'exemple à ceux d'en bas. Quels exemples devaient-ils suivre ? Quels exemples allaient-ils donner ? Jetons les yeux sur leurs idées et sur leur tâche ; cela nous permettra d'assister d'abord à la déformation pratique du programme de 89, jointe à certaine déviation de la lutte poursuivie en 90 — c'est principalement l'histoire de 91 — ensuite à cette évolution profonde dans les croyances et dans les actes qui annonce, explique et prépare la société populaire — ce sera par excellence l'histoire de 92.

L'histoire, même révolutionnaire, procède par transitions : les transitions sont parfois rapides ; elles n'en existent pas moins. Le club patriotique, en 1789, s'était tracé certain programme ; les Amis de la Constitution, en 1790, s'étaient trouvés engagés dans de certaines luttes. Le souvenir de ce programme, le bruit de ces luttes dominant et encadrent la période qui suit.

Faciliter le changement de régime par le progrès des lumières, par le fonctionnement normal et, au besoin, meilleur des institutions économiques, c'était

le programme initial : le club y resta fidèle, sauf à modifier dans l'application son domaine d'action et ses procédés.

L'éducation restait une préoccupation capitale. Les Amies de la Constitution l'avaient attesté lorsque provisoirement elles avaient offert de se charger de l'instruction des jeunes filles. Les Amis de la Constitution, pour leur part, concentrèrent surtout leurs efforts sur l'éducation des soldats. De jeunes volontaires, venus peut-être pour la première fois à la ville le jour de leur appel sous les drapeaux, étaient exposés à bien des tentations et peut-être à bien des erreurs. Un séjour trop prolongé à Dijon — les lettres de route n'arrivaient pas (1) — risquait de compromettre leurs mœurs, assurément, leur santé, probablement, leur civisme, certains le craignaient (2). Le club, aidé d'ailleurs dans cette tâche par le dévouement et la parole facile des dames citoyennes (3), pour les détourner des plaisirs grossiers, élever leurs âmes, fortifier leur patriotisme, prit le parti de les convier assez souvent à ses séances (4),

(1) V. sur ce point les doléances du *Journal patriotique*, du 6 sept. 1791, p. 301.

(2) V. par exemple l'allusion faite à deux gardes nationaux ayant accepté « des maximes anticiviques » des habitants chez qui ils étaient logés, dans le *Journal patriotique*, du 27 sept. 1791, p. 325.

(3) V. notamment le discours adressé par M^{me} Simonne aux « défenseurs de la patrie » présents à la séance des Amis de la Constitution, du 6 sept. 1791, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1645.

(4) Auxquelles assistaient aussi à l'occasion les troupes de passage. V. par exemple les discours échangés avec « une députation des officiers et soldats, venant d'Auxonne et allant à Metz », vers la fin de sept. 1791, dans le *Journal patriotique*, du 4 octobre, p. 338.

et tint même en leur honneur quelques séances solennelles où un clubiste, passé maître dans l'art de l'éloquence, le professeur Baillot, mêlant aux grands souvenirs de l'antiquité « une foule d'à-propos » saisissants (1), s'efforçait de leur inspirer à la fois la haine des Tarquins et celle des modernes aristocrates (2), le respect d'Athènes et l'amour de Dijon, « une des plus jolies villes de France... qui avait tout à perdre à la Révolution, une de celles cependant qui ont montré le plus de patriotisme (3) ». Enseignements passagers, que bientôt d'ailleurs les Amis de la Constitution allaient essayer de compléter et de prolonger. Le 16 octobre 1791, la Société ayant, sur l'invitation du club de Niort, délibéré que ceux des citoyens du district de Dijon ayant des enfants dans la troupe de ligne, « demeureraient incités à leur écrire pour les engager à rester fidèles à la patrie », ajoutait que « ceux qui ne sauraient pas écrire pourraient se rendre auprès des secrétaires de la Société, à la salle du ci-devant bailliage, qui seraient chargés de faire leurs lettres », que la Société affranchirait les lettres de tous ceux qui seraient hors d'état de le faire, pourvu qu'on les présentât ouvertes à ses secrétaires (4).

A l'éducation du soldat (5), se joignait celle du

(1) *Affiches de Dijon*, du 8 nov. 1791, p. 380.

(2) *Révolution de Rome sous Tarquin le Superbe*. (4 sept. 1791.)
Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXIII.

(3) *Récit de la bataille de Marathon, lu le 5 sept. 1791 dans la société patriotique aux gardes nationales volontaires de la Côte-d'Or partant pour Rheims*. *Ibid.*

(4) *Journal patriotique*, du 18 oct. 1791, p. 356.

(5) Education patriotique, morale et même juridique. V. sur ce dernier point l'adhésion donnée par la Société de Dijon à une

citoyen. Une quatrième lettre aux habitants des campagnes les rappelait au respect des propriétés et s'élevait avec véhémence contre la dévastation des forêts (1). L'instruction, toutefois, perdant son caractère privé, commençait à revêtir certain caractère officiel. Le bruit notamment ayant couru, au début de juin 1791, qu'une invasion étrangère était imminente, le Directoire du département de la Côte-d'Or jugea bon de communiquer au club certaines correspondances reçues des Directoires du Doubs et du Haut-Rhin pour éclairer les Dijonnais que ces menaces de guerre tourmentaient (2). Les Amis de la Constitution, d'autre part, modifiant leur tâche d'éducateurs quant à la forme et quant au fond, s'efforçaient désormais d'implanter les idées nouvelles moins par les discours et les raisonnements, davantage par les signes (3). Changement de mé-

adresse des Amis de la Constitution de Besançon, demandant la rédaction d'un Code de lois militaires qui seraient lues aux soldats dans les chambrées : *Journal patriotique*, du 4 octobre 1791, p. 340.

(1) Datée du 11 juillet 1791, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXIII.

(2) Ce qui ressort des remerciements adressés au nom de la Société par M. Pille, son président, au Directoire de département, séance du 9 juin 1791, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 65, f° 194.

Le Directoire de département ne se bornait pas à communiquer au club des nouvelles. Il proposait aussi aux clubistes des modèles à imiter. (V. par exemple sur la publicité donnée à un don civique par le moyen de la Société des Amis de la Constitution la lettre du vice-président du Directoire du 3 juillet 1791, dans un *Supplément aux Affiches de Dijon*, n° XXXVI.)

(3) Dont l'« influence sensible sur les esprits » se trouve clairement exposée dans le *Discours prononcé à la Société des Amis de la Constitution de Dijon en faveur du bonnet de la liberté*, le 26 déc. 1791, par R. Pigott, *Anglais et citoyen français*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1617. « Les préceptes, dit Pigott, ne parlent qu'aux oreilles ; mais les exemples et les faits pénètrent par les yeux jusqu'au fond de l'âme », p. 2.

thode corrélatif à un changement de point de vue ; il ne s'agissait plus seulement à leurs yeux de lumières à répandre pour faciliter une transition, mais d'une croisade à entreprendre pour « déraciner les préjugés ».

Guerre aux signes de l'ancien régime d'abord. Une pétition des Amis de la Constitution, section Maire, dès la fin de l'année 1790, en marqua les débuts. Des inhumations avaient été faites, suivant l'ancienne coutume, dans l'enceinte de certaines églises, Saint-Etienne et Saint-Jean. La veuve Espiard, ci-devant noble, notamment, venait d'être enterrée dans l'église Saint-Jean. Les Amis de la Constitution protestèrent. Des Suisses avaient persisté à porter leur ancienne livrée : c'était une autre atteinte au sentiment d'égalité ; ce fut un autre sujet de plainte (1). Une place, une rue, une porte avaient gardé les noms de Moussier, de Fleury et de Condé : ces noms avaient cessé de plaire. Les Amis de la Constitution demandèrent leur remplacement, et, pour transformer en monument patriotique ce souvenir de l'ancien régime, ajoutèrent le vœu que sur la porte ci-devant Condé fussent désormais gravés les Droits de l'homme et du citoyen. Réformes superficielles que les administrations de département et de district s'empressèrent pourtant de prendre en très sérieuse considération, louant hautement la « vigilance » des Amis de la Constitution et « leur zèle à dénoncer les négligences ou les abus

(1) Comp. sur les attaques dirigées contre les robes et bonnets carrés des professeurs : *Journal patriotique*, du 21 déc. 1790, p. 438.

qui pourraient en éloigner les heureux effets (1) ». Restait un autre objet dont la vue « souillait » encore les regards des Dijonnais : l'ex-prince de Condé avait son médaillon sur l'obélisque du canal ; une pétition des Amis de la Constitution, délibérée cette fois dans une assemblée générale de la Société, tenue place des Cordeliers, demanda sa suppression. Une difficulté toutefois se présentait : les canaux de l'ancienne Bourgogne n'étant point encore déclarés nationaux, la propriété de l'obélisque, donnant le *jus abutendi*, pouvait prêter à controverse. Le club fort élégamment la trancha par cette assertion audacieuse que « les signes extérieurs appartiennent à tous ceux dont ils frappent les regards ». Et, partant de ce principe que, « chez un peuple libre, la plus belle destination de l'airain est de porter l'empreinte des vertus sociales », les Amis de la Constitution, très sérieusement, proposèrent de graver sur l'obélisque des inscriptions capables de rappeler aux négociants venant « transiger sur les rives du canal » les principes sur lesquels reposent la sécurité et la prospérité du commerce (2). Enfantil-

(1) Délibérations du Directoire de département des 23 nov. et 18 déc. 1790, Arch. de la Côte-d'Or, L. 62, f^{os} 207 et 324 ; du Directoire de district, 2 déc. 1790, *ibid.*, L. 794, f^o 35. — V. aussi la délibération du Conseil général de la commune, du 17 janvier 1791, Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 68.

(2) Pétition adressée à MM. les commissaires des départements se divisant la ci-devant province de Bourgogne, par la société des Amis de la Constitution, établie à Dijon, le 15 février 1791, *Journal patriotique*, du 10 février 1791, p. 69-70. — V. aussi la délibération du Directoire de département du 6 mars 1791, approuvant la décision du commissariat du 23 février 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 64, f^o 30.

Le commissariat, non content d'avoir satisfait au désir des Amis

lage, dira-t-on, enfantillage qui alors fit sensation : « l'enlèvement du buste de M. Bourbon-Condé » attira sur les bords du canal une si grande foule de citoyens que des mesures d'ordre extraordinaires durent être prises pour « maintenir la tranquillité (1) ». Enhardi par le succès, le club devint plus exigeant ; au mois d'avril 1791, il demandait la suppression par toute la ville des armoiries trouvées sur les édifices quels qu'ils soient (2). A la même époque, une pétition par lui présentée au Conseil général de la commune aboutissait à un remaniement complet des noms des rues ; des « noms inconstitutionnels, insignifiants ou supprimés », faisaient place à des « noms recommandables sous divers rapports » et qui rappelleraient aux Dijonnais « des souvenirs utiles, glorieux et satisfaisants ». Mirabeau et Franklin, Voltaire et Chabot-Charny, Brulart et l'Hospital, le chevalier d'Assas et Vauban, Bossuet et Piron, à la place des congrégations, sanctifieraient désormais les murs de Dijon (3).

de la Constitution, députa, le 4 avril, deux de ses membres auprès de la Société pour la féliciter du patriotisme dont témoignait sa pétition. Les félicitations et la réponse de M. Pille, président de la société, se trouvent rapportées au *Journal patriotique*, du 12 avril 1791, p. 136.

(1) Délibération du Directoire de département, du 24 février 1791, matin, *ibid.*, L. 63, f° 291.

Les clubistes, toujours préoccupés du soin de décorer l'obélisque selon le goût du moment, devaient plus tard y faire planter le bonnet de la liberté. V. l'avis du Directoire de district, du 3 juillet 1792, matin, *ibid.*, L. 804, et l'arrêté du Directoire de département du même jour, *ibid.*, L. 73, f° 4.

(2) V. la délibération du Directoire de district, du 6 avril 1791, *ibid.*, L. 796, f° 202.

(3) Délibération du Conseil général de la commune, du 21 avril 1791, Arch. de Dijon, R. VI=9, p. 102-104. V. aussi le

La guerre aux préjugés se greffa sur la guerre aux signes, l'étendit et la compléta. Une pétition du curé de Francheville, Bernard Chaussier, plus tard fameux, au mois de février 1791, lui avait servi de point de départ. Ce clubiste au zèle « aussi éclairé qu'actif » ayant dénoncé à l'administration « divers abus résultant des préjugés et de la superstition (1) », le Directoire de département « mettant sa confiance pour déraciner les préjugés, moins dans l'action des autorités que dans celle de bons esprits » qui en ridiculiseraient la sottise et en feraient justice par le bon sens, avait invité les Amis de la Constitution à diriger sur ce point leurs discussions et leurs efforts (2). Le club de Dijon se souvint du conseil et bientôt se mit en quête de « préjugés » à extirper. Les traditions touchant le carême furent le premier qu'il rencontra.

C'était à Dijon une règle, depuis plus d'un siècle suivie, que pendant le temps de carême le droit de vente de la viande fût réservé à l'hôpital. Droit des plus avantageux que l'hôpital cédait à un boucher, dit de carême, lequel en échange s'engageait à lui fournir la viande, l'année entière, à un taux inférieur au prix courant. La chambre municipale, respectueuse des traditions, par délibération du 9 mars 1791, avait confirmé l'ancienne règle (3). Cet usage de l'ancien régime attira les foudres du club

Journal patriotique, du 26 avril 1791, p. 154, et la délibération du Directoire de département du 7 février 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 63, f° 182.

(1) *Journal patriotique*, du 19 avril 1791, p. 142.

(2) Séance du 21 février 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 63, f° 268.

(3) Arch. de Dijon, R. IV = 7, p. 18-19.

qui l'attaqua parce que privilège, « produit de préjugés », qui l'attaqua aussi, ce qui pour nous est plus curieux, pour des raisons économiques. C'était, disait-il, un impôt indirect que la municipalité, au mépris des règles nouvelles, avait cherché à maintenir, un impôt indirect « très mal réparti » puisqu'il portait « autant sur les pauvres que sur les riches », et que « dans le moment actuel, les émigrations combinées de la classe la plus fortunée » faisaient retomber sur les premiers tout le poids des charges communes. La municipalité se défendit et présenta ses arguments. Le district les réfuta. Le club gagna sa cause, mais la gagna un peu tard : le carême s'était écoulé (1)... Une seconde victoire fut plus prompte et plus efficace. C'était une coutume que, le jour de la Toussaint, le théâtre fût fermé. Un certain nombre d'Amis de la Constitution, pris parmi les plus zélés, déposèrent une pétition pour demander qu'il fût ouvert, alléguant pour motif que « les opinions de la conscience sont libres et que, loin d'être transmises par les pouvoirs constitués, c'est à ces mêmes pouvoirs à les couvrir de l'égide de la loi ». La municipalité, pour réponse, se retrancha derrière l'usage et le « respect dû aux saints ». Le Directoire de département écarta la prohibition (2).

(1) V. sur cette affaire l'avis du Directoire de district, du 25 mars 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 796, f° 120 ; l'arrêté du Directoire de département du 3 avril 1791, matin, *ibid.*, L. 64, f° 279 ; la réponse de la municipalité du 5 avril 1791, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 443-444 ; l'arrêté du Directoire de district, du 12 avril 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 796, f° 225.

(2) V. sur cette affaire les deux délibérations du district du

C'étaient des « préjugés » locaux. Les « préjugés » généraux ne furent pas non plus oubliés. Les Jacobins de Paris les dénonçaient ; le club de Dijon suivait leur exemple ; les clubs des campagnes, pauvres en orateurs, se bornaient à lire les discours prononcés au club de Dijon. La question du mariage des prêtres, celle du duel, firent ainsi l'objet successif de discussions et de discours. Le mariage des prêtres fut naturellement applaudi (1), le duel naturellement condamné (2). C'est une rhétorique qui

31 octobre 1790, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 799, f° 286 ; la délibération de la municipalité, du même jour, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 652 ; l'arrêté du département du 1^{er} novembre, Arch. de la Côte-d'Or, L. 68, f° 3.

(1) Sur la question du mariage des prêtres :

1^o *Opinion de Claude Basire sur le mariage des prêtres, prononcée à la Société des Amis de la Constitution, établie à Dijon, le dimanche 7 août 1791* (respect aux principes du dogme, défiance vis-à-vis des règles de discipline ecclésiastique), Bibl. de Dijon, F. Dse, 1484.

2^o *Opinion de Melchior Roux sur le mariage des prêtres, prononcée à la Société des Amis de la Constitution, établie à Dijon, le dimanche 7 août 1791* (discours beaucoup plus violent, basé sur l'affirmation hardie que l'homme ne naît et ne vit qu'« afin de perpétuer son espèce », p. 7), Bibl. de Dijon, F. Milsand, 1844. (Comp. la *Première lettre du père Duchêne aux citoyens de la Côte-d'Or*, par Simonne, au sujet du décret qui déshabille les prêtres, s. l. n. d., in-8°, *ibid.*, F. Dse, 1644.)

Une adresse en faveur du mariage des prêtres avait été présentée aux Jacobins de Paris dès le mois de novembre 1790. (Aulard, *la Société des Jacobins*, t. I^{er}, p. 382.)

(2) Sur le duel : *Mention faite contre le duel à la Société des Amis de la Constitution de Dijon*, par Louis Viardot, homme de loi, secrétaire de cette société, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1653.

Aux mesures de rigueur demandées contre les duellistes à l'Assemblée nationale, l'orateur ajoutait, comme remède provisoire, un serment proposé aux gardes nationaux. Les gardes nationaux de Ruffey, enthousiasmés de la motion qui venait de leur être lue, le prêtèrent de fort bonne grâce (*Journal patriotique*, du 20 septembre 1791, p. 322). Les Jacobins de Paris, à la suite d'un projet

aujourd'hui paraît fade; le rôle du club touchant le bien-être des citoyens, seconde branche, nous l'avons vu, de son programme primitif, son œuvre économique, en un mot, aura pour nous plus de saveur.

Trois problèmes surtout fixèrent dans cette période l'attention des clubistes, qui méritent d'attirer la nôtre : la vente des biens nationaux, l'établissement des patentes, la création de billets de confiance et d'assignats leur servirent de base respective (1).

d'adresse sur le duel à eux présenté, l'avaient envoyé aux sociétés affiliées, leur demandant de discuter la question et de faire connaître leur opinion, dès le 18 déc. 1790 (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I^{er}, p. 225 et suiv., et 421).

(1) D'autres questions furent sans doute agitées au club, mais qu'à raison de leur peu d'importance, du peu de renseignements recueillis ou du peu d'originalité des mesures proposées sinon adoptées, nous laisserons ici au second plan.

Dans le courant de l'été 1791, les Amis de la Constitution adressèrent au Directoire de district une « pétition sur le vagabondage » : nous en ignorons la teneur et les résultats (mentionnée à la date du 18 juillet, au *Registre des pétitions*, Arch. de la Côte-d'Or, L. 845).

Une « caisse d'épargnes et de bienfaisance » s'étant fondée sous la direction d'un sieur Lafarge, caisse autorisée par décret de l'Assemblée nationale, la Société délibéra qu'une adresse serait faite « à tous les citoyens du département, pour leur faire connaître l'utilité de cet établissement et les engager à profiter de ses avantages. » (*Journal patriotique*, du 4 octobre 1791, p. 340. V. aussi la réclame faite par la Caisse, « un si bel établissement... qui a fixé l'attention de plusieurs sociétés des Amis de la Constitution, singulièrement de celle de Dijon ». *Supplément au Journal patriotique*, du 13 sept. 1791.)

La municipalité ayant, le 19 juillet 1791, adopté un règlement concernant le débit de la viande, les Amis de la Constitution, en octobre, lui adressèrent une pétition pour l'engager à veiller à son entière exécution (*Journal patriotique*, du 18 oct. 1791, p. 356).

Au mois de juillet 1791, jugeant sans doute les bureaux du timbre et de l'enregistrement placés à Dijon dans un quartier trop excentrique, le club demandait que ces bureaux fussent transportés en

Des spéculateurs, d'abord, s'étaient, à Dijon, coalisés pour exercer un monopole sur la vente des biens nationaux. Deux manœuvres principalement faisaient le fond de leur agiotage. Ils assistaient aux ventes, menaçaient de pousser l'enchère à un taux excessif, se faisaient payer leur silence par qui voulait acquérir. C'était la méthode la plus simple. Une autre, plus perfectionnée, consistait pour les affidés à se porter au-devant des braves paysans qui, le sac plein d'écus, venaient à la ville dans l'espoir d'acheter, et, sous promesse de ne point enchérir, de leur échanger contre assignats l'argent dont ils étaient porteurs. Les amateurs de biens nationaux, découragés par ces manœuvres, renonçaient à paraître aux ventes. L'opinion publique s'émut. Une députation de la Société des Amis de la Constitution, section de la maison Maire, communiqua au Directoire de département une délibération exprimant les doléances des clubistes. Le Directoire de district, consulté, et d'autant plus excité contre les spéculateurs que des « malintentionnés » avaient « osé dire que des membres du Directoire s'entendaient avec les enchérisseurs supposés et avaient part aux profits illicites que leur procuraient leurs menées coupables », après avoir tonné contre ces « particuliers... peu délicats »,

un quartier plus central (Avis favorable du Directoire de district du 28 juillet 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 798, f° 147).

Vers le milieu d'octobre 1791 enfin, les Amis de la Constitution sollicitaient du Corps législatif un décret « établissant comme loi générale que toutes les municipalités du royaume seraient tenues de faire placer, chacune en leur territoire, des poteaux indicatifs des différents lieux où conduisent les chemins finérots » (*Journal patriotique*, du 18 octobre, précité).

s'appliquant à faire fortune au détriment de leurs frères et de la nation, et en dépit du vœu de l'Assemblée nationale « d'appeler à la propriété un grand nombre de citoyens », proposa différents remèdes : remèdes législatifs pour l'avenir, remèdes administratifs pour le présent. Le Directoire de département, considérant qu'entre temps l'abus dénoncé avait diminué, se contenta pour l'instant de féliciter de leur vigilance les Amis de la Constitution (1).

L'exécution de la loi des patentes révéla chez eux certaine bienfaisance qui ne méritait pas moins d'éloges. Beaucoup de patentés, alors réduits à la misère, ne parvenaient point à payer l'impôt dont ils venaient d'être grevés. Des clubistes compatissants leur consentirent quelques prêts, et la Société, servant d'intermédiaire entre prêteurs et emprunteurs, fonctionna quelque temps comme une banque de crédit mutuel. Un artisan pauvre (2), un négociant riche (3), un prêtre (4), figurèrent parmi les prêteurs (5).

(1) V. sur cette question : la délibération du Directoire de département du 7 janvier 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 63, f° 23 ; l'avis du Directoire de district du 11 janvier, *ibid.*, L. 795, f°s 45-46 ; l'arrêté du Directoire de département du 27 janvier, *ibid.*, L. 63, f° 136.

(2) V. la très curieuse lettre adressée, le 2 juin 1791, au président de la Société par Ponsard, tisserand à la porte Saint-Nicolas, « simple artisan », « père de famille », dont la « fortune est très médiocre », et qui cependant consent à prêter à ses frères actuellement gênés « jusqu'au temps qu'ils pourront le rendre », un assignat de 70 livres, avec l'assentiment de sa femme et de ses enfants, dont « la sensibilité à ce sujet a été le plus doux moment de sa vie » : *Journal patriotique*, du 7 juin 1791, p. 202-203.

(3) Champagne le Romain, qui disposa au profit de la Société,

Les besoins étaient grands; les emprunts, difficiles : le numéraire était rare. Le club mit son espoir dans les billets de confiance et les assignats. Cent vingt mille livres en billets de confiance circulaient déjà dans la ville (1). Le club à la fin de septembre 1791, adressa au district une pétition lui demandant d'inviter la municipalité à porter l'émission à 600,000 livres, les 480,000 livres nouvelles devant consister exclusivement en billets de 10 et 20 sous (2). La municipalité, saisie (3), convoqua les négociants, ceux notamment qui avaient déjà concouru aux deux premières émissions : elle ne les réunit qu'avec peine et reçut en définitive un avis très peu favorable (4). Le Directoire de district

« pour être employées à payer les patentes de ceux de ladite Société qui se trouveraient les plus gênés » des « neuf cent livres restantes des douze cent livres » qu'il avait antérieurement déposées au secrétariat de la municipalité. V. la délibération de la municipalité, du 2 juillet 1791, déclarant « bien et valablement déchargé » le secrétaire dépositaire de ladite somme, versée aux mains de quatre commissaires délégués par la Société, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 551.

(4) Le fameux Chaussier, curé de Francheville, qui, après avoir avancé au club, pour cet usage, 300 livres en assignats, exigea et obtint son remboursement en numéraire. Sur la scène comique à laquelle donna lieu ce remboursement, et sur les griefs plus tard formulés contre lui de ce chef, v. la brochure intitulée : *Appel à la commune de Dijon, à ma section (celle de la liberté) et aux démocrates de toutes les sections*, par Chaussier, citoyen, p. 7-8, Bibl. de Dijon, F. de J. n° 57, t. XXXII.

(5) Ou parmi les donateurs si, comme tout paraît l'indiquer, Champagne le Romain renonça au remboursement.

(1) Sur cette création de billets de confiance, v. les délibérations du Directoire de département des 22, 25, 31 mai, 10 juin 1791, etc., Arch. de la Côte-d'Or, L. 65, f°s 111-112, 134, 162, 197, etc.

(2) *Journal patriotique*, du 4 octobre 1791, p. 340.

(3) Séance du 17 décembre 1791, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 714.

(4) 3 oct. 1791 et suiv., Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 634 et suiv.

« considérant que l'émission de nouveaux billets de confiance tendrait à diminuer la monnaie en numéraire », que l'absence de cours forcé relativement à ces billets serait « un prétexte aux habitants de la campagne de les refuser ou du moins de tenir leurs marchandises à un prix très haut », que ces émissions auraient l'inconvénient plus grave encore de chasser de la circulation les assignats de 50 et de 100 livres, contre lesquels on les échangerait, fut d'avis que l'on écartât le projet des pétitionnaires ; sauf, ajoutait-il, à solliciter auprès du Corps législatif des envois fréquents d'assignats de 5 livres (1) qui, joints à la monnaie de billon, dont la fabrication était annoncée comme prochaine, suppléeraient aux billets de confiance sans présenter les mêmes défauts (2). C'était consacrer un autre vœu du club, celui exprimé dans une pétition au Corps législatif, où, à la même époque, les Amis de la Constitution demandaient, avec l'émission de 800 millions d'assignats de 5 livres et 400 millions de 20 livres, la fabrication de pièces de billon de 5 et 10 sous (3), vœu que la Société allait d'ailleurs bientôt compléter et renforcer, dans une seconde adresse, où, invitant l'Assemblée à surveiller avec le plus grand soin la fabrication et la circulation des assignats, elle la priait d'ordonner la conversion « en petits assignats de 5 livres » de tous ceux dont la valeur dépassait

(1) Une loi des 6-13 mai 1791 avait prescrit la fabrication de cent millions d'assignats de 5 livres. (Desenne, *op. cit.*, t. XIII, p. 126.)

(2) Avis du 12 oct. 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 799, f° 207.

(3) *Journal patriotique*, du 4 oct. 1791, p. 340.

alors 100 livres, d'en assurer et d'en maintenir avec rigueur le cours forcé (1).

Les assignats de 5 livres cependant n'arrivaient point assez vite, au gré du club tout au moins. Le 1^{er} novembre, un clubiste, le sieur Bosc, présentait à la Société un mémoire dans lequel, constatant la persistance des « accaparements », et tout en affirmant sa foi profonde dans les assignats, il mettait en doute que la fabrication des petits assignats pût être « assez prompte pour suffire à l'immensité des besoins du peuple, et la distribution assez instantanée et assez générale pour empêcher l'agio-tage ». L'idée de billets de confiance délaissée par les négociants, condamnée par le district, séduisait encore certains esprits : l'auteur du mémoire proposa et fit adopter à l'assemblée, pour être envoyé au Corps législatif, un projet qui, visant à la création d'un type intermédiaire entre le billet de confiance et l'assignat, consistait à « faire imprimer dans chaque chef-lieu de département, sous la surveillance des corps administratifs, et sur un papier uniforme fourni en compte par le comité des assignats de l'Assemblée nationale des fractions d'assignats, de 30, 20 et 10 sous pour l'échange, à bureau ouvert et sans frais, de toutes les grosses valeurs de quelque nature qu'elles soient... Ces

(1) Pétition adoptée, sur l'initiative de la Société de Bédarieux, à la séance des Amis de la Constitution du 23 oct. (*Journal patriotique*, du 25 oct. 1791, p. 364.) — Quel rapport existe entre ces deux pétitions, et une « pétition de plusieurs citoyens de Dijon, relative aux assignats envoyés par la poste », pétition communiquée aux Comités d'assignats et monnaie et de commerce réunis, mentionnée aux procès-verbaux de l'Assemblée législative, séance du 23 oct. 1791, p. 207 ? C'est un point que nous n'avons pu élucider.

fractions d'assignats n'auraient d'autres bornes que celles des besoins..., leur authenticité serait assurée par la signature de trente citoyens notables, pris dans le district qui, pour cet effet, se les répartiraient entre eux en nombre égal. Elles n'auraient cours forcé que dans leur département, et libre cours de département à département. On ne les retirerait pas de la circulation ; la preuve de leur inutilité serait acquise lorsqu'on aurait retiré de la caisse tous les assignats pour y reporter leurs fractions (1)... » Le club ne se borna point à discuter et à voter avec la sérénité d'un corps savant ; il organisa une campagne ; une affiche, sous le nom des Amis de la Constitution, proclama la nécessité d'une émission de cartes de 20 et 10 sols. La municipalité, la jugeant inconstitutionnelle, la dénonça au district (2).

(1) Analyse détaillée du mémoire et tableau très complet des avantages espérés dans le *Journal patriotique*, du 15 nov. 1791, p. 386-388.

(2) Séance du Directoire de district, du 8 nov. 1791, matin, f^o 30. — L'Assemblée législative donna satisfaction au club, en créant à la fin de décembre et en faisant émettre en janvier (v. notamment le décret du 4-8 janvier 1792, Desenne, *op. cit.*, t. XIII, p. 134) de petits assignats de 10, 15, 20, 25 et 50 sous. Mais le club n'en trouva point la distribution assez prompte. V. le septième vœu joint à l'arrêté sur l'usage du sucre et du café, cité *infra* (p. 12). Lorsque, les vices des billets de confiance reconnus, la Convention eut ordonné d'en cesser les émissions et de rembourser les billets émis (D. 8 nov. 1792 : Desenne, *op. cit.*, t. VII, p. 450), le club de Dijon, voulant sans doute « que la portion du peuple la moins fortunée ne soit pas victime de l'insolvabilité ou des manœuvres coupables des corps ou des particuliers auteurs des émissions » (extrait des motifs du décret précité), demandait que la caisse locale se chargeât indistinctement de l'échange des billets émis par une municipalité ou des particuliers quelconques. Le Conseil général de la commune, contrairement aux vœux des porteurs de billets, mais s'inspirant des intérêts de la ville, refusa. (Arrêté du Conseil général de la commune, du 19 décembre 1792, Arch. de Dijon, R. VI = 9.)

C'était l'une des dernières manifestations d'une lutte dont nous n'avons jusqu'ici guère entrevu que l'ombre et qu'il faut maintenant retracer.

Les clubs « anticiviques » disparus, les Amis de la Constitution n'avaient point perdu en effet l'ardeur que la discorde entre sociétés rivales avait fait naître, que le succès encourageait. Sous les débris de ces clubs (1), d'autres groupements, à l'état latent,

(1) C'est l'expression qui nous paraît le plus exactement dépeindre ces rassemblements plus ou moins secrets, plus ou moins concertés, et d'ordre plus ou moins politique, signalés de temps à autre, vers la fin de 1791 notamment. Telles ces assemblées de personnes « mal intentionnées... de différents sexes », se réunissant « depuis plusieurs jours » pour « troubler la tranquillité publique » et capables de profiter des jours de fêtes qui « laissent un plus grand nombre sans occupation » pour « employer la séduction », signalées dans un arrêté du Directoire de district, du 23 nov. 1791, soir. (Arch. de la Côte-d'Or, L. 800.) Tels encore ces rassemblements de prêtres non conformistes (dans une maison de la place Mirabeau), que dénonçait, à la séance du Directoire, du 5 décembre, une lettre du Directoire de district de Champlitte (*ibid.*), et qui émurent si fort les Amis de la Constitution. V. dans le *Journal patriotique*, du 20 déc. 1791, p. 419-426, la description de ces rassemblements « d'inconnus... non décorés du signe tricolore de la liberté », la lettre enflammée des Amis de la Constitution, et la souscription ouverte « pour les réparations à faire aux pièces de canon, fusils et autres armes », jugées nécessaires à la défense de la ville. *Adde* : sur les suites de la souscription, la lettre d'un curé de campagne, du 21 déc. 1791, dans le *Journal patriotique*, du 27, p. 432. V. aussi la dénonciation à la municipalité par le procureur de la commune et plusieurs amis de la Constitution, des rassemblements tenus dans une cave de la rue Saint-Martin, rue Saint-Philibert et place Mirabeau (séances des 31 déc. 1791 et 1^{er} janv. 1792, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 731), et enfin l'arrêté du Directoire de département, du 1^{er} janvier 1792, matin, invitant la municipalité à recueillir « toutes informations » sur un rassemblement d'individus « se disant capucins » et faisant des « démarches propres à exciter l'intolérance, le fanatisme et l'esprit de parti ». Arch. de la Côte-d'Or, L. 69, f^o 58.

subsistaient, capables, dans un avenir prochain, de susciter, de favoriser la création de nouveaux clubs. Les congrégations religieuses, certaines corporations, celle des perruquiers notamment, connue pour son peu d'attachement à la Constitution, attirèrent ainsi certaines défiances d'autant plus vives que, nulle société politique ne fascinant plus l'attention des Amis de la Constitution, ces collectivités, qui jusque-là dans leurs préoccupations n'avaient figuré qu'au second rang, occupaient maintenant le premier plan. C'était la source assurée d'une première série de conflits. La municipalité, d'autre part, avait implicitement protégé, sinon ouvertement favorisé, les Amis de la paix, le Vieux Couvent et le club Tussat (1); les Amis de la Constitution, que des rivalités personnelles séparaient d'ailleurs de la majorité des officiers municipaux, devaient naturellement reporter sur la tête des protecteurs les inimitiés nées sur la tête des protégés. Ce fut l'origine d'une seconde lutte, lutte d'autant plus âpre qu'une suite ininterrompue de succès électoraux ayant mis aux mains des clubistes la direction des autres rouages administratifs, la municipalité, isolée et sans défense, attaquée par en bas dans l'opinion populaire, contrecarrée par en haut dans les délibérations des Directoires de département et de district, divisée elle-même à la suite d'une élection partielle qui avait mis certains sièges au pouvoir de ses adversaires (2), semblait une victime désignée aux

(1) Dont un officier municipal s'honora même d'avoir été membre. (*Journal patriotique*, du 8 février 1791, p. 62-63.)

(2) Sur cette élection : *Journal patriotique*, du 30 nov. 1790, p. 410.

traits des clubistes. Restaient deux barrières à l'extension de la puissance du club : l'exécutif qui, en la personne des ministres, s'efforçait de maintenir les dernières parcelles d'une autorité qui chaque jour lui échappait ; le législatif, représenté par l'Assemblée, qui, après avoir accordé aux sociétés d'Amis de la Constitution toutes sortes de faveurs, commençant à s'effrayer de leur force et de leurs progrès, cherchait à diminuer cette force et à ralentir ces progrès. Le club de Dijon se trouvait ainsi naturellement amené à entrer en conflit avec l'exécutif d'abord, à miner ensuite les défenses qu'allait, devant le succès des clubs, leur opposer l'Assemblée.

Contre les perruquiers, ce ne fut guère qu'une escarmouche. Les maîtres perruquiers du royaume, voyant leurs charges supprimées et redoutant la concurrence, se montraient fort alarmés ; ceux de Dijon, partageant les craintes de leurs confrères, et croyant au surplus avoir pour se plaindre certains motifs particuliers, avaient sollicité de l'Assemblée nationale une indemnité qui avait « paru ne pas la toucher » ; à la suite de quoi ils avaient adressé à leurs confrères des autres villes une circulaire assez ambiguë, où ils « abandonnaient cette conduite à leurs réflexions. Nous sommes, ajoutaient-ils, dans l'intention de faire des réclamations, nous serions fort aises de prendre langue avec vous, pour connaître à quel point vous êtes électrisés... » La société des Amis de la Constitution de Châtillon-sur-Seine, ayant eu connaissance de la lettre, s'en effraya et sur-le-champ la dénonça au club de Dijon,

afin qu'il prît « les précautions nécessaires pour que les perruquiers de Dijon ne fassent rien qui soit contraire à l'ordre et à l'intérêt public (1) ». Précaution superflue : la « conspiration des perruquiers » devait s'effondrer sous le ridicule (2), et la « précaution » que le club avait prise de publier un peu trop tôt un prétendu désaveu par les perruquiers de Châtillon de la conduite de ceux de Dijon n'allait pas empêcher les perruquiers dijonnais de prévenir le

(1) Renseignements tirés de deux brochures : *Les maîtres perruquiers de Dijon à leurs confrères* et *Adresse* (projetée par eux) à l'Assemblée nationale par les maîtres perruquiers du royaume, Bibl. de Dijon, F. Dse, 529 et 530 ; — et du *Journal patriotique*, du 5 avril 1791, p. 128-129.

(2) Comp. le pamphlet intitulé : *Grande dénonciation d'une conspiration faite contre le club des Jacobins par les perruquiers*. (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I^{er}, p. 457-459.) — Les perruquiers de Dijon obtinrent d'ailleurs satisfaction par la suite. L'indemnité allouée, lors de la liquidation des vingt-cinq offices de perruquiers de la ville de Dijon, fixée d'abord à 61,000 livres, fut plus tard, sur les réclamations par eux élevées, portée à 118,867 livres 13 sous 8 deniers. (Procès-verbaux de l'Assemblée législative, séances des 16 et 30 juillet 1792, p. 234-241.) — Au même ordre d'idées se rattache, croyons-nous, une autre pétition à l'Assemblée nationale « résultat d'une assemblée de citoyens actifs de la ville de Dijon » (les Amis de la Constitution, tout concourt à le démontrer), pour solliciter d'elle un décret portant augmentation de traitement pour les laïcs attachés au service des églises et chapitres supprimés. (*Journal patriotique*, du 6 décembre 1791, p. 409.) La situation de ces laïcs était sans doute des plus précaires (comp. sur ce point les renseignements fournis par les délibérations du Directoire de département, des 14 et 15 avril 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 64, f^{os} 340, 347, 348), et le club pouvait se souvenir que plus d'un avait figuré sur les listes du club Tussat. — Cette dernière pétition se confond-elle avec l'« adresse des citoyens de Dijon », se plaignant « de ce que les liquidations des offices supprimés ne se font pas avec assez de célérité », et soumettant « des observations relatives à la proposition faite de suspendre les remboursements » que l'Assemblée législative, le 8 décembre 1791, renvoyait à son comité de liquidation (procès-verbaux, p. 305) ? La concordance des dates et la similitude d'objet rendent la supposition assez vraisemblable.

public que leurs confrères châillonnais, loin de condamner leur manœuvre, l'approuvaient « d'une voix unanime (1) ».

Contre les communautés religieuses, la lutte fut plus longue et plus passionnée. Elle avait éclaté, au printemps de 1791, par des troubles et par des violences (2). Elle se poursuivit en automne par des pétitions et des dénonciations. Sept capucins vêtus du froc s'étaient retirés à Mirande, où ils menaient la vie commune et « semaient le mépris des lois ». Des oratoires monastiques, d'autre part, restés ouverts dans la ville, servaient de lieu de réunion aux catholiques « non conformistes ». Les Amis de la Constitution demandèrent que les oratoires fussent fermés et qu'ordre fût donné aux capucins de se dépouiller de leur froc (3). Double vœu prématuré pour l'instant, mais qui, à quelques mois d'intervalle, devait se trouver exaucé (4). Les dames

(1) *Affiches de Dijon*, du 19 avril 1791, p. 99.

(2) Sur les attroupements plusieurs fois renouvelés, au mois d'avril 1791, dans différents quartiers de la ville, devant les maisons et églises des communautés religieuses en particulier, et sur les reproches paternels adressés, à cette occasion, par le Directoire de département aux Amis de la Constitution, v. principalement : l'avis du district, du 13 avril 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 796, f° 234 ; la délibération de la municipalité, du 22 avril, Arch. de Dijon, R. IV = 7, p. 36-37 ; les délibérations du Directoire de département, du 27 avril, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 64, f°s 413 et 414.

(3) V. sur cette pétition l'avis du Directoire de district, du 9 octobre 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 799, f° 88. Avis curieux qui, tout en affirmant en principe la liberté de religion et la liberté de vêtement, en vient cependant, par des procédés détournés, à proposer la violation de l'un et de l'autre, et qui nous paraît merveilleusement caractériser cette époque où le respect affiché pour les principes de 89 n'a d'égal que la facilité avec laquelle on les tourne dans la pratique.

(4) Délibérations de la municipalité, des 25 janvier et 3 février 1792, Arch. de Dijon, R. V = 3, f°s 17 et 23.

citoyennes, rivales acharnées des congrégations de femmes, ne pouvaient manquer de se mêler à la lutte : dans une adresse enflammée à l'Assemblée nationale, elles réclamèrent avec instance « la réduction des communautés de filles..., asyle du fanatisme..., antres du cagotisme (1) ». C'étaient les préludes d'un vœu plus général, qu'à quelque temps de là une délibération commune des deux sociétés formula pour obtenir un décret dissolvant les dernières congrégations religieuses (2).

Amis et Amies de la Constitution entendaient en somme désormais monopoliser à leur profit le droit d'association. Monopole d'autant plus aisé à exercer que des autorités locales, la seule qui jusque-là faisait échec à leurs projets venait de tomber sous leurs coups. La municipalité Chartraire, que les attaques du club, après la fuite à Varennes, n'avaient point réussi à ruiner (3), avait succombé aux élections de novembre, et le 19 décembre 1791, Champagne le Romain, un clubiste, était devenu maire de Dijon (4). Sur le terrain de la politique locale, il ne restait plus au club qu'à célébrer son triomphe (5).

(1) Procès-verbaux des séances de l'Assemblée législative, 25 décembre 1791, p. 144-145.

(2) Neuvième vœu des commissaires, joint à l'arrêté sur l'usage du sucre et du café, cité *infra* (février 1792).

(3) Séances du Directoire de département, des 24 et 28 juin 1791, Arch. de la Côte-d'Or, L. 65, f^{ss} 277 et 289.

(4) Par 402 suffrages contre 130 à Chartraire. Arch. de Dijon, R. III = 2.

(5) Triomphe qu'avaient déjà marqué la même année l'élévation de l'abbé Volfius à la dignité d'évêque constitutionnel de la Côte-d'Or (v. le distique à lui dédié à cette occasion « par M. Robert, membre des Amis de la Constitution » dans le *Journal patriotique*, du 22 février 1791) et plus récemment l'élection de Prieur, Navier,

Les Jacobins de Paris demandaient des renseignements sur l'esprit public à Dijon. « A Dijon, répondit fièrement le club, le thermomètre de l'esprit public marque 32 degrés... Nous avons principalement à combattre les parlements et le fanatisme ; nos attaques ont été fermes et proportionnées à la force de l'opposition. Soudoiment de valets, distribution d'argent, cabarets gratuits, tirelire, cabales aux spectacles, sourdes menées, intrigues secrètes, prétexte de religion, manœuvres hypocrites, tout a été déjoué ou anéanti... Nos séances sont publiques, nos tribunes sont remplies, nos sociétaires nombreux... Nous comptons parmi nous trois membres du Directoire de département, le président, le procureur général syndic, trois membres du Directoire de district, tous les membres du corps municipal, enfin tous ceux des tribunaux (1)... » Tel était, exposé par le club, le bilan d'une heureuse politique locale.

De la politique générale, la société jusque-là s'en

Guyton Morveau (*sic*) et Basire, à l'Assemblée législative (élection du 29 août 1791). V. sur ce point les *Compliments à M. Prieur, président de la société des Amis de la Constitution de Dijon, élu membre de la prochaine législature*, par M. Viardot, secrétaire de la Société. Bibl. de Dijon, F. Dse, 1654.

(1) Lettre du 20 décembre 1791, *Journal patriotique*, du 27 décembre, p. 429. (Comp. dans le même numéro, p. 431-432, la lettre enthousiaste « à la société des Amis de la Constitution de Dijon, par un de ses membres habitant Paris », et qui lui annonce que « le cabinet politique de la France est la salle des Jacobins ». Autre témoignage, celui-ci indirect mais non moins probant, de la puissance du club : des malintentionnés s'abritaient derrière sa haute autorité pour duper plus à l'aise les habitants des campagnes. V. la protestation de la Société, du 22 août 1791, contre une fausse délibération distribuée en son nom dans laquelle on annonçait aux municipalités des campagnes qu'elles pouvaient venir se procurer au département des cloches assorties, descendre sur-le-champ les leurs, etc., *Journal patriotique*, du 30 août 1791, p. 298-299.

était moins préoccupée. La fuite de Louis XVI, sans doute, l'avait émue (1); la scission des Jacobins et des Feuillants l'avait attristée (2); mais son émotion, dans le premier cas, était celle de la France entière (3), ses regrets, dans le second, ceux d'une partie de la France (4). Deux faits pourtant avaient singularisé la conduite du club de Dijon, qui, auprès des esprits modérés et dans les sphères gouvernementales, lui avaient valu, on peut le dire, une assez mauvaise réputation (5) : son intervention, lors du voyage de Mesdames, tantes du roi, d'abord; son rôle dans l'affaire de Lausanne, un peu plus tard.

Le bruit ayant couru, à Paris, au début de juin 1791, que Mesdames, tantes du roi, retirées au château de Bellevue, près de Sèvres, se préparaient à partir pour l'Italie, les Parisiens, fort inquiets de ce projet d'émigration, avaient communiqué leurs

(1) Le 23 juin, date à laquelle parvint à Dijon la nouvelle de « l'enlèvement du roi et de sa famille », les Amis de la Constitution, qui ne devaient point tenir de séance dans la journée, demandèrent au Directoire de département la permission de convoquer extraordinairement « à son de trompe par toute la ville » les membres du club. Le Directoire non seulement la leur donna, mais encore députa auprès de la Société des commissaires chargés de la rassurer tout d'abord, et quelque temps plus tard de lui porter la nouvelle de l'arrestation (Arch. de la Côte-d'Or, L. 65, f^{os} 274 et 275).

(2) Lettre lue aux Jacobins, le 29 juillet 1791, *Journal des Débats de la Société*, année 1791, n° 34.

(3) Sur l'importance de la fuite à Varennes : Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 114.

(4) V. la liste des sociétés qui, avant le 31 juillet 1791, s'étaient prononcées pour la réunion des Jacobins et des Feuillants, dans Challamel, *op. cit.*, p. 335.

(5) V. notamment l'allusion faite aux entraves apportées au voyage des Tantes dans le pamphlet intitulé : *Avis aux Français sur les clubs*, mars 1791 (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. II, p. 255).

craintes aux patriotes du royaume. Sur la conduite à suivre, les Jacobins de la capitale étaient encore hésitants (1). La société de Dijon, plus hardie, délibéra et publia que, si les deux voyageuses prenaient leur route par cette ville, « elle ferait tous ses efforts pour les retenir » jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur cas par l'Assemblée nationale (2). Le 27 février, sous l'influence sans doute de la circulaire lancée par le club de Dijon, Mesdames, que les rigueurs de la saison n'avaient pas effrayées et dont le peuple de Paris n'avait point réussi à empêcher le départ, se voyaient arrêtées par la municipalité d'Arnay-le-Duc. Des députés des clubs de Beaune, d'Autun, de Seurre et de Dijon, se joignaient aussitôt à la société d'Arnay pour envoyer au Corps législatif une adresse annonçant et célébrant l'arrestation. Les députés firent davantage, ils se rendirent à Paris pour justifier l'acte de la municipalité d'Arnay. Le ministre, Delessart, au nom du roi, leur donna tort. En dépit des clubistes, Mesdames furent relâchées (3).

C'était un premier excès de zèle, qu'un second excès allait suivre. Les habitants de Lausanne, apprenant l'arrestation de Louis XVI à Varennes, avaient

(1) V. notamment le discours de d'Aiguillon en faveur de la liberté à laisser aux Tantes (séance du 29 janvier 1791), dans : Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 42.

(2) Circulaire du 14 février 1791, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1723,

(3) V. sur cet incident le *Journal patriotique*, nos des 1^{er} et 8 mars 1791, spécialement p. 84-86, en y joignant les reproches du Directoire de département (proclamation du 2 mars 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 64, f° 7), et le récit, d'apparence assez fantaisiste, contenu dans la brochure intitulée : *Détail de ce qui est arrivé à Mesdames dans la ville de Dijon*, 1791 (Bibl. nat., Lb. 39, 4635).

manifesté une joie qui était peut-être malicieuse (1), mais à coup sûr exubérante. Les dames citoyennes de Dijon, ayant appris ces réjouissances, s'empresèrent de les porter à la connaissance de leurs frères. Les Amis de la Constitution, sur-le-champ, adressèrent au peuple de Lausanne une lettre conçue dans un esprit de prosélytisme ardent et d'un style provocateur. Le baron d'Erlach, bailli de Lausanne, s'émut de cette propagande révolutionnaire, et, s'en prenant à la municipalité de Dijon, la somma de désapprouver la lettre si mieux elle n'aimait que tout Dijonnais, pénétrant en Suisse, y fût regardé comme suspect (2). La municipalité, embarrassée, promit de saisir ses supérieurs (3). Le club, loin de manifester son repentir, dans une nouvelle lettre gouailleuse, se moqua du bailli et du sénat de Berne (4). Le gouvernement bernois se vengea aux dépens des patriotes de Lausanne. Qu'allait faire le

(1) Des émigrés français, Dijonnais pour la plupart, s'étaient réfugiés à Lausanne : la nouvelle de l'arrestation du roi, suivant celle de sa fuite, était pour eux une déconvenue dont plus d'un Suisse pouvait rire. (V. sur ce point le *Journal patriotique*, du 12 juillet 1791, p. 242-243.)

(2) Lettres des Amis de la Constitution, du 10 juillet 1791 ; du bailli de Lausanne, du 9 août : dont on trouvera copie (jointe à celle de plusieurs autres pièces moins importantes) aux Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

(3) Sur la correspondance échangée à ce sujet par la municipalité avec le bailli, le Directoire de département, la Société des Amis de la Constitution, etc., v. le *Registre des délibérations de la municipalité*, séances des 13-16 août 1791, Arch. de Dijon, R. III = 2, p. 588-592.

(4) *Réponse de la Société des Amis de la Constitution établie à Dijon, à M. le Bailli de Lausanne*, 19 août 1791, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1742. V. aussi le pamphlet intitulé : *Véritable adresse présentée le 21 juillet au très illustre seigneur bailly de Lausanne : Journal patriotique*, du 23 août 1791, p. 290-292.

club de Dijon ? Très gravement il délibéra... la paix ou la guerre ? Son « cœur » conseillait la guerre ; son esprit de « prudence », des considérations de droit international surtout, lui dictèrent la paix ; et, tandis que les diplomates poursuivaient leurs correspondances, la société, ayant mûrement réfléchi, conclut qu'un seul parti pour elle restait à prendre, « celui de faire agir l'arme des philosophes, l'arme puissante de la raison (1) ».

Le club de Dijon, s'il renonçait à troubler la tranquillité de l'Europe, avait du moins compromis la tranquillité des clubs. Le 21 août 1791, le ministre de l'intérieur, Delessart, dressant à la tribune de l'Assemblée nationale, contre les clubs de province, un réquisitoire sévère, ne manquait point d'invoquer, à l'appui de ses affirmations, l'adresse des Jacobins de Dijon aux habitants de Lausanne (2). Le dernier méfait du club dijonnais allait précipiter le mouvement législatif qui, depuis quelque temps déjà, se dessinait contre les clubs. Un décret des 29-30 septembre 1791, sur la proposition de Le Chapelier, par tout un ensemble de mesures, la prohibition des adresses en nom collectif notamment, s'efforça d'empêcher les clubs d'exercer à l'avenir aucune action politique (3). Ce n'était plus désormais qu'en les dissimulant sous le voile de pétitions individuelles, par « plusieurs », par « un grand nombre de citoyens de Dijon », ou encore en les

(1) *Journal patriotique*, du 27 sept. 1791, p. 331-332.

(2) Séance de l'Assemblée nationale du 2 août 1791, procès-verbaux, p. 20.

(3) Desenne, *op. cit.*, t. X, p. 24 et suiv.

masquant sous l'apparence de vœux particuliers de commissaires, stratagème plus hardi, inventé quelque temps plus tard (1), que les Amis de la Constitution parviendraient à ce but, qu'ils ne cessèrent d'ailleurs jamais d'atteindre, faire connaître aux autorités constituées leurs désirs, leurs craintes, et au besoin leurs menaces. Enveloppe facile à percer dans la plupart des cas, jetant cependant certains doutes sur l'action du club dans cette période intéressante de son histoire (2), lesquels, se mêlant à d'autres causes d'incertitude et d'obscurité (3), rendent particulièrement délicate l'esquisse, qu'il nous faut maintenant présenter, de cette évolution d'idées qui, aux dogmes précédemment acceptés des

(1) V. notamment les « pétitions individuelles » de commissaires jointes à l'*Arrêté pris en commun par les deux sociétés des Amis et des Amies de la Constitution, établies à Dijon, sur l'usage du sucre et du café*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1724 (et surtout les réflexions moqueuses exprimées par ces commissaires, p. 6).

(2) Période pour laquelle d'ailleurs les renseignements paraissent faire défaut sur un grand nombre de clubs, à en juger du moins par les études précédemment publiées.

(3) Parmi lesquelles nous nous bornerons à citer : 1^o le laconisme vraiment regrettable auquel se réduisent vers cette époque, aux Archives de la Côte-d'Or tout au moins, les registres du Directoire de département que l'abus des discours et des développements, si facilement accueillis dans les premiers temps de la Révolution, menaçait sans doute de multiplier au delà de toute limite raisonnable.

2^o La disparition, vers la fin de l'année 1791, du *Journal patriotique*, organe officiel du club, publiant avec soin, dans les derniers temps surtout, la plupart des délibérations jugées importantes. Une *Chronique de la Côte-d'Or* devait le remplacer, qui, dans son prospectus, promettait de « rendre compte des séances de la société des Amis de la Constitution, lorsqu'elles offriraient quelque objet intéressant ». Ce fut un journal mort-né (si du moins nous en croyons une note manuscrite anonyme, placée à la fin du prospectus, lequel se trouve relié, comme supplément au *Journal patriotique* de 1791).

Amis de la Constitution, et sur le terrain politique, et sur le terrain économique, devait substituer les dogmes différents ou même inverses de la future Société populaire.

Sur le terrain politique, le club était royaliste, il était pacifiste, il était libéral. Comment se transformèrent son attachement à la royauté en un état d'esprit républicain, son amour de la paix en un élan guerrier, son respect des libertés individuelles en une doctrine de salut public qui devait en être la négation?

Jusqu'à la fuite à Varennes, le club avait eu pour Louis XVI, « restaurateur de la liberté française », une affection qui confinait à la tendresse. Au mois de mars 1791, le roi ayant eu un gros rhume avec un dérangement d'estomac (1), les Amis de la Constitution prirent le soin de faire célébrer en l'église Saint-Michel, en présence des corps constitués par eux invités, une messe solennelle pour le rétablissement de sa santé (2). Ce n'est qu'un témoignage parmi beaucoup d'autres. La nouvelle de l'« enlèvement » effraya ; celle de la « fuite » indigna. Des Dijonnais, des clubistes, à n'en pas douter, proposèrent d'effacer les armes de France placées sur quelques édifices. Le Directoire de département

(1) Sur cette indisposition du roi et les railleries de Camille Desmoulins à cette occasion : Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 108.

(2) V. l'invitation adressée par une députation du club au Directoire de district, séance du 14 mars 1791, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 796, f^{os} 79-80.

s'y opposa (1). L'effervescence se calma. Certains demandaient que le roi fût déposé et que le dauphin prît sa place (2). Idée un moment en vogue. Idée ensuite abandonnée. On renonçait à la pensée de remplacer le « fonctionnaire », abandonnant le poste « où la loi l'avait mis ». On ne lui rendait pas pour autant la confiance et le respect qui jusque-là l'entouraient (3). Les Amis de la Constitution parlaient avec indignation du « parjure d'un roi ci-devant citoyen (4) ». Les Jeunes Amis étaient encore plus violents. « La désertion de Louis XVI, disaient-ils, le 7 juillet 1791 (5), dans un discours

(1) Délibération du 24 juin 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 65, f° 277.

(2) C'est du moins ce que nous croyons pouvoir induire du *Discours de M. Simonne, ancien sous-ingénieur des ponts et chaussées de Bourgogne, membre des sociétés des Amis de la Constitution de Dijon et de Paris, prononcé à la séance du 25 juin 1791, à la société des Amis de la Constitution (?) et imprimé par son ordre*. Bibl. de Dijon, F. Dse, 1642. M. Aulard, il est vrai, a rangé ce discours parmi les documents concernant les Jacobins de Paris (*La Société des Jacobins*, t. II, p. 550); mais n'est-il pas obligé de reconnaître lui-même que le *Journal des Jacobins* (omission bien surprenante !), dans le compte rendu de la séance du 25 juin, n'en fait pas mention ? N'est-ce pas la preuve que la société dont il s'agit est celle de Dijon et non pas celle de Paris ?

(3) V. l'adresse des Amis de la Constitution de Dijon à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la fuite du roi. Séance de l'Assemblée, du 2 juillet 1791, procès-verbaux, p. 68.

(4) V. le discours de Burette, préparé pour la fête du renouvellement de la fédération et prononcé au club, le 17 juillet 1791 : *Supplément au Journal patriotique*, du 26 juillet 1791.

(5) Aux applaudissements du Directoire de département et du public. — *Registre des délibérations du Directoire de département*, séance du 7 juillet 1791, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 66, f° 42. — À rapprocher de cette allocution : le belliqueux *Discours prononcé à l'Assemblée des Amis de la Constitution, par la Société des enfants qui apprennent à défendre la patrie...*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 227.

que d'autres sans doute leur avaient appris, met le comble à ses forfaits... ; de ce moment date la liberté pleine et entière de la Nation française qui, libre du joug qu'elle avait encore eu la faiblesse de s'imposer, peut, *si elle conserve la monarchie*, en resserrer tellement l'autorité que ce peuple soit pour toujours à l'abri des entreprises du despotisme et de ses agents... » Les injures, les menaces se multipliaient. Le 13 janvier 1792, le club sommait le roi de renoncer à son titre de Majesté très chrétienne pour prendre vis-à-vis de tous, vis-à-vis de l'étranger surtout, celui de roi des Français (1). Le 23, son langage était plus brutal : « Si tu refuses de te rendre au vœu du *Peuple* TON SOUVERAIN, AH ! crains notre réveil..., tremble que nous jetions *un regard en arrière*, et que dans la fureur légitime qui nous transportera TA CHUTE ne soit le prélude des maux que nous réservons aux tyrans (2). » La royauté chaque jour s'effondrait. « Faites respecter le PEUPLE FRANÇAIS, écrivait quelques jours plus tard le club à l'Assemblée..., le PEUPLE FRANÇAIS, uniquement le PEUPLE FRANÇAIS (3)... Annoncez au roi sans détour que le pouvoir qui l'a constitué roi des Français a la faculté de suspendre telle ou telle partie de ses fonctions de roi, même le tout, non

(1) Circulaire jointe à une pétition adressée aux représentants du peuple français. Bibl. de Dijon, F. Milsand, 6979.

(2) *Pétition de citoyens de la ville de Dijon, département de la Côte-d'Or, à Louis XVI premier Roi constitutionnel des Français*. Bibl. de Dijon, F. Dse, 817. (Les passages en italique et ceux imprimés en majuscules figurent sous cette forme dans l'original.)

(3) Premier vœu des commissaires, à la suite de l'arrêté précité sur l'usage du sucre et du café (p. 6).

seulement pour un temps, mais pour toujours (1)... » Les ministres étaient dénoncés (2), la fin de la royauté prévue. « Le roi ne veut point la constitution, s'écriaient les clubistes, dans une adresse à l'Assemblée du 18 juin... (3), c'est nous qui l'avons voulue et qui la voulons tout entière ; nous la voulons actuellement malgré lui ; peut-être avant peu nous la voudrons sans lui!... » L'Assemblée, à la lecture de l'adresse, « en grande majorité », murmura, mais les tribunes applaudissaient (4). Les Jacobins de la rue Saint-Honoré la trouvaient « excellente (5) ». — Le 27 juin, la fraction la plus avancée du club, glorifiant les Parisiens, auteurs de la journée du 20, envoyait au roi son *ultimatum* : « être franchement ou le roi constitutionnel des Français ou le roi des émigrés à Coblenz (6)! » C'était transporter sur la tête de Louis XVI les colères amassées contre les émigrants (7).

Dès 1791, le club les avait dénoncés aux Jaco-

(1) Sixième vœu des commissaires. *Ibid.*, p. 11.

(2) V. la lettre envoyée, le 14 février 1792, par la société de Dijon aux Jacobins de Paris, dans Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 388.

(3) *Adresse des citoyens (Jacobins) de Dijon, département de la Côte-d'Or, à l'Assemblée nationale sur les circonstances actuelles*. Bibl. de Dijon, F. Milsand, 7850.

(4) D'après le *Moniteur* (réimpression), compte rendu de la séance de l'Assemblée législative, du 23 juin 1792, soir, t. XII, p. 743.

(5) Séance du 24 juin, dans : Aulard, *op. cit.*, t. IV, p. 38-39.

(6) V. cette adresse revêtue de 75 signatures de clubistes, sous le titre de : *Pétition au roi, représentant héréditaire du peuple français*, aux Archives nationales, F¹^c III, série départementale, Côte-d'Or, 1.

(7) Ce qui m'empêcha pas d'ailleurs les clubistes, au moment du procès du roi, de réclamer l'appel au peuple : « Jugez Louis XVI ; prononcez contre lui la peine de mort ; il n'y a pas de crime dont il

bins (1) et à l'Assemblée nationale (2), le prince de Condé surtout, qui lui tenait fort à cœur. Le comité diplomatique, chargé de régler leur sort, semblait sommeiller; la Société, pour le réveiller, se basant sur l'obligation des Etats de livrer les coupables, affirma hautement le droit pour l'Etat français d'obtenir des princes étrangers l'extradition des émigrés. Ceux qui, recevant notification du décret d'accusation, refuseraient de se prêter à son exécution seraient regardés comme ennemis de la nation française et traités comme tels (3). C'était la guerre en perspective. Le club de Dijon qui, dans l'affaire de Lausanne, manifestait encore son amour de la paix, n'avait désormais plus qu'un cri: « LA GUERRE! LA GUERRE! » Une circulaire enflammée la réclama (4). La guerre souhaitée arriva. Elle renouvela la littérature du club (5), fournit un aliment

ne se soit rendu coupable: mais soumettez votre jugement à la revision du peuple; vous vous rendrez responsable d'avoir violé ce droit. » (*Adresse des Amis de l'égalité de Dijon*, lue à la séance de la Convention, du 31 déc 1792: *Moniteur*, du 3 janvier 1793, p. 19.)

(1) Séance du 2 sept. 1791, dans Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 111.

(2) Séances de l'Assemblée législative, des 27 octobre et 8 décembre 1791, procès-verbaux, p. 256 et 305.

(3) *Pétition adressée aux représentants du peuple français*. Bibl. de Dijon, F. Milsand, 6979. — V. aussi le *Journal patriotique*, du 6 décembre 1791, p. 410.

(4) V. la circulaire du 23 janvier 1792 jointe à la pétition à Louis XVI. Bibl. de Dijon, F. Dse, 817; — et aussi le dixième vœu des commissaires, joint à l'arrêté sur l'usage du sucre et du café, p. 13.

(5) Comme spécimen de la littérature nouvelle, v. surtout le *Chant de la Côte-d'Or*, composé par Baillot, à l'occasion de la fête célébrée à Dijon, devant les députés de toutes les sociétés patriotiques de la Côte-d'Or assemblées, le 3 juin 1792, à la mémoire de Simonneau, maire d'Etampes, « scène dans le goût antique », paraissant surtout imitée d'Eschyle. Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXII. — V. aussi, sur un discours de M^{me} Simonne, les *Affiches de Dijon*, du 18 septembre 1792, p. 187.

nouveau à sa générosité (1), et enfin acheva de modifier sa politique.

Après quelques convulsions le libéralisme mourut. La fuite à Varennes ne l'avait point tué. La quatrième lettre aux habitants des campagnes (2), refusant sagement de juger la conduite du roi, à une époque où les passions surexcitées pouvaient compromettre l'impartialité du jugement, prêchait encore en une langue persuasive le respect des opinions de tous, des opinions religieuses en particulier, avec le droit pour leurs adeptes de les manifester librement. La lettre aux Jacobins sur les Feuillants (3) s'inspirait encore de la même doctrine. « Les bons citoyens ne sont pas ceux qui pensent toujours de même, mais ceux qui ne s'offensent pas de la liberté d'opinion, et n'en restent pas moins unis pour le salut de la Constitution. » Doctrine dominante en juillet, mais qui ne régnait plus en décembre; les

(1) Générosité des dames citoyennes surtout : tandis que la société des Amis de la Constitution ne versait que 30 livres, contre assignats, à la souscription volontaire pour contribuer aux frais de la guerre, ouverte par la municipalité le 1^{er} mai 1792, les dames amies de la Constitution apportaient près de 250 livres tant en argent qu'en assignats (*Affiches de Dijon*, du 29 mai, p. 122). Elles ouvraient, d'autre part, quelques mois après, en faveur des femmes « dont les maris étaient à la défense de la patrie » une nouvelle souscription qui, abstraction faite de sommes déjà distribuées, le 21 septembre 1792, leur permettait de déposer entre les mains du Conseil général de la commune de Dijon une somme de plus de 1,200 livres. Arch. de Dijon, R VI = 9, p. 284. V. en outre sur cette dernière souscription et sur le versement fait par M. Monot, curé de Talant, d'intéressants renseignements dans les *Affiches de Dijon*, du 18 septembre 1792, p. 192

(2) Lettre du 11 juillet 1791, F. de J., n° 58, t. CXIII, spécialement p. 8-12.

(3) Lue aux Jacobins, le 29 juillet 1791. *Journal des Jacobins*, année 1791, n° 34.

plaintes adressées à ses « frères » par un membre du club en témoignent : « Notre Constitution doit assurer le bonheur des Français, mais elle pourrait avoir des suites funestes s'ils n'étaient bons, humains, justes et surtout impartiaux... Soutenons la fortune publique et le crédit des assignats. Surveillons le pouvoir exécutif, mais ne le harcelons pas (1)... » Conseils inutiles : le club de plus en plus s'exaltait ; la création d'un comité de surveillance, de 28 membres, pris dans le sein de la société, deux connus publiquement, les 26 autres agents secrets, « hommes éprouvés » par l'« alambic » desquels devait dorénavant passer toute dénonciation, l'invitation faite aux citoyens de leur tout transmettre, jusqu'à leurs soupçons, les encouragements donnés à la fabrication des piques, témoignèrent du triomphe de l'esprit de défiance et de la politique de violences (2). Une voix encore se fit entendre, qui prêcha la modération et la paix, celle de l'horloger Paillet, qui alors parlait comme un sage : « La Constitution est comme un sentier étroit et élevé entre deux précipices, le despotisme est d'un côté, l'anarchie est de l'autre. Si plusieurs hommes passent le sentier et,

(1) *Aux Amis de la Constitution, paix et concorde, voilà ma devise*, Dijon, 29 décembre 1791. Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXII.

(2) V. l'*Adresse aux citoyens du département de la Côte-d'Or* et la circulaire jointe, du 20 mars 1792, annonçant la création du Comité de surveillance. Bibl. de Dijon, F. Milsand, 2053. — Cet appel à la délation souleva vraisemblablement dans la ville une certaine indignation : nous en avons la preuve dans le soin que prit Frank Chaussier, le professeur, d'inviter le public à ne point confondre son nom avec celui du prêtre Bernard Chaussier, signataire de l'adresse. V. sur cet incident les lettres des deux Chaussier dans les *Affiches de Dijon*, du 27 mars 1792, p. 88, et du 13 avril 1792, p. 90.

étant au milieu, se disputent, se battent, ils perdront l'équilibre et tomberont nécessairement dans l'un ou l'autre de ces précipices... Il est aisé de porter au crime des hommes simples et bons, qui souvent croiraient faire le bien en égorgeant leurs semblables. Prenons bien garde de donner lieu à de pareilles erreurs... Voulez-vous détruire les calomniateurs? Faites-leur du bien : avec du pain, on empêche un chien d'aboyer... Vous apercevez-vous qu'on laisse le crime impuni? Ne le dénoncez jamais au peuple, de crainte qu'il n'en tire vengeance lui-même... Détruisez toute apparence de guerre civile ; faites respecter les propriétés de vos ennemis. S'ils reviennent à vous paisiblement, recevez-les comme des frères égarés, c'est-à-dire en amis... Il sera glorieux pour vous de consolider votre Constitution au milieu du calme (1). » C'était le dernier effort du libéralisme expirant. Le comité de surveillance entra en fonctions, les dénonciations se multiplièrent (2), et, pour encourager les délateurs, une prime de cent livres fut, au nom de la Société, offerte

(1) *Adresse aux Amis de la Constitution*, par Paillet, horloger, rue Rameau, Dijon, le 25 mars 1792 (*passim*). Bibl. de Dijon, F. Dse, 1605 (curieuse collection de maximes, rappelant parfois le langage de La Rochefoucauld, parfois celui des fous de Shakespeare, visant la politique, l'économie politique et même l'art de l'éloquence).

(2) V. notamment la publication, par les soins du Comité entre les mains de qui elle était tombée, d'une lettre de M. Thomas « ex magistrat de Dijon..., centre commun de toute l'aristocratie du département..., le chef des tirelires... » dans un *Supplément aux Affiches de Dijon*, du 17 avril 1792. — V. aussi, un peu plus tard, la députation adressée par la Société au Conseil général de la commune pour obtenir l'arrestation de quatre appariteurs considérés « comme très suspects ». Séance du Conseil général de la commune, du 30 août 1792, Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 248.

à quiconque ferait connaître « quelque complot aristocratique, appuyé de preuves suffisantes pour convaincre les coupables devant les tribunaux (1) ». Un congrès de députés des différentes sociétés du département se réunit à Dijon (2), et, sous la direction des clubistes dijonnais, formula le nouveau programme : que la confiscation des biens de tous les émigrés succède au séquestre ; que tous les prêtres dissidents soient déportés (3) ; que toutes les maisons religieuses disparaissent (4) ; que les aristocrates

(1) *Affiches de Dijon*, du 29 mai 1792, p. 122.

(2) Pour les fêtes données à cette occasion, v. *supra* la note concernant le *Chant de la Côte-d'Or*.

(3) Ces excitations contre les prêtres réfractaires n'allaient pas tarder à porter leurs fruits. Le peuple de Dijon, instruit par la rumeur publique, que dans une affaire où le bataillon de la Côte-d'Or avait essuyé des pertes considérables, il s'était trouvé des prêtres réfractaires au nombre des morts, du côté de l'ennemi, se porta en foule, dans la nuit du 17 au 18 juin, chez les prêtres réfractaires et se saisit de leurs personnes. Les corps administratifs, pour les soustraire aux violences d'une populace surexcitée, en furent réduits à les interner au séminaire. V. sur ces événements les procès-verbaux de l'Assemblée législative, séances du 23 juin, matin, p. 427-428, et du 26 juin, p. 486, et, sur le rôle du club et de ses meneurs dans la perpétration de ces arrestations arbitraires, les précieux renseignements empruntés par l'abbé Guérin au récit d'un témoin, le chanoine Leprince : *Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuses du diocèse de Dijon*, t. II, p. 212. — Sur la façon dont s'étendirent au clergé constitutionnel les injures et les colères visant d'abord les dissidents, v. la *Première lettre du père Duchêne*, de Simonne, précitée, et l'accueil fait par le club, à l'occasion d'une pétition présentée en faveur de l'élargissement des ecclésiastiques détenus au séminaire, aux « capucinades » de l'évêque Volfus : Guérin, *loc. cit.*, p. 216 et suiv.

(4) Sur les troubles qui résultèrent à bref délai de ces attaques, v. les plaintes des sœurs de charité du faubourg Saint-Pierre au Directoire de district, séance du 9 juin 1792, matin, Arch. de la Côte-d'Or, L. 803.

soient désarmés (1); que la France soit en état de guerre... « Législateurs, disait l'adresse à l'Assemblée dont le club blâmait les lenteurs, vous avez perdu de vue cette maxime éternelle et de toute vérité : le salut du peuple est la loi suprême (2). »

Les clubistes, après avoir imité les anciens dans leurs discours, retournaient à leurs conceptions : conceptions politiques, conceptions économiques. L'économie politique, dans l'esprit du club, n'était plus la science de la richesse et du bien-être; ce n'était plus qu'une branche de la morale civique. Réduire les besoins de l'homme, les subordonner aux intérêts de l'Etat, tels étaient maintenant chez les Amis de la Constitution la préoccupation capitale, le thème favori des discours et des discussions. C'était une idée que, dès le commencement de 1791, dans un discours à la section Maire, l'avocat Presvot avait indiquée. « Nous n'avons pas, disait-il, je l'avoue, beaucoup de temps ni beaucoup de moyens pour nous procurer notre subsistance, mais nous avons moins de désirs, et, ce qu'il y a de plus important, nous avons moins de besoins. Le grand art des hommes libres est de savoir vivre avec peu; la fortune ne leur est pas nécessaire pour se procurer

(1) Ce que le club n'avait pu obtenir de l'administration de la Côte-d'Or V. le *Registre des délibérations du Directoire de département*, séances du 20 mai 1792, matin, et 21 mai 1792, soir, Arch. de la Côte-d'Or, L. 71. f^{os} 230 et 240. — Mais v. la nouvelle pétition adressée au Directoire de district, séance du 18 juin, matin, *ibid.*, 803, et la satisfaction accordée aux clubistes par le Conseil d'administration du département, le 14 août, *ibid.*, L. 57, f^{os} 18-19.

(2) *Pétition des citoyens composant les sociétés des Amis de la Constitution du département de la Côte-d'Or, assemblées par députation, à Dijon*, le 3 juin 1792, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1725.

des plaisirs, parce que les affaires de la patrie leur servent de délassement et de récréation (1). » Ce n'était encore qu'un programme un peu vague ; une mauvaise récolte, l'approche de la guerre, le profond malaise économique surtout qui, sous l'influence de l'agitation révolutionnaire, s'était emparé de la France, devaient lui donner plus de relief ; des tentatives d'exécution allaient préciser et accentuer ce qui jusque-là était resté dans le domaine de la théorie. Les Dijonnais avaient l'habitude de porter chapeau ; le citoyen Pigott leur conseilla de porter bonnet : « Laissons respirer en paix l'innocent castor dans les bois du Canada... Le tribut immense que la nation paie pour la matière des chapeaux diminuera ; il en résultera une économie de plusieurs millions (2)... » Le sucre devenait rare, le café se vendait cher. Amis et Amies de la Constitution, par l'intermédiaire de commissaires, s'entendirent pour rédiger un arrêté prescrivant l'abstinence du sucre et du café. « Considérant qu'il est bon d'apprendre aux suppôts du despotisme qu'il n'est aucun genre de sacrifice que les Amis et Amies de la Constitution ne soient prêts à faire pour conserver cette constitution dans toute son intégrité..., que vivre avec frugalité, c'est diminuer nos besoins et assurer notre indépendance, de manière à ne reconnaître de supérieurs que la loi, les autorités constituées par la

(1) *Discours de M. Presevot, à la société des Amis de la Constitution, section Maire, tenant sa première séance dans une nouvelle salle* : Bibl. de Dijon, F. Dse, 1619.

(2) *Discours prononcé à la société des Amis de la Constitution de Dijon, en faveur du Bonnet de la Liberté, le 26 décembre 1791, par R. Pigott, Anglais et citoyen français, ibid.*, 1617.

loi », les membres des deux sociétés décidaient « de ne plus acheter de café ni de sucre, si ce n'est pour remède, que ces denrées ne soient tombées d'elles-mêmes à un prix modéré de 20 à 24 sous la livre (1) ». Le prix du blé montait (2); on craignait d'en manquer. Le citoyen Pigott, que son origine étrangère mettait en la matière plus à l'abri du préjugé, s'éleva contre la « déplorable habitude » des Français de toujours manger du pain, « nourriture malsaine et malpropre », leur conseilla d'y substituer les pommes de terre des Irlandais, les lentilles des patriarches, le turquie des Piémontais, le chou vanté par Chrysippe en « 30 volumes in-folio », ou encore la « soupe militaire du maréchal de Vauban », aujourd'hui « brouet national », dont il leur donna la recette (3). Un clubiste dijonnais, Masuyer, « docteur et professeur en médecine », renchérit sur les vœux de l'Anglais, attribua au pain tous les maux dont souffraient jusqu'alors les individus et l'Etat, entre Candide et M. Gide, souhaita que chacun

(1) Arrêté pris en commun par les deux sociétés des Amis et des Amies de la Constitution de Dijon, sur l'usage du sucre et du café, du 9 février 1792, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1724. — Les Jacobins de Paris venaient de prendre une décision analogue (séance du 30 janvier 1792, dans : Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 348). — Le club de Dijon cependant a soin de faire remarquer le caractère original de sa proposition, de celle concernant le sucre tout au moins, présentée à la Société par l'un de ses membres dès le 26 janvier 1792. V. le préambule de l'arrêté.

(2) V. les tableaux hebdomadaires du prix des denrées aux *Affiches de Dijon*.

(3) Discours prononcé dans la société des Amis de la Constitution de Dijon, par R. Pigott, Anglais, citoyen français, contre le grand usage du pain, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1616. V. aussi l'annonce parue aux *Affiches de Dijon*, du 13 mars 1792, p. 79.

désormais « cultivât son jardin », vanta les choux des Strasbourgeois et les châtaignes des « Auvergnacs », et jusqu'à l'eau des pommes de terre dont, à l'en croire, buvaient les Canadiens désireux de « se délivrer de la pierre (1) ».

L'usage du bonnet se répandit (2) ; le prix du sucre diminuait (3) ; quoi que pût croire Masuyer, celui du blé ne baissait pas. Le besoin était trop profond pour qu'en un jour on l'extirpât : force était de le satisfaire. Le club, de son mieux, s'y employa, et, le 13 mars 1792, annonça que, pour mettre les subsistances à l'abri des accapareurs, il venait d'établir sur la place Royale, maison des ci-devant Jacobins, un grenier d'approvisionnement. Quatorze commissaires désintéressés, tour à tour en exercice, seraient chargés de l'administrer, recevant, payant et vendant les grains que les « laboureurs » spontanément consentiraient à leur apporter. La séparation des pouvoirs était encore à la mode : le club spécifia que l'argent serait déposé dans une caisse à trois

(1) *Réflexions politiques, économiques et diététiques sur la trop grande culture du blé, sur les abus du trop grand usage du pain et sur la nécessité et les moyens d'en diminuer la consommation*, lues à l'une des séances de la société des Amis de la Constitution de Dijon, par G. Masuyer, docteur et professeur en médecine, le 26 février 1792, Bibl. de Dijon, F. Dse, 2259. V. aussi l'annonce parue aux *Affiches de Dijon*, du 27 mars, p. 88.

(2) En dépit de l'esprit d'exclusivisme de certains patriotes, déniaient le droit de porter bonnet à tout individu soupçonné d'incivisme. V. la curieuse affaire Laguesse-Millenvoy, portée devant le tribunal de police municipale, séances des 10 et 14 sept. 1791, Arch. de Dijon, R. IV = 7, p. 74-77.

(3) D'après Masuyer, *op. cit.*, p. 20. — Amélioration au reste purement passagère, car, le 10 pluviôse an II, la Société populaire demandait que fût prohibée la fabrication des liqueurs, pour diminuer la consommation du sucre (*Nécessaire*, du 15, p. 12).

serrures, que la porte du grenier fermerait à trois serrures; le président, le caissier et un commissaire en exercice seraient chargés chacun d'une clef de la caisse et d'une clef du grenier (1).

L'optimisme économique cédait la place au pessimisme. La crainte des agioteurs, des accapareurs, rendait le club chaque jour plus défiant; le libéralisme, ici encore, succombait devant l'esprit réglementaire. La transition s'était faite par degrés. Sur le terrain du commerce extérieur d'abord : une circulaire aux citoyens des villes frontières du royaume, dès le début de décembre 1791, les avait, au nom du club, invités à s'opposer de tout leur pouvoir à la « grande exportation des blés », exportation dangereuse, disaient les Dijonnais, « vu l'infertilité de l'année (2) ». Une pétition à l'Assemblée législative,

(1) *Affiches de Dijon*, du 13 mars 1792, p. 79-80. — Ces *Affiches*, après avoir mentionné le zèle d' « une grande quantité de citoyens », qui d'avance avaient « déposé des assignats pour payer les grains » qui seraient apportés au grenier, et les « promesses » faites par d'autres d'y apporter « incessamment quantité de bled et d'orge proportionnés à leurs moyens » annonçaient qu'une autre « feuille » indiquerait la manière dont les ventes se feraient. Nous n'avons point réussi à découvrir cette feuille. Tout porte à croire au surplus que ce grenier n'entra pas en fonctionnement sur-le-champ ou que, s'il fonctionna, son fonctionnement fut imparfait. Nous savons en effet que, poussé par le club, le Conseil général de la commune, le 22 septembre 1792, demandait au Directoire de département un arrêté autorisant la création à Dijon d'un grenier d'abondance (Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 286), qu'un arrêté municipal du 26 en prescrivit l'établissement (*Ibid.*, p. 289), que ce grenier, quelque temps plus tard installé aux ci-devant Visitandines, fonctionna par les soins communs de l'administration et de quelques « bons citoyens », des clubistes à n'en pas douter, qui fournirent l'appui financier (délibération du Conseil général de la commune du 5 novembre 1792, *ibid.*, p. 328) et participèrent à la gestion (délibération de la municipalité du 9 mars, *ibid.*, R. V = 3, p. 346).

(2) *Journal patriotique*, du 6 décembre 1791, p. 409-410.

au mois de février 1792, renouvelait le même souhait, mais en le précisant et en l'élargissant : « Que toute sortie, hors de l'empire, demandaient les commissaires du club, de grains, fourrages, armes, munitions, argent monnayé, pièces prétendues étrangères et lingots, soit généralement empêchée..., que chaque municipalité soit autorisée à s'assurer une provision de grains suffisante jusqu'au temps de la récolte prochaine, en payant ces grains au prix courant des précédents marchés. » Dans le commerce intérieur, le club voulait encore la liberté, mais la liberté mitigée. « ...Qu'il ne soit point abusé de la loi qui ordonne la libre circulation des grains dans l'intérieur de l'empire, au point d'enlever tous les grains d'un pays sous prétexte de pourvoir aux besoins d'un autre (1). » Le vieil esprit mercantiliste reprenait peu à peu faveur. L'horloger Paillet, en vain, s'efforçait de s'opposer à un mouvement irrésistible. « N'autorisez jamais, disait-il, ceux qui, sous l'apparence de détruire les accaparements, voudraient empêcher la circulation des grains ; vous ne le pouvez sans vous rendre coupables envers la loi que vous avez faite et que vous avez juré de maintenir (2)... » Mais que n'avaient point juré les clubistes ? Ils avaient juré la Constitution ; la Constitution s'effondrait. La liberté économique devait la suivre au tombeau (3). Un important discours de

(1) Huitième vœu joint à l'arrêté sur l'usage du sucre et du café, p. 12.

(2) Adresse précitée, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1605.

(3) Comp. sur le conflit qui, vers la même époque, s'élevait, au sein de la Convention, entre l'esprit de liberté et l'esprit de réglementation : Levasseur, *La Convention et le maximum*, *Annales des sciences politiques*, t. XVII, 1902, p. 547.

Villot, rédacteur des *Affiches de Dijon*, à la séance du club du 30 septembre 1792, attaquant de front les idées qui jusque-là n'avaient été combattues que par côté, vint hardiment jeter les bases d'un programme nouveau qui, sous forme de règlement, allait être proposé à la Convention nationale (1).

La libre circulation des grains, affirmait Villot, n'avait été qu'un leurre; les grains ne circulaient pas ou circulaient mal. On avait comparé la circulation des grains à la circulation du sang; on avait oublié que le sang ne circule que grâce aux mouvements du cœur en réglant le flux et le reflux. C'était ce cœur qu'avant toutes choses il fallait songer à créer. Ce cœur serait un marché, où tout le grain, dans chaque région, serait porté et d'où ensuite il sortirait pour aller, par mille canaux, vivifier la société. Tout cultivateur, chaque année, devrait désormais déclarer les grains par lui récoltés, ceux qu'il se serait réservés, ceux qu'il porterait au marché, en indiquant dans quel marché. Le corps économique de l'Etat ressemblait à un malade. Quand ce malade aurait un cœur, le pouvoir exécutif, son médecin, pour veiller sur sa santé, n'aurait plus qu'à lui tâter le pouls : besogne relativement facile et dont serait chargé, dans chaque marché, un commissaire aux subsistances, salarié par la nation, « responsable des opérations relatives à la vente, achat, conservation et envoi des grains apportés à son marché ». L'offre devenait obligatoire (2); la demande

(1) *Affiches de Dijon*, du 2 oct. 1792, p. 192-195.

(2) V. l'art. 4 du projet de règlement donnant aux commissaires le droit de contraindre, en cas de besoin, les laboureurs à garnir plus abondamment les marchés.

serait surveillée et rigoureusement limitée. Le prix, théoriquement (1), restait libre : vendeur et acheteur le fixeraient à l'amiable « comme deux arbitres nommés d'office pour faire l'estimation d'un effet confié à leur prudence ». De vieilles idées mercantilistes, d'un côté, certain décor socialiste de l'autre encadraient et parachevaient le tableau. Des passages rappelaient Montchrétien. « L'étranger, disait Villot, ne pourrait plus nous enlever avec adresse nos subsistances. » Mais d'autres annonçaient Babeuf : « Il est temps, Français, de prendre des précautions consolantes pour le peuple, depuis longtemps la victime du riche... Le grain est la subsistance du peuple, il ne doit être qu'à sa disposition et à celle du gouvernement ; à sa disposition pour son usage particulier, à celle du gouvernement pour l'usage des cantons qui en ont besoin (2)... »

Le club de Dijon appelait la guerre aux accapareurs (3), les réquisitions et le maximum (4). Les

(1) Pratiquement, l'Etat, acheteur du superflu des grains (art. 8 et 9 du projet) et armé de son droit de contrainte vis-à-vis des cultivateurs, ne pouvait manquer d'exercer sur le prix une influence capitale.

(2) Villot ne supprimait pas le droit de propriété individuelle ; mais il le transformait. « Le laboureur, disait-il, n'est maître de son grain que pour recevoir le prix de sa valeur... » C'était mettre un simple *Werthrecht* à la place du classique *Substanzrecht*.

(3) V. à cet égard le *Discours prononcé dans l'Assemblée des Amis de la Liberté de Dijon*, le 25 nov. 1792, l'an 1^{er} de la République française, demandant la création d'un huitième ministre, chargé des subsistances, et la destruction des accapareurs, semblables « aux chenilles qui ravagent les jardins » (*Affiches de Dijon*, du 27 novembre, p. 15). — La violence croissante du langage ne faisait que traduire la pénurie grandissante de subsistances dont souffraient alors les Dijonnais : le 1^{er} décembre, le marché aux grains se trouvant totalement dépourvu de blé, la foule indignée se porta au

idées, les institutions et les étiquettes avaient changé : la république avait succédé à la royauté ; les Amis de la Constitution étaient devenus les Amis de la liberté et de l'égalité.

Directoire de département et, sous les pires menaces, força le président du Directoire à signer l'élargissement de Chartraire, alors détenu pour cause d'incivisme, mais dont les qualités d'administrateur n'avaient pas cessé d'être appréciées. (*Registre des délibérations du Directoire de département*, séance du 1^{er} décembre 1792.

(4) Le décret du 8 décembre 1792, qui prohibait l'exportation des grains, proclamait encore la nécessité de la libre circulation à l'intérieur (Desenne, *op. cit.*, t. VII, p. 545).

CHAPITRE IV

La Société populaire.

Un changement de nom; un déplacement de pouvoirs interne; l'établissement sur de nouvelles bases des relations avec l'autorité externe; tels sont les trois faits qui, dans l'histoire du club, nous paraissent caractériser l'avènement de la Société populaire. Avènement se réalisant en quelque sorte en deux étapes successives : la première, sorte de phase préparatoire, coïncidant par ses débuts avec l'apparition de la république; la seconde offrant, sous des traits plus marqués, les caractères de la précédente, contemporaine de l'établissement du gouvernement révolutionnaire.

Amis de la liberté et de l'égalité (1), ou de l'égalité

(1) Qu'il ne faut pas confondre avec les membres de la société dramatique plus tard gratifiée du même nom. (Délibération du Conseil général de la commune, du 7 pluviôse an II, Arch. de Dijon, R. VII = 10, p. 386-387.)

seulement, Amis de la république ou Société républicaine, Société populaire : c'est dans les grandes lignes, et abstraction faite de quelques dissidences, l'ordre chronologique des termes adoptés dans la première phase ; c'est l'expression assez exacte du mouvement transformant l'organe d'un parti en un organe d'Etat. Le mouvement s'achève : le club arrive ou se croit arrivé au plein développement de son être ; la Société populaire devient d'un nom qui, dans son esprit, marque le mépris des tâtonnements préalables : la Société populaire régénérée. Le triomphe des candidats du peuple sur ceux de la bourgeoisie, aux élections de l'automne 1792, avait témoigné de la substitution, au sein du club, à l'influence bourgeoise de l'influence démocratique(1) ; l'épuration de la Société, au mois de pluviôse an II (février 1794), la confirme et l'achève ; la Société populaire régénérée devient le foyer du sans-culotisme. La Convention, dès ses débuts, écartant ces défiances qui, depuis la fin de la Constituante, pesaient sur les clubs, avait accordé ses faveurs aux Sociétés populaires, à celle de Dijon en particulier : la Société populaire régénérée prend décidément

(1) V. la lettre du citoyen Antoine Antoine, protestant contre la démagogie victorieuse aux dernières élections, dans les *Affiches de Dijon*, du 11 décembre 1792, p. 22-23. V. aussi un peu plus tard, dans le discours de Basire à la Société populaire, du 17 avril 1793 (Bibl. de Dijon, F. Dse, 1488), les attaques dirigées contre cette « aristocratie bourgeoise » qui veut « établir un gouvernement bourgeois, dans lequel l'homme aisé serait distingué de l'artisan » (p. 4), cette aristocratie qui a pour forces : « les commerçants, les rentiers, les propriétaires, les pédans de toute espèce, c'est-à-dire les gens les plus sots et les plus ineptes en politique... » (p. 5).

place parmi les rouages de la machine administrative (1).

C'est l'histoire de la Société populaire vue de haut. Si on l'examine à la loupe, on a l'impression d'une vie si intense et si compliquée qu'on hésite à l'analyser. C'est un spectacle que, pour bien voir, il faut voir par plusieurs côtés, dont tous les éléments cependant se trouvent liés si étroitement qu'on ne peut regarder l'un sans apercevoir tous les autres.

La Société populaire, corps autonome, a d'abord son organisation, son intérieur et, pour ainsi dire, son *home* : c'est l'objet d'un premier point de vue qui exprime son histoire interne ; qu'il nous suffise de l'esquisser. Elle prend part à la politique de l'Etat : c'est l'histoire de la société aperçue de la capitale, histoire un peu superficielle, que nous ne tracerons qu'à grands traits. Elle a souci des affaires locales, les étudie et les dirige : c'est une vision plus précise de son rôle qui mérite de nous arrêter. La faveur dont elle jouit auprès des autorités, l'ascendant qu'elle a sur la masse lui valent enfin sur les personnes un empire dont certaines ont à souffrir, et d'autres, à profiter : surveillance et patronage feront l'objet d'un dernier coup d'œil, complétant et jusqu'à un certain point résumant tous les autres.

Deux locaux, nous le rappelons, étaient à la disposition du club : l'ancienne salle du Parlement, d'abord, qui servait aux séances publiques (2), la

(1) V. à cet égard la circulaire à elle adressée par le Comité de salut public, au mois de pluviôse an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1389.

(2) Et que les corps administratifs s'étaient efforcés d'aménager selon les vœux de leurs locataires. V. sur la suppression d'une

salle du Bailliage, ensuite, primitivement concédée à la section Maire, et qui, depuis la fusion des quatre sections, était devenue pour la Société la « salle de lecture », le siège de l'administration et, pourrait-on dire, des bureaux. Les clubistes, sous la Terreur surtout, y ajoutèrent un troisième lieu de rendez-vous : l'auberge du Marais (1), tenue par Goustard (2). La direction administrative et officielle restait au bailliage. Les motions patriotiques s'élaboraient à l'auberge. Les séances publiques se tenaient, semble-t-il, tous les trois jours ; elles furent exceptionnellement plus fréquentes à certaines époques. Plusieurs comités, un comité de correspondance notamment, donnaient à la Société une activité permanente. Le nombre des membres était déjà considérable : les affiliations se faisant plus rares et cessant même temporairement, les exclusions d'autre part se multipliant, le club ne s'accrut

« ancienne lanterne », la délibération du Directoire de district, du 19 août 1793, Arch. de la Côte-d'Or, L. 807 ; sur la destruction de « signes féodaux », les délibérations du Directoire de district des 2 vendémiaire, 22 frimaire, 13 et 26 nivôse an II, *ibid.*, L. 808, ainsi que l'arrêté du Directoire de département, du 1^{er} pluviôse an II, *ibid.*, L. 76, f^o 116 ; sur la démolition d'une tribune, l'arrêté du Directoire de département, du 2 nivôse an II, *loc. cit.*, f^o 88 ; sur la question des vitraux enfin « couverts d'emblèmes de féodalité », l'arrêté du Directoire de district, du 8 vendémiaire an III, *ibid.*, L. 809.

(1) Sur le grand rôle de cette auberge, dite la Montagne, à l'époque révolutionnaire : *Original*, du 23 germinal an III, p. 86-87. — V. aussi la curieuse description faite par Calès de ces « dix à douze... Hercules de patriotisme » qui, tous les jours, sous la Terreur, traversaient la ville « avec un calice chacun sous le bras » pour aller siéger à l'auberge derrière une rangée de calices : *Gazette nationale*, du 19 brumaire an III, p. 214.

(2) Sur le rôle joué par Goustard : Arch. de Dijon, R. X = 12, p. 647.

plus guère. 800 membres environ (1) formèrent le contingent définitif (2). Sous l'inspiration apparente de la Société un nouveau journal, au début de plu-

(1) Un relevé, aussi exact que possible, du nombre des membres figurant au tableau conservé aux Archives de la Côte-d'Or, L. 1517 (tableau dressé dans les premiers jours de brumaire an III, v. le *Nécessaire*, du 1^{er}, p. 27), nous révèle : 780 membres participant aux séances, 61 sociétaires aux armées, 5 à la Convention nationale (3 représentants de la Côte-d'Or, Berlier, Guyton et Prieur ; un secrétaire de Guyton ; Bernard de Saintes enfin que, dans leur enthousiasme, les clubistes avaient affilié à leur société : séance du club, du 23 germinal an II, dans le *Nécessaire*, du 25, p. 67) — Un perruquier de 80 ans était apparemment le doyen d'âge ; un élève de l'école de dessin, de 17, le plus jeune parmi les clubistes. Quant aux professions (que le tableau indique pour la plupart des membres : profession avant la Révolution, profession après), nous nous bornerons à dresser une statistique sommaire. Les artisans et petits commerçants (cordonniers, menuisiers, serruriers, boulangers, bouchers, horlogers, etc.) composaient la majorité de l'assemblée (400 membres environ). Les « marchands », parmi lesquels une demi-douzaine qualifiés de « négociants », formaient un groupe de 70 personnes environ. Les marchands de vin, aubergistes et hôteliers, étaient au nombre d'une trentaine. Une dizaine d'architectes et d'entrepreneurs. Une vingtaine d'avocats, autant de procureurs, une douzaine d'huissiers (si du moins l'on prend les chiffres d'avant la Révolution), autant de professeurs et instituteurs, fort peu de notaires (2 seulement, croyons-nous), 20 à 30 fonctionnaires de l'ancien régime ayant réussi à conserver leurs fonctions ou en ayant obtenu d'autres. Une cinquantaine de fonctionnaires et d'employés nouveaux (des avocats devenus juges, des procureurs, commis, des cabaretiers, gendarmes, d'ex-prêtres ou moines, employés d'administration). Quelques rares médecins et chirurgiens (une demi-douzaine en comptant d'ex-prêtres, les uns devenus médecins, d'autres n'étant encore qu'« étudiants en médecine »). Un petit nombre d'individus s'adonnant aux professions agricoles : une quinzaine de jardiniers et de vignerons, une douzaine de cultivateurs (parmi lesquels d'anciens avocats, un ancien procureur, un ancien perruquier). 20 à 30 « citoyens » sans profession particulière : une dizaine d'anciens « bourgeois », une dizaine d'autres, fonctionnaires ayant perdu ou abandonné leurs fonctions, un « ayant joui des privilèges ».

(2) Ce n'était pas la majorité des électeurs inscrits sur les listes municipales (4,437 sur 19,800 habitants que comptait alors Dijon,

viôse an II (janvier 1794), se fonda, le *Nécessaire*, rédigé par un clubiste, le citoyen Gabet. Il ne consacrait tout d'abord aux séances du club que quelques phrases fort laconiques ; puis, les comptes rendus se développèrent : le journaliste, après quelques résistances, prit place au bureau du club, résuma les discours et les discussions (1). Le *Nécessaire*, pendant quelque temps, devint le Journal des Jacobins de Dijon. — Telle fut la vie quotidienne du club. Deux éléments surtout en bannirent la monotonie : la réunion, à Dijon, à certaines époques, au mois de brumaire an II (novembre 1793), notamment, de clubistes, députés des sociétés du département, source de fêtes civiques et de banquets patriotiques (2) ; le passage et l'intervention dans les affaires du club de représentants en mission (3) :

d'après le recensement de pluviôse an II). Ce devait être cependant la quasi-totalité de ceux prenant part aux affaires publiques (Sauvageot fut élu maire le 3 décembre 1792 par 373 suffrages seulement). A Dijon, dira plus tard Calès, « la Société populaire... n'est... que le peuple lui-même ». (Lettre du 1^{er} brumaire, lue à la séance de la Convention du 5, dans la *Gazette nationale*, du 8, p. 168.)

(1) V. le compte rendu des séances des 11 et 12 vendémiaire an III, dans le *Nécessaire*, p. 11. — Quelques brouillons de procès-verbaux découverts aux Archives de la Côte-d'Or, L. 1518, au dos de certaines circulaires envoyées au club, nous ont d'ailleurs, sur quelques points, confirmé le récit du *Nécessaire* (le texte de ces brouillons concorde même parfois si bien avec celui du *Nécessaire*, qu'il est permis de se demander si ce ne sont pas les brouillons rédigés par Gabet lui-même).

(2) V. le procès-verbal des séances des sociétés populaires du département de la Côte-d'Or réunies à Dijon, les 25, 26, 27, 28 et 29 brumaire an II, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1728.

(3) Sur le rôle de ces représentants en mission au sein de la Société populaire, v. surtout la *Dénonciation faite par les six sections de la commune de Dijon à la Convention nationale des crimes commis par les représentants du peuple Léonard Bourdon et*

Léonard Bourdon qui, au mois de mars 1793, vint entendre au Palais de pompeux discours (1), pérorer et boire au Marais (2); Fouché qui, en juillet de la même année, si nous en croyons une dénonciation plus tard portée contre lui, « prêcha ouvertement », au sein de la Société, « la loi agraire », disant que « le temps enfin était venu d'enlever aux riches ce qui appartenait aux pauvres »; Bernard de Saintes enfin, à qui était échu le triste honneur d'introduire à Dijon le système de la Terreur, grand partisan d'épuration (3) et qui, pour éliminer du club tout élément impur ou douteux, jugea bon d'en exclure une soixantaine de membres (4). Quelque passion soudaine, dégénérant parfois en injures ou même en violences contre l'un des membres présents (5); quelque enthousiasme passager appelant

Piochefer, Bernard de Saintes, pendant leur mission dans le département de la Côte-d'Or (20 floréal an III) : Bibl. de Dijon, F. Dse, 837 (spécialement : p. 4, note 1 ; p. 5 et 10).

(1) V. notamment le *Discours prononcé à la Société populaire de Dijon, devant Léonard Bourdon, membre de la Convention nationale, par le jeune citoyen Bouquet, écolier du collège de cette ville*, dans les *Affiches de Dijon*, du 2 avril 1793, p. 86-87.

(2) Sur sa conduite au Marais : Arch. de Dijon, *Registre des délibérations de la section de l'Egalité*, 7 prairial an III, f^o 95.

(3) V. la curieuse lettre par lui écrite de Beaune, le 14 germinal an II, dans : Aulard, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. XII, p. 376-377. — V. aussi la circulaire enthousiaste par laquelle il annonce et prescrit l'épuration, enregistrée par la municipalité le 27 pluviôse an II : Arch. de Dijon, R. VIII = 4, p. 147-148.

(4) V. sur ce point l'article de Claude Legoux, une des victimes de l'épuration, dans l'*Original*, du 18 floréal an III, p. 128. — Sur l'exclusion de l'évêque Volfus, jugé « fanatique », v. sa lettre du 10 messidor an III, dans l'*Original*, du 18, p. 222. — V. aussi, sur l'épuration et les réclamations qu'elle souleva de la part des exclus, le *Nécessaire*, n^{os} du 5 ventôse an II et suiv.

(5) V. par exemple, sur les mésaventures de Bernard Chaussier, expulsé de la Société populaire à la suite d'un revirement d'opinion,

de temps à autre aux séances d'intéressants étrangers (1); la présence d'un député rendant compte de son mandat (2) : c'étaient pour les clubistes les distractions secondaires. Les séances peu remplies, celles passées en discussions vaines (3), ou employées à la lecture d'une correspondance sans valeur, formaient l'exception ; le club le plus souvent sur des questions sérieuses délibérait et votait. Quels étaient l'objet de ses votes et la matière de ses délibérations ?

De science politique pure, le club s'en inquiétait peu. Quelques membres pourtant s'en occupaient pour lui qui, à l'occasion, recevaient son approbation. L'avocat Presevot, dès l'origine de la république, avait élaboré un plan de constitution (4); il

« poussé, tirailé, déchiré et cherchant à fuir, arrêté par des individus qui commençaient par le déshabiller sous les yeux et aux pieds du président », le curieux récit fait par Chaussier lui-même dans : *Appel à la commune de Dijon*, etc., Bibl. de Dijon, F. de J., n° 57, t. XXXII, p. 2-3. (Adde : la version différente de Baillot-Mure : Bibl. de Dijon, F. Dse, 1546, p. 4.)

(1) Tels ces soixante prisonniers brabançons que les Amis de l'égalité demandaient à conserver à Dijon, pour les inviter à leurs séances et « avoir par la voie de ces prisonniers des correspondances dans leur pays ». V. sur ce point l'arrêté municipal du 3 novembre 1792, Arch. de Dijon, R. V = 3, p. 222.

(2) Exemples : le discours du citoyen Basire, à la séance du 17 avril 1793 (*Tableau sommaire de la situation de la République*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1488); celui du citoyen Berhier, à celle du 27 germinal an II. (*Nécessaire*, du 30, p. 71.)

(3) Quelques-unes aussi consacrées à des discours d'apparat, éloges funèbres notamment. (Exemple : aux *Affiches de Dijon*, du 30 octobre 1792, p. 212.)

(4) *Plan de gouvernement ou Constitution pour la République française*, par le citoyen Presevot, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1620 (mélange d'idées empruntées, semble-t-il, les unes à la Constitution

en fit hommage à la Société, qui peut-être à son tour en fit don à la Convention (1). Claude Vaudrey, de Spoy, « philanthrope cosmopolite », « philosophe » et clubiste dijonnais, prenant pour point de départ la méthode socratique, la meilleure, disait-il, pour « enseigner la vérité », avait composé, à l'adresse des « publicistes d'Europe », un questionnaire en vingt points qui, commençant par les plus simples : « Les rois sont-ils des hommes ? Diffèrent-ils des autres hommes ? Ont-ils existé avant les hommes ; ont-ils fait les nations ?... » devait par degrés savants les amener à conclure d'eux-mêmes sur les points les plus importants : « ...Est-il temps que les nations traitent entre elles et pour elles, et non pour l'intérêt de cinq à six familles de mangeurs d'hommes ; le congrès projeté par ces cinq à six familles doit-il être remplacé par un congrès un million de fois plus respectable, celui des députés des différentes nations, qui... se concilieraient... pour... poser les bases d'une paix universelle et durable ? Ce congrès des nations pourrait-il être indiqué à Liège ou ailleurs pour le 14 juillet prochain ? » Le club en fut si charmé qu'il ordonna l'insertion dans les *Affiches de Dijon* (2).

La Société se fiait aux spéculations de ses « philosophes », reflétant les idées qui alors étaient à la

américaine, les autres à l'histoire romaine). — V. aussi le *Discours sur les vices du gouvernement anglais*, envoyé au Président de la Société populaire de Dijon, le 12 germinal an II, par Lucan, juge au tribunal d'Is-sur-Tille, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1523.

(1) Conseil donné à la Société par les *Affiches de Dijon*, du 23 octobre 1792, p. 267.

(2) *Affiches de Dijon*, du 19 mars 1793, p. 78-80.

mode. Elle se fiait aussi et par-dessus tout à la Convention et à son œuvre. Elle l'admirait toujours, l'excitait parfois, jusqu'au 9 thermidor, tout au moins, ne la contraria jamais. A la guerre aux privilèges succédait la persécution des ci-devant privilégiés : la Société hardiment se lança dans la voie nouvelle, en adressant à la Convention, au mois d'avril 1793, une pétition demandant que tous les ci-devant nobles ou privilégiés, ainsi que tous ministres de cultes quelconques, fussent exclus de tous emplois et fonctions civils et militaires, et que tous les états-majors de l'armée fussent renouvelés sans délai (1). La guerre civile s'ouvrit. Le département du Jura prit part à l'insurrection. La Société populaire se déclara hautement pour la Montagne (2) et de tous ses efforts la seconda dans sa lutte contre le fédéralisme (3). Elle partagea sa politique. Elle accepta sa

(1) *Adresse à la Convention nationale par la Société républicaine, établie à Dijon*, 10 avril 1793, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1726. — Lue à la séance de la Convention, du 15 avril, et par elle renvoyée aux Comités de législation et de la guerre. (Procès-verbaux, p. 161.)

(2) V. le placard intitulé : *La Société populaire de Dijon à toutes celles de la République*, 20 juin 1793, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 399. — V. aussi le *Rapport des commissaires du Conseil général de la commune de Dijon, envoyés à Dôle*, imprimé par ordre de la Société populaire de la même ville, Bibl. de Dijon, F. Dse, 2237.

(3) V. notamment la communication par la Société populaire, aux autorités constituées, d'une lettre à elle adressée par le club de Dôle, et dénonçant les menées séparatistes du département du Jura. (*Registre des délibérations du Conseil général de la commune*, séance du 4 juin 1793, Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 482. — *Registre des délibérations de l'Assemblée administrative du département*, séance du 6 juin 1793, Arch. de la Côte-d'Or, L. 58, f° 30. *Adde* : deux autres pétitions de la Société au même corps : la première, sur les mesures à prendre dans les circonstances actuelles ; la seconde, à l'effet d'aviser aux moyens les plus prompts d'arrêter les mouvements contrerévolutionnaires de Dijon. Séances des 30 avril et 13 juillet 1793, *ibid.*, L. 57, f° 79 ; L. 58, f° 86.)

religion (1). Elle demanda en brumaire l'établissement d'un tribunal révolutionnaire (2), se réjouit en germinal du supplice des Hébertistes (3), félicita en prairial Robespierre et Collot d'Herbois (4), et, après le 9 thermidor, admira la Convention pour l'énergie déployée en envoyant à l'échafaud les modernes Catilinas (5).

Elle donnait à la Convention son appui, et c'était toute sa politique. Appui contre les ennemis du dedans. Appui contre ceux du dehors. Elle offrait des vêtements pour les soldats (6), équipait plus tard des cavaliers jacobins (7), se préoccupait de l'extraction du salpêtre (8), souscrivait pour un vaisseau qui remplacerait le *Vengeur*... (9).

(1) Félicitant la Convention d'avoir proclamé qu'elle reconnaissait l'Être suprême et l'immortalité de l'âme. (*Adresse présentée à la Convention, à la séance du 21 prairial an II, procès-verbaux, p. 128.*)

(2) Deuxième question posée aux sociétés réunies, lors des fêtes de Marat, procès-verbal précité, p. 12.

(3) Séance du 3 germinal an II : *Nécessaire*, du 10, p. 56.

(4) *Adresse à la Convention*, précitée.

(5) Séance du 16 thermidor an II : *Nécessaire*, du 20. (*Adresse présentée à la Convention, à la séance du 20 thermidor, procès-verbaux, p. 97.*)

(6) *Affiches de Dijon*, des 1^{er}, 8 et 22 janvier 1793, p. 35, 39 et 48.

(7) *Nécessaire*, des 10 et 30 floréal an II. — Procès-verbaux de la Convention, séance du 7 prairial an II, p. 121.

(8) Dont la surveillance avait été confiée par la Convention aux sociétés populaires, à celle de Dijon en particulier (*Affiches de Dijon*, du 28 thermidor an II, p. 212), qui, dans cette tâche, paraît s'être montrée pleine de zèle. (Allusion à un plan, par elle proposé à la municipalité : *Registre du comité de surveillance de la section de la Halle*, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1431, f^o 36.) — Comp. sur le rôle de surveillance dévolu à la Société relativement à « l'importante fabrication des souliers pour le compte de la République », la délibération du Directoire de district, du 27 frimaire an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 813.

(9) Séance du 30 thermidor an II : *Nécessaire*, du 5 fructidor,

Ce fut son rôle national. Ce n'était pas le plus important. La politique de la Convention, la guerre étrangère mise à part (1), si elle entretenait dans l'esprit des clubistes dijonnais une agitation constante, n'exerçait guère pourtant sur leur bon sens de Bourguignons qu'une impression de surface. Quand, après la chute de Robespierre, des félicitations eurent été votées à la Convention et au peuple de Paris, vainqueurs des « nouveaux tyrans », un membre du club sur-le-champ demanda l'allocation d'une prime à tout citoyen qui tuerait un loup (2).

p. 196. — V. aussi, en ce qui touche les efforts des clubistes pour maintenir et développer l'enthousiasme guerrier, le *Discours de Baillet sur la levée des 300,000*, lu à la Société, le 17 mars 1793, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1544.

(1) Encore faudrait-il remarquer, dans son amour pour l'armée, la tendresse toute spéciale manifestée par le club aux bataillons de la Côte-d'Or : pour eux, les drapeaux fabriqués par les dames de l'égalité (*Registre des pétitions adressées au Directoire de district, commune de Dijon*, 17 septembre 1793, Arch. de la Côte-d'Or, L. 845) ; pour eux, les vêtements, cadeaux des clubistes (Arrêté du Conseil d'administration du département, du 27 décembre 1792, *ibid.*, L. 57, f° 42) ; pour eux, cette touchante circulaire de la Société populaire régénérée demandant aux communes du département (10 prairial an II) 200 sacs de distribution, « partie d'équipement absolument nécessaire », qui « garantit le militaire de la contagion de la galle, fléau des armées » et qui, dans les combats, « peut le garantir de blessures qui lui coûteraient la vie » (*ibid.*, L. 1518) ; pour eux enfin, cette curieuse requête de la Société au ministre de la guerre le priant de ne compléter qu'avec des citoyens du département le bataillon de grenadiers de la Côte-d'Or qui ne voulait point partager avec d'autres les lauriers par lui conquis. (Délibération du Conseil d'administration du département de la Côte-d'Or, du 14 mai 1793, *ibid.*, L. 57, f° 97.)

(2) Séance du 16 thermidor an II : *Nécessaire*, du 20, p. 182. — V. au surplus l'adresse de la Société populaire demandant « une loi qui ordonne le traquet pour la destruction des loups qui sont en grand nombre dans la commune de Dijon (!) », lue à la séance de la Convention du 23 thermidor an II. (Procès-verbaux, p. 150.)

Lorsque, quelque temps plus tard, Calès vint exposer au club la politique nouvelle des représentants du peuple, la première question que lui posèrent les clubistes porta sur le point de savoir quelles mesures il comptait prendre pour leur procurer du bois et des grains (1). Le souci des affaires locales, telle était en somme la pensée dominante du club. C'est dans ce cadre local où il aimait à se placer qu'il convient d'étudier son œuvre. Certaines propositions générales par lui formulées nous apparaîtront plus claires si nous les rattachons aux faits concrets ayant accompagné leur naissance ; sa conduite prendra plus de relief, d'originalité et d'intérêt (2).

Que fit la Société populaire pour « éclairer » les Bourguignons, les Dijonnais en particulier ? Quelle influence exerça-t-elle ou chercha-t-elle à exercer sur leur existence matérielle ?

Une première mission dévolue aux Sociétés populaires consistait à veiller sur l'instruction : la Société

(1) Séance du 24 vendémiaire an III : *Nécessaire*, du 30, p. 22.

(2) Les délibérations de la Société populaire assez rares d'ailleurs, qui ne se rattachent point aux affaires locales, témoignent le plus souvent d'une naïveté qui fait sourire. Se posant la question de savoir s'il convenait d'acheter des draps pour l'habillement des troupes en France ou à l'étranger, le club très sérieusement se demandait « si, dans ce dernier cas, le crédit national n'exigeait pas que les paiements soient faits en assignats plutôt qu'en numéraire... » La solution lui échappait (séance du 6 pluviôse an II : *Nécessaire*, du 10, p. 8). Un autre jour, comme très solennellement il préparait une adresse sur l'utilisation des prises maritimes, restées sans emploi dans les ports, un clubiste à brûle-pourpoint demanda et obtint l'insertion d'un amendement visant les réquisitions abusives exercées sur les cochons dans les villages voisins de Dijon (séance du 14 vendémiaire an III : *Nécessaire*, du 20, p. 14).

de Dijon ne faillit point à la tâche. Siéyès avait proposé à la Convention un plan d'éducation nationale, conçu dans l'esprit révolutionnaire, égalitaire et géométrique : ni collèges, ni universités ; une école par mille habitants, un instituteur dans chaque école, procurant à tous l'instruction « nécessaire ». La ville de Dijon allait-elle donc se trouver privée de son fameux collège Godran ? La Société populaire, par l'organe du professeur Baillot, s'indigna. Un mouvement d'opinion se forma. Sur l'ordre de la municipalité, les critiques présentées par Baillot à la Société populaire furent imprimées, un exemplaire envoyé à la Convention nationale, d'autres distribués dans la ville. « Réformez, disait Baillot, améliorez ; mais ne détruisez pas... Il est plus facile d'étouffer la lumière et les talents que de les rendre (1). » — Le club, pour sauvegarder les intérêts de la ville, avait pris la défense du grec et du latin. Ce qui ne l'empêcha point au reste, dans d'autres circonstances, de se montrer imbu de certaines idées fort modernes. Il obtint par une pétition la suppression du fouet et celle de la férule dans les écoles dijonnaises (2) ; il émit un vœu en faveur de l'instruction obligatoire (3). Si les belles lettres l'inquiétaient, les arts et le droit lui-même l'occupèrent aussi quelquefois. Entassées dans quel-

(1) *Observations sur le plan d'éducation nationale présenté par Siéyès*, lues à la Société populaire de Dijon, le 21 juillet 1793, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXIII

(2) Délibération du Conseil général de la commune, du 8 octobre 1793, Arch. de Dijon, R. VII = 10, p. 57.

(3) Dixième vœu des sociétés réunies aux fêtes de Marat, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1728, p. 10 et 14.

ques dépôts, des œuvres d'art se détérioraient ; des clubistes émirent l'avis qu'on les réunit en un musée que l'on créerait à leur usage (1). Les lois révolutionnaires s'accumulaient, le droit nouveau restait ignoré. Sur la demande de la Société (2), et sur l'ordre du représentant Bernard, le Directoire de district délivra un exemplaire de chaque loi au citoyen Jacquinot, bibliothécaire de l'Université, qui, à l'avenir, fut obligé de les communiquer à tout venant « gratuitement et toutes affaires cessantes (3) ».

L'œuvre de déchristianisation (4) survenant fut

(1) Proposition de Volfius, 13 vendémiaire an III: *Nécessaire*, du 15, p. 12.

(2) Qu'inspirait peut-être une pensée politique, la crainte à elle suggérée par Basire (discours précité, p. 4) qu'« en multipliant... les lois politiques, administratives et judiciaires », l'aristocratie bourgeoise parvînt à « en dégoûter la portion industrielle » des Français et à « leur inspirer l'éloignement des affaires ».

(3) Décision de Piochefer Bernard, du 25 pluviôse an II (*Nécessaire*, du 16 messidor, p. 152). — Le club, au surplus, jouait lui-même, en ce qui touche la publicité des actes législatifs et administratifs, un rôle des plus importants : plans de constitution, arrêtés des commissaires de la Convention (Arch. de la Côte-d'Or, L. 74, f^{os} 101 et 137), adresses du Conseil général du département (*ibid.*, L. 58, f^o 10) lui étaient officiellement communiqués. Les assignats à face royale ayant été démonétisés, le Conseil général de la commune qui avait pris une délibération en vue de prévenir les pertes qu'eût pu faire supporter à la ville cette démonétisation, « pour donner de la publicité à la présente », ordonna qu'elle serait adressée à la Société populaire (séance du 2 frimaire an II, Arch. de Dijon, R. VII = 10, p. 170).

(4) Expression trop étroite si l'on songe que la persécution s'étendit aux Juifs, dont le club de Dijon prétendit « abolir le fanatisme » par l'interdiction du sabbat et la défense faite aux bouchers de leur vendre « d'autre viande que celle destinée à tous les citoyens sans distinction ». (*Affiches de Dijon*, du 13 germinal an II, p. 88. Pétition présentée au Conseil général de la commune, qui sur-le-champ la sanctionna, le 11 germinal an II, Arch. de Dijon, R. VII = 10, p. 515.)

l'objet d'une seconde mission : ce fut une « instruction nouvelle » que la Convention chargea les sociétés de « professer » et de propager (1). Le club de Dijon imita les autres, écouta des discours « sur l'imposture des religions révélées (2) », fournit des orateurs au Temple de la Raison (3), souhaita la destruction des clochers (4), conseilla aux sociétés affiliées d'envoyer tous les décadis des apôtres dans les campagnes (5). Des clubistes dijonnais eurent même l'honneur d'être choisis pour aller prêcher à Strasbourg (6). Certaines fêtes avaient annoncé, qui maintenant complétaient, la religion nouvelle. Le club, aidé par les citoyennes (7), se consacra pleinement au culte de Lepelletier (8), de Marat (9) et des

(1) Circulaire de pluviôse an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1389.

(2) V. notamment le *Discours de Volfus, homme de loi*, prononcé à la séance du 16 pluviôse an II (Bibl. de Dijon, F. Dse, 1659). — *Adde* : les réflexions du *Nécessaire*, du 20 pluviôse, p. 16.

(3) V. notamment le *Discours de Sauvageot à l'Etre suprême*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1636.

(4) Séance du 11 floréal an II : *Nécessaire*, du 15, p. 84.

(5) Séance du 10 germinal an II : *Nécessaire*, du 15, p. 59.

(6) Quirin et Mathieu, commissaires nommés par la Société populaire pour, sur l'invitation des représentants du peuple à l'armée du Rhin, « aller à Strasbourg achever la régénération du pays », qui d'ailleurs ne poussèrent pas le dévouement jusqu'à faire le voyage à leurs frais et dont les démêlés pécuniaires avec l'administration donnèrent naissance à toute une série de pièces, conservées aux Archives de la Côte-d'Or, L. 1518.

(7) Dont l'éloquence se donna surtout carrière en l'honneur de Lepelletier. (V. les discours de la citoyenne Delmasse, présidente de la société des citoyennes, et de la citoyenne Desmoulins, à la séance du 18 août 1793, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXII.)

(8) Fête du 24 février (Arch. de Dijon, R. XI = 9, p. 368) et du 18 août 1793. (*Ibid.*, p. 636. — *Extrait des délibérations de la Société populaire de Dijon*, séance consacrée à l'inauguration du buste de Michel Lepelletier, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXII.)

(9) Fête du 25 brumaire an II. (Procès-verbal..., Bibl. de Dijon, F. Dse, 1728. — *Adde* : le *Discours de Sauvageot*, imprimé à part : F. Dse, 1635. — Comp. Arch. de Dijon, R. VII = 10, p. 143.)

martyrs de la liberté (1). Son goût pour les fêtes (2) et son penchant pour les discours trouvèrent également à s'y satisfaire.

Ses motions politiques, la haute direction par lui exercée sur les fêtes, l'amenaient de temps à autre à intervenir dans des questions de voirie urbaine. Sa haine de l'ancien régime s'était traduite dans une poursuite sans trêve des « signes féodaux (3) » ; sa haine du christianisme le conduisit à proposer au Conseil général de la commune, qui l'accepta, « la destruction des signes extérieurs de fanatisme apposés sur les temples de quelque nature qu'ils soient » ; sa haine contre la royauté, à faire « effacer des tables de l'Arc de la liberté, le nom du dernier tyran inscrit au bas des Droits de l'homme approuvés sous son existence (4) ». La fête organisée en l'honneur des martyrs de la liberté lui suggéra le

(1) Sur la fête des martyrs de la liberté et l'aménagement nouveau du temple de la Raison (alors établi à Saint-Bénigne), demandé pour la circonstance aux corps administratifs par la Société populaire : délibération du Conseil général de la commune, du 5 pluviôse an II, *ibid.*, p. 378.

(2) V. notamment, en dehors des solennités précitées, le rôle actif joué par la Société populaire aux fêtes organisées : pour l'anniversaire de la plantation de l'arbre de la liberté (5 mai 1793, Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 413) ; — à l'occasion de la prise de Toulon (fête des victoires, du 20 nivôse an II, Arch. de Dijon, R. VII = 10, p. 319. *Adde* : le *Second chant de la Côte-d'Or*, par Baillot, récité à cette occasion à la Société populaire, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXII) ; — après la victoire de Fleurus (14 messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 788) ; — en l'honneur de Rousseau et de Marat (20 vendémiaire an III, *ibid.*, R. X = 12, p. 26).

(3) V. l'invitation à lui faite par la municipalité de dénoncer au voyer tous signes féodaux pouvant exister dans la ville, 28 brumaire an II, Arch. de Dijon, R. VIII = 4, p. 31.

(4) Délibération du Conseil général de la commune, du 16 nivôse an II, *ibid.*, R. VII = 10, p. 329.

vœu que l'Arquebuse fût « conservée pour un établissement public », et qu'une pyramide, en attendant, y fût élevée sur laquelle seraient inscrits les noms des défenseurs de la patrie (1). Le club prit goût à ces questions et en vint à pétitionner sur des objets ne touchant qu'indirectement ou même ne touchant nullement à son rôle politique et religieux. Il demanda un jour que des inscriptions fussent apposées sur la place d'Armes pour faire connaître son nom (2); il sollicita d'autres fois l'élargissement du passage donnant accès à la cour d'Espoisses (3), l'ouverture des croisées du marché, le « débarrassement d'une grenette » remplie de marchandises arrêtées entre les mains du fermier de la halle (4).

Le bien-être des Dijonnais (5), leur santé surtout lui tenait fort à cœur. Des déserteurs morts au dépôt avaient été enterrés çà et là, certains notamment au pied des murs de la ville, sans qu'on prit soin de les inhumer à une profondeur suffisante : le club protesta, craignant que l'habitude se répandît et qu'« il en résultât de fâcheux accidents (6) ». Une épidémie s'était déclarée à l'hôpital Céruti parmi les prisonniers de guerre qu'une administration imprudente avait eu le tort d'y entasser. Le club réclama et entendit tout aussitôt force rapports sur les mesures

(1) Délibération du même, des 14 et 24 nivôse an II, *ibid.*, p. 319 et 349-350.

(2) Délibération du même, du 1^{er} frimaire an II, *ibid.*, p. 165.

(3) Délibération du même, du 22 pluviôse an II, *ibid.*, p. 410.

(4) Délibération du même, du 5 oct. 1793, *ibid.*, p. 49.

(5) Sur les efforts du club en vue de développer la prospérité de la ville, v. notamment le vœu émis, aux fêtes de Marat, en faveur du transfert à Dijon de la Monnaie de Lyon. (Procès-verbal..., p. 19.)

(6) Délibération du même, du 24 pluviôse an II, *ibid.*, p. 420-421.

les plus opportunes pour en arrêter les progrès (1). Il écoutait les conseils des médecins; peut-être même, en d'autres circonstances et dans d'autres buts, leur servit-il d'auxiliaire (2).

Ce n'étaient là d'ailleurs que préoccupations accidentelles et passagères. Au-dessus de toutes les autres une question s'élevait, qui sans cesse troublait les clubistes (3) et absorbait en somme la meilleure part de l'activité du club : le grave problème des subsistances qui, aux yeux de la Société, se présentait sous trois aspects, d'ailleurs étroitement unis :

(1) V. le rapport de Robert, administrateur du département, à la Société populaire (10 pluviôse an II) : Bibl. de Dijon, F. Dse, 1627. — V. aussi le compte rendu des séances de la société, des 6 et 13 pluviôse : *Nécessaire*, des 10 et 15 pluviôse, p. 8 et 12. — V. enfin, à la suite des différents rapports entendus, la pétition adressée au Directoire de district pour obtenir des commissaires des guerres le transfert des malades de l'hôpital Céruti à l'hôpital Jean-Jacques et la séparation absolue des militaires blessés et de ceux atteints de maladies contagieuses. (Séance du Directoire du 16 pluviôse, Arch. de la Côte-d'Or, L. 814.)

(2) V. la curieuse circulaire adressée aux Sociétés populaires de la Côte-d'Or et à quelques autres, en prairial an II, par Oxygène Salles, apothicaire en chef des hôpitaux militaires de la commune de Dijon, leur demandant de l'aider dans la recherche des mouches cantharides, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 5025.

(3) Malgré le sang-froid dont ils aimaient à faire preuve vis-à-vis des sociétés sœurs (v. par exemple leur lettre à la Société de Schlestadt, du 23 pluviôse an II, résumée dans le *Nécessaire*, du 30, p. 24); vis-à-vis aussi des habitants des campagnes (V. la pétition par eux adressée à l'Assemblée administrative du département pour obtenir d'elle une adresse tranquillisant les citoyens de la Côte-d'Or alarmés à la nouvelle d'un prétendu projet du gouvernement qui aurait consisté à enlever à chaque citoyen, en nature, partie de ses linges, de ses comestibles et de ses bestiaux pour le service de la république. Séance de l'Assemblée administrative du 23 mai 1793, Arch. de la Côte-d'Or, L. 58, f° 5. — Comp. sur cette conduite pleine de sagesse, la curieuse lettre du conseil de district à la commission des subsistances, du 21 germinal an II, *ibid.*, L. 790, f° 164.)

obtenir matériellement les choses nécessaires à l'existence, les obtenir à un prix raisonnable, en régler la consommation selon des vues égalitaires.

Dijon, depuis le début de la Révolution, souffrait de la pénurie des blés. Le club, à plusieurs reprises déjà, s'en était préoccupé : son dernier vœu, nous le rappelons, avait été la promulgation d'une loi qui prohibât l'exportation et défendît à l'intérieur la vente des grains et farines en dehors des marchés publics. Le décret du 8 décembre 1792, menaçant de la peine de mort les exportateurs, lui avait donné raison sur le premier point (1); celui du 11 septembre 1793, déclarant que désormais il ne pourrait, en principe, être vendu de grains et farines ailleurs que dans les marchés publics l'avait satisfait sur le second (2). Satisfaction passagère : les marchés, en qui les clubistes avaient placé leur confiance, restaient toujours insuffisamment pourvus. Le club condamna les marchés, sollicita leur remplacement par des dépôts publics, et, poussant jusqu'à ses conséquences extrêmes ce socialisme d'Etat déjà préconisé par Villot, profita du congrès des Sociétés de la Côte-d'Or, tenu aux fêtes de Marat, pour réclamer avec force un décret qui maintint tous les grains de la dernière récolte « sous la disposition de la république », qui mit en réquisition « tous les bras propres au battage », qui donnât enfin aux districts le pouvoir de « faire refluer » dans les municipalités manquant de bras ceux qui, dans

(1) Desenne, *op. cit.*, t. VII, p. 545.

(2) Art. 1^{er}, section II (Desenne, *op. cit.*, t. VII, p. 562-568).

d'autres, seraient inutiles (1). Des charges excessives avaient été imposées aux cultivateurs de la Côte-d'Or pour l'approvisionnement de l'armée du Rhin ; les sociétés choisirent dans leur sein un commissaire qui, du consentement de l'administration du département, fut chargé d'exposer aux représentants près l'armée du Rhin les doléances des cultivateurs et les craintes des Dijonnais, que ces réquisitions exagérées semblaient menacer de la famine (2). Plaintes inutiles. Les réquisitions continuèrent (3). Les Dijonnais, pour toute ressource, en furent réduits à réclamer, à leur tour, des réquisitions à leur profit. Le 21 thermidor an II (8 août 1794), sur l'invitation de la Société populaire, le Conseil général de la commune demandait au district « d'approvisionner par la voie des réquisitions et le plus promptement possible les marchés de Dijon », d' « user de son autorité pour que ces réquisitions soient exécutées sur-le-champ », de « n'envoyer ces réquisitions que dans les communes éloignées de Dijon, autant que faire se pourrait », afin de lui ménager quelques disponibilités pour le cas où les besoins deviendraient d'une extrême urgence (4).

Un décret de la Convention, du 19 août 1793, avait chargé les districts de soumettre à un maxi-

(1) Premier vœu formulé au nom des sociétés réunies (26 brumaire an II) : Procès-verbal précité, p. 11.

(2) Arrêté de l'Assemblée administrative du département, du 27 brumaire an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 59, f° 63.

(3) V. sur ce point l'*Adresse du Conseil général de la commune au Comité de salut public*, du 12 messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 779.

(4) Arch. de Dijon, R. 11, p. 884-885.

mun le prix du charbon et du bois de chauffage (1). Les districts de la Côte-d'Or, celui de Dijon en particulier, ne s'étaient pas pressés de mettre la loi à exécution. La Société de Dijon protesta et obtint de l'assemblée administrative du département une circulaire aux districts les invitant à recueillir au plus tôt des Sociétés populaires tous renseignements nécessaires à la fixation équitable du maximum demandé (2). Un arrêté de la même assemblée appelait les Sociétés populaires à veiller spécialement sur la question des bois (3); le club de Dijon déploya sur ce point une activité sans relâche. Les chantiers de bois de la commune restaient dégarnis (4); le club délibéra sur les moyens d'activer la coupe des bois et l'approvisionnement des habitants (5). Le Conseil général de la commune, qu'il saisit d'une pétition (6), s'adressa au district qui, pour réponse, conseilla d'arrêter aux portes et de faire conduire aux chantiers que les autorités désigneraient toute voiture de bois dont le conducteur ne justifierait pas de réquisition pour un service particulier (7). Le remède était énergique; la municipalité craignit qu'il le fût trop, et de crainte d'effrayer les habitants

(1) Desenne, *op. cit.*, t. VII, p. 557.

(2) Séances de l'Assemblée administrative du département, des 20 et 21 septembre 1793, Arch. de la Côte-d'Or, L. 59, f^{os} 38 et 39.

(3) Arrêté du 23 août 1793, art. 20, *ibid.*, f^o 12.

(4) V. déjà la plainte des Amis de la république au Conseil général de la commune, séance du 18 décembre 1792, Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 341.

(5) Séance du 30 prairial an II: *Nécessaire*, du 3 messidor, p. 136.

(6) Séance du Conseil du 1^{er} messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 737.

(7) Arrêté du Conseil de district du 2 messidor an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 790.

des campagnes, qui déjà semblaient fuir la ville, ne l'appliqua pas (1). La disette continua. Le club, en fructidor et en vendémiaire, renouvela ses plaintes : plaintes à la municipalité (2), plaintes au représentant Calès (3). L'hiver arriva ; la disette de bois persistait ; le club le premier devait en pâtir.

Le décret fameux sur le maximum de toutes denrées et marchandises de première nécessité, du 29 septembre 1793 (4), œuvre colossale et téméraire, fut pour la Société une autre cause de soucis. Des tarifs, en exécution de la loi, avaient été dressés pour chaque district ; les maxima fixés pour celui de Dijon se trouvèrent, pour la plupart des marchandises, inférieurs à ceux choisis pour d'autres districts, celui d'Is-sur-Tille notamment (5). Les « spéculateurs, sangsues publiques », ne manquèrent pas d'en profiter : ils achetèrent à Dijon pour revendre à Is-sur-Tille. Dijon souffrit de la famine. La Société populaire s' alarma. Sur les observations par elle présentées, le Conseil général de la commune fit défense aux marchands de la ville de vendre aucunes denrées et marchandises aux personnes domiciliées hors du district, et enjoignit aux marchands au détail « de ne débiter leurs denrées que par petites portions », proportionnellement aux

(1) Délibération du Conseil général du 11 messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 771-772.

(2) Délibération de la municipalité du 27 fructidor an II, Arch. de Dijon, R. VIII = 4, p. 421.

(3) Séances des 24 vendémiaire et 13 brumaire an III (*Nécessaire*, des 30 vendémiaire et 15 brumaire, p. 22 et 36).

(4) Desenne, *op. cit.*, t. VII, p. 571-574.

(5) Voici quelques exemples empruntés aux tableaux dont il s'agit (*Tableau du maximum pour Is-sur-Tille*, du 12 oct. 1793, Bibl. de

« besoins momentanés » de chaque personne (1). Une autre mesure, à bref délai, s'imposait : la révision du tarif d'où les fraudes tiraient leur naissance. Elle fut sur-le-champ préparée par une commission dont firent partie un membre de l'administration de département, deux du Conseil général de la commune, quatre de la Société populaire (2).

La Société, un instant, put se croire autorisée à célébrer « les bienfaits de la loi sur le maximum (3) ». L'enthousiasme fut passager. Au mois de floréal an II (mai 1794), les denrées restaient si rares et si ardemment convoitées que le club se voyait forcé de présenter à la municipalité une pétition lui deman-

Dijon, F. Milsand, 2583; — *Tableau du maximum pour Dijon*, du 23 vendémiaire an II, 14 octobre 1793, *ibid.*, F. Dse, 274):

PRIX	POUR DIJON	POUR IS-SUR-TILLE
Beurre, la livre	13 s. 3 d.	14 s.
Lard.	14 s. 6 d.	16 s.
Cuir forts	32 s.	36 s.
Vache corroyée	46 s. 8 d.	50 s.

(1) Délibération du Conseil général de la commune du 3 frimaire an II, Arch. de Dijon, R. VII = 10.

(2) V. le résultat de ses travaux dans la délibération de l'Assemblée administrative du département du 8 frimaire an II (Arch. de la Côte-d'Or, L. 59, f° 67). V. aussi l'arrêté du Directoire de district du 26 frimaire, *ibid.*, L. 813. — Le tarif du 1^{er} nivôse (21 décembre 1793) (Bibl. de Dijon, F. Dse, 521) porta les prix à :

Beurre.	15 ou 20 s. (suivant les saisons.)
Lard	18 ou 20 s.
Cuir forts	40 s. etc.

L'augmentation était encore insuffisante pour certaines denrées : le 6 thermidor, la Société demandait que le district taxât la livre de beurre et la douzaine d'œufs « à un sou ou deux de plus que ces denrées n'étaient maximées dans les campagnes », afin de favoriser l'approvisionnement de la commune. (*Nécessaire*, du 10 thermidor, p. 171.)

(3) Lettre du club au Directoire de district, du 23 germinal an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

dant de prévenir « les abus et les accidents » résultant des attroupements formés « autour des comestibles (1) ». Le 1^{er} thermidor (19 juillet 1794), la Société reconnaissait qu'« un vil intérêt personnel dans quelques-uns ; une dissimulation condamnable en d'autres » avaient rendu jusqu'alors inutiles les efforts du législateur. La loi s'observait mal, ou même ne s'observait pas : le club nomma une commission chargée de rechercher « les moyens les plus propres à remédier aux abus, afin qu'on puisse les proposer aux autorités constituées ». La commission fit son rapport ; le club l'adopta sous la forme d'un règlement en quinze articles (2). Les citoyens des campagnes étaient invités à concourir « fraternellement » à l'approvisionnement de la commune ; les Sociétés populaires les encourageraient dans cette tâche (3). Les revendeuses seraient supprimées : ce serait la peine de leurs « spéculations continuelles sur la subsistance du peuple ». Six commissaires, nommés et rétribués par la municipalité, veilleraient à l'entière exécution des règles sur le maximum, et, pour les objets non encore taxés, auraient soin qu'ils ne fussent livrés qu'à « un prix raisonnable et proportionné au maximum des objets taxés », menaçant de dénoncer à la municipalité « les malveillants qui vendraient ou achèteraient ces objets à un

(1) Séance du club, du 16 floréal : *Nécessaire*, du 20, p. 87.

(2) *Extrait des procès-verbaux des séances de la Société populaire régénérée de Dijon* (1^{er}-6 thermidor an II), Bibl. de Dijon, F. Dse, 1729.

(3) Exemple donné par la Société populaire de Seine-en-Montagne. *Nécessaire*, du 16 prairial an II, p. 113.

prix excessif (1) ». La Société, pour sa part, s'engageait à surveiller l'exécution du règlement par elle proposé, d'abord, à le communiquer, ensuite, « à toutes les Sociétés populaires de la République, à la Convention et au Comité de salut public », en les invitant, à défaut de mesures meilleures, à en adopter de semblables. Le Conseil général de la commune, saisi sur-le-champ du projet, et après l'avoir discuté, l'accepta dans ses grandes lignes (2). Ce fut

(1) Pour faciliter leur tâche, défense était faite de vendre « les denrées de consommation journalière, telles que beurre, œufs, jardinage, poissons, volailles et autres denrées semblables » ailleurs que dans les marchés. (Art. 5.)

(2) Séance du Conseil des 4, 5 et 6 thermidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 840, 844, 847, 849-853. — L'art. 5 précité fut toutefois écarté. La municipalité se contenta de défendre aux habitants « d'aller au-devant des comestibles » et aux aubergistes « d'acheter au marché avant les heures prescrites par les règlements ». Les coquetiers seuls étaient astreints à l'obligation de porter leurs comestibles au marché. — La suppression des revendeuses, produit d'un esprit d'hostilité séculaire. (Comp. la curieuse défense faite aux revendeuses par l'arrêté du Conseil général de la commune du 11 germinal an II) n'alla pas sans difficultés. Le 12 thermidor, le Conseil général de la commune, comme s'il craignait de n'avoir pas été entendu des intéressées, rappelait déjà la suppression par lui arrêtée « sur la demande de la Société populaire » des revendeuses ou revenderesses (*Ibid.*, p. 859). Le 6 fructidor, il renouvelait sa prohibition, « voulant se conformer... au vœu de la Société populaire » (*Ibid.*, p. 932). Le 11, les revendeuses sollicitaient humblement le rapport de la délibération les supprimant : le Conseil passait à l'ordre du jour (*Ibid.*, p. 939). Le 12, elles pétitionnaient : leur pétition était rejetée (*Ibid.*, p. 942). Le 24, les revendeuses « en boutique et en cave » prétendaient échapper à la prohibition (*Ibid.*, p. 976). Le deuxième jour supplémentaire de l'an II, le Conseil, s'appuyant sur « le vœu du peuple fortement énoncé » et la nécessité de maintenir intact « un règlement dont les bons effets se font sentir chaque jour » repoussait toute distinction (*Ibid.*, p. 990-991). Des revendeuses voulurent passer outre : le tribunal de police municipal les condamna (séances du 30 fructidor an II et du 23 vendémiaire an III, R. IV = 8, p. 674 et 682)

sur le terrain économique, le grand œuvre de la Société populaire : « l'exécution du maximum ! »

La Société, au reste, ne se préoccupa point seulement d'appliquer la loi ; elle voulut aussi l'étendre et la compléter. Les aubergistes, en dépit des décrets rendus sur le maximum de l'avoine, et profitant peut-être du caractère un peu trouble des mesures prises sur ce point (1), continuaient à la vendre à un taux excessif (2) : le club demanda que la Convention prît soin de taxer tout spécialement le prix de l'avoine dans les auberges (3). Les laines, maximées dans les autres districts, ne l'étaient pas dans celui de Dijon : la Société pria le district de remédier à cette lacune (4). Certains comestibles, les outils des ouvriers, aussi et surtout, échappaient au maximum. Le club, après une démarche sans doute infructueuse, auprès de l'agent national du district, pour en obtenir la taxation (5), sollicita du Conseil général de la commune un règlement tarifant tous objets qui n'étaient « pas nominativement énoncés au décret ». Le Conseil, ne trouvant nulle part dans la loi l'article invoqué par la Société à l'appui de sa prétention, refusa d'y accéder (6). — La Convention, après avoir expressément autorisé les marchands à vendre « la viande sur pied à prix défendu », avait

(1) V. notamment les décrets des 20 et 23 août 1793 : Desenne, *op. cit.*, t. VII, p. 558.

(2) Séance du Conseil général de la commune, du 24 messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 819.

(3) Séance du club, du 10 pluviôse an II : *Nécessaire*, du 15, p. 12.

(4) Séance du 6 thermidor : *Nécessaire*, du 10, p. 175.

(5) Séance du 10 thermidor : *Nécessaire*, du 15, p. 179.

(6) Délibérations du Conseil général de la commune, des 11 thermidor et 6 fructidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 855 et 929.

rapporté son décret en promettant un tarif qu'elle n'avait pas donné (1). Le club, « après une longue discussion sur l'extrême disette de la viande », forma une pétition pour demander une taxe sur le bétail vivant (2). Une autre adresse avait été par lui votée pour inviter la Convention à décréter « que les effets nationaux sujets au maximum ne soient pas vendus dans les ventes publiques au delà de la taxe ». Il la rapporta sur l'assurance qui lui fut faite que « la loi du maximum embrassait les biens nationaux comme les autres (3) ».

La disette des vins, le manque de savon et d'huile, la question des cuirs, le problème de la main-d'œuvre dans les campagnes, furent d'autres sujets d'alarmes et de pétitions. Prodige des accapareurs, la première ville de la Bourgogne manquait de vins (4)... Le club demanda que des commissaires fussent nommés « pour reconnaître la quantité de vin ordinaire nécessaire à la consommation de Dijon », et que des réquisitions fussent faites pour

(1) Décret du 28 pluviôse an II : Desenne, *op. cit.*, t. VII, p. 583.

(2) Séance du 30 thermidor : *Nécessaire*, du 5 fructidor, p. 196.

(3) Séances des 6 et 7 vendémiaire an II : *Nécessaire*, du 10, p. 6 et 7. — La Société, en conséquence, invita le Directoire de district « à retirer les objets qui, dans les ventes publiques, seraient sujets au maximum pour les remettre à la municipalité qui en ferait jouir les sections, suivant le prix fixé par la loi pour chaque objet maximé ». Le Directoire, pour réponse, chargea les commissaires aux ventes « de donner avis aux sections et à la Société populaire du jour où devaient se vendre toutes marchandises, denrées et objets sujets au maximum », leur recommandant d'autre part de ne livrer ces objets que « par petits lots et de préférence aux citoyens qui n'en feraient point commerce ». (Arrêté du 9 vendémiaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.)

(4) Séance du club du 25 fructidor : *Nécessaire*, du 30, p. 215.

obtenir des vigneron de la Côte la quantité désirée (1). Le savon était si rare que des bagarres s'étaient produites à la porte d'un fabricant où la foule se pressait dès les cinq heures du matin et où plusieurs personnes avaient été blessées : des commissaires de la Société populaire sollicitèrent de la municipalité un règlement qui mît fin à ces accidents (2). Ce n'était qu'un palliatif : pour remède, la Société s'inquiéta de chercher des suifs ou, mieux encore, du savon. Elle avait compté sur les suifs provenant du bétail abattu pour l'alimentation des armées (3) : des commissaires, envoyés par les autorités constituées à l'armée du Rhin, n'y trouvèrent point de suifs (4). La Société en revanche découvrit du savon. Du savon et des limes, soi-disant destinés à la commune de Paris, étaient déposés dans la ci-devant église Notre-Dame. Des clubistes l'apprirent, firent connaître à leur président leurs soupçons et leurs désirs (5). La Société saisit de l'affaire

(1) Délibérations du Directoire de district, du 29 fructidor an II (Arch. de la Côte-d'Or, L. 867), et du Conseil général de la commune, du 4 vendémiaire an III, Arch. de Dijon, R. X = 12, p. 14.

(2) Délibérations du Conseil général de la commune, des 1^{er} et 22 prairial et du 22 messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 627, 711 et 809.

(3) Adresse à la Convention, du 6 messidor an II : *Nécessaire*, du 9, p. 143.

(4) Séance du club du 30 fructidor : *Nécessaire*, du cinquième jour complémentaire an II, p. 219. — Le Conseil général de la commune en fut réduit à recommander aux commissaires de police de la ville, de surveiller l'abat du détail « de peur que les bouchers ne fassent passer leurs suifs au dehors » (12 fructidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 942).

(5) Lettre du 3 vendémiaire an III, signée Chardon et Perrotte, sociétaires, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

la municipalité, lui exprimant ses craintes que la marchandise dépérît. Des commissaires furent nommés qui constatèrent que la marchandise était en bon état... mais qu'elle pouvait dépérir. Les officiers municipaux, que ce rapport plaçait dans un cruel embarras, transmirent la requête au district pour qu'il adoptât les mesures « que sa sagesse lui dicterait (1) ». Quant au défaut d'huile, les difficultés furent moins graves : deux pétitions de la Société populaire, immédiatement transformées en décisions administratives, vinrent remédier à la disette, sinon la supprimer. La première eut pour conséquence la prohibition de cueillir les noix vertes, l'usage de consommer les noix en vert n'étant tolérable, disait le Directoire de district, que dans les temps d'abondance, et devant être sévèrement proscrit lorsque l'huile de noix, « ressource importante pour la nourriture des hommes, venait à leur manquer (2) ». La seconde eut pour objet une réquisition sur les graines grasses, les navettes notamment, que les habitants des campagnes voisines, ceux du canton de Talmay en particulier, étaient soupçonnés d'avoir voulu accaparer (3).

La question des cuirs soulevait à la fois un problème économique et un problème social. Les corbonniers de Dijon réclamaient du cuir ; la munici-

(1) Délibérations de la municipalité, des 7 et 9 vendémiaire an III, R. IX = 5, p. 11 et 18.

(2) Pétition du club : *Nécessaire*, du 13 messidor an II, p. 148. — Arrêté de la municipalité du 9, Arch. de Dijon, R. VIII = 4 p. 316. — Arrêté du Directoire de district du 14 : Arch. de la Côte-d'Or, L. 867.

(3) Arrêté du Directoire de district, du 26 fructidor an II, *ibid.*

palité, sur une pétition à elle présentée, leur avait répondu qu'elle n'en avait pas (1). La Société populaire entendit leurs plaintes et fit à la Convention une adresse pour obtenir la circulation à l'intérieur des cuirs provenant du bétail abattu aux armées (2). Une lettre de la commission de commerce et approvisionnements lui indiqua les dépôts où ces cuirs étaient versés (3), et des commissaires envoyés dans le département du Rhin en rapportèrent quelques cuirs (4). Les cordonniers pourtant ne cessèrent point de récriminer. Les tanneurs, pour éluder le maximum, leur vendaient de mauvais cuirs, n'ayant pas « la force nécessaire, pleins d'eau et hors d'état d'être mis en œuvre (5) ». Les cordonniers riches, qui peut-être n'hésitaient pas à dépasser le taux légal, obtenaient seuls, en gros, les « cuirs les plus propres à faire des souliers ». La Société, apercevant dans ce fait « une coalition infâme des tanneurs et des cordonniers les plus fortunés, prit la défense des cordonniers pauvres. Sur une plainte portée par des commissaires du club, le Conseil général de la commune enjoignit aux tanneurs « de vendre à tous cordonniers indistinctement et par petites portions les cuirs qu'ils fabriquaient », avec défense expresse

(1) Délibération de la municipalité, du 19 brumaire an II, Arch. de Dijon, R. VIII = 4, p. 28.

(2) Séance du 6 messidor an II : *Nécessaire*, du 9, p. 143.

(3) Circulaire du Directoire de district, du 17 thermidor, Arch. de la Côte-d'Or, L. 815.

(4) *Nécessaire* du cinquième jour complémentaire an II, p. 219.

(5) V. déjà les plaintes des cordonniers à l'Assemblée administrative du département, séance du 7 octobre 1793, Arch. de la Côte-d'Or, L. 59, f° 41.

de les vendre tant qu'ils n'auraient point atteint le degré de force nécessaire (1).

Problème également complexe était celui de la main-d'œuvre. L'agriculture manquait de bras (2), et Dijon par contre-coup en souffrait, ou du moins craignait d'en souffrir (3). Deux solutions, deux remèdes furent successivement proposés par le club : la suppression des travaux du canal pendant le temps des moissons et fauchaisons d'abord (4) ; l'emploi des prisonniers de guerre aux travaux des récoltes, ensuite (5).

Le club, après s'être efforcé d'assurer la circula-

(1) Délibérations des 4 et 6 vendémiaire an III, Arch. de Dijon, R. X = 12, p. 15 et 24.

(2) Beaucoup d'ouvriers valides étaient alors aux armées. La taxe des journées de travail, d'autre part, décourageait et mécontentait la main-d'œuvre. (Comp. sur quelques « mouvements » ouvriers provoqués par une coalition contre la taxe, la délibération du Conseil général de la commune, du 23 prairial an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 716.)

(3) Comp. la demande de réquisition adressée au district par le Conseil général de la commune, séance du 22 messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 807.

(4) Adresse à la Convention, du 16 prairial an II : *Nécessaire*, du 29, p. 131. — Allusion à une pétition antérieure de la Société populaire sur le même sujet, dans l'arrêté de l'assemblée administrative du département, du 29 nivôse an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 76, f° 115. — Comp. l'arrêté du Conseil général de la commune, du 22 prairial an II, ordonnant aux ouvriers du canal d'aller travailler au bois sous peine d'être regardés comme suspects, Arch. de Dijon, R. 11, p. 710.

(5) Pétition au département, du 20 messidor an II : *Nécessaire*, du 23, p. 160 — Solution que d'autres motifs d'ailleurs contribuaient à rendre agréable au club : le désir de se débarrasser d'hôtes gênants, dont les propriétaires redoutaient l'oisiveté (sur les déprédations commises par les prisonniers : *Nécessaire*, du 20 brumaire an III, p. 39), les artisans, la concurrence (v. l'arrêté de la municipalité du 23 janvier 1793, rendu sur pétition individuelle et portant défense aux prisonniers de guerre de faire aucun ouvrage de manœuvre, portefaix ou commissionnaire, à cause du préjudice

tion des denrées, se préoccupait, ces dernières délibérations en sont la preuve (1), d'en favoriser la production. Une troisième tâche devait compléter les deux autres et faire parcourir aux clubistes le cycle complet de l'économie politique : surveiller la répartition et la consommation.

Trois sortes de pain se fabriquaient à Dijon : du « pain blanc », du « pain bourgeois », du « pain entre bis et blanc », tous trois taxés, le pain bourgeois intermédiaire entre le pain blanc qui était plus cher et le pain bis qui l'était moins (2). Le club, au mois de décembre 1792, sollicita un arrêté obligeant les boulangers « à marquer leur pain et à n'en faire que de deux sortes ». Le Conseil général de la commune prit la requête en grande considération (3) ». Le pain bourgeois disparut. C'était une précaution contre les boulangers. C'était une réforme, toutefois, qui en préparait une autre, d'inspiration différente et de portée plus grave : le 21 juillet 1793, la

qu'ils causent aux manœuvres de la ville, Arch. de Dijon, R. V = 3, p. 306-307); peut-être aussi l'espérance, par des travaux pénibles imposés aux étrangers, d'accélérer cet échange de prisonniers dont le club se montrait si ardemment partisan. (V. la requête adressée par la Société populaire à l'assemblée administrative du département, séance du 27 brumaire an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 59, f^o 64; et, à la même date, le onzième vœu des sociétés réunies aux fêtes de Marat, *op. cit.*, p. 15. — Comp. l'adresse de la Société, du 30 nivôse an II, invitant la Convention à employer à la réparation des grandes routes « ces individus inutiles et dispendieux à la république » : *Nécessaire*, du 5 pluviôse, p. 4.)

(1) V. dans le même ordre d'idées la « longue discussion » intervenue à la séance du club du 16 messidor an II, sur la question de construction de moulins à vent pour les besoins de la commune. (*Nécessaire*, du 19 messidor, p. 155.)

(2) Règlement de la Chambre municipale du 28 mai 1791, Arch. de Dijon, R. IV = 7, p. 47.

(3) Séance du 18 décembre 1792, *ibid.*, R. VI = 9, p. 341.

Société demanda que désormais il ne fût plus fabriqué dans la ville qu' « une seule espèce de pain (1) ». Le 3 août, le Conseil général de la commune « considérant que l'usage de faire de deux sortes de pain tournait entièrement au détriment de la classe la moins aisée du peuple ; que les boulangers réservaient toute la fleur de la farine pour le pain blanc... ; que le pain bis... composé... de son et de farine grossière... ne formait qu'une mauvaise nourriture..., que les boulangers ne faisaient pas même de pain bis dans l'espoir d'en vendre une plus grande quantité de blanc ; que par là le pauvre était forcé d'acheter bien cher un pain peu nourrissant pour lui, ou de courir tous les boulangers pour en trouver du bis, qu'on ne pouvait laisser subsister plus longtemps un tel abus sous le règne de l'égalité » ; invoquant au surplus l'exemple de Paris, sanctionnait la proposition (2). Le citoyen Pigott et le professeur Masuyer avaient autrefois, au club, fait l'éloge du pain complet (3). Le Conseil général, renouvelant sa défense de faire d'autre pain que le « pain national », le 25 prairial an II (13 juin 1794), prohiba au surplus d'extraire le son des grains moulus (4). Les boulangers, non contents d'y laisser le son, mêlèrent à leur farine de l'orge et du son d'orge. Les Dijonnais furent effrayés de cet aliment

(1) Séance du Conseil général de la commune du 21 juillet 1793, *ibid.*, p. 577. (Pétition élaborée peut-être à l'instigation de Fouché, depuis deux jours à Dijon.)

(2) Arrêté du 3 août 1793, *ibid.*, p. 609.

(3) Discours de Pigott, sur le pain, p. 6 ; — discours de Masuyer, p. 11.

(4) Arrêté du 25 prairial an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 723-724.

de Spartiates. Le Conseil blâma les fraudes des boulangers, et concéda l'extraction de 15 livres de son par chaque quintal de farine (1)...

La Société populaire avait manifesté le vœu que les repas dans les auberges fussent soumis à une taxation (2) Le Conseil général de la commune, « instruit que... des particuliers, oubliant... la frugalité..., une des premières vertus républicaines, s'étaient fait servir dans des auberges des repas somptueux, et avaient témoigné la plus grande répugnance à manger le pain national » qui leur était présenté, pour empêcher ces « déprédations de comestibles », défendit aux aubergistes de servir dorénavant aucun repas dont le prix s'élevât au-dessus de 50 sous (3). — Le club avait proposé « de défendre aux pâtisseries de faire pendant quelque temps aucune espèce de pâtisserie (4) ». Le Conseil, plus timoré, se contenta d'interdire successivement les dragées, certains gâteaux (5), les pains d'épices, pour réduire enfin les pâtisseries à la seule fabrication des biscuits et échaudées nécessaires pour les malades (6). Les « aristo-

(1) Arrêté du 29 prairial an II, *ibid.*, p. 733-734. — Quelque temps plus tard, le Conseil rendait aux meuniers les blutoirs dont il avait ordonné la mise sous scellés (arrêté du 11 thermidor, *ibid.*, p. 855), et même ordonnait aux boulangers de déposer sur les greniers d'approvisionnement de la commune tout le son provenant des grains qui leur seraient remis par la municipalité. (Arrêté du 15 fructidor, *ibid.*, p. 956.)

(2) Séance du 10 pluviôse an II, *Nécessaire*, du 15, p. 12.

(3) Arrêté du 11 messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 764.

(4) Pétition présentée au Conseil général de la commune, 21 brumaire an II, *ibid.*, R. VII = 10, p. 142.

(5) Arrêtés du 23 brumaire et 13 germinal an II, *ibid.*, p. 161 et 521.

(6) Arrêté du 25 prairial an II, *ibid.*, R. 11, p. 723-724.

crates », enfermés dans les prisons, en dépit de la surveillance exercée par les clubistes sur la personne de leurs agents, se consolaient de leur réclusion par des repas jugés « fastueux ». Le Conseil général de la Commune, considérant que les « convois de nourriture » accaparés à leur profit, qui rappelaient le luxe et les superfluités de l'ancien régime, « en traversant plusieurs fois par jour les places et les rues » de Dijon, ne pouvaient qu'aggraver dans l'esprit du peuple « le sentiment pénible de ses besoins, par le contraste insultant de l'abondance la plus révoltante et de la plus affligeante disette », leur avait imposé un régime plus frugal (1). La mesure ne suffit pas à la Société populaire qui, énergiquement, réclama que tous les prisonniers fussent tenus de manger à la même table et à la gamelle (2).

Politique et économie politique aboutissaient ainsi au même but : surveillance minutieuse, incessante, tyrannique des individus et de leurs actes. La Société dénonçait les accapareurs, les exportateurs (3), les

(1) Arrêté du 8 brumaire an II, *ibid.*, R. VII = 10, p. 124-125.

(2) Séance du club du 20 messidor an II : *Nécessaire*, du 23, p. 160. — Requête présentée au Conseil général de la commune, 22 messidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 809. — Moins exigeante en brumaire, la Société demandait seulement qu'il fût pris sur les revenus des prisonniers riches de quoi subvenir aux besoins des prisonniers pauvres. (Cinquième vœu adopté aux fêtes de Marat, *op. cit.*, p. 14.)

(3) La société de Delémont lui ayant fait part d'envois d'or et d'argent sur les frontières (lettre du 2 fructidor an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518), le club de Dijon redoubla de vigilance, et la municipalité, sous son inspiration, recommanda aux agents des postes « de veiller avec la plus grande exactitude à ces sortes de fraudes » (délibération du 17 fructidor, Arch. de Dijon, R. VIII = 4, p. 408). — Sur une autre dénonciation, *ibid.*, R. X = 12, p. 652.

infracteurs du maximum, veillait au civisme des fonctionnaires (1), à leur capacité (2), à leur probité (3); accueillait les plaintes contre les fournisseurs de l'Etat (4); poursuivait les dilapidateurs de

(1) V. notamment son intervention dans l'affaire Bertheley : délibération du Conseil général de la commune, du 21 fructidor an II, *ibid.*, R. 11, p. 964.

(2) V. notamment le remplacement, demandé par la Société populaire, de l'inspecteur des boucheries qui, à raison de son grand âge, n'avait plus l'activité suffisante pour surveiller l'abatage du bétail (délibération du Conseil, du premier jour complémentaire de l'an II, *ibid.*) — V. aussi, sur le cas de l'accusateur public Millet, l'arrêté de Piochefer Bernard, enregistré par la municipalité, le 28 ventôse an II, *ibid.*, R. VIII = 4, p. 195.

(3) Sur la dénonciation portée contre un officier de gendarmerie accusé d'avoir détourné des sommes destinées à ses gendarmes, v. sa lettre à la Société populaire, 22 fructidor an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518. V. aussi la pétition adressée à la Convention contre les agents des postes et messageries de frontières (séance du 26 thermidor an II : *Nécessaire*, du 30, p. 191), et surtout l'importante campagne entreprise par le club contre les préposés aux subsistances chargés de l'approvisionnement des armées. Une plainte contre certains préposés pris individuellement en avait marqué les débuts (sur l'affaire Cerisier-Bentabole, v. la délibération de l'assemblée administrative du département, du 27 brumaire an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 59, f° 63). Les soupçons plus tard se généralisèrent (v. la pétition proposée à la séance du 16 prairial, *Nécessaire*, du 29, p. 131) et une adresse à la Convention, du 20 fructidor an II, au nom de la Société de Dijon, demanda la suppression de ces « coureurs inutiles et onéreux..., promenant sur des chars élégants leur oisiveté..., consacrant le reste du temps à la table et aux autres plaisirs ». (Bibl. de Dijon, F. Dse, 1731.) Sur l'élaboration de l'adresse : *Nécessaire*, du 15 fructidor, p. 203. Sur une dénonciation postérieure : *Nécessaire*, du 30, p. 215.

(4) Calignon, fermier et marchand d'Arc-sur-Tille notamment, si souvent dénoncé à la Société populaire de Dijon pour les motifs les plus variés (sous l'inculpation, par exemple, d'avoir livré à l'armée du Rhin du foin de la plus mauvaise qualité « pour empêcher les chevaux de cavalerie de charger l'ennemi » : dénonciation du 29 floréal an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1519) et dont l'innocence devait enfin être proclamée par le Directoire de district, malgré le zèle un peu intempestif dont la Société avait fait preuve en la circonstance (délibérations du Directoire de district, des 5 et 15 prairial an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 867).

la fortune publique (1), les déserteurs (2), les oisifs (3) ; toujours aux aguets, souvent trompée (4), englobant dans une même défiance individus et sociétés (5), serviteurs de la république et aristo-

(1) V. notamment la dénonciation faite par la Société au Conseil général de la commune « de la dilapidation du linge dans les hôpitaux militaires » : séance du Conseil, du 11 thermidor an II, Arch. de Dijon, R. 11, p. 855. — V. aussi la discussion intervenue sur les « abus et dilapidations relatifs aux constructions de l'hôpital militaire » : séance du club du 25 vendémiaire an III : *Nécessaire*, du 30, p. 22.

(2) V. l'affaire Verney : *Registre du comité de surveillance de la section de la Halle*, séance du 8 octobre 1793, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1431, f° 8.

(3) V. le vœu émis en faveur de la suppression des commissaires du pouvoir exécutif pour l'exécution des lois (quatrième résolution adoptée aux fêtes de Marat, *op. cit.*, p. 13).

(4) V. les réparations accordées à Rozier, à tort soupçonné d'accaparement (séance du 27 mars 1793 : *Affiches de Dijon*, du 9 avril, p. 91), et à l'agent national de la commune de Dijon, faussement accusé de banqueroute (séance du 3 fructidor, *Nécessaire*, du 5, p. 96).

(5) Les sociétés contrerévolutionnaires avaient disparu ; la « maison du portier du parc », dernier « lieu de rassemblement des ennemis de la chose publique » avait été dénoncée au juge de paix (délibération de la municipalité, du 10 mars 1793, Arch. de Dijon, R. V = 3, p. 350) ; le club improvisé avait songé un instant à se transporter à Longvic : une nouvelle dénonciation l'en avait sans doute empêché (délibération de la municipalité du 11, *ibid.*, p. 352). Les bals toutefois pouvaient servir de lieux de réunion, et des propos inciviques s'y échanger entre jeunes gens (v. la première des délibérations précitées). La Société populaire émit le vœu qu'« en ces temps de crise, tous bals fussent interdits dans la ville et qu'il y fût substitué des exercices militaires où tous les jeunes gens assisteraient les dimanches » (séance du Conseil général de la commune, du 5 août 1793, *ibid.*, R. VI = 9, p. 610. Mesure adoptée le 16 : *ibid.*, p. 636). Des « troupes de royalistes » se réunissaient encore de temps à autre la nuit pour chanter des complaintes « sur la mort de Louis Capet » (v. par exemple la délibération du Conseil général de la commune, du 5 février 1793, *ibid.*, R. VI = 9, p. 363). La Société populaire « voyant avec peine les aristocrates se cacher pendant la journée et ne sortir qu'à la faveur des ténèbres » demanda et obtint que des *cartes civiques* fussent fabriquées,

crates soupçonnés (1). Entre ses mains tous les pouvoirs semblaient réunis : à elle l'épuration des fonc-

lesquelles, par l'intermédiaire des comités de surveillance de chaque section, seraient délivrées « aux citoyens de leur arrondissement connus par leur patriotisme et prononcés pour la Révolution » qui les porteraient sur eux lorsqu'ils sortiraient la nuit, toute personne non munie de carte devant être à l'avenir regardée comme suspecte (délibération du Conseil, du 26 frimaire an II, *ibid.*, R. VII = 10, p. 257). — Si d'ailleurs les sociétés contrerévolutionnaires n'inquiétaient plus guère les Jacobins de Dijon, l'étroite surveillance exercée sur les sociétés secondaires du département à eux affiliées (il y en avait une dizaine dans le seul district de Dijon. V. sur ce point le rapport fait au conseil de district, les 5-10 ventôse an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 790, f° 156, et, sur la demande d'affiliation de la société d'Arc-sur-Tille en particulier, l'extrait des délibérations du Conseil général de ladite commune, du 12 mai 1793, *ibid.*, L. 1519) tenait en revanche constamment leur activité en éveil : la société d'Auxonne était soupçonnée de modérantisme, elle dut rappeler au club de Dijon, qui l'avait dénoncée à la Convention, l'extrême « pureté de ses principes » (lettre du 9 pluviôse an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1525). Des membres de la société d'Is-sur-Tille étaient accusés d'incivisme. En présence d'un commissaire du club de Dijon, ils donnèrent solennellement leur démission pour ne point altérer l'union qui, disaient-ils, devait régner entre les deux sociétés (séance de la société d'Is-sur-Tille, du 4 messidor an II, *ibid.*, L. 1523). La suprématie à laquelle prétendait, sur les autres clubs du département, la société de Dijon, se heurtait d'ailleurs à l'esprit d'indépendance de ces clubs, ceux des petites villes en particulier qui, parfois, mirent obstacle à ses tentatives d'empiètement. Le club de Dijon, lors du congrès tenu aux fêtes de Marat, avait proposé notamment l'établissement dans chaque chef-lieu de département d'un « centre d'unité », sorte d'organe directeur (vraisemblablement inspiré par la société du chef-lieu), duquel relèveraient sur les objets de salut public toutes les sociétés du département. La motion fut rejetée (septième question, *op. cit.*, p. 7 et 10).

(1) V. notamment la pétition des Amis de la République demandant le désarmement des aristocrates et des visites dans les casernes des prisonniers de guerre pour y rechercher les armes : séance de la municipalité du 18 mars 1793, Arch. de Dijon, R. V = 3, p. 361. — V. aussi les mesures plus tard prises par le club pour donner la chasse aux aristocrates de Dijon réfugiés dans d'autres lieux « sous le masque du patriotisme ». (Séance du 30 floréal an II : *Nécessaire*, du 3 prairial, p. 100.)

tionnaires (1), à elle la direction des subsistances (2), à elle le contrôle des comités de surveillance (3), à elle encore la désignation des individus ayant droit à la bienfaisance nationale (4); les juges semblaient ses sujets (5); la correspondance privée ou publique n'avait pour elle point de secret (6). Elle procurait des avocats (7); elle choisissait des méde-

(1) Séance du club des 15 et 18 ventôse an II : *Nécessaire*, du 20, p. 40.

(2) Au mois de frimaire an II, l'Assemblée administrative du département ayant à choisir des préposés chargés de recevoir les grains expédiés à Dijon pour les armées et d'en faire l'envoi aux frontières, les prenait sur une liste dressée par la Société populaire (séances de l'Assemblée administrative, des 2 et 7 frimaire, Arch. de la Côte-d'Or, L. 59, f^{os} 65-66). Au mois de nivôse, des fraudes ayant été signalées dans la manutention des grains en dépôt à Dijon, deux députés de la Société populaire furent chargés de faire une enquête, et le procès-verbal par eux dressé envoyé au Comité de salut public. (Arrêtés de l'Assemblée administrative, des 25 et 26 nivôse an II, *ibid.*, L. 76, f^{os} 111 et 112.) En germinal, des greniers d'approvisionnement ayant été créés pour recevoir les avoines et les grains provenant des fermages des émigrés, la direction en fut exclusivement confiée à des membres de la Société populaire. Un dépôt général de subsistances étant établi pour le district, la Société en désigna le directeur et le trésorier. (Délibération du Directoire de district, du 18 germinal an II, *ibid.*, L. 867.)

(3) V. notamment la lettre de l'administration du département à la Société populaire de Dijon, l'invitant à nommer deux commissaires qui se transporteraient à Vitteaux et y recueilleraient des informations sur la destitution de cinq membres du Comité de surveillance, 27 nivôse an II, *ibid.*, L. 76, f^o 113.

(4) Séance du club, du 21 floréal an II : *Nécessaire*, du 25, p. 91.

(5) Pour l'influence exercée par le club sur la condamnation à mort du malheureux Micault, « Crésus » de Dijon, ci-devant président à mortier au Parlement, v. la brochure intitulée : *Réponse à un écrit de Bernard de Saintes*, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 5321, p. 20.

(6) V. sur ce point les accusations portées par Baillot-Mure, deuxième pamphlet, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1547, p. 16.

(7) A l'exemple des Jacobins de Paris, la Société de Dijon avait formé dans son sein un Comité de défenseurs officiels. Chargés en principe de la défense des clubistes et de leurs amis, l'étaient-ils

cins (1) ; elle recrutait des infirmières (2) ; elle « examinait » des instituteurs (3). Les malheureux lui demandaient l'assistance matérielle (4), les incarcérés, l'appui moral (5). Un créancier avait

aussi, le cas échéant, de celle d'un accusé quelconque ? Une lettre touchante d'un avocat du club d'Auxonne, recommandant son client, un jeune déserteur trainé devant le tribunal criminel de Dijon, « au Comité de défenseurs officieux de la Société populaire à Dijon », semblerait l'attester. (Lettre du 5 frimaire an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1525.)

(1) Les hôpitaux de Dijon souffrant du manque de médecins, la Société populaire s'était mise en quête d'hommes de l'art : la Société républicaine de Noyers lui en signala un présentant le double avantage d'être « un médecin utile et un zélé républicain... » (Lettre sans date, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.) La Société ne se borna point à ces démarches préliminaires : l'agent national de la commune de Dijon la pria de désigner deux de ses membres pour faire partie d'un jury chargé d'apprécier les mérites d'un candidat au grade d'officier de santé. (Lettre du 2 fructidor an II, *ibid.*)

(2) Les religieuses de l'hôpital de Valence ayant refusé de prêter serment, la Société de cette ville écrivit à celle de Dijon pour que celle-ci lui vînt en aide dans la recherche d'infirmières. Le club de Dijon fit gravement publier aux *Affiches* les conditions fixées par le club de Valence : civisme, mœurs douces et pures, 35 ans au moins... Les personnes se jugeant aptes à la fonction étaient invitées à se présenter le plus tôt possible à la Société populaire de Dijon. (*Affiches de Dijon*, du 3 thermidor an II, p. 171.)

(3) La Société populaire de Nolay réclamant un instituteur, le club de Dijon invita les citoyens de la commune qui aspireraient à cette place, à se présenter à lui pour y être examinés et désignés ensuite à la Société de Nolay. (*Nécessaire*, du 20 thermidor, p. 182)

(4) V. les deux lettres suppliantes du citoyen Jean-Gaspard Nectoux qui prétend être membre de la Société depuis 1789, qui, à l'entrée de l'hiver, va être mis sur le grabat et demande qu'on nomme « quelqu'un de la Société pour le soutenir dans son affaire ». (26 vendémiaire et 30 brumaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.)

(5) V. notamment les lettres du « républicain Joannet, juge de paix et cultivateur d'Arc-sur-Tille », victime de la Société populaire de l'endroit, mis en arrestation sur son ordre, et qui, rappelant à la Société républicaine de Dijon la jouissance qu'il éprouvait lorsque, « venant à la ville », il assistait à ses séances, ne manquant jamais, ajoute-t-il, « lorsque quelques pensées utiles à la patrie se présen-

recours à ses services pour obtenir son paiement d'un débiteur aux colonies (1). Les clubs de village, s'attirant la colère des autorités, réclamaient sa protection (2) ; les habitants des campagnes, victimes de tyrannies locales, sollicitaient humblement son intervention (3). L'entrée du club donnait accès à toutes

taient à son imagination, d'y donner quelques développements et de lui en faire hommage », la supplie de l'arracher une fois encore aux embûches que lui ont tendues ses ennemis (trois lettres dont deux datées de nivôse an II, la seconde pour annoncer sa mise en liberté, la troisième pour dénoncer, à titre de reconnaissance, des « actes de fanatisme » constatés à Dôle, *ibid.*, L. 1519). — V. aussi, sur la pétition du citoyen Nicolot, la lettre de l'Assemblée administrative du département, du 11 germinal an II, et la délibération du Directoire de district, du 17 ; et sur l'affaire Hadancourt, la lettre de la Société de Rozoy-l'Unité, *ibid.*, L. 1518.

(1) Un instituteur de Septennes (Bouches-du-Rhône), ayant pour élève un enfant dont les parents habitaient aux Antilles et dont la pension devait être servie par l'entremise d'un notaire de Dijon, voyant que plusieurs termes restaient impayés, par l'intermédiaire de la Société populaire de l'endroit, demanda au club de Dijon, qui accepta, de prendre en main ses intérêts. V. les pièces concernant cette curieuse affaire (germinal an II). *Ibid.*

(2) Exemple : la Société de Seurre dont une délibération avait été dénoncée au département comme entachée de fédéralisme. V. sa décision du 3 frimaire an II et la délibération jointe du 19 brumaire, *ibid.*, L. 1524.

(3) V. notamment la très curieuse lettre des habitants d'Aiserey et Potangey se plaignant de la tyrannie d'une municipalité qui, suivant l'ancienne maxime : « Diviser pour régner » les avait partagés en deux classes, les « suspects » et les « réservés », les premiers, au nombre de 46, rayés du tableau civique, et qui tous, suspects et non suspects (75 citoyens environ), adressent leurs naïves protestations « au citoyen président de la Société populaire des Amis de la Constitution, séante à Dijon », espérant, disent-ils, « trouver dans la Société des médiateurs » et demandant « qu'il soit nommé deux commissaires pris dans le sein de la Société pour se concerter avec quelle administration il conviendra sur les moyens de faire droit à leur plainte ». (Lettre du 24 frimaire an II, *ibid.*)

fonctions et à toutes faveurs (1). L'exclusion du club ressemblait à une *capitis deminutio* (2).

A Dijon, écrira plus tard Calès, « la Société populaire faisait tout trembler ; corps administratifs, citoyens, districts voisins, tout était soumis à ses lois ; et trois ou quatre hommes lui en donnaient à elle-même ; cette société et la municipalité ne faisaient qu'un même corps (3)... » Une armée révolutionnaire, soi-disant destinée à la garde des prisons, coûtant 6,000 livres par mois et ne reconnaissant

(1) Le clubiste, le cas échéant, était protégé contre les autorités constituées. (V. par exemple l'intervention énergique de la Société dans l'affaire Hucherot et Jarsuel, deux de ses membres suspendus par le Directoire de département de leurs fonctions d'officiers municipaux, suspension levée sur une pétition des clubistes. Délibération du Conseil général de la commune, des 26 et 27 mai et 7 juin 1793, Arch. de Dijon, R. VI = 9, p. 458, 462 et 487. Comp. la solution de principe adoptée aux fêtes de Marat sur la huitième question, *op. cit.*, p. 10.) Il l'était même contre les coups du sort. Un clubiste, l'imprimeur Defay, ayant disparu, la Société populaire mit toute la ville en émoi pour éclaircir ce mystère. (Délibération du conseil du 1^{er} juillet 1793, *ibid.*, p. 537.)

(2) Exemple de Bernard Chaussier qui, exclu de la Société populaire dont il avait perdu la confiance, dut, sur-le-champ, abandonner toutes les fonctions qu'il remplissait et jusqu'au nom de Marat qu'une délibération du Conseil général de la commune lui avait accordé, qu'une autre délibération lui retira. (Délibération du 1^{er} nivôse an II, Arch. de Dijon, R. VII = 10, p. 268. — V. aussi la lettre du citoyen Deferrière, officier public, au Conseil général de la commune, demandant son remplacement « jusqu'à ce qu'il se soit justifié des inculpations qui lui ont été faites à la Société populaire », 13 fructidor an II, *ibid.*, R. 11, p. 945.) — Le non-clubiste ressemblait à un paria, et Bernard de Saintes citera plus tard comme un trait de courage civique le fait d'avoir diné à Dijon chez « le citoyen Gelquin, marchand, accusé de modérantisme et pour cela non membre de la Société populaire. (*Original*, du 28 messidor an III, p. 240.)

(3) La municipalité exécutant les ordres de la Société populaire, la Société à son tour lui servant de porte-voix. (V. par exemple la pétition sur les prises maritimes communiquée à la Société populaire « pour l'appuyer ». Délibération du Conseil général, du 13 vendémiaire an III, Arch. de Dijon, R. X = 12, p. 40.)

pas le chef de la force armée, lui servait d'appui. « Les soldats, tous ouvriers, ne travaillaient plus, leurs occupations étaient de remplir les tribunes du club où eux et leurs femmes appuyaient par leurs applaudissements les vues des meneurs (1) et faisaient taire par leurs menaces les citoyens qui voulaient les combattre (2)... » Dijon était la proie d'un *Ring*, et Sauvageot en était le *Boss*.

Maire de la ville, président de la Société populaire lors du passage de Bernard de Saintes, chargé en cette qualité de diriger l'épuration des clubistes et des fonctionnaires, en ayant profité pour éliminer ses adversaires et les remplacer par ses créatures (3), dominant la société par ses « ministres (4) » et ses « aboyeurs (5) », magistrat-prêtre, ayant sa garde et sa cour, Sauvageot était bien ce que beaucoup sans doute au fond de l'esprit pensaient, ce qu'un voyageur (6) dans une auberge osa dire, « le petit roi de Dijon ». Sa puissance était au faite, la Société populaire à son apogée. La décadence était fatale, et la chute était proche.

(1) Indication des noms des principaux meneurs : *Ibid.*, p. 648 et suivantes.

(2) Lettre lue à la Convention, 17 brumaire an III. *Gazette nationale*, du 19, p. 214.

(3) V. les deux pamphlets intitulés : *Baillot-Mure à ses concitoyens*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1546-47.

(4) Beaupoil, administrateur du département ; Guyot, juge de paix ; Delmasse, commis du département. (Lettre de Calès, lue à la Convention, le 27 brumaire an III : *Gazette nationale*, du 29, p. 252.)

(5) V. les renseignements donnés sur Fouladoux, Arch. de Dijon, *loc. cit.*

(6) Un jeune homme d'Autun, incarcéré pour avoir, par plaisanterie, à l'auberge du Chapeau-Rouge, demandé « comment se portait Sauvageot, le petit roi de Dijon ». (Fait reconnu par Sauvageot dans le mémoire intitulé : *Sauvageot, maire de Dijon, à ses concitoyens*, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXIII, p. 9.)

CHAPITRE V

**Décadence de la Société populaire. Sa fin. —
Le club Perrotte et les Jeunes Républicains.
— La Société de lecture. — Les cercles
constitutionnels.**

Les « grandes nouvelles » du 9 thermidor (27 juillet 1794) avaient été accueillies au club de Dijon (1) avec indifférence au fond, extérieurement avec joie. Le relâchement du gouvernement révolutionnaire, qui peu après se fit sentir, surprit les meneurs et les attrista. Des plaintes s'élevèrent sur la résurrection du « fanatisme », les facilités trop grandes accordées pour l'élargissement des détenus et l'audace renaissante des aristocrates qui, jusque dans leurs prisons, « insultaient aux patriotes (2) ». Après quelques

(1) Séance du 13 thermidor : *Nécessaire*, du 15, p. 179.

(2) Séance du 6 fructidor : *Nécessaire*, du 10, p. 199. — V. aussi, sur les « quelques murmures » qui s'élevèrent « dans le sein de la Société patriotique », le cahier copie de la correspondance échangée entre le Directoire du district de Dijon et le Comité de salut public en l'an III, première décade de vendémiaire, lettre 7. (Arch. de la Côte-d'Or, L. 258.)

moments d'hésitation, et sous l'influence dominante de Sauvageot (1), une adresse à la Convention « au milieu des plus nombreux applaudissements », à en croire l'officieux *Nécessaire* (2), à contre-cœur et sous l'empire de la crainte qu'inspirait la « cabale », si l'on s'en rapporte à d'autres sources (3), fut élaborée et votée « sur les mesures à prendre pour conserver au gouvernement révolutionnaire toute sa force et son énergie (4) ». Le « modérantisme », « faction caméléone », était dénoncé comme la source de tous les maux ; le club demandait la prolongation de la Terreur : guerre aux nobles et aux prêtres, maintien des suspects dans les prisons, suppression de la question intentionnelle (5) devant le tribunal révolutionnaire, ajournement indéfini de la liberté de la presse. Ce n'était point seulement une protestation platonique. C'était un mouvement d'opinion

(1) Sur le rôle de Sauvageot et les causes secrètes de l'adresse, v. aux Archives de Dijon le discours du président de la section de la Maison commune, *Registre des délibérations* de ladite section, séance du 30 pluviôse an III. — Comp. toutefois les explications données par Sauvageot lui-même, *op. cit.*, p. 2.

(2) Séance du 8 fructidor (25 août 1794) : *Nécessaire*, du 10, p. 199.

(3) Premier mémoire de Baillot-Mure, p. 6 ; Adresse de la section de l'Egalité à la Convention nationale, du 30 germinal an III, Arch. de Dijon, *Registre* de ladite section, f° 83. — Opinion intermédiaire et sans doute plus près de la vérité, dans la lettre de Calès, *Gazette nationale*, du 8 brumaire an III, p. 168.

(4) *La Société populaire régénérée de Dijon à la Convention nationale*, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 2243 (adresse revêtue de plus de 400 signatures.)

(5) « Aujourd'hui, disait la Société, des arbres de la liberté se coupent innocemment..., parce que les coupables étaient ivres,... qu'ils n'avaient aucune mauvaise intention. Mais l'intention n'est-elle pas dans le fait ? Un patriote ivre baise l'arbre de la liberté au lieu de le couper... » (*Op. cit.*, p. 4-5.)

que la Société prétendait créer ; l'adresse fut imprimée, envoyée à toutes les sociétés populaires, aux Jacobins et aux quarante-huit sections de Paris. Les Jacobins en écoutèrent la lecture avec enthousiasme, en votèrent la réimpression, la distribution, l'affichage dans Paris, l'envoi aux armées, aux sections et à toutes les sociétés populaires, « avec invitation de la répandre avec profusion (1) ». Quelques sections applaudirent et solennellement déclarèrent qu'elles adhéraient à l'adresse (2) ; mais d'autres sections l'improuvèrent (3), et la Convention, surtout, se montra hostile (4). Le lien était rompu qui

(1) Séance du 19 fructidor an II, dans : Aulard, *La Société des Jacobins*, t. VI, p. 417. (M. Aulard déclare, note 4, n'avoir pas retrouvé cette adresse parmi les publications émanant de la Société des Jacobins. Plus heureux que le savant professeur, nous croyons l'avoir découverte, sous le titre : *la Société populaire régénérée de Dijon à la Convention nationale*, Paris, imp. de Galletti, s. d., in-8°, Bibl. nationale, Lb. 40, 956.)

(2) Notamment la section de la Montagne, la section Chalier, la section du Mont-Blanc, la section Poissonnière. (Procès-verbal de la séance des Jacobins de Paris de la première sans-culottide an II, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. XXXVI.) V. aussi l'adhésion de la section de Bonne Nouvelle : Séance des Jacobins, du 11 vendémiaire an III, Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 535 ; — et sur les opinions manifestées par les sections à la barre de la Convention, relativement à l'adresse : *Moniteur* (réimpression), t. XXII, p. 41 et 53.

(3) La section du Panthéon notamment : Procès-verbal précité, p. 11.

(4) La proposition d'écarter de toutes fonctions publiques les ci-devant nobles et ci-devant prêtres souleva quelques applaudissements, mais la motion touchant la question intentionnelle excita des murmures, et l'insertion au *Bulletin* fut écartée sur les protestations véhémentes de quelques membres. (Séance du 19 fructidor : *Gazette nationale*, du 22, p. 1446.) — Comp. le compte rendu non officiel du représentant Edouard, qui avait communiqué à la Convention l'adresse d'abord transmise à la députation de la Côte-d'Or : *Lettre aux citoyens composant la Société populaire de Dijon*, 20 fructidor an II, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

jusqu'alors unissait législateurs et clubistes. La Convention laissait entendre que l'adresse peut-être était l'œuvre de quelques « hommes égarés ». Le temps était proche où la « trop fameuse adresse » allait devenir l'« adresse infâme (1) » et, l'imagination aidant, l'« affreuse adresse » qui avait « failli renverser l'autel de la liberté et précipiter les Français dans le gouffre de la tyrannie (2) ». La Société de Beaune la désapprouva, excluant même de son sein comme perturbateurs ceux d'entre ses membres qui, en séance publique, s'en étaient montrés partisans (3); le club de Dijon lui demanda des explications; la Société, d'un ton hautain, répondit qu'elle ne reconnaîtrait jamais « sa suprématie », pas plus qu'« aucuns triumvirs, ni aucuns dominateurs d'aucune espèce »; l'affiliation lui fut reti-

(1) Ce sont les deux expressions qui dans la suite la désignèrent, dans les registres des sections (v. surtout les discours de Mailhe à la section Crébillon, séance du 30 pluviôse an III, et à la section de l'Egalité, séance du 10 ventôse) et l'*Original* notamment (v. spécialement les nos des 13 prairial an III, p. 169, 18 prairial, p. 175, 28 messidor, p. 238). Le mouvement de réaction contre l'adresse alla si loin que la question, quelques mois plus tard, fut posée de savoir s'il ne conviendrait pas de destituer tout fonctionnaire l'ayant signée. (Arch. de Dijon, *Registre des délibérations de la section de l'Egalité*, 21 prairial an III, f° 103.) — Plusieurs des sections de Paris ou des sociétés de province qui l'avaient d'abord approuvée crurent nécessaire dans la suite de se rétracter. V. notamment la rétractation des sections de Bonconseil et Poissonnière (séance de la Convention, du 11 frimaire an III, procès-verbaux, p. 224-225) et celle de la Société patriotique de Nevers. (Séance de la Convention, du 30 nivôse an III, p. 41.)

(2) Arch. de Dijon, R. XII = 13, p. 1555.

(3) L'adresse de Dijon jeta même tant d'effroi dans l'esprit des Beaunois que longtemps ils ne purent voir « un Dijonnais, même en peinture ». (*Affiches de Dijon*, du 22 brumaire an III, p. 278.)

rée (1). La Société de Châtillon l'avait d'abord approuvée. Une connaissance plus exacte de la situation politique lui révéla son erreur. Elle condamna les idées du club pour adopter sans réserve les vues nouvelles de la Convention. Une autre brouille s'ensuivit (2). Le club de Dijon, perdant les faveurs de la Convention (3), perdait l'appui de ses vassaux.

Au sein même de la Société, des dissensions se faisaient jour. Le prestige de Sauvageot baissait. Le chapelier Robert l'avait accusé d'avoir violé le maximum dans une vente de chapeaux faite au comité des équipements militaires (4). La Société, solennellement, le déchargea de l'accusation (5). Un autre clubiste, un cafetier, Baillot-Mure, qui revenait de Paris, l'avait traité ouvertement de « tyran » et de « Robespierre » : une rixe au café Lavergne s'en était suivie, où Sauvageot, oubliant sa dignité, avait eu recours à ses poings pour défendre son honneur. La Société populaire avait condamné Baillot-Mure,

(1) V. sur cette rupture : la lettre du Comité de surveillance de Beaune, du 18 fructidor an II, et celle de la Société, du 29, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518. *Adde* : les comptes rendus des séances du club de Dijon, des 20 fructidor et troisième jour complémentaire de l'an II, *Nécessaire*, des 25 fructidor et cinquième jour complémentaire, p. 211 et 219.

(2) Séance du club de Dijon, du 26 vendémiaire an III : *Nécessaire*, du 30, p. 22-23.

(3) L'approbation bruyante donnée par la Société à la profession de foi révolutionnaire du club de Marseille et l'improbation des mesures prises par la Convention pour le relèvement de l'agriculture et du commerce (*Nécessaire*, du 10 vendémiaire, p. 6-7) devaient aggraver profondément la rupture.

(4) Séance du 3 vendémiaire an III : *Nécessaire*, du 5, p. 2.

(5) Députation envoyée par la Société au Conseil général de la commune, le 5 vendémiaire, Arch. de Dijon, R. X = 12, p. 19.

sans l'entendre, et, pour sa peine, l'avait chassé. Baillot-Mure se vengea dans un pamphlet mordant, contre Sauvageot d'abord, contre les sociétés populaires par contre-coup (1). Sauvageot répondit (2). Baillot-Mure répliqua : « Roi de Dijon, descends du trône et retourne à tes chapeaux. Il est toujours utile de couvrir la tête à ses concitoyens... ; il est toujours nuisible de la leur faire baisser (3). »

Le représentant Calès arriva : il venait porter remède aux maux que la Terreur avait causés. La Société populaire, officiellement, l'accueillit avec déférence (4). Mais les meneurs le détestaient (5). Et Calès, tout en flattant les clubistes (6), ne cachait pas les défiances que lui inspirait la « cabale ». La cabale régnait encore sur la Société ; Calès se rendit maître des sections (7) qui, sous son influence, devinrent comme une série de petits clubs, faisant

(1) *Baillot-Mure à ses concitoyens*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1546. — *Addé* : la lettre du même à la Société populaire, 23 vendémiaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

(2) *Sauvageot, maire de Dijon, à ses concitoyens*, précité. — Comp. le *Nécessaire*, du 30 brumaire, p. 27.

(3) Second pamphlet de Baillot-Mure, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1547, p. 24.

(4) Séance du 24 vendémiaire an III (15 octobre 1794) : *Nécessaire*, du 30, p. 22.

(5) Sur l'arrestation d'un clubiste accusé « d'avoir tenu des propos tendant à l'aviilissement de la représentation nationale dans la personne du représentant Calès » : *Nécessaire*, du 23 brumaire, p. 43.

(6) V. notamment la collaboration par lui demandée au club, en matière de subsistances : 24 vendémiaire, *loc. cit.*

(7) En couplant les trois sections « agitées » avec les trois autres qui ne l'étaient pas. (V. sa lettre : *Gazette nationale*, du 29 brumaire an III, p. 252.)

obstacle et concurrence à la Société populaire (1). La garde des prisons fut licenciée, les autorités constituées furent épurées, l'administration municipale et l'administration de département furent renouvelées ; le club perdit sa suprématie, et, avec le pouvoir, les « dépouilles ». Attaquée par le dehors, attaquée par le dedans (2), la Société peu à peu se désagrégeait. Les querelles de personnes l'avaient affaiblie. Les querelles de principes s'y ajoutèrent et les aggravèrent : l'esprit libéral se réveillant entraînait en lutte avec l'esprit socialiste et réglementaire. L'ex-avocat Ligeret invoquait encore la volonté générale, dénonçait « l'aristocratie des richesses », demandait que « les effets maximisés soient remis à la municipalité pour les distribuer par sections (3) ». Mais ces propositions socialistes ou jacobines se heurtaient maintenant au blâme sévère de l'avocat Miel : « Que le peuple entier soit convaincu... que la liberté consiste à pouvoir faire librement tout ce qui n'est pas défendu par la loi..., que l'égalité n'est point l'égalité physique, mais l'égalité en droits. Que ces principes soient la base de nos discussions. Que celui qui s'en écartera soit rappelé à l'ordre... » C'était condamner les anciens errements de la

(1) Système d'attaque procédant par conquête préalable des assemblées primaires, scrupules tardifs de la Société, rôle important des jeunes gens dans l'attaque, tous les incidents de la campagne sont à rapprocher du tableau de Bryce : *The war against Bossdom*. (Op. cit., t. II, p. 166 et suiv.)

(2) Des membres de la Société étaient accusés « d'avoir mal parlé d'elle dans les sections ». (Séance du club, du 26 vendémiaire : *Nécessaire*, du 30, p. 23.)

(3) Séances des 6 et 7 vendémiaire an III : *Nécessaire* du 10, p. 7.

Société (1). C'était la condamner elle-même. Et l'avocat Miel, pour sa part, n'hésitait guère à prononcer son arrêt de mort : « Il est temps de dire au peuple qu'il ne réside point dans les sociétés populaires, mais seulement dans les communes et sections de la république (2). »

Le décret sur les sociétés populaires du 25 vendémiaire an III (16 octobre 1794), prohibant toutes affiliations, agrégations, fédérations et toutes correspondances en nom collectif entre sociétés sous quelque dénomination qu'elles existent (3), était un avertissement : la Société de Dijon put le comprendre d'autant mieux que ses écarts étaient la source, source partielle quoique importante, des précautions législatives (4). La tempête approchait : le club se fit timide, demanda pardon de ses péchés. La loi l'entourait de barrières : il fit vœu de les respecter (5).

(1) Que l'expérience, d'ailleurs, commençait à rendre plus sage. V. à titre de preuve l'intéressant mémoire rédigé par Robert, administrateur du département (*A la Convention nationale, la Société populaire de Dijon sur l'administration des subsistances*, 20 vendémiaire an III, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1622), demandant notamment que fût « levée comme impolitique, contraire au droit naturel et impraticable la défense de s'approvisionner pour plus d'une décade » (Art. 7 du projet). — Sur la faveur avec laquelle le rapport fut, en haut lieu, accueilli, v. la lettre des représentants du peuple composant le Comité de législation au citoyen Paillet (qui leur en avait envoyé un exemplaire), du 7 brumaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

(2) Séance du 2 brumaire : *Nécessaire*, du 5, p. 27-28.

(3) Desenne, *op. cit.*, t. X, p. 159.

(4) V. l'adresse de la Société de Dijon citée au premier rang par Bentabole parmi les méfaits justifiant une réglementation sévère de l'activité des clubs : Séance de la Convention du 25 vendémiaire an III, dans le *Moniteur* (réimpression), t. XXII, p. 255-260.

(5) V. surtout les réflexions de Ligeret, séance du 1^{er} brumaire : *Nécessaire*, du 5, p. 27.

Il s'était montré injuste, refusant d'entendre la défense des victimes de l'épuration : après quelques tiraillements, il s'engagea solennellement à réparer son erreur (1). Il avait pris l'allure d'une secte, n'admettant plus de nouveaux membres (2) : sa porte à nouveau s'ouvrit (3) ; tout mécontent put entrer (4). Il avait troublé la commune par les listes de « gens suspects » dont il avait naguère voté la lecture et l'affichage (5) : la lecture cessa, l'affiche disparut (6). Des clubistes, dans les fonctions que leur avait valu leur civisme, avaient fait preuve de cruauté : des reproches leur furent adressés (7). Le

(1) Séance du 10 brumaire : *Nécessaire*, du 15, p. 35.

(2) Refusant aussi l'affiliation à toute société nouvelle. V. la note manuscrite mise en marge de la lettre de la Société populaire de Fontaine-Française, du 15 pluviôse an II, demandant l'affiliation à la Société de Dijon, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1523.

(3) V. le nouveau système d'admission adopté à la séance du 4 brumaire : *Nécessaire*, du 10, p. 31. — Les candidats devaient être annoncés à la tribune par le secrétaire, affichés ensuite pendant une décade à la salle de lecture, et enfin discutés en séance publique le décadi suivant.

(4) « On agite la Société populaire, écrivait Calès, on tâche d'y appeler les mécontents » (*Gazette nationale*, du 29 brumaire, p. 252). — Vingt-trois membres nouveaux, artisans pour la plupart, furent reçus aux séances des 20, 21 et 23 brumaire (*Nécessaire*, du 25, p. 43), vingt-quatre à la séance du 30 (*Nécessaire*, du 5 frimaire, p. 51). *Adde* : la lettre du citoyen Bizot, du 17 vendémiaire, demandant son affiliation à « la Société montagnarde de la commune de Dijon » : Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

(5) Séance du 12 vendémiaire : *Nécessaire*, du 15, p. 11-12. — Mesure prise à la suite des élargissements opérés sur l'ordre de la Convention, le club ayant la prétention de substituer sa surveillance à celle des autorités. (V. sur ce point les concessions obtenues par la Société à la suite d'une requête par elle adressée au Comité révolutionnaire provisoire du district de Dijon, séance du 17 vendémiaire an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1534, f° 4.)

(6) Séance du 23 brumaire : *Nécessaire*, du 25, p. 43.

(7) Séance du 25 brumaire : *Nécessaire*, du 30, p. 47.

club, enfin, pour son malheur, avait voté l'« adresse infâme ». Malgré quelques résistances, et sur l'initiative de Sauvageot lui-même (1), une nouvelle adresse fut votée (2) qui improuvait la première (3). Le repentir était tardif (4). La cause des clubs était jugée et les Jacobins condamnés. La société-mère succomba ; le 21 brumaire (11 novembre 1794), par ordre de la Convention, le club de la rue Saint-Honoré fut fermé. La Société de Dijon vécut encore quelques jours (5) ; ses forces l'abandonnaient ; elle mourut aux premiers froids...

Le 30 brumaire (20 novembre 1794), « après une légère discussion », le nombre des séances fut réduit

(1) Séances des 3 et 4 brumaire : *Nécessaire*, du 10, p. 30-31.

(2) « Au milieu des applaudissements les plus unanimes », si nous en croyons la lettre du Directoire de district au Comité de salut public : *Cahier copie* précité, 2^e décade de vendémiaire, lettre 5.

(3) *A la Convention nationale*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1733 (300 signatures). — Ligeret, qui avait défendu l'ancienne adresse, mais toujours respectueux de la volonté générale, eût voulu que, pour signer l'adresse nouvelle, les citoyens fussent convoqués à son de trompe : la proposition fut écartée sur l'observation de Miel qu'il ne fallait pas « influencer les hommes libres ».

(4) L'adresse lue à la Convention, l'insertion au *Bulletin* avec mention honorable fut demandée en sa faveur. Sur l'intervention de Rewbell et en dépit des protestations de quelques membres, faisant valoir les services qu'avaient rendus les Dijonnais lors des troubles du Jura, la proposition fut rejetée et le renvoi au Comité de sûreté générale décrété, vu « l'insolence » dont cette fois encore faisait preuve vis-à-vis du législateur la Société de Dijon qui, dans une phrase malencontreuse, avertissait la Convention de se méfier d'« adresses doucereuses » qu'elle avait le tort d'accueillir sans apercevoir « le poison » que ces adresses « distillaient ». (Séance du 23 vendémiaire an III : *Moniteur*, du 25, p. 236.)

(5) Assez longtemps toutefois pour entendre les louanges qu'adressaient à la Convention qui, « en fermant les Jacobins, avait sauvé la patrie », les Dijonnais inscrits dans la section du Centre. (Seconde adresse à la Convention par la section du Centre de Dijon, 30 brumaire an III, Bibl. de Dijon, F. de J., n° 58, t. CXII)

à deux par décade (1). Le 5 frimaire (25 novembre), d'une plume délicate et dans une forme simple ne manquant point d'un certain charme, Gabet rédigeait le dernier procès-verbal. « Présidence de M. Prevot. — La disette de bois et de chandelle, dit Dubarry, nous oblige à faire des sacrifices ; je demande que les séances de la Société soient suspendues. — Après deux épreuves, l'assemblée adopte cette motion et lève la séance (2). »

Des causes politiques avaient présidé à la ruine de la Société ; une occasion économique (3) suffisait à la consommer.

Les séances publiques avaient pris fin. La salle du bailliage toutefois restait ouverte ; quelques membres du club y tenaient des conciliabules. Le 11 frimaire (1^{er} décembre 1794) (4), le représentant Calès, « instruit que la Société de Dijon avait spontanément fermé ses séances », que quelques citoyens cependant « s'assemblaient clandestinement dans une salle du ci-devant bailliage appelée la salle de lecture, qu'on y établissait des discussions qui pou-

(1) *Nécessaire*, du 5 frimaire, p. 51.

(2) *Nécessaire*, du 10 frimaire, p. 55.

(3) Cause secondaire qu'il ne faut toutefois pas confondre avec un simple prétexte. La disette de combustible était alors vraiment extrême (v. les *Affiches de Dijon* du 8 frimaire, p. 21) ; le Conseil général de la commune venait d'avancer l'heure de ses séances, pour permettre à ses membres d'assister à celles de la Société populaire, mais aussi, et surtout peut-être « pour épargner des frais de lumière » (séance du 13 vendémiaire an III, Arch. de Dijon, R. X = 12, p. 41) ; la municipalité allait, pour des motifs analogues, réduire ses séances à trois par décade (séance du 27 frimaire, *ibid.*, R. IX = 5, p. 152).

(4) Date d'enregistrement de l'arrêté par la municipalité, Arch. de Dijon, R. IX = 5, p. 112.

vaient troubler l'ordre public », arrêta que la salle de lecture serait fermée et que des mesures seraient prises pour dissiper à l'avenir les rassemblements signalés.

La suspension des séances publiques d'autre part n'était peut-être que provisoire. Le Palais était silencieux ; ce silence se prolongerait-il ? Le 16 frimaire (6 décembre 1794), la section du Centre, rivale acharnée du club et qui craignait sa résurrection, prétextant de l'exiguïté du local où elle tenait ses séances, demanda la salle du Palais. Requête prématurée : la municipalité l'écarta (1). La Société populaire conservait le droit de s'assembler au Palais. C'était une faculté dangereuse ; Calès bientôt la lui retira. Le 10 nivôse (31 décembre), s'appuyant sur le fait que la Société populaire de Dijon s'était prononcée fortement dans un sens inverse de celui des sections et « pour prévenir les suites de cette division des esprits (2) », le représentant arrêta que les séances du club seraient provisoirement suspendues et la salle du Palais fermée (3).

(1) Séance du 16 frimaire an III, *ibid.*, p. 124.

(2) V. la lettre du Directoire de district au Comité de salut public, *Cahier copie* précité, 1^{re} décade de nivôse, n° 2.

(3) Le Directoire de district était en outre chargé : 1° de faire afficher l'arrêté « dans l'étendue de la commune » ; 2° de déposer « au secrétariat de district » les clefs ainsi que la correspondance et les registres cotés et paraphés par le président et le secrétaire de la Société ». (V. l'arrêté du Directoire, du 12 nivôse an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 817) L'accomplissement de la seconde mission n'alla pas sans difficultés (v. notamment la lettre du Directoire, du 25 nivôse, blâmant les lenteurs du citoyen Gabet, nommé commissaire à cet effet, et lui enjoignant d'exécuter sur-le-champ les ordres du représentant Calès, *ibid.*), et l'exécution, à raison des résistances que sans doute elle suscitait, en fut retardée jusqu'en ventôse. (V. la

De nouveaux symptômes d'agitation se manifestaient parmi les clubistes ; le représentant avait voulu couper court à leur désir de restaurer la Société. L'événement montra que la précaution venait à son heure.

Le 24 nivôse (13 janvier 1795), cinquante citoyens, « esprits ardents », annonçaient au Conseil général de la commune leur intention de s'assembler le lendemain « dans la salle des Pas-Perdus, attenante à celle de la Société populaire, pour rédiger une pétition à la Convention », et invitaient la municipalité à déléguer un commissaire qui prît part à leur séance. La demande, si elle n'allait à l'encontre du texte de l'arrêté du 10 nivôse, se heurtait pourtant sans aucun doute à son esprit. Le Conseil, sur l'avis du district, refusa d'autoriser le rassemblement proposé (1). L'échec de cette première démarche ne découragea pas les clubistes : leurs anciens locaux leur étaient fermés ; ils en cherchèrent un nouveau, plus modeste et plus familial ; le cabaret Perrotte, « place Etienne », devint le siège du nouveau

délibération du Directoire de district, du 8 ventôse, délibération prise « vu le procès-verbal du citoyen Gabet, commissaire, portant qu'il a fermé la salle de la Société populaire... et... déposé au secrétariat de district les registres, la correspondance et les clefs de ladite société... ») Des fragments de correspondance subsistent aux Archives de la Côte-d'Or (L. 1518). Que sont devenus les registres ?

(1) V. sur cette démarche et ses résultats la délibération du Conseil général de la commune, du 24 nivôse an III, Arch. de Dijon, R. X = 12, p. 296, et la lettre du Directoire de district au Comité de salut public, *Cahier copie précité*, 3^e décade de nivôse, n^o 3.

club (1). C'est là qu'allaient désormais, sous le patronage, disait-on, du citoyen Edouard, député, et sous la direction effective du cabaretier Perrotte, déchristianisateur convaincu (2), et « des plus fameux sansculottes (3) », s'assembler « les nobles débris de la Société des Jacobins de Dijon (4) ».

Le club, dès sa naissance, était surveillé (5). Dès ses premiers actes il fut dénoncé. Le 30 nivôse (19 janvier), un citoyen ayant annoncé à la section de la Maison commune « que les fonctionnaires publics destitués par Calès comme terroristes... » et « leurs adhérents non moins coupables qu'eux se réunissaient dans la taverne de Perrotte, l'un d'eux », que, dans leurs débauches, ils faisaient des vœux pour le retour de la Terreur et « insultaient à la représentation nationale », la section, à l'unanimité, résolut d'appeler sur le club les rigueurs des corps administratifs (6). Le Directoire de district (7), la

(1) V. la déclaration faite au Conseil général de la commune par les citoyens Picard, coutelier, Painvin, menuisier, Robert, professeur au Collège, et Prévôt, tant en leur nom qu'en celui des signataires de la pétition précitée, séance du 25 nivôse, *loc. cit.*, p. 298.

(2) V. notamment la motion par lui présentée en faveur de la destruction des dernières croix des clochers : séance de la Société populaire du 13 brumaire an III, *Nécessaire*, du 15, p. 35.

(3) *Original*, du 23 germinal an III, p. 87.

(4) *Original*, du 8 ventôse an III, p. 12.

(5) V. la lettre précitée du Directoire de district.

(6) Arch. de Dijon, *Registre des délibérations de la section de la Maison commune*, séance du 30 nivôse an III. — V. aussi les résultats des dénonciations communiquées à la section : séance du 10 pluviôse.

(7) Arrêté du 7 pluviôse an III, Arch. de la Côte-d'Or, L. 817. — V. aussi sa lettre au Comité de salut public, *Cahier copie* précité, première décade de pluviôse, n° 3.

municipalité (1), le comité révolutionnaire furent saisis (2). D'autres rassemblements de terroristes mécontents (3), rassemblements nocturnes pour la plupart, étaient signalés au café Lavergne, près du Collège, « au faubourg Pierre », et dans d'autres lieux (4). La section de la Maison commune dénonça le premier (5). Un nouveau journal, organe des patriotes de 89, l'*Original*, par la plume de Claude Legoux, donna la chasse aux autres (6). Du « bruit » s'était fait au café Lavergne. La section de la Liberté, jugeant qu'il avait été « probablement excité par des commis des administrations (7) », demanda au

(1) Dénonciation adressée au Conseil général de la commune le 5 pluviôse, Arch. de Dijon, R. X = 12, p. 314-315. — Renvoi au Comité révolutionnaire : Délibération de la municipalité du 7 pluviôse, *ibid.*, R. IX = 5, p. 198-199.

(2) Le représentant Mailhe, qui arrivait à Dijon, parcourut même incognito les lieux de rassemblement, s'assurant ainsi par lui-même de l'exagération des bruits qui circulaient dans la ville. (Lettre du Directoire de district, *Cahier copie* précité, deuxième décade de pluviôse, n° 2.)

(3) Détail significatif : un de ces rassemblements était présidé par le ci-devant bourreau de Dijon. (V. la délibération de l'administration municipale, du 2 messidor an IV, Arch. de Dijon, R. XI = 13, p. 585-586.) C'était une source de sarcasmes dont l'organe du parti modéré ne manqua point de tirer parti. V. dans l'*Original*, du 23 ventôse an III, p. 37-39, le pamphlet intitulé : *Extrait des registres des délibérations d'une section des Jacobins de France, connue sous le nom de frères Coupe-Têtes, séante à Jinod* (Dijon), *présidence du bourreau*.

(4) Ces petits clubs de quartier faisaient-ils partie d'une organisation commune ? Legoux paraît le supposer lorsqu'il parle d'« une des sections du club ou cabaret Perrotte se tenant au faubourg Pierre ». (*Original*, du 23 germinal, p. 87.)

(5) V. les délibérations de l'administration municipale, des 5 et 7 pluviôse, précitées.

(6) V. notamment l'*Original*, du 18 ventôse an III, p. 31-32.

(7) Ces « hommes en place » sans doute, dont parle Claude Legoux, « ?conservés on ne sait trop par quelle raison, qui jouent un rôle principal dans les rassemblements nocturnes ». (*Ibid.*)

représentant Mailhe, successeur de Calès, que « tous les célibataires dans les bureaux fussent remplacés par des pères de famille (1) ».

Le mouvement pourtant s'aggravait. Les jacobins, tirant parti de la cherté des denrées, dont ils rejetaient la responsabilité sur Calès et sa politique, insinuant d'autre part que la contre-révolution s'opérait, que le royalisme triomphait, prêchaient la haine des « modérés », des « muscadins » et des « aristocrates (2) ». Des rixes avaient lieu la nuit entre jacobins et muscadins. Des groupes de clubistes se rendaient les décadis aux assemblées de sections pour appuyer « de la voix et du poing » les motions faites par des frères (3). La « clique Perrotte » faisait du tapage au théâtre pour empêcher de chanter le *Réveil du Peuple* (4). Le buste de Marat, clandestinement, avait été rétabli dans un café (5) et, dans certains cabarets, les meneurs prévenus de l'agitation qui alors se préparait à Paris, allaient, disait-on, jusqu'à « boire à la santé du mois prochain (6) ».

Le 12 germinal (1^{er} avril 1795) arriva : ce fut un échec pour le parti avancé (7). Ce fut l'écrasement

(1) La pétition ne nous est connue que par la communication faite à la section Crébillon, 20 pluviôse an III. (Arch. de Dijon, *Registre des délibérations de ladite section*, f° 77.)

(2) *Original*, du 18 ventôse, p. 32.

(3) Procès-verbal apocryphe précité : *Original*, du 23 ventôse, p. 38-39.

(4) *Original*, du 13 germinal, p. 74.

(5) Lettre du Directoire de district, *Cahier copie* précité, deuxième décade de pluviôse, n° 2.

(6) Lettre du même, *ibid.*, deuxième décade de germinal, n° 3.

(7) Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 527.

des « terroristes » dijonnais. Sur l'ordre du représentant Mailhe, « M. Paul Perrotte » alla retrouver en prison (1) Sauvageot et Marat-Chaussier (2). Les anciennes compagnies de canonniers restaient imbues d'esprit jacobin : l'artillerie de la ville fut mise entre des mains plus sûres (3). Les muscadins, « canonniers de Mailhe (4) », ne se bornèrent point aux exercices militaires que leur imposait le manie-ment du « canon de la liberté (5) ». Ils se consti-tuèrent en association politique : ce furent les Jeunes Républicains qui, sous le patronage de Calès (6) et avec le concours un peu timide de l'*Original* (7), dans un retentissant manifeste lancé le 23 germinal an III (12 avril 1795) (8) et communiqué aux sec-

(1) 18 germinal an III : *Original*, du 23, p. 87. — Sur les derniers méfaits de Perrotte au café Mure : Arch. de Dijon, R. IV = 8, p. 599-602. Sur sa conduite en prison : *ibid.*, R. IX = 5, p. 493.

(2) Contre qui des mandats d'arrêt avaient été lancés dès le 8 germinal : *Original*, du 13, p. 74. Sauvageot était accusé d'abus d'autorité, comme maire, et d'arrestations arbitraires, Bernard Chaussier, d'arrestations arbitraires seulement. V. l'arrêt ordon-nant leur mise en liberté, le 6 vendémiaire an IV, au greffe de la Cour de Dijon, *Registre des arrêts criminels pour la période révo-lutionnaire*, cote 245.

(3) Sur cette réorganisation des compagnies de canonniers et les colères qu'elle souleva au club Perrotte : *Original*, des 18 et 23 ger-minal an III, p. 81 et 85.

(4) C'était le titre qu'ironiquement leur attribuaient leurs adver-saires. (Arch. de Dijon, R. IV = 8, séance du tribunal de police municipal, du 6 prairial an III.)

(5) Lettre parue dans l'*Original*, du 26 germinal, p. 98.

(6) V. la réponse de Calès aux Jeunes Républicains qui lui avaient communiqué leur manifeste : *Original*, du 28 floréal, p. 142-143.

(7) V. les conseils de modération à eux donnés par Legoux : *Original*, du 26 germinal, p. 93-96.

(8) *Les Jeunes Républicains de Dijon aux citoyens du département de la Côte-d'Or*, Bibl. de Dijon, F. Milsand, 6975.

tions (1), jurèrent de maintenir la république en combattant à la fois « le royalisme et l'anarchie ».

Les terroristes, dès lors, furent pourchassés sans trêve. Des rassemblements suspects étaient signalés en différents points de la ville, sur l'emplacement des ci-devant Minimes, près la rue du Tillot, enfin et surtout « dans les salles du ci-devant club, au rez-de-chaussée, maison du ci-devant bailliage », rue Notre-Dame, où des conciliabules persistaient « sous le prétexte de la lecture des nouvelles qui, disait-on, s'adressaient toujours à la concierge de la *filie aînée* de la défunte société-mère des *Jacobins* de France ». *L'Original* les dénonça (2). Les journées de prairial eurent leur contre-coup à Dijon (3). La réaction s'aggrava. Les terroristes furent désarmés (4), certains efforts furent tentés pour reprendre les piques autrefois distribuées par la Société populaire (5). Legoux

(1) 10 floréal an III. V. aux Arch. de Dijon les registres des sections, à cette date. — Sur les rassemblements de jeunes gens qui avaient précédé et préparé la fondation de cette société de muscadins : *Nécessaire*, du 25 germinal an III.

(2) *Original*, du 8 floréal, p. 115; du 13, p. 120; du 28, p. 145; du 3 prairial, p. 154.

(3) Sur les troubles survenus à Dijon à cette époque, v. les délibérations du Directoire de département, des 6 et 7 prairial an III, Arch. de la Côte-d'Or, L 78, f^{os} 101 et 102, et les décisions du tribunal de police municipal des mêmes jours, Arch. de Dijon, R. IV = 8.

(4) V. les listes des terroristes à désarmer, avec les motifs justifiant le désarmement (motifs jetant parfois quelque lumière sur le rôle joué par chacun d'eux à la Société populaire): *Registre des délibérations de la municipalité*, séance du 9 prairial an III, Arch. de Dijon, R. IX = 5, p. 373 et suiv. ; — *Registre des délibérations du Conseil général de la commune*, séances du 4 messidor et suiv., *ibid.*, R. X = 12, p. 634 et suiv.

(5) Motion adoptée, mais « ajournée pour l'exécution » par le Conseil général de la commune, séance du 15 prairial an III, *ibid.*,

qui, deux fois déjà, dans l'*Original*, avait sollicité l'amodiation de *toutes les salles* de la ci-devant Société populaire et la vente au profit de la nation de tous les effets qui s'y trouvaient déposés, renouvelait sa supplication avec l'entêtement d'un Caton poursuivant la ruine de Carthage (1). Les sections enfin l'entendirent : le 30 thermidor (17 août 1795), sur l'observation d'un de ses membres, la section Crébillon décida que la vente des bancs, meubles et effets compris dans les salles de la Société, salle des séances publiques au Palais, salle de lecture au Bailliage, serait demandée aux autorités constituées, pour être le produit de la vente versé dans la caisse de bienfaisance et « lesdites salles rétablies dans l'état où elles étaient auparavant (2) ». La section de la Liberté émit un vœu analogue. Le Directoire de département, « considérant qu'aucune loi n'avait déclaré biens nationaux les meubles et effets existants dans les lieux d'assemblée des sociétés populaires, que ces meubles et effets étaient la propriété des citoyens qui avaient composé ces sociétés et

p. 579. — Ces mesures de précaution ne suffirent pas d'ailleurs aux vainqueurs de prairial : les opprimés se vengeant, par une conséquence fatale, devinrent à leur tour oppresseurs. Sur les attroupements formés devant l'auberge du Marais : Délibération de la municipalité du 29 thermidor, *ibid.*, R. IX = 5, p. 467-468. Sur les conflits entre muscadins et « buveurs de sang » dans les bals principalement : *Registre des délibérations du tribunal de police municipal*, précité, séance du 6 messidor. Sur l'espèce de Terreur blanche qui régnait alors à Dijon : Déclaration du président du Directoire de département, séance du Directoire, du 18 fructidor, Arch. de la Côte-d'Or, L. 78, f° 194.

(1) *Original*, du 13 floréal, p. 119 ; du 18, p. 130 ; du 23 prairial, p. 183.

(2) Arch. de Dijon, *Registre des délibérations de la section Crébillon*, 30 thermidor, f° 107.

qu'ainsi les corps administratifs n'avaient pas le droit d'en faire la vente... ; que la Société populaire ne s'était pas emparée de cette salle, comme l'avancait la section de la Liberté, mais en ayant eu la jouissance en vertu d'un bail, les meubles et effets étaient le nantissement du prix... ; que c'était sûrement par erreur que la section de la Liberté s'était permise de demander que la salle du ci-devant Parlement fût remise au même état où elle était avant que la Société populaire y fût entrée, puisqu'alors elle était décorée des attributs de la tyrannie et qu'elle était appropriée aux fonctions d'une corporation judiciaire qui ne pouvait plus reparaître sur le sol de la république », arrêta qu'il n'y avait lieu de délibérer (1). Ce fut dans les sections une explosion d'indignation (2). La loi du 6 fructidor (23 août 1795) (3) qui, sur le rapport de Mailhe (4), venait de « supprimer définitivement les sociétés dites popu-

(1) Pétition présentée au Directoire de département le 4 fructidor, Arch. de la Côte-d'Or, L. 78, f° 181 — Arrêté du Directoire, du 9 fructidor (texte sur feuille volante): L. 1518.

(2) V. notamment la proposition faite à la section Crébillon d'envoyer au département des commissaires pour lui témoigner la « surprise » et le « mécontentement » provoqués par la « réponse injurieuse » par lui adressée aux sections *Registre* de ladite section, séance du 10 fructidor.

(3) Texte rapporté dans Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I^{er}, introduction, p. ci.

(4) Détail intéressant à noter, puisqu'il nous permet, ici encore, de saisir l'influence directe, capitale, exercée par les clubs de Dijon sur l'esprit du législateur et par contre-coup sur le sort des sociétés populaires en général. V. l'analyse du rapport de Mailhe, dans: Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 515. Mailhe accusait les clubs d'avoir « érigé le pillage en précepte et prêché la loi agraire »: serait-ce là un souvenir des discours entendus dans sa tournée incognito, au club Perrotte et ailleurs ?

lares », semblait un argument nouveau en faveur de la vente. La section Crébillon, s'adressant cette fois au district, renouvela sa réclamation, en corrigeant toutefois une partie pour la rendre plus juridique ou tout au moins plus acceptable (1). Le district à son tour écarta la proposition (2).

Dijon avait eu ses journées de prairial. Il eut aussi son vendémiaire, un vendémiaire en miniature. Le 13 vendémiaire an IV (5 octobre 1795), tandis qu'à Paris Barras, aidé de Bonaparte, dispersait les insurgés royalistes et modérés (3), les muscadins de Dijon, assemblés « dans l'allée de la Retraite », armés de cannes et de bâtons et suivis, dit un témoin, de « beaucoup de femmes qui leur criaient de frapper fort », marchaient en rangs serrés sur la place d'Armes (4), « pour se promener, affirmaient-ils, et se défendre en cas d'attaque », pour y provoquer, en réalité, les jacobins en général, Perrotte et les habitués du café Lavergne en particulier (5). Les muscadins furent dispersés ; quelques-uns furent

(1) « Pour, disait-elle cette fois, le prix provenant de la vente être employé au paiement desdites salles et l'excédent, s'il y en a (la Société populaire visiblement n'était pas riche!), versé dans la caisse du district, définitivement ou par forme de dépôt seulement, ainsi qu'il plaira à l'administration de l'ordonner. » (Séance du 10 fructidor précitée.) — Sur l'adhésion donnée le même jour à la pétition par la section de la Halle, v. le registre de ladite section.

(2) Délibération du Directoire de district, du 28 fructidor an III : Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

(3) Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 531-532.

(4) « Sur trois rangs et huit de front », dit un témoin, « au nombre de quatre-vingts environ », dit un autre.

(5) Tableau très vivant de la scène dans les dépositions faites devant le Tribunal de police municipal, 14 vendémiaire, Arch. de Dijon, R. IV = 8.

frappés d'amende. Les nouvelles de la capitale arrivèrent : ce fut un réconfort pour les « patriotes énergiques ». Parmi « les vieux soldats de la Révolution », un nouveau groupement (1) se forma pour enlever aux « canonniers de Mailhe » leurs canons d'abord (2), leur influence politique ensuite.

La Constitution de l'an III entra en vigueur. Le Directoire (3) succédait à la Convention. « Cinquante citoyens » environ (4) adressèrent aux commissaires provisoires du Directoire exécutif de la commune de Dijon une pétition pour leur demander l'autorisation de se réunir, conformément à l'art. 362 de la

(1) Groupement qui, d'ailleurs, dès avant le 13 vendémiaire, était en voie de préparation. V. à l'appui de cette assertion, l'adresse des « citoyens du département de la Côte-d'Or à la Convention nationale », datée de Dijon, troisième jour complémentaire de l'an III, et dont les signataires (leurs noms, à en croire le *Moniteur*, emplissaient cinq pages), redoutant les périls que faisait courir à la Convention l'attitude des sections de Paris, « jouets et satellites » des conspirateurs quels qu'ils soient, conseillaient aux législateurs d'aller fixer en province le siège de la capitale. (Lue à la séance de la Convention du 4 vendémiaire : *Moniteur*, du 8, p. 58.)

(2) V. la pétition présentée au Directoire de département par « un grand nombre de citoyens » et le discours à eux adressé par le président du Directoire : séance du 17 vendémiaire an IV, Arch. de la Côte-d'Or, L. 78, f^{os} 233-234.

(3) Entré en fonctions le 12 brumaire an IV (3 nov. 1795). Aulard, *op. cit.*, p. 579.

(4) Ceux apparemment qui, le 24 nivôse précédent, avaient présenté au Conseil général de la commune la pétition indiquée *supra*. On trouvera, du reste, leurs noms dans les signatures apposées au bas de l'adresse au Directoire exécutif, du mois de nivôse an IV, citée *infra*. La Société s'était accrue : si notre addition est exacte, elle comptait alors 105 membres. Relevés parmi les noms les plus fameux de l'ancienne Société populaire, ceux de : Paillet, Hucherot, Accard, Perrotte, Farcy, Fouladoux, Rigolier, Dubarry, Clairdeloi, J.-B. Vallet, etc.

Constitution (1), « pour faire chaque jour la lecture des journaux », d'une part; de prendre à bail, d'autre part, des receveurs des domaines nationaux les chambres du ci-devant Bailliage, la salle dite de lecture en particulier sur laquelle restaient apposés, en vertu de l'arrêté de Calès, des scellés dont ils sollicitaient la levée (2). L'administration municipale, après s'être entourée de multiples renseignements, répondit favorablement (3). La Société (4) s'organisa sous la direction, pleine de zèle, de l'horloger Paillet (5). C'était, semble-t-il, une société de pauvres, et assurément une société pauvre.

Société de pauvres, elle eut tendance à mettre à côté et au-dessus même des revendications politiques les revendications sociales. « Le peuple français, déclara le club en nivôse (6), dans une adresse au Directoire exécutif (7), est enfin parvenu à se

(1) Qui autorisait implicitement les « sociétés particulières s'occupant de questions politiques » mais en prohibant toute correspondance entre sociétés, toute affiliation d'une société à une autre, toute publicité des séances, etc.

(2) Séance tenue par les commissaires provisoires, 28 brumaire an IV (19 nov. 1795), Arch. de Dijon, R. XI = 13, p. 27.

(3) Délibérations des 3 et 16 frimaire an IV, *ibid.*, p. 48 et 94.

(4) Qui ne semble pas avoir porté de nom spécial (si ce n'est peut-être celui de société de lecture), celui de société populaire étant au surplus interdit par l'art. 361 de la Constitution.

(5) C'était en somme pour Dijon l'équivalent assez exact de ce qu'était, vers la même époque, à Paris, la Société du Panthéon (Aulard, *op. cit.*, p. 608 et 627.) Le mouvement de résurrection des sociétés jacobines s'étendait jusque dans les bourgs. V. par exemple la Société populaire « formée depuis quelque temps et qui fait déjà un peu de bruit » dénoncée par des particuliers de Nuits, dans une lettre du 12 pluviôse an IV, Arch. de la Côte-d'Or, L. 265.

(6) Une note manuscrite placée en marge de l'adresse porte la date du 2 nivôse.

(7) Arch. nat., F₁^cIII, série départementale, Côte-d'Or, 3.

donner une constitution. Le temps des factions est passé, les querelles d'individus et les passions s'éteignent dans cet acte si nécessaire de l'organisation sociale ; la liberté triomphe, la République est consolidée... Mais protection franche et ouverte, *protection sociale* aux amis de la République... » Le club dénonçait les royalistes, les prêtres, les journalistes antirépublicains, « cette horde d'esclaves ». Mais ses plaintes les plus amères étaient celles que lui arrachaient « le discrédit absolu des assignats » et la « hausse exorbitante du prix des denrées ». « La misère du peuple est à son comble, disaient les clubistes dans une autre adresse aux administrateurs du département (1)... ; les habitants des campagnes refusent... de vendre leurs denrées non seulement pour des assignats, mais encore pour toute monnaie qui porte l'empreinte de la République... Administrateurs..., venez au secours de cette classe pauvre (2) et la plus nombreuse de la société, c'est elle qui a fait le plus de sacrifices pour la Révolution et qui a le plus souffert... » Le club indiquait les maux. Il avouait humblement son ignorance des remèdes. Il n'en connaissait qu'un : « proclamer la vertu, la proclamer partout ».

Les théories des économistes sur le crédit et la monnaie lui échappaient visiblement. Les conceptions économiques, pour sa part, le conduisaient

(1) Adresse du 1^{er} nivôse an IV : Arch. de la Côte-d'Or, L. 258.

(2) La classe pauvre en général : le club ne séparait pas capital et travail, et sa sollicitude embrassait également tous « père de famille » dans la gêne, « rentiers ou travaillant pour la République ».

plus volontiers vers les choses simples et terre à terre. Le club était pauvre ; il voulait s'enrichir. La Société populaire, jadis, avait meublé à son usage la salle du Palais qui, pour lors, servait à ses « audiences publiques ». Le club, faisant observer à l'administration municipale que la loi qui avait dissous les sociétés populaires n'avait pas entendu les priver des effets leur appartenant, demanda et obtint l'autorisation d'enlever les meubles qui, depuis un an, restaient sans maître au Palais (1). Une annonce parut dans l'*Original* qui, à elle seule, suffit à peindre tout le dénuement de l'époque : « Les gradins de la salle de la ci-devant Société populaire, banquettes, tapis, etc., à vendre ou à échanger contre du bois de moule, de l'huile ou de la chandelle (2)... » L'annonce, par malheur, tomba sous les yeux des administrateurs du département ; les administrateurs, jugeant la permission abusive et illégale, s'empressèrent de protester (3), et, le 18 nivôse (8 janvier 1796), l'administration municipale, après avoir, dans des considérants très juridiques, observé « que les pétitionnaires ne composaient ni la totalité ni même la majeure partie des membres de la ci-devant Société populaire, que la Société n'existant plus il n'y avait que les membres réunis en entier ou leurs fondés de pouvoir qui eussent pu réclamer

(1) Délibération de l'administration municipale du 12 nivôse an IV, Arch. de Dijon, R. XI = 13, p. 174.

(2) Les amateurs étaient priés de « s'adresser au citoyen Paillet, horloger, vis-à-vis de la ci-devant Sainte-Chapelle ». *Original*, du 13 nivôse an IV, p. 482.

(3) Lettre de l'administration départementale, du 17 nivôse, Arch. de la Côte-d'Or, L. 1518.

les effets ayant appartenu à ladite Société, que les pétitionnaires n'avaient ni droit ni qualité, que la délibération du 12 nivôse était l'effet de l'erreur », rapporta l'autorisation (1). Le club dut se passer de bois et de chandelle (2).

Le club, pourtant, vivait (3), et sa vie inquiétait. Le 24 pluviôse an IV (13 février 1796), un membre de l'administration municipale demandait « qu'il fût fait incessamment un rapport sur la question de savoir s'il existait des lois qui autorisassent des particuliers à se réunir en société, à se nommer un président, un secrétaire, à tenir des séances, faire

(1) Arrêté du 18 nivôse, Arch. de Dijon, R. XI—13, p. 188-189.

(2) Les « ci-devant membres de la Société populaire » renouvelèrent leur demande en ventôse : la décision fut ajournée. (Délibération de l'administration municipale, du 18 ventôse, *ibid.*, p. 353.) La solution définitive demeure pour nous ignorée.

(3) Deux manifestations de son activité en pluviôse, quoiqu'elles nous paraissent établies, prêtent cependant à quelques doutes : nous les signalons sous réserves. La première consiste en une « pétition d'un grand nombre de citoyens de la commune » (d'« une société de plusieurs citoyens », dit la table du registre) demandant qu'il soit fait une proclamation pour inviter les logeurs et cabaretiers à communiquer à la police les noms des étrangers logeant chez eux, et obliger les citoyens désirant sortir après dix heures du soir, à se munir d'une lanterne, sous peine d'arrestation par les patrouilles qui viendraient à les rencontrer. (Délibération conforme de l'administration municipale, séance du 4 pluviôse an IV, *ibid.*, p. 229.) Ne serait-ce point, sous une autre forme, l'idée inspiratrice des cartes civiques ? — La seconde est une « profession de foi » sous forme d'adresse « au Directoire exécutif » par une « société politique » de « républicains énergiques, n'ayant jamais varié » et qui, félicitant le Directoire de ses efforts « pour remonter l'opinion publique », s'engagent à déjouer les manœuvres des royalistes, à maintenir la Constitution de l'an III, et à prendre pour « point de ralliement... la majorité du corps législatif et le Directoire exécutif ». *L'Original*, du 13 pluviôse, qui nous révèle cette adresse (p. 505), n'en indique point les signataires, mais toutes les présomptions ne s'accordent-elles pas à en désigner les auteurs ?

des délibérations, tenir des registres et inviter une autorité constituée à faire telle ou telle chose (1) ». Le gouvernement bientôt se chargea de trancher ces doutes. Le 8 ventôse (27 février 1796), la Société du Panthéon, club préféré des Jacobins de Paris, par ordre de l'autorité, fut dissoute. Le lendemain, du consentement tacite du législateur, le Directoire prenait le parti de fermer les clubs de province (2)...

Ce fut, dans l'histoire des clubs, un nouvel entr'acte. Le 19 prairial, un Dijonnais constatait qu'il n'y avait plus dans la ville « ni groupes, ni rassemblements, ni agitation (3) ». Une année s'écoula; les clubs reprirent leur importance et leur éclat (4).

(1) Arch. de Dijon, R. XI = 13, p. 289.

(2) Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I^{er}, introd., p. cii.

(3) Note insérée au *Journal de la Côte-d'Or*, du 20 prairial an IV, p. 296.

(4) Avaient-ils, à Dijon, complètement disparu? L'allusion faite, le 17 prairial an V, par l'administration municipale à « une société connue sous le nom de Société de lecture, formée depuis longtemps dans la commune » et « composée d'un grand nombre d'artisans qui se réunissent habituellement pour lire les nouvelles politiques » semble bien condamner cette manière de voir. S'agit-il de la société Paillet qui, par sa prudence, aurait réussi à échapper aux arrêtés de ventôse? Cela paraît vraisemblable. Les craintes exprimées par la municipalité nous laissent deviner certains dissentiments politiques entre cette société et les cercles qui, sous le nom de sociétés libres, allaient se fonder à Dijon : elles ne nous révèlent point de façon exacte en quoi consistaient ces dissentiments. (*Lettre de l'administration municipale de Dijon, aux ministres de l'intérieur et de la police*, du 17 prairial an V, Arch. de Dijon, R. XII = 13, p. 1451.) V. aussi l'allusion faite à certaines réunions fraternelles : *Glaneuse*, du 18 messidor an V.

Quelques signes précurseurs, au début de prairial de l'an V (mai-juin 1797), avaient à Dijon annoncé leur réveil. Des troubles avaient éclaté au théâtre, où la Société dramatique prenait les allures d'une société politique (1). Des rixes s'étaient produites en différents endroits de la ville, sur la place d'Armes notamment. La municipalité, par mesure d'ordre, avait momentanément ordonné la fermeture de certains cabarets « où se réunissaient les agitateurs », le cabaret Perrotte en particulier (2). Le mouvement quelques jours plus tard, s'éclaira et se précisa. Les élections de germinal avaient été favorables aux royalistes (3). Les dangers courus par la Constitution de l'an III avaient « éveillé le zèle des patriotes à Paris et dans les départements ». A l'instar de ce qui s'était passé dans d'autres villes, des « sociétés libres », qui bientôt prirent le nom de cercles constitutionnels, se fondèrent à Dijon (4). La première, composée d'une centaine de membres, s'était établie sur la place d'Armes, chez le citoyen Jouvelot, maison des ci-devant Jacobines (5) : deux membres de

(1) Délibération de l'administration municipale, du 27 prairial an V, *ibid.*, p. 1480 et suiv.

(2) Où s'étaient formés « des rassemblements nombreux de citoyens qui avaient inquiété la tranquillité publique soit par les orgies qu'ils s'y étaient permises, soit par les distributions de vin qu'ils avaient faites aux femmes réunies devant la porte du cabaret lorsqu'elles insultaient les passants et principalement les patrouilles ».

(3) Sur les élections de Dijon, *Journal de la Côte-d'Or*, du 10 germinal an V, p. 297 et suiv.

(4) Le 30 messidor, le *Journal de la Côte-d'Or* annonçait la fondation à Dijon d'un troisième cercle constitutionnel que l'on disait « déjà très nombreux » (p. 476).

(5) D'où le nom que lui donnèrent ses ennemis : l'« antre des Jacobines ».

l'administration départementale en faisaient, disait-on, partie (1). Une autre, également importante, avait son siège rue Voltaire (2). « Dans chacune de ces réunions, déclarait le *Journal de la Côte-d'Or*, où le seul cri de ralliement est liberté, constitution, on s'est mutuellement promis d'expulser quiconque aurait l'audace de faire la moindre motion démagogique (3). » C'est la version empruntée à un partisan des nouveaux clubs.

Leurs ennemis les virent d'un autre œil. « Les brigands. . se réunissent, écrivit la *Glaneuse* (4)... Ce n'est pas la royauté qu'ils craignent ; ce n'est pas la république qu'ils désirent : l'un veut conserver ses richesses sanglantes, l'autre, son despotisme... On dit que samedi 13 messidor (1^{er} juillet 1797), dans l'après dînée, on a élevé une petite tribune ou chaire à prêcher dans la salle d'une des réunions fraternelles de Dijon. C'est de là qu'on enseignera la doctrine *pure*, et qu'on démontrera les meilleurs procédés pour *travailler la marchandise*, mais on ne dit pas quel sera l'orateur qui commencera ce cours de politique et de morale. — On dit qu'un certain nombre de *frères et amis* ont juré, la main sur la chopine, d'égorger, sans en excepter un seul, tous les *mal intentionnés* qui étaient de garde le 10 prai-

(1) Adresse de l'administration municipale à celle du département, 15 prairial an V, Arch. de Dijon, R. XII = 13, p. 1442.

(2) Ancienne rue Chapelotte, aujourd'hui rue Berbisey,

(3) *Journal de la Côte-d'Or*, du 10 messidor an V, p. 445. — Comp. le programme du cercle constitutionnel de Paris : Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 626.

(4) Feuille catholique récemment fondée, n° du 18 messidor an V, p. 23-24.

rial (1), mais on ne dit pas quel est le *frère* en qui ils ont trouvé une *moralité* assez épurée pour le charger d'exécuter cette mesure de *salut public*. — On dit que dans l'un des *cercles* qui se forment dans cette ville pour *cercler* la Constitution, l'esprit public a déjà fait des progrès si consolants pour les *patriotes purs* qu'un membre a présenté, par motion d'ordre, une liste de proscription de cinq cents personnes ; un autre a représenté que les circonstances ne permettaient pas encore de faire tout pour le mieux et qu'il conviendrait de réduire cette liste à cinquante. On ajoute que cet avis, qui a paru un peu *moucheté*, a été adopté à la fin, non sans quelques murmures ; mais on ne dit pas si les personnages importants qui forment le centre de ces *réunions* circulaires, et dont la moralité est connue, ont appuyé ou improuvé cette petite *motion démagogique* (2). »

Caricature, sans doute, caricature pourtant précieuse, car elle nous fait saisir, en l'exagérant, le trait dominant de ces clubs dont la raison d'être n'est plus dans l'avenir, dans un idéal à réaliser, mais dont la vie est faite de souvenirs communs, de consolations mutuelles, de rancunes nourries et souffertes ensemble. L'officieux *Journal de la Côte-d'Or* avait commis une imprudence : annonçant la naissance d'un troisième cercle constitutionnel à Dijon, il avait ajouté que « plusieurs cantons du département » venaient « de voir aussi se former

(1) Allusion aux troubles survenus sur la place d'Armes *Supra*.

(2) *Adde* : dans la *Glaneuse*, du 9 thermidor, p. 45-48, le discours supposé d'un ancien président des jacobins à ses frères et amis (caricature apparente d'un discours de Sauvageot).

dans leur sein des associations, mais d'un autre genre », associations fondées par des acquéreurs de biens nationaux qui, pour se mieux défendre en cas d'attaque des émigrés revendiquant les biens confisqués à leur détriment, se proposaient la création d'une caisse d'assurance pour le soutien des procès que ces prétentions soulevaient, se réservant, s'il le fallait, le procédé plus énergique d'un « recours à leurs épées (1) ». La *Glaneuse*, habilement, escamota la distinction des genres (2), engloba sous un même vocable cercles urbains et campagnards. Une différence sans doute les séparait : caractère essentiellement politique des uns, caractère essentiellement économique des autres. Une même raison profonde était à la base des uns et des autres. De l'aveu du *Journal de la Côte-d'Or* lui-même, les cercles constitutionnels n'étaient composés « que de citoyens pour la plupart fonctionnaires publics (3) ». Ces fonctionnaires se groupaient pour se maintenir dans leurs fonctions, comme les acquéreurs de biens nationaux pour défendre leurs possessions.

Aux cercles constitutionnels s'opposèrent d'autres groupements, groupements de catholiques, de royalistes peut-être, groupements plus ou moins cohérents, plus ou moins organisés (4). Entre les uns et les autres, la lutte était inévitable. Elle se mani-

(1) *Journal de la Côte-d'Or*, du 30 messidor (18 juillet 1797), p. 476.

(2) *Glaneuse*, du 2 thermidor, p. 41.

(3) Celui de la place d'Armes tout au moins (*Journal de la Côte-d'Or*, du 20 thermidor, p. 507).

(4) Allusion à ces groupements dans le *Journal de la Côte-d'Or*, du 20 thermidor, qui reproche aux adversaires de la Constitution de « s'assembler encore » malgré la loi du 7.

resta dès les premiers jours de la fondation des cercles par des troubles nocturnes (1) et par des rixes (2). Lutte d'assez courte durée d'ailleurs. Les clubs, menacés dès leur naissance, n'allaient pas tarder à succomber. Une circulaire de l'administration départementale de la Côte-d'Or, prenant pour base le « bruit public », selon lequel « dans plusieurs localités du département s'étaient formées des sociétés ou associations », le 3 thermidor (21 juillet 1797), invitait les administrations municipales de son ressort « à exercer sur ces sociétés ou associations cette surveillance administrative qui, sans nuire aux droits des citoyens et sans épouser aucun esprit de parti, prévient les délits et maintient la tranquillité publique (3) ». C'était une mesure délicate. Le législateur

(1) Devant le cercle de la rue Voltaire dont « quelques honnêtes gens » s'efforcèrent de briser les vitres au chant du *Réveil du Peuple*, et aux cris de : « Vive le roi ! » et « A bas les buveurs de sang ! » (*Journal de la Côte-d'Or*, du 10 thermidor, p. 490.)

(2) Sur les attaques dirigées contre les « chouans » par les jacobins de la ville de concert avec des soldats de l'armée d'Italie de passage à Dijon : *Glaneuse*, des 25 messidor et 2 thermidor an V, p. 32 et 39. — Sur les rixes du 9 thermidor, comp. les deux versions, naturellement différentes, de la *Glaneuse*, du 16 thermidor, p. 53, et du *Journal de la Côte-d'Or*, du 20, p. 507, entre lesquelles ne permet guère de choisir le compte rendu laconique de la séance de l'administration municipale dudit jour : Arch. de Dijon, R. XII = 14, p. 1661.

(3) Arch. de la Côte-d'Or, L. 265 — Les municipalités qui devaient donner connaissance au département des associations formées dans leur ressort étaient en outre invitées à instruire les administrateurs des mesures qu'elles « croiraient devoir être prises ». De nombreuses réponses, la plupart se bornant à constater l'absence de clubs dans la circonscription visée, sont conservées aux Archives, *ibid.* Celle de la municipalité de Dijon fait défaut. L'administration municipale avait pourtant, au reçu de la lettre du département, arrêté « que les commissaires de police demeuraient chargés de s'instruire du nombre des sociétés se disant libres existantes à Dijon, du nombre des sociétaires dont chacune était composée, de leur organisation,

intervint et trouva un remède plus simple : la suppression provisoire des clubs, qu'édicta la loi du 7 thermidor an V (25 juillet 1797) (1). Les clubs de Dijon obéirent (2), sans d'ailleurs cacher leur dépit (3). « Dans tous les états libres, dit le *Journal de la Côte-d'Or*, les citoyens peuvent s'assembler et discourir des affaires politiques ; chez nous, l'an V de la république et l'an IX de la Révolution, au lieu de prévenir par des lois les abus des sociétés, on les ferme : le dey d'Alger ou l'empereur du Maroc ne se conduirait guère autrement (4). »

Politique arbitraire, politique passagère. Le 18 fructidor (4 septembre 1797) arriva. La loi de « salut public » du 19, interprétée et complétée par l'arrêté du Directoire de département du 24, rapporta la prohibition absolue du mois précédent, autorisa, parmi les clubs, ceux qui auraient le respect de la

particulièrement du jour et du lieu de leur rassemblement et des objets qui s'y discutaient ». (Délibération du 7 thermidor, Arch. de Dijon, R. XII = 14, p. 1654-1655.) A quoi attribuer l'absence de ces précieux documents ? A la loi du 7 thermidor sans doute qui rendit l'enquête inutile.

(1) Sur la publication de cette loi dans le département : arrêté de l'administration départementale, du 22 thermidor, Arch. de la Côte-d'Or, L. 265.

(2) V. au reste la délibération de l'administration municipale, du 27 thermidor, décidant que la loi et l'arrêté précités avec extrait de la présente seraient, le lendemain même, « envoyés aux citoyens Jouvelot, Meinié cadet dit Nantua et Moret, tailleur d'habits, principaux locataires des maisons » servant de lieux de réunion aux sociétés dijonnaises avec ordre de s'y conformer. (Arch. de Dijon, R. XII = 14, p. 1701.)

(3) Sur la prétendue rage des clubistes à l'arrivée du courrier apportant la loi nouvelle : *Glaneuse*, du 16 thermidor, p. 54.

(4) *Journal de la Côte-d'Or*, du 15 thermidor an V, p. 500.

Constitution de l'an III (1). C'était rappeler à l'existence les cercles constitutionnels disparus. Celui de la rue Voltaire (2), après une suspension dont nous ignorons la durée exacte, reprit le cours de ses séances : dans son local primitif d'abord, chez le citoyen Gevigney, rue Charrue, un peu plus tard (3). Sa fonction officielle consistait à combattre le royalisme, à célébrer la République, à l'aider dans ses entreprises. Ce fut la triple tâche à laquelle tout d'abord son activité s'employa. Des tribunaux et des juges, à tort ou à raison, passaient pour complices de la royauté ; « des républicains de la commune de Dijon » (les clubistes, à n'en pas douter) s'efforcèrent d'attirer sur ces tribunaux et ces juges les rigueurs de l'autorité (4). L'enthousiasme républicain s'était refroidi : le club, par des fêtes, se mit en devoir de le réchauffer ; le 2 pluviôse an VI (21 janvier 1798), les membres du cercle assemblés, sous la direction de Sauvageot, célébraient avec pompe l'anniversaire de la chute du dernier roi des Fran-

(1) Loi du 19 fructidor, art. 36 et 37 ; arrêté du 24 fructidor, art. 14. (Arch. de la Côte-d'Or, L. 265.)

(2) Ce fut, croyons-nous, à Dijon, le seul des cercles rétablis. V. notamment à l'appui de cette opinion la délibération de l'administration municipale de Dijon, du 5 ventôse an VI, portant qu'il « sera envoyé au cercle constitutionnel établi en cette commune » copie de « la lettre circulaire du ministre de la police générale aux administrations centrale et municipale, du 17 pluviôse an VI, relative à l'établissement des cercles constitutionnels et aux matières dont ils doivent s'occuper ».

(3) Séance de l'administration municipale, du 29 pluviôse, an VI. Arch. de Dijon, R. XIII = 15, p. 459.

(4) Pétition aux Cinq Cents, séance du 11 frimaire an VI (Procès-verbaux, p. 164-165).

çais(1). La religion républicaine se mourait, les fêtes décadaires tombaient en désuétude ; ceux qui les célébraient « étaient insultés » : le club réclama une loi « qui ordonnât la cessation des travaux, la fermeture des boutiques et magasins, les jours consacrés au repos par le calendrier républicain (2) ». Les ressources de la République, enfin, étaient épuisées par la guerre ; les clubistes apportèrent leur modeste obole : un récépissé du directeur des postes, de la somme de 75 francs, dont très solennellement ils « firent hommage à la patrie pour concourir aux frais de descente en Angleterre (3) ».

Une nouvelle ère de prospérité semblait s'ouvrir pour les cercles. Celui de Dijon en profita pour essayer de reconquérir le prestige et la puissance dont avait joui autrefois la Société populaire. Sous son impulsion et son patronage, des cercles à son image se fondèrent dans les centres du voisinage : à Is-sur-Tille, Flavigny, Seurre, Epoisses, Saulieu, Arnay, Semur et Beaune (4). Les élections de germinal (mars 1798) approchaient ; le cercle essaya de s'en rendre maître. Une campagne électorale de trois mois avait, paraît-il, à Dijon, mis en ses mains huit

(1) V. la brochure intitulée : *Cercle constitutionnel, rue Voltaire, à Dijon*, Bibl. de Dijon, F. Dse, 1734.

(2) Séance du Conseil des Cinq Cents, du 22 messidor an VI (Procès-verbaux, p. 337).

(3) Séance du Conseil des Cinq Cents, du 27 pluviôse an VI (Procès-verbaux, p. 437).

(4) V. sur ce point la lettre du commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale de la Côte-d'Or au ministre de l'intérieur, du 11 germinal an VI, Arch. nat., F₁^{III}, Côte-d'Or, 2. — V. aussi, en ce qui touche les cercles d'Is-sur-Tille, Seurre et Semur, le *Journal de la Côte-d'Or*, n^{os} du 20 pluviôse an VI, p. 219 ; du 10 ventôse, p. 252 ; du 25 ventôse, p. 277.

cents suffrages. Des menaces et des violences vinrent au moment du vote compléter la manœuvre (1). Des listes sorties du cercle, publiées à la dernière heure et sur lesquelles figuraient des candidats qui, pour la plupart, présentaient « plus de républicanisme que de lumières », Sauvageot en particulier (2), furent imposées aux électeurs. Acquéreurs de biens nationaux, hommes de lettres, en étaient exclus : les premiers sans doute jugés compromettants, les seconds trop indépendants. Les exclusions déplurent. La pression fit scandale (3). Le « cercle anarchique » — ce fut son nom désormais dans les papiers officiels — par une intervention maladroite et brutale ruinait sa cause tout à la fois dans l'esprit du gouvernement et dans l'opinion dijonnaise (4). Par

(1) Sur la campagne menée par le cercle, les atteintes portées à la liberté du vote et les scissions qui en résultèrent dans les assemblées de sections, v. les lettres du commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale de la Côte-d'Or, des 23 ventôse et 11 germinal an VI, Arch. nat., *loc. cit.*, et l'extrait des procès-verbaux de l'Assemblée primaire (scissionnaire) de la section de l'Egalité, *ibid.*

(2) Qui, remplacé une première fois à la tête de l'administration municipale, en brumaire an IV, alors qu'à peine amnistié, il avait osé briguer les suffrages des Dijonnais, destitué en messidor par le Directoire, vit cette fois son nom sortir le sixième de l'urne avec 860 suffrages sur 1,137 votants, chiffre qu'il n'avait jamais obtenu, même au temps de sa toute-puissance. Comp. J. Garnier, *Les deux premiers Hôtels de ville de Dijon : Mémoires de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or*, t. IX, p. 99 et suiv.

(3) *Journal de la Côte-d'Or*, du 10 germinal an VI, p. 297-299.

(4) Un message du Directoire sur les élections reprocha au cercle « d'avoir créé dans son sein une commission » qui avait préparé « le choix de la commune », « d'avoir donné l'exclusion aux acquéreurs de biens nationaux et de n'avoir fait tomber les suffrages que sur des hommes de 93 ». Le cercle, par un scrupule un peu tardif, essaya de se disculper. (V. sa réponse au Corps législatif : Procès-verbaux du Conseil des Cinq Cents, séance du 22 messidor an VI,

décision du gouvernement, l'installation des nouveaux élus fut suspendue (1), Sauvageot plus tard destitué (2). Le club s'éclipsa. L'automne s'écoula, puis l'hiver ; nul incident, nulle pétition ne vint trahir l'activité d'un cercle.

Les élections de l'an VII, au printemps (1799), réveillèrent le zèle des clubistes : des conciliabules de jacobins furent signalés à Dijon, une société même qui, d'après le commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale de la Côte-d'Or, « entretenait correspondance avec Paris (3) ». Les rassemblements se multipliant à l'approche du vote, le commissaire les dénonça ; l'administration municipale, jugeant que « ces réunions ne pouvaient être considérées ni comme attroupements séditieux, ni comme sociétés populaires correspondantes » refusa d'intervenir (4).

p. 337.) Sa réponse ne donnait à l'opinion dijonnaise qu'une satisfaction médiocre (v. les observations du *Journal de la Côte-d'Or*, du 30 messidor, p. 476-477) ; elle ne réussit point sans doute à rassurer les sphères gouvernementales que sa conduite inquiétait. (V. le tableau politique dressé par le commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale de la Côte-d'Or, pour la période comprise entre le 8 nivôse et le 20 floréal an VI, Arch. nat., F₁^{III}, Côte-d'Or, 3, accusant le cercle de ne tramer rien moins que « la destruction d'une partie des Conseils et du Directoire en entier ».)

(1) Séance de l'administration municipale, du 29 germinal an VI, Arch. de Dijon, R. XIII = 15, p. 658. (Les administrateurs nouveaux n'entrèrent en fonctions que le 7 ventôse an VII.)

(2) Séance du 25 ventôse an VII, *ibid.*, R. XIV = 16, p. 281.

(3) *Lettre au ministre de l'intérieur*, du 9 ventôse an VII, Arch. de la Côte-d'Or, L. 258.

(4) *Journal de la Côte-d'Or*, du 30 germinal an VII, p. 335, et du 5 floréal, p. 344 ; Arch. de Dijon, R. XIV = 16, p. 341-342.

Les clubs se désagrégeaient. Un dernier « coup de foudre », celui du 30 prairial (18 juin 1799) (1), survint, qui, à Paris, ressuscita la Société des Jacobins, qui, à Dijon, ranima le cercle qui peut-être avait cessé de vivre. Un royaliste s'était glissé dans l'administration de la Côte-d'Or; « un grand nombre de citoyens de Dijon », porte-paroles évidents d'un cercle reconstitué (2), dénonçant au législateur cet intrus qui leur déplaisait, profitèrent de la circonstance pour « exposer le tableau des actes tyranniques des ex-directeurs et les crimes de leurs complices », pour « demander la punition des triumvirs, de leurs suppôts et des voleurs publics (3), une épuration complète dans les autorités civiles et militaires, et qu'il soit promis solennellement aux républiques alliées de leur rendre leur constitution et leur liberté (4) ».

Les néo-jacobins de Paris se caractérisaient surtout par leur défiance des richesses et leur peu de sympathie pour les riches (5). Ceux de Dijon, visiblement, partagèrent leurs sentiments. Le 17 thermidor an VII (4 août 1799), une adresse des « républicains de Dijon » aux Cinq Cents, dénonçait au législateur les abus se perpétuant « en faveur des enfants des

(1) Empruntant sa portée moins au changement survenu en la personne des gouvernants qu'au péril extérieur alors couru par la France. (Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 685-686.)

(2) La loi du 24 ventôse an VI (Desenne, *op. cit.*, t. X, p. 274) avait, une fois encore, improuvé les adresses en nom collectif.

(3) Sur ces soi-disant triumvirs et ces prétendus voleurs publics : Aulard, *op. cit.*, p. 683, 684 et 687.

(4) Adresse aux Cinq Cents : séance du Conseil, du 3 thermidor an VII. (Procès-verbaux, p. 52.)

(5) Sur leurs tendances radicales-socialistes : Aulard, *loc. cit.*

riches » qui, disaient-ils, « trouvaient encore le moyen d'encombrer les bureaux et les hôpitaux, et de tenir la plume ou des instruments de chirurgie, tandis que leurs camarades faisaient le coup de fusil (1) ». C'était, croyons-nous, la dernière adresse du dernier des clubs, qui, pendant la Révolution, devaient éclore à Dijon.

Successivement chassés des locaux par eux occupés, les Jacobins de Paris, le 26 thermidor (13 août 1799), disparurent. Le « cercle constitutionnel » de Dijon subsistait encore, et, le 29 thermidor, ses membres présentaient à l'administration municipale une pétition tendant à obtenir « le local de la ci-devant sacristie de l'église Michel pour s'y assembler et s'occuper de questions politiques ». Un rapporteur fut nommé ; l'administration réfléchit, et le 12 fructidor (29 août 1799) écarta la pétition : elle avait, disait-elle, besoin du local « pour y déposer les décorations du théâtre (2) ».

Le cercle survécut-il à cet affront du sort ? S'inclina-t-il devant le destin qui, évoquant le *circenses* des Romains de la décadence, semblait lui prédire qu'en dépit des efforts des clubs, à cause de ces efforts peut-être (3), le temps de César approchait ? C'est un point sur lequel la lumière pour nous n'est point faite. Une chose toutefois paraît certaine, la

(1) Séance du Conseil des Cinq Cents, du 17 thermidor an VII. (Procès-verbaux, p. 410.)

(2) Séances de l'administration municipale, des 29 thermidor et 12 fructidor an VII, Arch. de Dijon, R. XIV = 16, p. 671 et 711.

(3) Pour l'influence des néo-jacobins sur la chute de la République : Aulard, *op. cit.*, p. 689.

seule en somme qui nous importe : le club, s'il subsista, n'exerça plus désormais d'influence politique ou économique appréciable.

CONCLUSION

Les clubistes quittés à la porte d'une sacristie, quelles réflexions tirer et de leurs œuvres et de leur sort ? Quelques idées historiques, quelques pensées politiques, quelques observations économiques et sociales.

Une question souvent posée, et qui aujourd'hui a pris un intérêt particulier, a été celle de savoir : Qui a fait la Révolution ? Qui l'a préparée ? Qui, plus tard, l'a façonnée ? A-t-elle été, comme certains le pensent, une « révolution paysanne ? » A-t-elle été, des auteurs, récemment, l'ont paru prétendre, le seul produit des intrigues de quelques cabales de procureurs et d'avocats ? Cette seconde opinion a pu sembler paradoxale (1) ; je ne la crois qu'exagérée. Une révolution, sans doute, ne tire pas de quel-

(1) V. les réflexions suggérées à M. Hauser par la brochure de MM. Cochin et Charpentier : *Revue bourguignonne*, 1905, p. 86-91 ; *Revue critique d'histoire et de littérature*, 1905, p. 333 (ainsi que le compte rendu signé A. Mz., *ibid.*, p. 334).

ques intrigues sa raison et son aliment ; elle s'appuie sur des causes profondes, et ce sont là ses causes finales. Mais quelle est la cause efficiente ? L'action d'un groupe, de quelques groupes, groupes infimes qui, cependant, exercent sur les événements l'influence souvent décisive. C'est des efforts d'un comité, du *Caucus* de Boston, c'est des efforts des *comités de correspondance* que ce *Caucus* avait fondés qu'est sortie la Révolution d'Amérique. C'est dans les manœuvres de quelques comités, de quelques cabales de « mauvaises têtes d'avocats », l'origine des clubs dijonnais favorise, certes, la thèse, que la Révolution française a puisé sa cause directe et immédiate. C'est un groupe qui, à Dijon, c'est un groupe qui, dans la Bourgogne, a semé la Révolution : *Caucus* secret tout d'abord, *comité de correspondance*, la circulaire du club patriotique en fait foi, quelques mois plus tard. C'était un groupe d'abord restreint et qui ensuite s'est élargi, qui peu à peu a englobé une notable portion du peuple, qui l'a conduit, discipliné, le club changeant de directeurs, la direction cependant ne cessant pas d'être aux mains d'un petit nombre de citoyens.

La Révolution, conclut en quelque passage M. Aulard, ne s'est point faite par quelques individus distingués, par quelques héros ; elle ne s'est point faite par la multitude, elle s'est faite par le peuple, mais par le peuple « à l'état de groupes organisés (1) ». La Révolution française, ajoute Roscher, à proprement parler, n'a pas été démocra-

(1) *Histoire politique de la Révolution*, p. 780.

tique ; des minorités presque toujours se sont emparées du rôle qui, dans la démocratie, revient aux majorités (1). C'est une double proposition dont une simple comparaison des Dijonnais pris en foule, peuple paisible et « pas malin », de Sauvageot, dans ses talents de poète et d'orateur, et du club, en tant que corps permanent et discipliné, permettra de vérifier l'exactitude et la portée. Derrière les institutions changeantes, de création artificielle, derrière les « formes » politiques, la société, à Dijon, a évidemment incarné la Révolution dans sa « force ». Et ceci mérite réflexion quant au fond et quant aux méthodes. Car ceci montre tout à la fois, et le rôle des groupes dans l'histoire, et l'importance que revêt, par delà l'examen des formes, l'étude des forces politiques (2). On a parfois, on a souvent conçu l'histoire comme un ensemble d'institutions dominé par quelques grands hommes. C'est une conception critiquée et qui semble rétrograder. L'action des groupes, peu à peu, mieux connue et analysée, enveloppe, domine et remplace dans les tableaux de l'historien, l'action des individus (3). Le contenu légal des institutions d'autre part devient problème accessoire comparé à leur fonctionnement. Et c'est là une double idée, et comme une double évolution qui, sur le terrain de l'histoire, nous rap-

(1) *Politik*, p. 454. — Comp. Taine, *La Révolution*, t. I^{er}, p. 270, et la lettre de Calès précitée, *Moniteur*, du 8 brumaire an III, p. 355.

(2) Comp. Ostrogorski, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Paris, 1903, avant-propos.

(3) A titre d'exemple et de preuve, l'œuvre suggestive de M. Allier, *La cabale des dévots*, Paris, 1902.

pelait ces autres courants qui entraînent la science du droit contemporaine (1)...

Un juriste peut donc glaner, dans l'histoire des clubs dijonnais, quelque aliment pour sa pensée. L'amateur de science politique, mieux encore, y trouvera moisson.

Ceci d'abord surprend un peu. Il est, en effet, d'usage et, pour ainsi dire, de bon ton, quand, en France, on parle de clubs et qu'on en parle sérieusement, soit que l'on songe à en fonder, soit que l'on veuille en condamner le projet d'établissement, d'aller chercher au *Clubland* modèle ou épouvantail (2). Quant aux clubs qu'en France la Révolution vit éclore, on en écrit l'histoire quelquefois pour en médire, quelquefois pour en sourire, rarement avec la pensée d'en peser impartialement la valeur et les défauts pour l'honneur de la science et l'avantage de la pratique. Et cependant, ces clubs n'ont-ils pas eu, sinon la durée — une épreuve de dix ans n'ayant sans doute ni la portée ni la force de persuasion d'une expérience séculaire — du moins une variété, une multiplicité de formes et de caractères qui ne le cèdent en rien à celles de leurs congénères d'Angleterre ou d'Amérique ? Les clubistes anglais,

(1) Substitution de plus en plus marquée à l'étude exégétique des textes des recherches visant leur mise en œuvre pratique ; triomphe de la jurisprudence, produit d'interprétation collective sur les *systèmes*, fruits de pensée individuelle, etc.

(2) V. par exemple, à l'occasion de la fondation du Grand Cercle Républicain : Ebray, *Les clubs politiques anglais*, *Revue politique et parlementaire*, 1898, t. XV, p. 16-42.

sans doute, sont montés dans l'échelle sociale. C'étaient jadis de joyeux compères et qui tenaient à la taverne des assises trop souvent bruyantes. Ce sont maintenant hommes « respectables » qui, dans les salons du Carlton, n'oseraient paraître en pantoufles (1). Ceux de Dijon sont descendus : ils avaient eu « appartement », antichambre pour domestiques, salles de lecture, de conversation, et... concierge. Le cabaret Perrotte, avec un train moins compliqué et où le même homme présidait, gardait la porte et donnait à boire ; suffit plus tard à leurs besoins. Des deux côtés du détroit, la marche suivie fut inverse ; le chemin parcouru, le même. Dijon, comme l'Angleterre, a eu, et ses clubs de gentlemen, et ses clubs d'ouvriers, et ses clubs de politiciens. Les Jeunes Citoyens rivalisent avec les clubs de collégiens que l'Amérique a vu naître ; et les *marching clubs* formés par quelques dames américaines (2) n'ont que répété les processions qu'en grande pompe organisait le club des dames citoyennes. Une expérience nationale présente, certes, un intérêt qu'en aucun cas ne peut avoir l'expérience de l'étranger. Que penser de cette expérience ?

Il est, dans la science politique, plusieurs façons de comprendre le rôle des clubs et d'en célébrer les bienfaits. Et, pour ma part, je crois que l'on peut en distinguer trois, certains les considérant comme « laboratoires d'opinion » ; d'autres, instruments de parti ; d'autres enfin, organes de pondération et de

(1) Ebray, *loc. cit.*, p. 41.

(2) Ostrogorski, *op. cit.*, t. II, p. 277.

contrôle (1). Quelle a été, à ce triple point de vue, la tâche, quelle a été la valeur des clubs révolutionnaires, des clubs dijonnais, en particulier ?

Comme laboratoires d'opinion, deux tentatives surtout, à Dijon (2), me paraissent avoir été faites pour donner aux sociétés cet idéal et cette mission. La première le fut par le club patriotique ; la fondation par l'horloger Paillet de la Société de lecture fut l'expression de la seconde. La société Paillet n'était qu'un club d'artisans. Ses membres n'avaient — eux-mêmes l'ont avoué, et leurs adresses aux corps constitués sont encore là pour le prouver — que de très faibles lumières. La réunion de quelques myopes ne fait pas un clairvoyant. L'histoire de la Société, vraisemblablement, fut celle de ces clubs ouvriers anglais dont les membres n'ayant qu'une culture très rudimentaire et livrés à leurs seules ressources, ne tirent d'un mutuel contact qu'une élévation peu sensible de leur niveau intellectuel (3). Le club patriotique, plus heureux, ne manquait pas de « personnes instruites », dont la conversation devait être d'un grand secours aux citoyens. La carrière, devant lui, semblait s'ouvrir des plus belles :

(1) C'est du moins à ces trois types que me semblent se ramener les conceptions mises en avant pour justifier, en Amérique, avec les clubs républicains, leur groupement en ligue nationale (*National Convention of Republican Clubs*). V. à ce sujet, outre l'article de Ryan, *Clubs in politics*, dans la *North American Review*, 1888, p. 174 et suiv., les résultats de l'enquête entreprise par ladite revue auprès des hommes compétents, *ibid.*, p. 241 et suiv.

(2) Sur la tendance plus générale dont ces tentatives s'inspiraient, v. l'article « Clubs pour le peuple » dans les *Révolutions de Paris*, n° 73 (décembre 1790), p. 401 et suiv.

(3) Ostrogorski, *op cit.*, t I^{er}, p. 404-405.

une foule ignorante, prête à recueillir, avec reconnaissance et enthousiasme, les discours d'hommes supérieurs; des esprits qui, pour la guider, n'étaient dépourvus ni de savoir ni même de génie. Le club alors pouvait paraître l'institution idéale qui, corrigeant les vices d'un gouvernement populaire, conférerait au talent cette supériorité que lui refuse le principe démocratique de l'égalité des suffrages (1). Et pourtant il quitta la voie où d'abord il était entraîné, il l'abandonna par sa faute quand, à l'approche des élections, il déploya tant d'ardeur pour faire nommer ses candidats aux fonctions municipales. Le club désormais cessait d'être l'officine où librement s'élaborent les opinions. Entraînée sur la pente glissante où d'autres après elle ont chancelé (2), la société s'était changée en une *machine de parti*.

C'est un rôle qui, en théorie, suscite sans doute plus de discussions, en faveur duquel cependant de bonnes raisons sont invoquées et qui, à l'époque surtout, pouvait sembler indispensable. Un gouvernement populaire suppose, comme donnée première, la participation active aux affaires publiques de la grande masse des citoyens. La masse, on l'a fait observer (3), de sa nature est passive. Il fallait secouer sa torpeur, lui communiquer l'excitation politique, excitation d'autant plus nécessaire que la

(1) Comp. Ferneuil, *Les principes de 1789 et la science sociale*, Paris, 1889, p. 141-150.

(2) V. sur les clubs ouvriers anglais : Ostrogorski, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 396.

(3) Ostrogorski, *op. cit.*, t. II, p. 584.

Révolution à ses débuts avait engendré un système politique et administratif compliqué, que les élections étaient innombrables (1), que les droits électoraux étaient chose nouvelle dont les titulaires risquaient de mal comprendre la portée. Des élections, d'autre part, ne se font point sans concert, sans entente préalable entre électeurs inspirés de mêmes sentiments. Les barrières entre classes brisées, où se prépareraient ces accords qui maintenant mettraient en contact les citoyens de tout rang conduits à fraterniser sur le terrain de la politique ? Les clubs, ici encore, répondaient à des besoins incontestables. Dans quelle mesure, dans quelles conditions se sont-ils, à Dijon, acquittés de cette nouvelle tâche ?

Trois types, sur ce point, se recommandent à l'analyse : les Amis de la Constitution, la Tirelire sous toutes ses formes, les cercles constitutionnels, dans une autre phase Jetons un regard en arrière, et, commençant par les derniers, voyons par où les uns et les autres ont péché, l'expérience nous ayant montré que nul d'entre eux n'avait atteint à la perfection de son genre, à ce système d'équilibre rêvé par ceux qui demandent aux clubs d'appuyer l'organisation des partis.

Pour qu'un club politique ait quelque chance de durée, pour qu'il soit un organe utile dans un régime fondé sur l'opposition des partis, il faut, disent en Amérique les hommes expérimentés, que la société d'abord se préoccupe moins de la con-

(1) Taine, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 271.

quête des offices que de la recherche des principes destinés à guider le parti ; il faut ensuite qu' « elle cristallise les meilleurs éléments du parti » ; il faut enfin qu'elle se propose de dégager, de discerner le vœu de cet ensemble de citoyens dont elle prétend être l'appui, et qu'elle se garde surtout de ces manœuvres secrètes qui, faussant les élections, par cela même contrarieraient la volonté des électeurs. Ce sont là trois conditions que les cercles, ou que le cercle, ne remplissaient que fort mal. Association de politiciens, songeant aux offices perdus et qu'il s'agissait de reprendre, excluant les citoyens jugés trop indépendants, le club, dans son « antre » environné de mystères, ressemblait à ces sociétés d'*écumeurs* de parti (*plunderers*), qui, en Amérique, ont acquis une si triste réputation. Quand il fondit sur la proie qu'il avait prise dans ses filets, l'esprit public le condamna.

Les Amis de la Constitution, les Amis de la paix, les membres du club Tussat eux-mêmes avaient, à n'en pas douter, offert à un régime de partis des organes plus appropriés. Une disposition d'esprit fâcheuse en la personne des premiers, une conduite parfois regrettable chez les derniers, l'influence des événements généraux mise à part, mena pourtant à un échec cette intéressante tentative. La mentalité du Jacobin a été peinte de main de maître (1) ; je ne la rappelle que d'un trait. Les Amis de la Constitution — ceux de Dijon, nous l'avons vu, n'échappaient pas à la règle — étaient orgueilleux, et l'orgueil leur

(1) Taine, *op. cit.*, t. II, p. 24 et suiv.

avait fait croire qu'eux seuls possédaient avec la science la vertu, que leurs adversaires quels qu'ils soient, en tout lieu et toute occasion, devaient être des scélérats. Si les partis de leur nature sont destinés à se faire la guerre, cette lutte cependant suppose certain respect mutuel de leur qualité respective : les Amis de la Constitution eurent le tort de dénier à leurs adversaires le titre de belligérants, de les regarder comme des brigands. Les contrerévolutionnaires, d'autre part, cédant sans doute à une tentation naturelle, mais dont les suites pour eux allaient bientôt être funestes, sous la cocarde du citoyen cherchant l'« animal politique », avaient jugé bon de s'adresser aux sentiments des électeurs beaucoup plutôt qu'à leur raison. *Do not argue, but take them in socially*, ou encore *sentimentally*. Les clubistes dijonnais appliquaient déjà la formule quand la Ligue des Primevères ne l'avait encore inventée. Les Amis de la paix, les premiers, étaient entrés dans cette voie. Les Amis de la Constitution les avaient imités ; mais l'attrait de leurs banquets pouvait-il rivaliser avec les joies du cabaret, et l'agrément de leurs chansons avec les discours des *aristocrates*, promettant une félicité à faire « pleurer de tendresse » ? Les *patriotes*, sur ce nouveau terrain, se sentaient sans doute les plus faibles. Les *patriotes* avaient peur. Leur *religion* (1) les incitait à supprimer leurs adversaires. Ils obéirent à la fois aux impulsions du cœur et à la voix de la *raison*.

(1) J'emprunte l'expression au *Journal patriotique*, du 21 décembre 1790, précité.

Les clubs, organes de partis, s'effondrèrent sous les ruines des partis eux-mêmes. Et ce fut peut-être le pas le plus décisif dans l'œuvre de la « conquête jacobine ».

Comme laboratoires d'opinion, les clubs n'avaient plus qu'une valeur bien faible. La scission des Jacobins et des Feuillants, l'esprit d'intolérance qui, dans les sociétés jacobines, se trouvait par là même accru, n'allaient pas tarder à réduire encore le domaine laissé à la libre discussion. L'épuration, un peu plus tard, devait porter le coup de grâce à cette première conception. L'orthodoxie établie, mise à l'abri des *suspects*, les partis adverses abattus, les élections devenues plus rares et cessant même absolument (1), la Société patriotique, pour justifier sa survivance, du point de vue de la science politique, n'avait plus guère qu'un argument à faire valoir en sa faveur : qu'elle dénoncerait les abus des agents de l'autorité. C'est un rôle de surveillance auquel, dit-on, en Amérique, ont excellé certains clubs (2), et qui alors, sans aucun doute, était présent à la pensée des clubistes et de leurs amis (3). La Société

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 521-522.

(2) Sur les *good government clubs* : Ostrogorski, *op. cit.* t. II, p. 444-445. — Comp. Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, t. II, p. 36.

(3) V. à titre de preuve un intéressant passage des *Révolutions de Paris*, n° 84 (février 1791), p. 277. Une société d'Amis de la Constitution — de quelle localité? nous l'ignorons — avait demandé à l'auteur du journal « si elle devait admettre dans son sein des officiers municipaux et des membres des Directoires de département ou de district » donnant pour motif que, « ces sociétés étant spécialement instituées... pour dénoncer les abus de l'administration, il serait à craindre que les hommes revêtus d'un caractère

populaire, nous l'avons vu, a surveillé ; la Société a dénoncé... Affirmera-t-on pour autant qu'elle a mis les Dijonnais (1) à l'abri de la tyrannie et de l'oppression ? Ce serait une proposition assurément paradoxale. La société, dans ce dernier rôle, présentait donc des défauts. Et d'abord elle était menée par ceux-là même qu'en théorie elle aurait dû surveiller. Société et municipalité ne faisaient qu'un. Sauvageot et ses acolytes dirigeaient l'une et l'autre. De l'une ils tiraient les fidèles ; l'autre donnait les *dépouilles*. Des influences extérieures, la mission de Bernard de Saintes, l'épuration, l'échauffement général des esprits, avaient sans doute favorisé ce développement du *Bossism* que l'ignorance des électeurs et le grand nombre d'offices directement ou indirectement dépendants du résultat des élections, avaient rendu quasi fatal. La société cependant, par sa propre organisation, en secondait puissamment l'établissement et le maintien. Car le club avait le tort d'être — et c'était là un second défaut qui se

public n'influençaient l'opinion de leurs confrères et ne nuisaient au succès des délibérations » Le journaliste considéra le danger comme chimérique. Le scrupule pourtant, l'expérience de Dijon suffirait à le prouver, n'était pas sans fondement.

(1) Pour les habitants des campagnes, la question est plus délicate : si la société les faisait « trembler » (v. la lettre de Calès précitée : *Gazette nationale*, du 19 brumaire, p. 214), elle pouvait cependant à l'occasion les mettre à l'abri des vexations et des abus de quelque tyranneau de village (v. la requête des habitants d'Aiserey et Potangey et les lettres de Joannet précitées) ; c'était le tribunal, bien imparfait, devant lequel étaient portées les contestations relatives aux « droits supérieurs » des individus. (V. l'intéressant rapprochement établi par Taine entre le rôle des clubs en France sous la Révolution et celui de la Cour suprême aux Etats-Unis : *La Révolution*, t. 1^{er}, p. 275.)

combinait avec l'autre — une « association intégrale » qui poursuivait « des buts multiples », qui étouffait en quelque sorte sous la multitude de ces buts l'« énergie » et l'« élan » de ses membres, lesquels, dans l'impossibilité d'apprécier la portée de chacun des actes auxquels ils participaient, par la force des choses, se trouvaient réduits à subir le « monopole moral », exercé par quelques meneurs sous le couvert de « l'esprit de corps, cette forme basse de la solidarité qui unit en excluant, qui a pour ciment moins l'affection naturelle que le mépris ou la haine des autres ou du moins la satisfaction pharisienne de ne pas leur ressembler, qui développe moins une conscience collective qu'un orgueil, qu'un amour-propre collectif inspirant seul la conduite et primant toutes autres considérations, jusqu'au souci de la vérité et de la justice (1) ».

Et ce danger ici apparaissait d'autant plus grave que la société, parmi ses buts, n'embrassait pas seulement le domaine entier de la politique, qu'elle englobait encore la vie économique et sociale. C'est

(1) Ostrogorski, *op. cit.*, t. II, p. 582-583. Appliqué aux partis, tels qu'ils fonctionnent en Angleterre, le tableau peut paraître d'un pessimisme exagéré. (V. les observations de M. Esmein : *Revue politique et parlementaire*, t. XXXVII, p. 117 et suiv.) Visant les clubs au contraire, les clubs révolutionnaires en particulier, tous les traits nous semblent être d'une scrupuleuse exactitude. — Si la multiplicité croissante des buts auxquels le club devait répondre favorisait puissamment cette transformation en une sorte d'automatisme de l'adhésion réfléchie qu'auraient dû donner les clubistes à chacun des actes de la société, cette évolution d'ailleurs, il ne faut pas l'oublier, se trouvait d'un autre côté secondée et accentuée par l'extension du droit de suffrage, le cercle des clubistes ayant tendance à s'élargir avec celui des électeurs. (Comp. Benoist, *Le suffrage universel et les partis*, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1904, p. 520-542).

là dans les clubs un dernier aspect qui mérite, je crois, un coup d'œil.

La Révolution avait supprimé, sur le terrain économique, sur le terrain social, les *forces collectives*. Victimes des rancunes amassées contre elles, comme aussi de l'esprit classique, de cette conception *atomistique* de la société née de l'idée d'*homme abstrait*, corporations et congrégations avaient disparu. L'esprit d'association pour autant ne pouvait être éliminé; encore moins le devaient être les besoins auxquels, sous l'ancien régime, les associations répondaient. Les congrégations s'étaient chargées de l'instruction des enfants, du soin des malades et du soulagement des pauvres. C'était une tâche que l'individu isolé se trouvait dans l'impossibilité de recueillir, que l'Etat, d'autre part, privé de ressources et de crédit, n'avait le moyen de prendre à sa charge. Et c'est ainsi que les clubs, nous en avons vu des exemples, succédèrent aux congrégations. Ils prirent leur rôle économique, et même leur rôle religieux. Ce fut au club en effet que le culte nouveau demanda les prédicateurs que la religion précédemment allait chercher au couvent. Le club se fit congrégation. Le club se fit corporation. Ce fut une vaste corporation où artisans et marchands, de tout métier et de tout commerce, indistinctement pénétrèrent, qui prit en mains leurs intérêts, pour défendre parfois ceux spéciaux à une profession, pour sauvegarder dans d'autres cas ceux qui étaient communs à toutes.

Les clubs héritaient donc de ce que volontiers j'appellerais la fonction permanente des groupes. Ce

rôle toutefois sous la Révolution était accru — je mets ici de côté tout élément se rattachant à la transformation politique proprement dite et à l'avènement du gouvernement populaire dont précédemment j'ai parlé — par suite d'une double raison : l'insuffisance des institutions d'une part, du mécanisme administratif en particulier, le trouble d'autre part que la crise politique, économique et sociale avait jeté dans les esprits.

Il y a des époques, dit Mataja, où les institutions anciennes sont surannées, où les nouvelles ne sont pas encore mûres : dans la chaîne des institutions, il se produit comme une lacune. C'est, il me semble, l'image fidèle de l'époque où sont nés les clubs ; et c'est à cette lacune qu'ils eurent pour but de remédier. Les preuves pourraient être prises dans les domaines les plus variés. Les paroles tombées du haut de la chaire ne parviennent plus à satisfaire la curiosité populaire ; les hommes cherchent la « nouveauté » ; la presse quotidienne et bon marché manque alors pour la leur fournir : le club provisoirement la leur donne (1). C'est un exemple emprunté à un besoin de l'individu. D'autres encore mieux se tireraient des besoins sentis par l'Etat. L'Etat ancien, quand il réglait avec un soin méticuleux la vie économique du pays, disposait d'organes

(1) L'idée, au premier abord, paraît un peu surprenante. Elle n'a pourtant rien de fantaisiste. *Les Révolutions de Paris*, à plusieurs reprises, à l'occasion du carême en particulier, conseillant aux citoyens de quitter l'église pour le club, insistent avec beaucoup de force sur cette comparaison de l'orateur du club qui instruit des « dernières nouvelles » et du prédicateur qui, chaque année, redit les scènes connues de la Passion.

compliqués assurant à ses règlements le respect qui leur était dû. Revenu aux errements de jadis, consciemment ou inconsciemment, l'Etat nouveau l'imitait, et lui aussi réglementait, sans plus avoir ces organes de contrôle et d'exécution. Et voilà pourquoi encore, du consentement de l'Etat, le rôle des clubs s'étendit à des objets qui normalement eussent été de la compétence d'agents administratifs.

La première cause par conséquent eut pour effet capital de développer le cercle des attributions dévolues aux clubs. La seconde tendit plutôt à grossir le nombre des sociétés et de leurs membres.

C'est une observation générale, qu'il est permis de tirer des enseignements de l'histoire, que les époques de crise, de désorganisation politique et sociale, presque toujours sont marquées par la merveilleuse expansion que l'esprit d'association prend alors parmi les hommes. Que le danger soit réel ou simplement putatif, une période de crise en effet apporte avec elle tout un cortège d'appréhensions qui s'emparent de l'individu, qui le poussent vers l'union où il espère trouver la force qui écartera les périls. La Révolution avait fait naître des craintes de toutes sortes : ces terreurs précipitèrent les citoyens dans les clubs. Et voilà comment sans doute, de même qu'au lointain début du moyen âge, les hommes se groupaient autour d'un seigneur, les seigneurs autour d'un suzerain, les habitants de l'empire français, les citoyens de la République, à la fin du dix-huitième siècle, irrésistiblement furent portés à s'assembler autour de ceux dont la parole semblait puissante, comme jadis l'épée du seigneur, et

comment les clubs à leur tour devinrent les vaisseaux d'un maître qui avait, au cœur de Paris, sa forteresse aux Jacobins...

D'où, je crois, nous pouvons conclure que les clubs avaient leur fondement dans une idée politiquement juste, que la volition d'une multitude, pour se dégager, réclame la création d'associations où les opinions s'élaborent, tandis que s'exerce sur la masse le rayonnement légitime des esprits d'élite (1); dans des besoins moraux et économiques incontestables, nous en avons çà et là rencontré bien des preuves; dans un sentiment enfin profondément humain qu'il est difficile de blâmer : le désir, dans un temps d'anarchie (2) ou de tyrannie, de se mettre, soi et ses biens, à l'abri des perturbateurs ou des tyrans. Comment de cette idée politiquement juste sortit un système destructif de la liberté d'opinion, défavorable aux esprits d'élite; comment de ces préoccupations économiques et morales découla l'un des régimes les plus antiéconomiques et les plus propices aux abus qu'il fût permis d'imaginer; comment enfin ces efforts faits pour échapper à l'oppression l'aggravèrent et la perpétuèrent en conférant aux sociétés, sous les apparences trompeuses de la volonté du peuple, l'instrument de leur despotisme : des causes internes sans doute préparèrent ces transformations; les circonstances de l'époque furent cependant du plus grand poids dans l'évolution mal-

(1) Comp. Sumner-Maine, *Essai sur le gouvernement populaire*, p. 129, 131, 135.

(2) Sur les associations spontanées formées après la prise de la Bastille : Taine, *op. cit.*, t. II, p. 39.

heureuse. Et ceci mérite indulgence pour les clubistes dijonnais.

Faisons-leur grâce des rigueurs dont ils réclamaient le maintien dans leur adresse la plus « infâme », jugeons-les d'après l'*intention* ; jugeons l'intention d'après le temps. L'horloger Paillet, qui parfois parlait comme un sage, sous une forme naïve cachait peut-être une pensée profonde, lorsque, répondant à ceux qui, la Terreur passée, accablaient d'imprécations le club et ses membres, pour toute défense il alléguait que les intentions des clubistes, « *en ce temps-là*, étaient pures ».

Vu :

ERNEST CHAMPEAUX.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Dijon, le 9 mai 1905.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

LISTE

DES PRÉSIDENTS DE LA SOCIÉTÉ PATRIOTIQUE

(Club patriotique, Amis de la Constitution, Société populaire) ⁽¹⁾

Septembre-octobre 1789, de Morveau, avocat général honoraire.

Décembre 1789-janvier 1790, Abbé Vollius, professeur, futur évêque.

Février 1791, Borthon, officier d'artillerie.

— Marlot, avocat.

Mars-juin 1791, L.-A. Pille, journaliste, futur officier.

Juillet 1791, Presevot, avocat.

Août 1791, Prieur, officier du génie.

— Presevot.

Septembre-octobre 1791, Trullard-Bernard, avocat.

Janvier 1792, André Lombard, président par intérim.

— Burette, ex-président, président par intérim.

Mars 1792, Vaillant père.

Juin 1792, Presevot.

Mars-avril 1793, Bertheley.

Août 1793, J.-B. Vallet.

Novembre 1793, Petétin, ex-solliciteur au consul.

Janvier 1794, Brillat, homme de loi.

Février-mars 1794, Sauvageot, chapelier.

Juillet 1794, Petétin.

Septembre 1794, Petétin.

Novembre 1794, Presevot.

(1) Cette liste, fort incomplète, est tirée de l'ensemble des documents que nous avons eus sous les yeux. Les dates sont celles auxquelles se réfèrent les documents révélateurs. Nous n'avons ni la prétention ni le moyen de déterminer de façon exacte la durée de chaque présidence.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le club patriotique</i> . (Août 1789 — février 1790.)	9
Ses origines. — L'idée d'un Dôlois. — Les troubles parlementaires. La première « Société patriotique ». Une société d'avocats. — Convocation des Etats généraux. Fermentation des esprits. La « cabale ». — Fondation d'un club. Ses éléments premiers. L'Ordre des Avocats, l'Académie et l'Etat-Major. Guyton de Morveau. — Son programme : instruction et philanthropie. Son œuvre. — Quelques remèdes imaginés contre la misère à Dijon. Guyton de Morveau et les ateliers de charité. Double projet présenté par Maret. — La « régénération des finances ». Une souscription patriotique. Ses motifs et ses résultats. — La diffusion des « lumières ». Quelques anecdotes rapportées par Yung. Le club cherche en Angleterre des amis et des précepteurs. Son rêve de fraternité des peuples ; son optimisme politique. Le <i>Journal patriotique</i>. L'instruction au village. Lettres aux habitants des campagnes. Sermons et chansons. — Le club tourné en ridicule par ses adversaires politiques. Un échec électoral.	
CHAPITRE II. — <i>Luttes entre clubs. Les Amis de la Paix, les Amis de la Constitution, le Vieux Couvent et le club Tussat</i> . (Mars — décembre 1790.)	41

Les partis succédant aux classes. — Le club des Amis de la Paix. Son programme, sa composition. Rivalité entre Amis de la Paix et « patriotes » : ses grands et ses petits côtés. Destruction de la « Tirelire ».

Le club patriotique transformé en Société des Amis de la Constitution. Ses quatre sections. Banquets patriotiques. Apparition de Sauvageot.

Nouveaux efforts des contrerévolutionnaires. Les « orgies

du Vieux Couvent ». La prétendue cinquième section des Amis de la Constitution. Les origines du club Tussat. Ses membres et son président. Ses statuts. Son esprit. La crainte d'un coup de force appelle un coup de force en sens inverse. La destruction du « repaire Tussat ». Quelques-unes de ses suites.

CHAPITRE III. — *Les Amis de la Constitution restés seuls.*
Les Jeunes Amis de la Constitution. Les Amies de
la Constitution. (1791-1792.)

87

Le mouvement jacobin. Développement et concentration des clubs. Les Amis de la Constitution dijonnais réunis en un groupe unique. Leur installation au Palais. Leur affiliation aux Jacobins de Paris. Création de filiales. Les Jeunes Amis de la Constitution. Députations et discours. Les Amies de la Constitution. Origines du club. Cause profonde et cause apparente. Sa fondation. Ses œuvres. — Les Jeunes Amies de la Constitution. — L'établissement de clubs campagnards.

Le programme de 89 appliqué par les hommes de 91. — Leur rôle d'instructeurs. Nouveaux catéchumènes : l'éducation du soldat. Sources nouvelles de « lumières » : les renseignements privés complétés par les documents officiels. Procédé nouveau d'instruction : l'enseignement par les signes et ses premières applications. Objet nouveau d'instruction : l'extirpation des préjugés. Préjugés locaux : deux usages touchant au carême et à la sanctification de la Toussaint. Préjugés généraux : le mariage des prêtres et le duel. — Philanthropie développée : l'œuvre économique du club. Contrôle exercé sur la vente des biens nationaux. Prêts consentis à la suite de l'établissement des patentes. Ses vœux à propos des billets de confiance et des assignats.

Les ennemis du club. Ses adversaires anciens : les derniers clubs anticiviques. Ses adversaires nouveaux. La « conspiration des perruquiers ». Les congrégations. La municipalité Chartraire ; sa chute ; le club célèbre ses succès électoraux. — Conflits avec l'exécutif. Le voyage des Tantes. L'affaire de Lausanne. — Décret des 29-30 septembre 1791 : l'influence des actes du club sur la préparation du décret ; l'influence du décret sur les actes du club.

Transformation des idées. — Sur le terrain politique. Le club se détache de la royauté. L'ardeur guerrière substituée à l'amour de la paix. L'idée de salut public l'emportant sur le libéralisme expirant : création du comité de

surveillance. — Sur le terrain économique. Conception morale de l'économie politique ; vœux en faveur d'une réduction des besoins ; le bonnet de la liberté ; un arrêté sur l'usage du sucre et du café ; l'abus du pain condamné. Pessimisme économique : le grenier d'abondance. L'esprit de réglementation ; tendance socialiste.

CHAPITRE IV. — *La Société populaire. (1793-1794.)* . . . 153

Coup d'œil d'ensemble. Triple caractéristique de la Société populaire ; deux phases distinguées dans son existence. Division. Son histoire interne. Les séances publiques et le travail des comités ; le Palais et le Bailliage. Le *Nécessaire*. Les congrès ; les représentants en mission.

Son rôle dans la politique générale. Quelques conceptions théoriques : la constitution rêvée par l'avocat Presevot ; la maïeutique de Vaudrey. Son influence pratique : appui donné à la Convention contre ses adversaires du dedans et ses ennemis du dehors.

Son œuvre locale. Dans le domaine intellectuel. Campagne en faveur du maintien du collège Godran. L'idée d'un musée. L'enseignement du droit. Les apôtres de la raison. — Dans le domaine matériel. Questions de voirie. Précautions sanitaires. Préoccupations économiques. La disette de blé. La question des bois. L'application du maximum. Les réquisitions de vin. La recherche de savon et d'huiles. L'affaire des cuirs et des cordonniers. Le problème de la main-d'œuvre dans les campagnes. Le pain de l'égalité. La frugalité dans les auberges et dans les prisons.

Apogée de la Société populaire. L'empire sur les personnes, conséquence de son action sur les choses. Délation et patronage. Les épurations. Règne de Sauvageot.

CHAPITRE V. — *Décadence de la Société populaire. (Août-nov. 1794.) Sa fin. (Nov.-déc. 1794.) Le club Perrotte et les Jeunes Républicains. (Janvier-oct. 1795.) La Société de lecture. (1795-1796.) Les cercles constitutionnels. (1797-1799.)* 197

Les contre-coups du 9 thermidor. Craintes soulevées au club de Dijon par le relâchement de la Terreur. I. « adresse infâme ». La Société populaire désavouée par la Convention. Rupture de la Société de Dijon avec celles de Beaune et de Châtillon. Attaques dirigées contre

Sauvageot. Querelles de personnes et querelles de principes. L'action de Calès et des sections. Décret du 25 vendémiaire an III. Les derniers actes du club. Sa dernière séance. Fermeture du Bailliage. Fermeture de la salle du Palais.

Le club Perrotte. Sa fondation. Le mouvement terroriste. Le 12 germinal. Arrestation de Perrotte. — La réaction. Apparition des Jeunes Républicains. Poursuite des terroristes. Vœux en faveur de la suppression des derniers vestiges de la Société populaire. — Le 13 vendémiaire. Echec des muscadins.

La Société de lecture de l'horloger Paillet. Son esprit et ses vœux.

Les cercles constitutionnels. Leur naissance. Leur caractère. Leur suspension par la loi du 7 thermidor an V. — Le 18 fructidor. — Réapparition d'un cercle constitutionnel à Dijon. Ses actes. Son intervention aux élections de l'an VI; réprobation qu'elle suscita. — Le 30 prairial. Les derniers clubistes.

CONCLUSION 237

LISTE DES PRÉSIDENTS DE LA SOCIÉTÉ PATRIOTIQUE . . 255

